##### Republique du Niger



Millennium Challenge Account Niger

(MCA-Niger)

**DOSSIER D’APPEL D’OFFRES**

**Emis le : 25 Mai 2020**

**Millenium Challenge Account – Niger**

**Pour le compte du gouvernement du Niger**

**Financé par**

**LES ETATS UNIES D’AMERIQUE**

**Par le biais du**

**MILLENIUM CHALLENGE CORPORATION**

**Appel d’Offres**

**Sélection d’opérateurs de services chargés de la mise en œuvre des sous projets de restauration et de préservation de l’environnement, de restauration des aires pastorales et accompagnement agricole dans les régions de Dosso, Maradi, Tahoua et Tillabéry**

**(Projet des Communautés Résilientes au Climat (CRC)**

**(Activités CRA et PRAPS)**

1. Date : Février 2020

**Lettre d’invitation à soumissionner**

Niamey, le 25 mai 2020

**Objet** : Sélection d’opérateurs de services chargés de la mise en œuvre des sous projets de restauration et de préservation de l’environnement, de restauration des aires pastorales et accompagnement agricole dans les régions de Dosso, Maradi, Tahoua et Tillabéry(Projet des Communautés Résilientes au Climat (CRC) (Activités CRA et activités PRAPS)

CR/2CA/CB/065/19.

Madame, Monsieur,

Le Millennium Challenge Corporation (MCC) est une agence gouvernementale américaine qui travaille avec les pays en voie de développement pour promouvoir une croissance économique durable afin de réduire la pauvreté. Les pays éligibles au développement des programmes financés par MCC signent une convention de subvention de cinq ans (un Compact) et le mettent en œuvre.

Le 29 juillet 2016, le gouvernement du Niger (GoN) et le gouvernement des États-Unis d’Amérique, par l’intermédiaire de MCC, ont signé un pacte de 437,024 millions de dollars sur cinq ans. L’objectif de ce Compact est de réduire la pauvreté grâce à la croissance économique dans le but d’accroître les revenus ruraux en améliorant l’utilisation productive et durable des ressources naturelles pour la production agricole et en améliorant le marketing et l’accès au marché des produits agricoles. Le Compact est entré en vigueur (début de la mise en œuvre) le 26 Janvier 2018.

L’entité appelée Millennium Challenge Account - Niger (ci-après MCA-Niger ou MCA) mettra en œuvre le Programme et exercera les droits et obligations du Gouvernement nigérien pour superviser, gérer et mettre en œuvre les projets et les activités du Programme.

Le Compact comprend deux projets :

**Projet d’irrigation et d’accès aux marchés**

Ce projet améliorera l’irrigation dans les régions de Dosso et Tahoua du Niger, y compris la réhabilitation d’un système d’irrigation à grande échelle et le développement d’un nouveau système à grande échelle, afin d’augmenter les rendements des produits agricoles et leur commercialisation. Il fournira un soutien technique aux agriculteurs et à leurs organisations en améliorant l’accès aux intrants, au marketing et aux services post-récolte et à valeur ajoutée. En outre, le projet permettra de 1) réhabiliter les réseaux routiers pour améliorer considérablement l’accès au marché 2) soutenir les politiques et les réformes institutionnelles, y compris une réforme du secteur des engrais, l’élaboration d’un plan national de gestion de l’eau, l’élaboration d’un plan de gestion des ressources naturelles, le renforcement de la propriété et des droits fonciers et le renforcement de la capacité statistique de l’Institut National des statistiques et des ministères clés.

**Projet des communautés résilientes au climat (CRC)**

Ce projet vise à augmenter les revenus des familles tributaires de l’agriculture et de l’élevage à petite échelle dans les communes rurales éligibles du Niger en améliorant la productivité des cultures et du bétail, en gérant durablement les ressources naturelles essentielles à la productivité, en augmentant les revenus des entreprises agricoles et les ventes sur les marchés cibles. Le projet CRC sera mis en œuvre en parallèle avec la Banque Mondiale en coordination avec les unités de coordination des programmes PASEC et PRAPS situées au Ministère de l’Agriculture et de l’Élevage. MCA-Niger aura du personnel dans les unités régionales pour la supervision quotidienne de la mise en œuvre des activités du CRC.

Le présent appel d’offres inscrit dans l’Avis Général de Passation des Marchés publié sur les sites de MCA-Niger, dgMarket et NigerEmploi le 24 janvier 2020 et sur UN Development Business (« UNDB ») le 28 janvier 2020, entre dans le cadre de la mise en œuvre des activités CRA et PRAPS du Projet des Communautés Résilientes au Climat (CRC).

Le MCA – Niger invite les opérateurs éligibles (« Soumissionnaires ») à soumettre des offres pour la prestation des services autres que services de conseil pour la mise en œuvre des sous projets de restauration et de préservation de l’environnement, de restauration des aires pastorales et accompagnement agricole dans les régions de Dosso, Maradi, Tahoua et Tillabéry. Chaque contrat couvrira une période maximale de 24 mois. De plus amples informations sur ces prestations sont données dans les exigences de l’acheteur qui figurent dans le Dossier d’Appel d’Offres joint à la présente invitation à soumissionner (IAS) .

La présente IAS est ouverte aux opérateurs spécialisés (ONG, GIE) éligibles souhaitant y participer. Sous réserve des restrictions énoncées dans le DAO, les opérateurs éligibles peuvent s’associer à d’autres soumissionnaires en vue d’optimiser leur capacité à exécuter le contrat avec succès.

Un opérateur de services sera sélectionné en vertu de la Sélection Basée sur la Qualité et le Prix (**SBQP),** procédure d’évaluation dont les étapes sont décrites dans le présent DAO conformément aux « Directives sur la passation des marchés du Programme de MCC » et disponibles sur le site web de MCC (www.mcc.gov/ppg). Le processus de sélection, tel que décrit, inclut l’examen et la vérification des qualifications et des performances passées, ainsi qu’un contrôle des références, avant l’attribution du contrat.

**PREMIÈRE PARTIE – SOUMISSION DES OFFRES ET PROCÉDURES DE SÉLECTION**

**Section I Instructions aux Soumissionnaires (« IS »)**

Cette section fournit des informations afin d’aider les Soumissionnaires potentiels à préparer leurs Offres, et décrit également la soumission, l’ouverture et l’évaluation des offres, ainsi que l’attribution des contrats.

**Section II Données particulières de l’Appel d’Offres**

Cette section énonce les exigences propres à la présente procédure de passation de marchés et vient compléter les informations qui figurent à la section I, Instructions aux Soumissionnaires.

**Section III Qualification et critères d’évaluation**

Cette section précise les critères qui serviront à évaluer les Offres et à sélectionner le Soumissionnaire pour exécuter le Contrat et le processus pour déterminer l’Offre ayant obtenu la meilleure combinaison score technique/score financier.

**Section IV  Formulaires de soumission**

Cette section comporte les formulaires de soumission de l’Offre, qui doivent être complétés par les Soumissionnaires et soumis dans le cadre de leur Offre.

**DEUXIÈME PARTIE – CAHIER DES CHARGES DE L’ACHETEUR**

**Section V  Cahier des Charges**

Cette section V contient la liste détaillée de services autres que services de conseil, les calendriers de livraison et d’exécution ainsi que les spécifications techniques qui décrivent les services autres que les services de conseil à fournir.

**TROISIEME PARTIE - CONDITIONS DU CONTRAT ET FORMULAIRES CONTRACTUELS**

**Section VI Contrat et Conditions Générales du Contrat (« CGC »)**

Cette section comporte le formulaire de contrat à conclure entre l’Entité MCA et le Prestataire de services. **Le texte des stipulations des Conditions Générales du Contrat ne doit pas être modifié.**

**Section VII Conditions Particulières du Contrat (« CPC ») et Annexe au Contrat**

Cette section comporte le formulaire comprenant les Clauses contractuelles qui viennent compléter les CGC et qui doivent être complétées par les Entités MCA pour chaque marché de Services autres que les Services de Conseil. Cette Section comprend également une annexe (Annexe A : Stipulations complémentaires) comprenant des stipulations faisant partie intégrante des obligations qui incombent au Gouvernement et à l’Entité MCA en vertu des stipulations du Compact et des documents connexes qui, conformément auxdites stipulations, doivent être transférées à tout Prestataire de services, Sous-traitant ou associé participant à la procédure de passation de marchés financés par MCC.

**Section VIII Formulaires contractuels**

Cette section comporte les formulaires, qui une fois complétés, feront partie du Contrat. Le formulaire de **la Garantie d’exécution**, lorsque requis, doitt être complété par le Soumissionnaire retenu après l’attribution du Contrat.

Il convient de relever qu’une conférence préalable à la soumission des offres **se tiendra le Lundi 8 Juin 2020 à 10H 00 par audio conférence** comme indiqué dans les Données Particulières de l’Appel d’Offres (« DPAO»), Section II du présent DAO.

L’évaluation des offres sera basée sur les formulaires détaillés à la section IV du DAO, Formulaire d’offre, dument renseignés par le soumissionnaire et comportera dans un premier temps une évaluation de l’offre technique et, dans un deuxième temps, une évaluation de l’offre financière le tout conformément à la Section III.

Il convient de noter que **seules les Propositions transmises par voie électronique sont acceptées.**

Dès réception de cette lettre, veuillez nous faire savoir par courrier électronique à l’adresse ci-dessous :

1. si vous avez reçu la demande de Propositions et
2. si vous soumettez une Proposition seul ou en association avec un autre Consultant.

Veuillez agréer, Madame/Monsieur l’assurance de ma considération distinguée.

**Annou Mamane**

**Directeur Général MCA – Niger**

**Table des matières**

[PREMIÈRE PARTIE :](#_Toc34819313) 5

[Section I. Instructions aux Soumissionnaires 6](#_Toc34819315)

[Généralités 6](#_Toc34819316)

[Préparation des Offres 20](#_Toc34819371)

[Évaluation et comparaison des Offres 32](#_Toc34819415)

[**Ouverture et Evaluation des Offres financières : Erreurs de calcul** 34](#_Toc34819425)

[Attribution du Contrat 37](#_Toc34819430)

[Section II. Données Particulières de l’Appel d’Offres 42](#_Toc34819447)

[Généralités 42](#_Toc34819448)

[Contenu du DAO 42](#_Toc34819449)

[Préparation des offres 43](#_Toc34819450)

[Soumission et ouverture des offres 44](#_Toc34819451)

[Évaluation et comparaison des Offres 45](#_Toc34819452)

[Attribution du Contrat 46](#_Toc34819453)

**Annexe 1 de la Section II – Données particulières de l’appel d’offres   
Procédure de soumission des offres par voie électronique 47**

[Section III. Critères de qualification et d’évaluation 51](#_Toc34819454)

[Critères d’évaluation des Offres techniques 53](#_Toc34819466)

Qualifications - documents montrant les qualifications du soumissionnaire [58](#_Toc34819467)

[ELIGIBILITE 58](#_Toc34819468)

[Antecedents d’inexecution de Contrats 60](#_Toc34819469)

[Situation financière 63](#_Toc34819471)

[Section IV. Formulaires de soumission 66](#_Toc34819478)

[Formulaire TECH- 1 : Formulaire de soumission de proposition Technique 67](#_Toc34819483)

[Formulaire TECH – 2A : Capacite financiere 69](#_Toc34819484)

[Formulaire TECH – 2B : Proces, litiges, arbitrages, actions en justice, plaintes, enquetes et differends actuels et anterieurs impliquant le prestataire 70](#_Toc34819486)

[Formulaire TECH-3 : Organisation du Prestataire 71](#_Toc34819487)

[Formulaire TECH-4 : Expérience du Prestataire 72](#_Toc34819488)

[Formulaire TECH-5A : Références du Prestataire 73](#_Toc34819489)

[Formulaire TECH-5B :Références concernant les Contrats financés par le MCC 74](#_Toc34819490)

[Formulaire TECH-6 : Description de l'approche, de la méthodologie et du Plan de travail de l’offre pour l’exécution de la mission 75](#_Toc34819491)

[Formulaire TECH-7 : Composition de l'équipe et attribution de tâches 77](#_Toc34819492)

[Formulaire TECH-8 : Curriculum vitae (CV) du Personnel Professionnel Clé proposé 78](#_Toc34819493)

[Formulaire TECH-9 : Calendrier des travaux et des livrables 80](#_Toc34819494)

**ELI -1:Formulaire - Fiche de renseignements sur le Soumissionnaire 81**

**ELI-2: Formulaire - Fiche d’information sur la coentreprise/l’association/le Sous-traitant 82**

ELI-3: Formulaire de certification d’entreprise publique 84

DEUXIEME [PARTIE  : CAHIER DE CHARGE DE L’ACHETEUR 83](#_Toc34819500)

BSF1  - Lettre de l’Offre Financiere 87

BSF2 - Bordereau des Prix 90

# PARTIE 2 : CAHIER DES CHARGES DE L’ACHETEUR 95

Aperçu général du programme 99

[Contexte de la prestation 106](#_Toc34819506)

[Objectifs de la prestation 108](#_Toc34819507)

[Objectif général 108](#_Toc34819508)

[Objectifs spécifiques 108](#_Toc34819509)

[Type de contrat 111](#_Toc34819510)

[Description des types de prestations de services 114](#_Toc34819511)

[Normes de conception et approbations requises 117](#_Toc34819512)

[Tâches à accomplir 117](#_Toc34819513)

[Tâche 1 - Réunion de démarrage 118](#_Toc34819514)

[Tâche 2 : Visite terrain 119](#_Toc34819515)

[Tâche 3: Information et Sensibilisation 120](#_Toc34819516)

[Tâche 4: Mise en place des comités de gestion 120](#_Toc34819517)

[Tâche 5: Mobilisation sociale et gestion des opérations 121](#_Toc34819518)

[Types de Livrables pour les travaux de gestion durable des terres (Lots : de 1 à 8) 121](#_Toc34819520)

[Période contractuelle de l’opérateur 126](#_Toc34819522)

[Exigences quant au personnel 126](#_Toc34819523)

[Personnel clé 126](#_Toc34819524)

[Personnel d’appui 127](#_Toc34819525)

[Cadre de devis quantitatif et estimatif 127](#_Toc34819527)

[Annexe 1: chronogramme indicatif de la prestation « gestion durable des terres »: lots 1 à 8 131](#_Toc34819528)

**Annexe 2 : Outil pour l’évaluation des risques de Traite des Personnes (TIP) 133**

**Annexe 3 : Localisation des sites par lot 136**

[Conditions du contrat et formulaires contractuels 158](#_Toc34819529)

[Section V. Conditions Générales du Contrat 159](#_Toc34819530)

Conditions Particulières du Contrat 186

[Annexe A : Stipulations complémentaires 191](#_Toc34819674)

[Annexe B : Description des services 196](#_Toc34819675)

[Annexe C : Personnel clé du prestataire de services 197](#_Toc34819676)

[Formulaire de Notification d’intention d’attribution 199](#_Toc34819677)

**Formulaire de Notification d’attribution du Contrat 200**

[Formulaire d’Accord contractuel 201](#_Toc34819679)

[Formulaire de certification de conformite aux sanctions 203](#_Toc34819680)

**INSTRUCTIONS POUR COMPLETER LE FORMULAIRE DE CERTIFICATION DE CONFORMITE AUX SANCTIONS: 205**

**Annexe A “Stipulations complémentaires,” Paragraphe G “Respect des lois relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, et des autres restrictions 207**

Formulaire d’auto-certification pour les Consultants/Prestataires de services/Entrepreneurs/Fournisseurs 209

Modèle de Garantie d’exécution (garantie bancaire) 211

# 

# PREMIÈRE PARTIE :

# SOUMISSION DES OFFRES ET PROCÉDURE D’APPEL D’OFFRES

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| 1. Instructions aux Soumissionnaires | | | |
| 1. **Généralités**   Les mots et expressions ci-dessous utilisées dans la première partie (Soumission des offres et procédures de sélection) du présent Dossier d’Appel d’Offres ont le sens qui leur est attribué ci-après. Ces définitions ne s’appliquent pas aux mots et expressions utilisés dans la deuxième partie (Conditions du Contrat et formulaires contractuels) du présent Dossier d’Appel d’Offres. Sauf indication contraire, ces mots et expressions auront le sens qui leur est attribué dans les sous-clauses 1.1 et 2.1 des CGC. | | | |
|  | 1. « Addendum » ou « addenda » désigne un amendement au présent Dossier d’Appel d’Offres, apporté par l’Entité MCA. 2. « Appendice de l’Offre » désigne les pages complétées du formulaire intitulé « Appendice de l’Offre » incluses dans la Section IV (Formulaires d’Offre) faisant partie intégrante de l’Offre du Soumissionnaire. 3. « Associé » désigne une entité faisant partie de l’association constituée par le Soumissionnaire ou le Prestataire de services. Un Sous-traitant n’est pas un associé. 4. « Association », « Co-entreprise » ou consortium désigne une association d’entités constituant le Soumissionnaire ou le Prestataire de services, ayant ou n’ayant pas une forme juridique différente de celle de ses membres. 5. « DPAO » désigne les Données particulières de l’Appel d’Offres qui figure à la Section II du présent Dossier d’Appel d’Offres et énoncent les exigences et/ou conditions particulières. 6. « Offre » désigne une offre pour la fourniture de Services autres que Services de Conseil, soumise par un Soumissionnaire en réponse au présent Dossier d’Appel d’Offres. 7. « Garantie d’Offre » désigne la garantie que le Soumissionnaire peut être tenu de présenter dans le cadre de son Offre conformément aux stipulations de la Clause IS 27. 8. « Soumissionnaire » désigne toute entité ou personne éligible, y compris tout associé de l’entité ou de la personne éligible qui soumet une Offre. 9. « Dossier d’Appel d’Offres » désigne le présent dossier ainsi que toute modification ultérieure, préparés par l’Acheteur pour la sélection du Prestataire de service. 10. « Bordereaux des Prix» désigne le devis quantitatif dûment tarifé et complété, formant partie intégrante de l’Offre. 11. « Compact » désigne le Compact du Millennium Challenge **identifié dans les DPAO.** 12. « Confirmation » désigne une confirmation écrite. 13. « Contrat » désigne le contrat proposé à la signature entre l’Acheteur et le Prestataire de service, y compris toutes les pièces jointes, les annexes et tous les documents qui y sont intégrés par renvoi, dont un modèle est fourni dans la troisième partie du présent Dossier d’Appel d’Offres. 14. « Jour » désigne un jour du calendrier civil. 15. « Offre financière » désigne les informations financières communiquées dans l’Offre du Soumissionnaire conformément à la clause à la clause 18.2 des IS. 16. « CGC » désigne les Conditions Générales du Contrat. 17. « Gouvernement » désigne le gouvernement **identifié par les DPAO.** 18. « Normes de Performance de l’IFC » désigne les normes de performance de la Société Financière Internationale (International Finance Corporation) en matière de durabilité sociale et environnementale. 19. « Instructions aux Soumissionnaires » ou « IS » désigne la section I du présent DAO, y compris toute modification, fournissant aux Soumissionnaires toutes les informations nécessaires à la préparation de leurs Offres. 20. « Par écrit » signifie communiqué par écrit (par exemple, par courrier postal, courrier électronique ou télécopie) et livré avec accusé de réception. 21. « Lettre d’Offre financière » désigne le formulaire complété intitulé « Lettre d’Offre financière » incluse dans la Section IV (Formulaires d’Offre technique et financière) faisant partie intégrante de l’Offre du Soumissionnaire. 22. « Lettre d’Offre technique » désigne le formulaire complété intitulé « Lettre d’Offre technique » incluse dans la Section IV (Formulaires d’Offre technique et financière) faisant partie intégrante de l’Offre du Soumissionnaire. 23. « Millennium Challenge Corporation » ou « MCC » désigne un organisme du gouvernement américain agissant au nom du gouvernement des États-Unis. 24. « Financement MCC » désigne le financement octroyé par MCC au gouvernement conformément aux termes et conditions du Compact. 25. « Directives sur la passation des marchés du Programme de MCC » ou « Directives de MCC » désigne les Directives sur la passation des marchés du Programme de MCC et ses amendements publiés de temps à autre sur le site web de MCC [www.mcc.gov/ppg](http://www.mcc.gov/ppg). 26. « Conférence préalable à la soumission des offres» désigne la conférence préalable à la soumission **indiquée à l’alinéa IS 14.2 des DPAO**, le cas échéant. 27. « Acheteur » ou « Entité MCA » désigne l’entité responsable **identifiée par les DPAO.** Il s’agit de la partie avec laquelle le Prestataire de services signe le Contrat pour la fourniture de Services autres que Services de Conseil. 28. « CPC » désigne les Conditions Particulières du Contrat. 29. « Spécification des services » désigne les documents qui figurent à la partie 2 du présent dossier d'appel d'offres qui expliquent les spécifications techniques et autres exigences relatives aux Services autres que Services de Conseil à fournir. 30. « Services » ou «  Services autres que Services de Conseil » désigne les travaux qui doivent être réalisés par le Prestataire de services conformément aux stipulations de la Spécification des services. 31. « Prestataire de services » désigne l’entité qui fournit les Services autres que Services de Conseil à l’Acheteur au titre du Contrat. 32. « Sous-traitant » désigne toute entité auprès de laquelle le Soumissionnaire entend sous-traiter une partie des Services autres que Services de Conseil. 33. « Taxes » a la signification qui lui est donnée dans le Compact. 34. « Offre Technique » désigne les informations techniques communiquées dans l’Offre du Soumissionnaire conformément à la clause 18.1 des IS. 35. « Traite des personnes » ou « TIP » a la signification qui lui est donnée dans les Directives sur la passation des marchés du Programme de MCC. | | |
| **Portée de l’offre** | * 1. L’Acheteur a émis une invitation à soumissionner pour la fourniture de Services autres que Services de Conseil comme spécifié à la Section V. Calendrier des Services. Le Prestataire retenu sera sélectionné au moyen de la méthode **spécifiée dans les DPAO**, conformément aux principes de la méthode de Sélection Basée sur la Qualité et le Prix énoncés dans les Directives de passation des marchés du Programme de MCC et conformément à la Section III, Critères de qualification et d'évaluation des Soumissionnaires. Le nom et le numéro d’identification du Contrat, ainsi que le numéro et la description du/des lot(s) **figurent** **dans les DPAO.**   2. L’Acheteur n’est nullement tenu d’accepter l’une quelconque des offres qui auront été soumises et se réserve le droit, à tout moment avant l’attribution du Contrat, d’annuler cette procédure de passation de marchés sans encourir aucune responsabilité envers le Soumissionnaire. | | |
| **Source du Financement** | * 1. Les États-Unis d’Amérique, agissant par l’intermédiaire de MCC, et le Gouvernement ont signé le Compact. Le Gouvernement, agissant par l’intermédiaire de l’Entité MCA, entend utiliser une partie du Financement MCC pour effectuer des paiements autorisés en vertu du Contrat. Tous paiements effectués au titre du Financement MCC sont soumis, à tous égards, aux termes et conditions du Compact et des documents connexes, y compris aux restrictions sur l’utilisation et le décaissement du Financement MCC. Aucune partie autre que le Gouvernement et l’Entité MCA ne peut se prévaloir du Compact ni prétendre au produit du Financement MCC. Le Compact et les documents s’y rapportant sont disponibles. sur le site web de MCC ([www.mcc.gov](http://www.mcc.gov)) et sur le site web de l’Entité MCA. | | |
| **Corruption et fraude** | * 1. MCC exige de tous les bénéficiaires du Financement MCC, y compris de l’Entité MCA et de tous les candidats, soumissionnaires, prestataires de service, entrepreneurs, sous-traitants, consultants et sous-consultants au titre de tout contrat financé par MCC, le respect des normes d’éthique les plus strictes lors de la sélection du Prestataire de services et de l’exécution desdits contrats. La politique de MCC en matière de prévention et de détection de la fraude et de la corruption, et de lutte contre ces pratiques dans les opérations de  MCC (« Politique Anti-Fraude et Anti-corruption de  MCC ») s’applique à tous les contrats et procédures de passation de marché impliquant un Financement par MCC. Ladite Politique est disponible sur le site web de MCC. La Politique AFC de MCC exige des sociétés et entités bénéficiant de fonds de MCC de reconnaître avoir pris connaissance de la Politique AFC de MCC et de certifier avoir des engagements et procédures acceptables en place pour faire face aux risques de fraude et de corruption. En vertu de cette Politique, les expressions ci-dessous sont définies de la manière suivante, et sont parfois désignées collectivement dans le présent document par « Fraude et corruption » :   2. «***coercition*** » signifie porter atteinte ou nuire, ou menacer de porter atteinte ou de nuire, directement ou indirectement, à une partie ou à la propriété d’une partie, ou influencer indûment les actions d’une partie dans le cadre de la mise en œuvre de tout contrat financé, en totalité ou en partie, par un Financement MCC, y compris les mesures prises dans le cadre d’une procédure de passation de marchés ou de l’exécution d’un contrat ;   3. « ***collusion*** » désigne un accord tacite ou explicite entre au moins deux parties visant à se livrer à une pratique de coercition, collusion, corruption, fraude, obstruction d’enquêtes sur des allégations de fraude ou de corruption ou à se livrer à une pratique interdite, y compris tout accord visant à fixer, stabiliser ou manipuler des prix, ou à priver par ailleurs l’Entité MCA des avantages d’une concurrence libre et ouverte ;   4. « ***corruption*** » désigne l’offre, le don, la réception ou la sollicitation, directement ou indirectement, de toute chose de valeur pour influencer indûment les actions d’un agent public, du personnel de l’Entité MCA, du personnel de MCC, des consultants ou des employés d’autres entités participant à des activités financées, en totalité ou en partie par MCC, y compris lorsque lesdites activités ont trait à la prise de décision ou à l’examen de décisions, à d’autres mesures de gestion du processus de sélection, à l’exécution d’un marché public ou au versement de tout paiement à un tiers dans le cadre d’un contrat ou en vue de l’exécution d’un contrat ;   5. «***fraude*** » désigne tout acte ou toute omission, y compris toute déclaration qui, volontairement ou par négligence, induit ou tente d’induire en erreur une partie afin d’obtenir un avantage financier ou autre dans le cadre de la mise en œuvre d’un contrat financé en totalité ou en partie par MCC, y compris tout acte ou toute omission visant à influencer (ou tenter d’influencer) un processus de sélection ou l’exécution d’un contrat, ou à se soustraire (ou tenter de se soustraire) à une obligation ;   6. « ***obstruction d’enquête sur des allégations de fraude ou de corruption*** » désigne tout acte entrepris dans le cadre de la mise en œuvre d’un contrat financé en totalité ou en partie par MCC :  1. qui cause la destruction, la falsification, l’altération ou la dissimulation délibérées de preuves ou qui consiste en de fausses déclarations à des enquêteurs ou autres agents publics dans le but d’entraver une enquête sur des allégations de coercition ou de collusion, de fraude ou de corruption, ou de pratiques interdites ; 2. qui menace, harcèle ou intimide une partie pour l’empêcher soit de divulguer sa connaissance d’informations pertinentes en rapport avec une enquête ou soit de poursuivre l’enquête ; et/ou 3. qui vise à empêcher la réalisation d’une inspection et/ou l’exercice des droits de vérification de MCC et/ou du Bureau de l’Inspecteur Général responsable pour le compte de MCC, tels que prévus en vertu du Compact, d’un accord de Programme seuil et des accords connexes ; et    1. « ***pratiques interdites*** » désigne tout acte en violation de la section E (respect de la loi sur la lutte contre la corruption) de la section F (respect de la loi sur la lutte contre le blanchiment de fonds) et de la section G (respect de la loi sur la lutte contre le financement du terrorisme et autres restrictions) de l’Annexe relative aux Stipulations complémentaires. 4. L’Entité MCA rejette l’Offre (et MCC refuse l’approbation d’une proposition d’attribution d’un Contrat) si elle établit que le Soumissionnaire auquel il est recommandé d’attribuer le Contrat s’est livré, directement ou par l’intermédiaire d’un agent, a des activités de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, d’obstruction d’enquête sur des allégations de fraude ou de corruption, ou à des pratiques interdites en vue de l’obtention du contrat. 5. MCC et l’Entité MCA peuvent prendre des sanctions à l’encontre du Soumissionnaire, y compris exclure le Soumissionnaire indéfiniment ou pour une période déterminée, de toute attribution de contrats financés par MCC si MCC ou l’Entité MCA établit, à un moment quelconque, que le Prestataire de services s’est livré, directement ou par l’intermédiaire d’un agent, à des activités de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, d’obstruction d’enquête sur des allégations de fraude ou de corruption ou à des pratiques interdites en vue de l’obtention ou au cours de l’exécution du Contrat. 6. MCC et l’Entité MCA peuvent exiger que le Contrat contienne une clause obligeant le Prestataire de services retenu à autoriser l’Entité MCA, MCC ou toute entité désignée par MCC à examiner les documents et pièces comptables du Prestataire de service, ou de ses sous-consultants liés par le contrat, relatifs à la préparation et au dépôt de son Offre ou à l’exécution du Contrat, et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par MCC ou par l’Entité MCA, avec l’approbation de MCC.    1. En outre, MCC peut annuler toute partie du financement MCC alloué au Contrat si elle établit qu’un agent d’un bénéficiaire du Financement MCC s’est livré à des activités de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, d’obstruction d’enquête sur des allégations de fraude ou de corruption ou à des pratiques interdites au cours du processus de sélection ou d’exécution d’un contrat financé par MCC, sans que l’Entité MCA ait pris à temps et à la satisfaction de MCC les mesures appropriées pour remédier à la situation. | | |
| **Traite des personnes** | * 1. MCC a une politique de tolérance zéro en ce qui concerne la Traite des personnes. La Traite des personnes (« TIP ») est un crime qui consiste à agir par la force, fraude et/ou coercition pour exploiter une autre personne. La Traite des personnes peut prendre la forme de la servitude domestique, du péonage, du travail forcé, de la servitude sexuelle, et de l’utilisation des enfants soldats. Cette pratique prive l’être humain de ses droits et de sa liberté, augmente les risques sanitaires mondiaux, alimente les réseaux du crime organisé en pleine croissance et peut accroitre le niveau de pauvreté et ralentir le développement. MCC s’est engagée à veiller à ce que des mesures adéquates soient prises pour prévenir, atténuer et contrôler les risques de TIP dans les pays partenaires et les projets qu’elle finance. La politique de MCC contre la Traite des personnes (« C-TIP ») est disponible sur le site web : <https://www.mcc.gov/resources/doc/policy-counter-trafficking-in-persons-policy>   2. La Description des Services (Annexe B du Contrat) énonce certaines interdictions, des exigences à l’égard du Prestataire de service, des mesures correctives et d’autres stipulations contraignantes qui font partie intégrante de tout Contrat à conclure. | | |
| **Exigences environnementales et sociales** | * 1. Le Prestataire de services doit veiller à ce que ses activités, y compris les activités réalisées par les sous-traitants au titre du Contrat soient conformes aux Directives de MCC en matière d’environnement (tel que ce terme est défini dans le Compact ou accord connexe, disponible à l’adresse http: //www.mcc.gov), et qu’elles ne soient pas « de nature à causer un risque important pour l'environnement, la santé ou la sécurité » tel que défini dans ces Directives. Le Prestataire de services est également tenu de se conformer aux normes de performance de l'IFC aux fins du présent contrat. Des informations supplémentaires sur les normes de performance de l’IFC sont disponibles à l’adresse suivante : <http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/topics_ext_content/ifc_external_corporate_site/sustainability-at-ifc/policies-standards/performance-standards> | | |
| **Qualification et éligibilité des Soumissionnaires** | * 1. Les critères de qualification et d’éligibilité des Prestataires de service énoncés dans le présent document s’appliqueront au Soumissionnaire et à l’ensemble des entités qui le compose.   2. Les Soumissionnaires doivent également satisfaire aux critères d’éligibilité énoncés dans le présent DAO et tels que contenus dans les Directives sur la passation des marchés du Programme de MCC régissant les marchés financés par MCC en vertu du Compact. | | |
| **Qualification et éligibilité des coentreprises et associations** | * 1. Toute entité éligible peut soumettre une offre séparément ou dans le cadre d’une co-entreprise. Dans le cas où un Soumissionnaire est ou propose de se constituer en co-entreprise ou en une association, (a) tous les membres de la co-entreprise ou de l’association seront conjointement et solidairement responsables de l’exécution du Contrat ; et b) la co-entreprise ou l’association devra désigner un représentant habilité à exécuter toutes les activités au nom de chaque membre et de tous les membres de la co-entreprise ou de l’association adjudicataire du Contrat, au cours de son exécution.   2. Sous réserve des restrictions énoncées dans le présent Dossier d’Appel d’offres, un Soumissionnaire peut proposer de sous-traiter une partie du Contrat conformément aux termes et conditions dudit Contrat, à condition toutefois que les noms et informations relatives au contrat de sous-traitance soient clairement indiqués dans l’Offre soumise par le Soumissionnaire.   3. Les critères de qualification du Soumissionnaire ainsi que les exigences énoncées dans les Instructions aux Soumissionnaires figurent à la Section III. Critères de qualification et d’évaluation.   4. Les Soumissionnaires doivent également satisfaire aux exigences d’éligibilité qui figurent dans les Directives sur la passation des marchés du Programme de MCC qui régissent les marchés financés par MCC au titre du Compact. Dans le cas où un Soumissionnaire entend se constituer en co-entreprise ou sous-traiter une partie du Contrat, l’associé ou le Sous-traitant sera également soumis aux critères d’éligibilité énoncés dans le présent Dossier d’Appel d’Offres et dans les Directives sur la passation des marchés du Programme de MCC.   5. Les Soumissionnaires doivent fournir des éléments de preuve attestant qu’ils sont toujours éligibles, d’une manière jugée satisfaisante par l’Acheteur, selon les exigences raisonnables de ce dernier. | | |
| **Conflit d’intérêts** | | * 1. Le Soumissionnaire ne doit pas avoir de conflit d’intérêts. Tout Soumissionnaire en situation de conflit d’intérêts sera disqualifié, sauf si le conflit d’intérêts a été atténué et si l’atténuation a été approuvée par MCC. L’Acheteur exige des Soumissionnaires et du Prestataire de services de défendre avant tout et à tout moment les intérêts de l’Acheteur, d’éviter scrupuleusement toute possibilité de conflit, y compris avec d’autres activités ou avec les intérêts de leurs cabinets, et d’agir sans faire entrer en ligne de compte l’éventualité d’une mission ultérieure. Sans limiter la portée générale de ce qui précède, un Soumissionnaire ou un Prestataire de service, y compris toutes les parties constituant le Soumissionnaire ou le Prestataire de service, et tout Sous-traitant et fournisseur d’une partie du contrat, y compris des services connexes, ainsi que leur personnel et affiliés respectifs, peuvent être considérés comme ayant un conflit d’intérêts et être disqualifiés ou exclus :  1. s’ils ont au moins un associé détenant une majorité dominante en commun avec une ou plusieurs autres parties dans le processus prévu par le présent DAO ; ou 2. s’ils ont le même représentant légal qu’un autre soumissionnaire dans le cadre du présent Appel d’Offres ; ou 3. s’ils ont des relations, directement ou par l’intermédiaire d’une tierce partie commune, leur permettant d’avoir accès à des informations sur l’offre d’un autre Soumissionnaire ou d’influencer celle-ci ou d’influencer les décisions de l’Acheteur au sujet de la sélection concernant la présente procédure de passation de marché ; ou 4. s’ils participent à plus d’une offre dans le cadre de la présente procédure. Il convient de noter que la participation d’un Soumissionnaire à plus d’une offre entraîne la disqualification de toutes les offres dudit soumissionnaire. Toutefois, cette stipulation n’interdit pas d’inclure un même Sous-traitant dans plus d’une offre ; ou 5. s’ils sont eux-mêmes, ou ont des relations d’affaires ou familiales avec (i) un membre du Conseil d’administration ou du personnel de l’Entité MCA, (ii) l’Agent de passation de marché, l’Agent financier, ou l’Auditeur (tel que prévu dans le Compact ou les accords connexes) engagé par l’Entité MCA dans le cadre du Compact, et participant directement ou indirectement à une quelconque partie (A) de la préparation de ce DAO (B) du processus de sélection dans le cadre de cette procédure de passation de marché ou (C) de la supervision du Contrat, sauf si le conflit né de cette relation a été résolu d’un manière jugée satisfaisante par MCC ; ou 6. si l’un quelconque de leurs affiliés a été ou est actuellement engagé par l’Entité MCA comme Agent de passation de marchés ou comme Agent financier en vertu du Compact.    1. Tout Soumissionnaire engagé par l’Entité MCA pour fournir des services de consultant en vue de la préparation ou de la mise en œuvre d’un projet ainsi que ses affiliés, ne sont pas autorisés à fournir ultérieurement des biens, travaux ou Services autres que Services de Conseil découlant ou directement liés aux services de conseil pour la préparation ou la mise en œuvre du même projet. |
|  | | * 1. Les Soumissionnaires et le Prestataire de services sont tenus de divulguer toute situation de conflit réel ou potentiel qui affecte leur capacité à servir au mieux l’intérêt de l’Acheteur ou qui pourrait raisonnablement être perçue comme ayant cet effet. Ne pas divulguer une telle situation peut entraîner la disqualification du Soumissionnaire ou la résiliation du Contrat. |
| **Inéligibilité et exclusion** | | * 1. Un Soumissionnaire ou Prestataire de service, toutes les parties constituant le Soumissionnaire ou Prestataire de services et tout Sous-traitant et fournisseur d’une partie du Contrat, y compris des services connexes, ainsi que leur personnel et leurs affiliés respectifs ne doivent pas être une personne ou une entité (a) frappée par une déclaration d’inéligibilité pour cause de coercition, collusion, corruption, fraude, obstruction d’enquêtes sur des allégations de fraude ou de corruption, ou pratiques interdites prévues à la clause IS 3.1 ci-dessus, ou (b) ayant été déclarée non habilitée à participer à une procédure de passation de marché conformément aux procédures prévues à la partie 10 des Directives sur la passation des marchés du Programme de MCC (Procédures de vérification de l’éligibilité), disponibles sur le site web de  MCC [www.mcc.gov/ppg](http://www.mcc.gov/ppg). De même, toute entité établie ou ayant son siège social ou une part importante de ses activités dans un pays soumis aux sanctions ou restrictions imposées par la législation ou la politique américaine, ne sera pas habilitée à participer à la présente procédure de passation de marché.   2. Un Soumissionnaire ou Prestataire de services, toutes les parties constituant le Soumissionnaire ou Prestataire de services et tout Sous-traitant et fournisseur d’une partie du contrat, y compris des services connexes, ainsi que leur personnel et leurs affiliés respectifs qui ne sont pas inéligibles pour l’un des motifs visés à la clause 9 des IS seront néanmoins exclus si :  1. conformément à la loi et aux règlements officiels du pays, le Gouvernement interdit les relations commerciales avec le pays du Soumissionnaire ou Prestataire de services (y compris ses associés, sous-traitants et fournisseurs, ainsi que leurs affiliés respectifs). Les pays qui sont soumis aux sanctions ou restrictions imposées par la législation ou la politique américaine à la date du présent DAO **figurent dans les DPAO** ; ou 2. en application d’une décision du Conseil de sécurité des Nations Unies adoptée en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le Gouvernement interdit toute importation de biens en provenance du pays du Soumissionnaire ou Prestataire de services (y compris ses associés, sous-traitants et fournisseurs, ainsi que leurs affiliés respectifs) ou tout paiement aux entités présentes dans ledit pays ; ou 3. ce Soumissionnaire ou Prestataire de service, toute partie le constituant, tout Sous-traitant ou fournisseur, ou leur personnel ou leurs affiliés respectifs sont considérés inéligibles par MCC en vertu d’une politique ou d’une directive susceptible d’être en vigueur à un quelconque moment, telle que publiée sur le site web de MCC ([www.mcc.gov](http://www.mcc.gov)). |
| **Justification de la continuation de l’éligibilité des soumissionnaires** | | * 1. Les Soumissionnaires et les Prestataires de services doivent fournir des éléments de preuve attestant qu’ils sont toujours éligibles, d’une manière jugée satisfaisante par l’Acheteur, selon les exigences raisonnables de ce dernier. |
| **Commissions et primes** | | * 1. Le Soumissionnaire ou Prestataire de Services communique les renseignements sur les commissions et primes éventuellement réglées ou devant être réglées en rapport avec la présente procédure de passation de marché ou l’Offre y relative, et pendant l’exécution du Contrat s’il est attribué au Soumissionnaire, comme demandé dans les formulaires des offres technique et financière de l’Offre, qui figure à la Section IV B, Formulaires de soumission. |
| **Origine des Services autres que Services de Conseil** | | * 1. Les Services autres que Services de Conseil fournis au titre du Contrat peuvent provenir de n’importe quel pays, sous réserve des mêmes restrictions énoncées à l’égard des Soumissionnaires et du Prestataire de services à la Clause 9 des IS. À la demande de l'Acheteur, les Soumissionnaires seront tenus de fournir la preuve de l'origine des Services autres que Services de Conseil à fournir.   2. Au sens de la Clause 12.1 des IS, « origine » désigne le lieu à partir duquel les services sont fournis. |
| 1. **Dossier de l’AO** | | |
| **Sections du DAO** | | * 1. Le présent DAO est composé de la Première partie, de la Deuxième Partie et de la Troisième Partie comprenant toutes les sections énoncées ci-dessous, et doit être lue conjointement avec tout addendum émis conformément à la clause IS 15.   **Première partie - Offres et procédures de sélection**   * Section I. Instructions aux Soumissionnaires * Section II. Données particulières de l’Appel d’Offres * Section III. Critères de qualification et d’évaluation * Section IV. Formulaires de soumission   **Deuxième partie - Exigences de l’Acheteur**  Section V. Spécification des Services  **Troisième partie - Formulaires contractuels**   * Section VI. Contrat et Conditions Générales du Contrat * Section VII. Conditions Particulières du Contrat et Annexe au Contrat * Section VIII. Formulaires contractuels   1. La lettre d’invitation émise par l’Acheteur ne fait pas partie du Dossier d’Appel d’Offres.   2. L’Acheteur n’est pas responsable de l’exhaustivité du présent DAO et de ses addenda s’ils ne proviennent pas directement de la source indiquée par l’Entité MCA dans la Lettre d’invitation.   3. Le Soumissionnaire doit examiner l’ensemble des instructions, formulaires et conditions, et Spécification des services qui figurent dans ce DAO. Ne pas fournir toutes les informations et de tous les documents exigés dans le cadre du présent DAO peut entraîner le rejet de l’Offre. |
| **Eclaircissements concernant le Dossier d’Appel d’Offres** | | * 1. Tout Soumissionnaire potentiel désireux d’obtenir des éclaircissements sur le présent DAO doit prendre contact avec l’Entité MCA. Toute demande d’éclaircissement doit être formulée par écrit, et expédiée par courriel ou par télécopie à l’adresse de l’Entité MCA **indiquée dans les DPAO**. L’Entité MCA répond à toute demande d’éclaircissements, à condition qu’elle ait été reçue endéans le délai **indiqué dans les DPAO** avant la date limite de soumission des offres. L’Entité MCA adresse une copie des réponses, ainsi qu’un résumé de la demande d’éclaircissements, sans mentionner l’auteur, à tous les Soumissionnaires inscrits ou ayant obtenu le DAO directement auprès de l’Entité MCA, à la date **indiquée dans les DPAO**. L’Entité MCA publie également une copie des réponses et des résumés de demandes d’éclaircissements sur le site web de l’Entité MCA **indiqué dans les DPAO.** Au cas où les éclaircissements donnent lieu à la modification des principaux points du DAO, l’Entité MCA modifiera le DAO conformément à la procédure énoncée à la clause IS 15. |
|  | | * 1. Le représentant désigné du Soumissionnaire est invité à participer à la conférence préalable à la soumission des offres, **s’il en est prévu une dans les DPAO**. La conférence a pour objectif de clarifier les préoccupations et d’apporter des réponses aux questions concernant les préoccupations susceptibles d’être soulevées à ce stade. Il est fortement recommandé d’assister à la conférence préalable à la soumission des offres. Toutefois, cette présence n’est pas obligatoire. La présence à ladite réunion préalable à la Soumission d’offres ou lors de la visite du Chantier ne sera pas prise en compte pendant l’examen des Offres.   2. Le procès-verbal de la conférence, y compris les questions soulevées, sans mention de l’auteur, et les réponses préparées lors de la Conférence, seront publiés sur le site web de l’Entité MCA comme **indiqué à l’alinéa IS 14.1 des DPAO**, et transmis par écrit à tous les Soumissionnaires inscrits ou ayant obtenu le DAO directement auprès de l’Entité MCA. Toute modification du DAO jugée nécessaire après la conférence sera effectuée exclusivement par l’Entité MCA par la publication d’un addendum et non par le biais du procès-verbal de ladite Conférence. |
| **Modification du Dossier d’Appel d’Offres** | | * 1. À tout moment, avant la date limite de soumission des Offres, l’Entité MCA peut modifier le présent DAO en y apportant des Addenda. |
|  | | * 1. Tous les Addenda publiés font partie du présent DAO, seront affichés sur le site web de l’Entité MCA et communiqués par écrit à tous les Soumissionnaires inscrits ou ayant obtenu le DAO directement auprès de l’Entité MCA. |
|  | | * 1. Afin de donner aux Soumissionnaires potentiels un délai raisonnable pour tenir compte des addenda dans le cadre de la préparation de leur Offre, l’Entité MCA peut, à sa seule discrétion, prolonger la date limite de soumission des Offres. |
| 1. **Préparation des Offres** | | |
| **Frais de préparation de l’Offre** | | * 1. Sauf indication contraire **prévue dans les DPAO**, les frais de préparation et de soumission de l’Offre sont à la charge du Soumissionnaire. L’Entité MCA n’est en aucun cas responsable de ces frais, quels que soient le déroulement et l’issue de la procédure d’appel d’offres. |
| **Langue de l’Offre** | | * 1. L’offre, ainsi que toute la correspondance et tous les documents concernant la soumission, échangés entre le Soumissionnaire et l’Acheteur seront rédigés dans la langue indiquée **dans les** **DPAO**. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le Soumissionnaire dans le cadre de la soumission peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d’être accompagnés d’une traduction dans la langue indiquée **dans les DPAO** des passages en rapport avec l’offre, auquel cas, aux fins d’interprétation de l’offre, la traduction fera foi. |
| **Composition de l’Offre** | | * 1. L’Offre doit être disposée dans une enveloppe extérieure qui comprendra deux enveloppes intérieures scellées contenant l’Offre technique et l’Offre financière.   L’Offre Technique doit inclure l’offre du Soumissionnaire pour la livraison des services comme stipulée à la Section IV, Formulaires de soumission de l’Offre Technique et l’Offre Financière, avec suffisamment de détails pour démontrer l’adéquation de l’Offre Technique du Soumissionnaire pour se conformer aux exigences de l’Acheteur et la période d’exécution. L’Offre technique ne doit comporter aucune information financière autre que celle demandée dans le Formulaire TECH-2A. Une Offre Technique contenant des informations financières constitue un motif valable pour déclarer l’offre irrecevable.   * 1. L’Offre financière du Soumissionnaire doit être préparée en utilisant les formulaires qui figurent à la Section IV- Formulaires de soumission de l’Offre Technique et l’Offre Financière avec suffisamment de détails pour démontrer l’adéquation de l’Offre Financière du Soumissionnaire pour se conformer aux exigences de l’Acheteur et la période d’exécution.   2. L’Offre soumise par le Soumissionnaire comprendra les documents suivants : |
|  | | 1. tous les formulaires de soumission conformément à la Section IV-Formulaires de Soumission, y compris les Formulaires techniques et financières de Soumission de l’Offre incluant le Bordereau des Prix unitaires et le Détail quantitatif et estimatif conformément aux dispositions des clauses 19, 21 et 22 des IS ; 2. la Garantie d’offreétablie conformément aux stipulations de la clause 27 des IS ; 3. la confirmation par écrit de l’habilitation du signataire de l’offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux stipulations de la clause 28 des IS ; 4. les documentsconformément à la clause 23 des IS attestant que le Soumissionnaire est éligible ; 5. **si requis dans les DPAO**, les documents conformément à la clause 23 des IS attestant que les Services autres que Services de Conseil à fournir par le Soumissionnaire proviennent d’un pays éligible ; 6. les documents conformément à la clause 24 des IS attestant que les Services autres que Services de Conseil à fournir sont conformes au Dossier d’Appel d’Offres ; 7. les documents conformément à la clause 25 des IS attestant que le Soumissionnaire est qualifié pour exécuter le Marché si son offre est retenue ; et 8. tout autre document **requis par les** **DPAO.** |
| **Formulaire de soumission de l’offre et Bordereau des Prix** | | * 1. Le Formulaire de soumission de l’offre et le Bordereau des Prix sont établis en remplissant les formulaires inclus dans la Section IV-Formulaires de soumission, sans apporter aucune modification au texte, et aucun autre format ne sera accepté. Toutes les rubriques doivent être remplies de manière à fournir les renseignements demandés. |
| **Variantes** | | * 1. Sauf indication contraire **dans les DPAO,** des offres variantes ne seront pas permises. |
| **Prix de la Soumission et rabais** | | 21.1 Les prix et rabais offerts par le Soumissionnaire dans le Formulaire de Soumission de l’offre et le Bordereau des Prix devront se conformer aux dispositions ci-après. Les rabais ne sont autorisés que dans le cas où l’Offre porte sur plusieurs lots. Les rabais seront alors pris en compte lors du processus d’évaluation tel qu’indiqué à la Section III. Critères de qualification et d’évaluation.  21.2 Le Soumissionnaire indiquera la liste et les prix séparément de tous les lots et éléments des Services, dans le Bordereau des Prix. Les éléments pour lesquels aucun prix ne sera indiqué ne seront pas payés par l’Acheteur lorsqu’ils seront exécutés et seront réputés avoir été inclus dans les autres prix figurant dans le Bordereau des Prix. Les lots ou éléments ne figurant pas dans le Bordereau des Prix seront considérés comme n’étant pas inclus dans l’offre, et à condition que l’Offre soit substantiellement conforme, l'ajustement correspondant, selon le cas, sera appliqué.  21.3 Le prix à indiquer dans le Formulaire de soumission de l’offre, conformément à la clause 19.1 des IS, correspond au prix total de l’offre, nets de tout rabais.  21.4 Le Soumissionnaire indiquera tout rabais inconditionnel, ainsi que la méthode d’application correspondante, dans le Formulaire de soumission de l’offre conformément à la clause 19.1 des IS.  21.5 Les termes EXW, CIF, CIP et autres termes similaires sont régis par les règles énoncées dans l’édition des Incoterms **indiquée dans les DPAO** et publiée par la Chambre de commerce internationale.  21.6 Le prix à indiquer dans le Formulaire de soumission de l’offre, conformément à la clause 19.1 des IS, doit comprendre le prix tout compris des services, y compris les frais de transport et d'assurance, et tous les services nécessaires pour la prestation des services dans les lieux indiqués dans la Spécification des services.  21.7 Sauf indication contraire **dans les DPAO** et dans le Contrat, les tarifs et prix indiqués par le Soumissionnaire seront fixes pour la durée d’exécution du Contrat et ne feront en aucun cas l’objet de variation.  21.8 Si prévu **à la clause 1.1 des DPAO**, des offres seront sollicitées pour des contrats individuels (lots) ou pour une combinaison de contrats (ensembles). Sauf indication contraire **dans les DPAO**, les prix indiqués doivent correspondre à 100% des éléments indiqués pour chaque lot et à 100% des quantités indiquées pour chaque élément d'un lot. Les Soumissionnaires souhaitant offrir un rabais pour l’attribution de plusieurs marchés (lots) doivent indiquer le rabais applicable conformément à la clause 21.4 des IS, à condition que les offres de tous les lots soient soumises et ouvertes en même temps.  21.9 La clause 17 des Conditions Générales du Contrat (Section VI) énonce les dispositions du Contrat relatives aux impôts. Les soumissionnaires doivent examiner attentivement cette clause lors de la préparation de leur offre. |
| **Monnaies de l’Offre** | | * 1. Le Soumissionnaire doit libeller son Offre dans la/les monnaie(s**) spécifiée(s) dans les DPAO**. |
| **Documents attestant de l’éligibilité du Soumission­naire** | | * 1. Pour établir que le Soumissionnaire répond aux critères d’éligibilité, en application des dispositions des clauses 6-11 des IS, le Soumissionnaire devra remplir le Formulaire de soumission de l’offre, inclus à la Section IV, Formulaires de soumission.   2. Pour établir l’éligibilité des Services autres que Services de Conseil conformément aux clauses 6-11 des IS, le Soumissionnaire doit remplir les déclarations du pays d’origine dans les Formulaires des Bordereaux des Prix (FBP2.1), inclus à la Section IV. Formulaires de soumission. |
| **Documents établissant la conformité des Services autres que Services de Conseil** | | * 1. Pour établir la conformité des Services autres que Services de Conseil au Dossier d’appel d’offres, le Soumissionnaire fournira dans le cadre de son offre les pièces justificatives de la conformité des Services aux spécifications techniques, y compris à toutes les exigences et normes indiquées à la Section V. Calendrier des Exigences.   2. Les documents que le Soumissionnaire fournira pour établir la conformité des Services autres que Services de Conseil peuvent revêtir la forme de textes, de plans ou de données. Ils doivent comprendre une description détaillée, élément par article, des caractéristiques techniques et des performances essentielles des services, démontrant une conformité substantielle des services aux spécifications techniques, y compris à toutes les exigences et normes et, le cas échéant, un relevé des dérogations aux dispositions de la spécification des services.   3. Les normes de fabrication, de processus, de matériel et d’équipement, ainsi que les références aux marques ou aux numéros de catalogue spécifiés par l’Acheteur dans la Spécification des services, ne sont indiqués que dans un but descriptif et non restrictif. Un Soumissionnaire peut proposer d’autres normes de qualité, noms de marque et / ou numéros de catalogue, à condition de démontrer, à la satisfaction de l’Acheteur, que les remplacements sont d’une équivalence substantielle ou sont supérieurs à ceux spécifiés dans la Spécification des services. |
| **Documents attestant des qualifications du Soumission­naire** | | * 1. Les documents que le Soumissionnaire fournira pour établir qu’il possède les qualifications requises pour exécuter le Marché si son offre est acceptée, établiront, à la satisfaction de l’Acheteur, que le Soumissionnaire remplit chacun des critères de qualification spécifiés à la Section III, Critères d’Évaluation et de Qualification. |
| **Durée de validité de l’Offre** | | * 1. Les Offres demeureront valables pendant la période spécifiée **dans les DPAO** à compter de la date limite de dépôt des offres fixée par l’Acheteur. Une Offre valable pour une période plus courte sera considérée comme non conforme et sera rejetée par l’Acheteur.   2. Exceptionnellement, avant l’expiration de la période de validité des offres, l’Acheteur peut demander aux soumissionnaires de proroger la durée de validité de leur offre. La demande et les réponses seront formulées par écrit. S’il est demandé une Garantie d’offre, sa validité sera prolongée pour une durée de vingt-huit (28) jours après la date limite de validité des offres prolongée. Un soumissionnaire peut refuser de proroger la validité de son offre sans perdre sa garantie. Un soumissionnaire qui consent à cette prorogation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire. |
| **Garantie d’offre** | | * 1. Si c’est requis **dans les DPAO**, le Soumissionnaire doit fournir, comme faisant partie de son offre financière, une garantie d’offre sous sa forme originale, du montant et dans la devise **précisés dans les DPAO.**   2. La Garantie d’offre sera émise pour le montant et dans la monnaie **spécifiée dans les DPAO** et sera :   (a) établie sous la forme d’une garantie bancaire dans une forme similaire pour l’essentiel au Formulaire de garantie d’offre (garantie bancaire) figurant à la Section IV, Formulaires de soumission des Offres Techniques et Financières;  (b) émise par une institution financière reconnue, choisie par le Soumissionnaire et située dans un pays éligible (tel que déterminé aux clauses 6-11 des IS) ; si l’institution émettant la garantie bancaire est située en dehors du pays de l’Acheteur, l’institution financière émettrice devra avoir une institution financière correspondante dans le pays de l’Acheteur afin d’en permettre l’exécution, le cas échéant ;  (c) payable rapidement sur demande écrite de l'Acheteur si les conditions énumérées à la clause 27.2 des IS sont invoquées ;  (d) présentée en un exemplaire original ; les copies ne sont pas acceptées ;  (e) valide pendant vingt-huit jours (28) après l’expiration de la période initiale de validité de l’offre, y compris si la période de validité de l’offre est prorogée en application de l’article 26.2 des IS.   * 1. Si une garantie d’offre est requise en application de la clause 27 des IS, toute offre non accompagnée d’une garantie d’offre conforme pour l’essentiel sera écartée par l’Acheteur comme étant non conforme. La garantie de soumission peut être saisie ;  1. si le Soumissionnaire retire son offre pendant le délai de validité qu’il aura spécifié dans son Offre, sauf indication contraire prévue à la clause 26.2 des IS ; 2. si le Soumissionnaire ne consent pas à rectifier son prix en application de la Clause 37.2 des IS ; ou 3. s’agissant du soumissionnaire retenu, si ce dernier : 4. manque à son obligation de fournir la garantie de bonne exécution en application de la Clause 18 des CGC comme indiqué à la Clause 48 des IS ; 5. manque à son obligation de signer le Marché en application de l’article 47 des IS.   27.4 La garantie d’offre d’une co-entreprise doit être au nom de la co-entreprise qui a soumis l’Offre. Si une co-entreprise n’a pas été formellement constitué lors du dépôt de l’Offre, la garantie d’offre devra être libellée au nom des représentants désignés (le partenaire ou membre chef de file) tels que désignés dans la lettre d’intention ou autre document similaire du projet d’accord de co-entreprise. |
| **Format et signature des offres** | | * 1. Le Soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l’offre tels que décrits à la Clause 18 des IS, en indiquant clairement la mention « ORIGINAL ».L'original doit être dactylographié ou écrit à l'encre indélébile et doit être signé par une personne dûment habilitée à signer au nom du Soumissionnaire. Cette habilitation consistera en une confirmation écrite telle que **spécifiée dans les DPAO** et sera jointe à l’Offre. La personne ou les personnes qui signent l'Offre doivent parapher toutes les pages de l'Offre où des mentions et des modifications ont été apportées.   2. Par ailleurs, le Soumissionnaire soumettra le nombre de copies de l’Offre (des photocopies de l’original signé sont acceptées) indiqué **dans les DPAO**, en mentionnant clairement sur ces exemplaires « COPIE ». En cas de différences entre les copies et l’original, l’original fera foi.   3. L’Offre ne doit pas comporter aucune surcharge ou ajout, à l'exception de ceux effectués pour se conformer aux instructions données par l'Acheteur ou nécessaires pour corriger les éventuelles erreurs du Soumissionnaire. Dans ce cas, pour être valides, ces corrections doivent être paraphées par le/les signataire(s).   4. Le Soumissionnaire doit fournir les informations décrites dans le Formulaire de soumission de l’offre, figurant à la Section IV. Formulaires de soumission, sur les commissions et primes, payés ou à payer le cas échéant, à des agents en rapport avec le présent Dossier d'Appel d'Offres ou l’Offre y relative ou en rapport avec l'exécution du Marché si le Contrat est attribué au Soumissionnaire. |
| 1. **Soumission des Offres et ouverture des plis** | | |
| **Soumission des Offres** | | * 1. Les Soumissionnaires peuvent soumettre leur Offre par voie électronique ou en mains propres. Lorsque **les DPAO** le prévoient, les Soumissionnaires devront avoir la possibilité de soumettre leur offre par voie électronique. Les Soumissionnaires doivent être informés que les distances et les formalités douanières peuvent exiger un délai de livraison plus long que prévu.   2. Il est rappelé aux Soumissionnaire que la distance et la formalité peuvent prendre plus de temps qu’espéré.   3. Le représentant habilité du Prestataire qui signe l’« **original**»de l’Offre technique et de l’Offre financière doit joindre à l’Offre technique une autorisation sous forme de procuration écrite l’habilitant à signer l’« **original**» au nom du Prestataire et de ses associés. Les Offres techniques et les Offres financières signées doivent clairement porter la mention « **original**».   4. Chaque copie de l’Offre Technique et de l’Offre Financière doit porter clairement la mention « **copie**». Il est préférable que les copies requises soient faites en photocopiant « **original**». Toutefois, le Soumissionnaire doit noter que si les copies sont faites par d’autres moyens et que des différences sont notées entre l’original et une des copies des documents, la version « **original »** gouvernera.   5. L’« **original**» et chaque « **copie**»de l’Offre technique doivent être placés dans une enveloppe ou un colis portant clairement la mention « **offre technique**», dûment cacheté(e). De même, l’« **original**» et toutes les « **copies**»de l’offre financière doivent être placés dans une enveloppe ou un colis portant clairement la mention « **offre financière**», dûment cacheté(e) également.   6. Chaque enveloppe/colis doit porter le nom et l’adresse de l’Entité MCA tel qu’**indiqué dans les DPAO**, le nom et l’adresse du Soumissionnaire (en cas de retour non ouvert) et le nom de l’Offre comme indiqué dans **les DPAO**.   7. L’enveloppe/le colis contenant l’original et les exemplaires de l’Offre financière doivent porter l’indication « **Ne pas ouvrir en même temps que l’offre technique »**.   8. Les deux enveloppes/colis contenant l’Offre Technique et l’Offre Financière doivent être placé(es) dans une plus grande enveloppe ou un carton (selon le cas) dûment cacheté(e) pour éviter toute ouverture prématurée. Cette enveloppe/ce carton de plus grande taille doit porter l’adresse de soumission, le nom et l’adresse du Prestataire, le numéro de référence de la prestation, la mention bien visible **indiquée dans les DPAO,** ainsi que le nom et l’adresse de l’Entité MCA, et porter clairement la mention « Ne pas ouvrir, à l’exception en présence d’une personne autorisée, avant (indiquer l’heure et la date de soumission) comme indiqué dans les DPAO ».   9. L’Entité MCA ne peut être tenue responsable de tout égarement ou perte de documents ou d’ouverture prématurée si ladite enveloppe/ledit carton n’est pas cacheté(e) et/ou ne porte pas la mention requise. Une telle situation peut constituer un motif de rejet de l’offre. |
| **Date limite de soumission des** **Offres** | | * 1. Les offres doivent être reçues par l’Acheteur à l’adresse indiquée **dans les DPAO** et au plus tard à la date et à l’heure qui y sont spécifiées.   2. L’Acheteur peut, à sa discrétion, reporter la date limite de remise des offres en modifiant le Dossier d’appel d’offres en application de la Clause 15 des IS, auquel cas, tous les droits et obligations de l’Acheteur et des Soumissionnaires régis par la date limite précédente seront régis par la nouvelle date limite. |
| **Offres hors délai** | | * 1. L’Acheteur n’acceptera aucune offre arrivée après l’expiration du délai de remise des offres, conformément à Clause 30 des IS. Toute offre reçue par l’Acheteur après la date et l’heure limites de dépôt des offres sera déclarée hors délai, écartée et renvoyée au Soumissionnaire à ses frais et sans avoir été ouverte. |
| **Retrait, substitution et modification de l’Offre** | | * 1. Un Soumissionnaire peut retirer, substituer ou modifier son Offre avant la date limite de dépôt des Offres en envoyant un avis écrit dûment signé par un représentant habilité. L’avis doit contenir une copie de l’habilitation du signataire en application de la Clause 28.1 des IS (sans besoin d’inclure des copies de l’avis de retrait). La substitution ou modification correspondante de l’Offre doit accompagner l’avis écrit correspondant. Tous les avis doivent:      1. être soumis conformément aux Clauses 29 et 30 des IS (sans besoin de soumettre des copies de l’avis) et les enveloppes correspondantes doivent porter clairement la mention « RETRAIT », « SUBSTITUTION » ou « MODIFICATION » et      2. être reçus par l’Acheteur avant la date limite fixée pour la soumission des offres conformément à la Clause 30 des IS.   2. Les Offres à retirer conformément à cette Clause des IS ne sont pas ouvertes et sont renvoyées au Soumissionnaire à sa demande et à ses frais.   3. Aucune Offre ne peut être retirée, substituée ou modifiée dans l'intervalle entre la date limite de soumission des Offres et l'expiration de la période de validité de l’Offre indiquée par le Soumissionnaire dans le Formulaire de soumission de l’Offre, ou du nouveau délai tel que prorogé. |
| **Ouverture des Plis** | | * 1. A la date, heure et à l’adresse indiquée **dans les DPAO** l’Acheteur procédera à l’ouverture de toutes les offres en présence des représentants des Soumissionnaires et de toute autre personne qui souhaite être présente. Les procédures spécifiques à l’ouverture d’offres électroniques si de telles offres sont prévues **dans les DPAO,** seront détaillées **dans les** **DPAO**.   2. D’abord, les enveloppes/cartons extérieurs portant la mention « Retrait » doivent être ouverts et le nom du Soumissionnaire lu à haute voix ; il ne sera toutefois pas ouvert mais renvoyé au Soumissionnaire les enveloppes/ cartons extérieurs contenant l’Offre correspondante conformément à la Clause IS 32. Aucun retrait d’Offre ne sera autorisé à moins que la notification de retrait correspondante ne contienne une autorisation valide de demande de retrait et qu’elle ne soit lue à haute voix au moment de l’Ouverture des Offres. Ensuite, les enveloppes/cartons extérieurs portant la mention « Substitution » doivent être ouverts et le nom du Soumissionnaire lu à haute voix en les échangeant contre l’Offre correspondante objet de la substitution ; il ne sera toutefois pas ouvert mais renvoyé au Soumissionnaire, aux frais et à la demande dudit Soumissionnaire, l’Offre de substitution. Aucune substitution d’Offre ne sera autorisée à moins que la notification de substitution correspondante ne contienne une autorisation valide de demande de remplacement et qu’elle ne soit lue à haute voix au moment de l’Ouverture des Offres. Les enveloppes/cartons extérieurs portant la mention « Modification » doivent être ouverts et le nom du Soumissionnaire lu à haute voix conjointement avec l’Offre correspondante. Aucune modification d’Offre ne sera autorisée à moins que la notification de modification correspondante ne contienne une autorisation valide de demande de modification et qu’elle ne soit lue à haute voix au moment de l’Ouverture des Offres. Ne seront prises en considération que les Offres contenues dans des enveloppes/cartons extérieurs ouverts et pour lesquels le nom du Soumissionnaire aura été lu à haute voix à l’ouverture de l’Offre.   3. L’ensemble des autres enveloppes et cartons extérieurs doivent être ouverts un à un, et le responsable désigné devra lire à haute voix le nom du Soumissionnaire en indiquant si une modification a été faite. Aucune Offre ne sera rejetée à l’Ouverture des Offres, sauf les Offres déposées en retard qui seront refusées conformément à l’IS 31.   4. Après l’ouverture des enveloppes et cartons extérieurs contenant les Offres par l’Acheteur, les Offres techniques et les Offres financières doivent être triées selon le cas. Les Offres techniques seront ouvertes comme indiqué **dans les DPAO.** Lorsque les Offres techniques ne sont pas ouvertes publiquement, les enveloppes contenant lesdites Offres techniques restent scellées jusqu’à ce que le Panel d’évaluation technique (« PET ») soit prêt à se réunir. L’Entité MCA doit veiller à ce que les Offres techniques restent scellées et en toute sécurité jusqu’à l’achèvement de l’évaluation des Offres financières.   5. Les substitutions et modifications soumises conformément à la Clause 32 des IS, qui ne sont pas ouvertes et lues à voix haute lors de l'ouverture des plis, ne seront pas soumises à évaluation quelles que soient les circonstances. Les offres hors délais, retirées et remplacées seront renvoyées non ouvertes à la demande et aux frais du Soumissionnaire.   6. L’Acheteur prépare un compte rendu de l’ouverture des Offres indiquant, au minimum, le nom du Soumissionnaire et la mention éventuelle d’un retrait, d’une substitution ou d’une modification. |
| 1. **Évaluation et comparaison des Offres** | | |
| **Confidentialité** | | * 1. Aucune information relative à l’examen, aux demandes d’éclaircissements, à l’évaluation des offres et à la recommandation d’attribution du Marché ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que la Notification de l’intention d’attribution du Marché n’aura pas été transmise à tous les Soumissionnaires conformément à la Clause 44 des IS. L’utilisation indue par un Soumissionnaire d’informations confidentielles liées à la procédure peut entraîner le rejet de son Offre ou invalider l’ensemble de la procédure de passation des marchés.   2. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer l’Acheteur lors de l’évaluation des offres ou lors de la décision d’attribution du marché peut exposer le soumissionnaire aux dispositions de la législation nationale, de la règlementation de l’Acheteur et de la Politique AFC de MCC, ainsi qu’à d’autres sanctions et voies de recours, dans la mesure applicable.   3. Nonobstant les stipulations susmentionnées, entre le moment où les plis seront ouverts et celui où le Marché sera attribué, si un soumissionnaire souhaite entrer en contact avec l’Acheteur pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit à l’adresse indiquée **dans les DPAO.** |
| **Eclaircissements concernant les offres** | | * 1. Pour faciliter l’examen, l’évaluation, la comparaison des offres, l’Acheteur a toute latitude pour demander à un soumissionnaire des éclaircissements sur son offre. Aucun éclaircissement apporté par un soumissionnaire autrement qu’en réponse à une demande de l’Acheteur ne sera pris en compte. La demande d’éclaircissement de l’Acheteur, comme la réponse apportée, seront formulées par écrit. Aucune modification de prix, ni aucun changement substantiel de l’offre ne seront demandés, offerts ou autorisés, si ce n’est pour confirmer la correction des erreurs arithmétiques découvertes par l’Acheteur lors de l’évaluation des offres en application de la Clause 37 des IS. |
| **Evaluation des Offres Techniques** | | * 1. Le Panel d’évaluation technique (PET) évalue les Propositions techniques sur la base de leur conformité aux Énoncés de l’Acheteur, à l’aide des critères et sous-critères d’évaluation, et du système de points **spécifié dans** **les DPAO**. Un score technique (St) sera attribué à chaque Offre conforme. À ce stage, une Offre ne répondant pas à des aspects importants du Dossier d'Appel d'Offres sera rejetée, en particulier les Énoncés de l’Acheteur ; une offre sera également rejetée si elle n’obtient pas **le score technique minimum indiqué dans les DPAO**.   2. Dans le cadre de l’évaluation des Offres techniques, le PET entreprendra également un examen des critères de qualification pour déterminer si le Soumissionnaire satisfait auxdits critères de qualification tels que décrits dans les IS 6, 7, 23, 24, 25 et dans la Section III, Critères de qualification et d'évaluation. Cette décision doit être fondée sur un examen des preuves documentaires des qualifications du Soumissionnaire soumises par celui-ci, aux performances passées du Soumissionnaire, à un examen de ses références et de toute autre source, à la discrétion de l’Acheteur. Une appréciation positive de la qualification est requise avant l’attribution du Contrat au Soumissionnaire, étant entendu que la non satisfaction des qualifications requises sera considérée comme motif de non-conformité de l’Offre technique.   3. À l’issue de l’évaluation des Offres techniques et après avoir reçu un avis de « non-objection » de MCC (le cas échéant), l’Acheteur communique à tous les Soumissionnaires ayant (a) soumis des Offres techniques jugées non conformes, (b) obtenu des scores techniques pour des Offres techniques jugées conformes, et (c) à tous les Soumissionnaires ayant obtenu le score minimum requis, la date, l’heure et le lieu de l’ouverture des offres financières.   4. La notification informe également les Soumissionnaires dont les Offres techniques n’ont pas obtenu le score minimum requis, ou ont été déclarées non conformes, que leurs Offres financières leur seront retournées non ouvertes une fois que l’Acheteur aura achevé le processus de sélection. |
| **Ouverture et Evaluation des Offres financières : Erreurs de calcul** | | * 1. Les Offres financières doivent être ouvertes en public et en présence des représentants des Soumissionnaires qui choisissent d’assister à l’ouverture des Offres à la date, à l’heure et au lieu indiqués dans l’avis émis conformément à l’IS 36.3. Toutes les Offres financières seront d’abord examinées pour vérifier qu’elles sont restées scellées et n’ont pas été ouvertes. Seules les Offres financières des Soumissionnaires ayant obtenu le score minimum requis et en conformité avec les qualifications requises à l’issue de l’évaluation technique seront ouvertes. Le score technique (St) accompagné uniquement du prix total de l’Offre, tel qu’indiqué dans la Lettre d’Offre financière doit être communiqué à haute voix et être enregistré. Une copie du compte rendu doit être communiquée aux Soumissionnaires dont les Offres financières ont été ouvertes et à MCC.   2. Toute erreur de calcul sera corrigée par le Panel d’évaluation de l’Offre financière et, en cas de divergence entre un montant partiel et un montant total, ou entre des mots et des chiffres, le montant partiel et les mots prévaudront. En plus des corrections ci-dessus, les activités et les éléments décrits dans l’Offre technique, mais non assortis de prix, doivent être considérés comme ayant été pris en compte dans les prix d’autres activités ou éléments. Dans les cas où une activité ou un élément est quantifié différemment entre l’Offre financière et l’Offre technique, aucune correction ne sera portée à l’Offre financière. Dans les cas où les Soumissionnaires ne sont pas tenus de soumettre leurs Offres financières dans une monnaie unique, les prix doivent être convertis en une monnaie unique pour cause d’évaluation en utilisant le cours vendeur, la source et la date **indiqués dans les DPAO**.   3. Dans le cadre de l’examen des prix conformément à l’IS 37.2, l’Acheteur corrige les erreurs de calcul de la façon suivante :   4. en cas d’écart entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par la quantité, le prix unitaire prévaut et le prix total est corrigé, à moins que, selon l’avis de l’Acheteur, il existe une erreur évidente de placement de la virgule indiquant les unités dans le prix unitaire, auquel cas, le prix total indiqué prévaut et le prix unitaire est corrigé ;   5. s’il y a une erreur dans un total correspondant à l’addition ou à la soustraction de sous-totaux, les sous-totaux prévaudront et le total sera corrigé ; et   6. s’il y a une divergence entre les montants libellés en toutes lettres et les chiffres, le montant libellé en toutes lettres prévaudra, à moins qu’il ne résulte d’une erreur de calcul, auquel cas le montant en chiffres prévaudra, sous réserve des points (a) et (b) ci-dessus.   7. Si le Soumissionnaire n’accepte pas la correction des erreurs, son Offre est rejetée et sa Garantie d’Offre sera saisie conformément à la clause IS 27.3(b). |
| **Caractère raisonnable des prix** | | * 1. L’Offre financière ayant reçu le taux d’évaluation le plus faible (Fm) recevra le score financier maximum (Sf) de 100 points. Les scores financiers (Sf) des autres Offres financières seront calculés **comme indiqué dans les DPAO**. Les Offres seront classées en fonction de leur combinaison score technique (St) / score financier (Sf), qui sera calculée au moyen de la formule ci-après : S = St x T % + Sf x P %, en utilisant des coefficients de pondération (T = le poids donné à l’Offre technique ; P = le poids donné à l’Offre financière ; T + F = 1) indiqués dans la Section III.   2. Le Soumissionnaire qui obtiendra la meilleure combinaison score technique / score financier sera recommandé pour l’attribution du Contrat, et, s’il remplit les critères de qualification, sera recommandé pour l’attribution du Contrat.   3. Si l’analyse du caractère raisonnable d’un prix suggère qu’une Offre financière est substantiellement déséquilibrée, notamment en conséquence d’une demande de paiement de coûts excessivement élevés pendant la période initiale, l’Acheteur peut demander au Soumissionnaire de produire une analyse de prix détaillée pour tout ou partie des éléments du Bordereau des Prix.   4. Au cas où les prix ne sont pas raisonnables (soit parce qu’ils s’avèrent excessivement élevés ou déraisonnablement bas), l’Offre peut, à la discrétion de l’Acheteur, être rejetée pour ce motif. Le Soumissionnaire n’est pas autorisé à réviser son Offre technique ou son Offre financière après une telle décision. |
| **Absence de marge de préférence** | | * 1. Conformément aux Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de MCC, aucune marge de préférence n’est appliquée aux Soumissionnaires du pays faisant l’objet de l’Appel d’offres. |
| **Réalisations antérieures et contrôle des références** | | * 1. Conformément aux Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de MCC, les réalisations contractuelles antérieures du Soumissionnaire constituent pour l’Acheteur un facteur d’évaluation de la qualification du Soumissionnaire. L’Acheteur se réserve le droit de vérifier les références concernant tout contrat antérieur fournies par le Soumissionnaire ou d’utiliser toute autre source à la discrétion de l’Acheteur. Si le Soumissionnaire (y compris l’un quelconque de ses associés ou membres de coentreprise/association) fait partie ou a fait partie d’un contrat financé par MCC (soit directement avec MCC ou avec toute Entité du Millennium Challenge Account, quel que soit le lieu dans le monde), en qualité d’entrepreneur principal, de société affiliée, d’associé ou de filiale, de Sous-traitant ou à tout autre titre, le Soumissionnaire doit inscrire ce contrat dans la liste de références jointe à son Offre, en utilisant le formulaire TECH-5B Références des Contrats financés par MCC. L’absence de tels contrats dans la liste peut amener l’Acheteur à émettre une appréciation négative concernant les performances passées du Soumissionnaire. Cependant, le fait de ne pas indiquer de tels contrats parce que le Soumissionnaire (y compris l’un quelconque de ses associés ou membres de coentreprise/association) n’a pas fait partie de tels contrats ne sera pas un motif d’appréciation négative par l’Acheteur de l’expérience du Soumissionnaire dans des contrats antérieurs. En d’autres termes, il n’est pas absolument nécessaire de justifier d’antécédents liés à un contrat financé par MCC. L’Acheteur vérifiera les références, notamment les rapports d’exécution de contrats antérieurs du Soumissionnaire saisis dans le Système d’évaluation des performances passées de l’entreprise (« SEPPE ») de MCC. Une appréciation négative de l’expérience de l’Acheteur dans des contrats antérieurs peut être un motif de disqualification du Soumissionnaire à la discrétion de l’Acheteur. |
| **Droit de l’Acheteur d’accepter et de rejeter une Offre, quelle qu’elle soit, voire de rejeter toutes les Offres** | | * 1. L’Acheteur se réserve le droit d’accepter ou de rejeter une Offre, quelle qu’elle soit, et d’annuler la procédure d’adjudication, et de rejeter toutes les Offres à tout moment avant l’adjudication du Contrat, sans encourir de responsabilité envers les Soumissionnaires. En cas d’annulation, toutes les Offres soumises et, plus particulièrement, les Garanties de soumission, sont restituées dans les meilleurs délais aux Soumissionnaires aux frais de l’Acheteur. Si toutes les Offres sont rejetées, l’Acheteur passe en revue les motifs des rejets et envisage de réviser les modalités du Contrat, les Spécifications techniques et de conception, le champ d’application du Contrat ou une combinaison de ceux-ci, avant de diffuser un nouvel Appel d’offres. L’Acheteur se réserve le droit d’annuler la passation de marchés si elle n’est plus dans l’intérêt de l’Acheteur. Le rejet de toutes les Offres et l’annulation de la procédure d’Appel d’offres nécessitent l’approbation préalable de MCC. |
| 1. **Attribution du Contrat** | | |
| **Critères attribution du Contrat** | | * 1. Sous réserve des Clauses IS 1.2 et IS 41.1, l’Acheteur attribue le Contrat au Soumissionnaire dont il a été jugé que l’Offre a obtenu la meilleure combinaison score technique / score financier, y compris que le Soumissionnaire a été jugé qualifié pour exécuter le Contrat de façon satisfaisante. |
| **Droit de l’Acheteur de modifier les quantités au moment de l’attribution du marché** | | * 1. Au moment de l'attribution du Marché, l'Acheteur se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer la quantité des Services autres que Services de Conseil spécifiés à la Section V. Spécification des services, à condition que cela ne dépasse pas les pourcentages **indiqués dans les DPAO** et sans aucun changement des prix unitaires ou autres termes et conditions de l'Offre et du Dossier d'appel d'offres. |
| **Notification d’intention d’attribution** | | * 1. Avant l’expiration du délai de validité des offres, l’Acheteur adressera au Soumissionnaire retenu, la lettre de notification de l’attribution. La notification d'intention d'attribution doit inclure une déclaration selon laquelle l'acheteur doit émettre une notification officielle d'attribution et un projet de contrat formel après l'expiration du délai de dépôt des contestations des offres et la résolution de toute contestation soumise. La notification d’intention d’attribution ne constitue pas la formation d’un contrat entre l’acheteur et le soumissionnaire retenu et ne confère aucun droit légal et équitable.   2. Dans le même temps, l’Acheteur notifie également, par écrit, les résultats de l’appel d’offres à tous les autres soumissionnaires. L’Acheteur répond dans les plus brefs délais par écrit tout soumissionnaire qui, après avoir été notifié des résultats de l’Appel d’offres, soumet par écrit une demande de compléments d’information, tel que prévu dans les Directives sur la passation des marchés du Programme de MCC ou présente une contestation. |
| **Négociations** | | * 1. Les négociations se dérouleront à l’adresse **indiquée dans les DPAO**. Le Soumissionnaire invité devra, comme condition préalable de participation aux négociations, confirmer la disponibilité de l’ensemble du Personnel professionnel clé énuméré dans l’Offre technique. La non-confirmation dudit Personnel peut amener l’Entité MCA à entamer des négociations avec le Soumissionnaire suivant le mieux classé. Les représentants menant des négociations au nom du Soumissionnaire doivent avoir en leur possession des autorisations écrites leur permettant de négocier et de signer le Contrat au nom du Soumissionnaire.   2. Les négociations débuteront par une discussion sur l’Offre technique, notamment (a) l’approche technique et la méthodologie proposées, (b) le plan de travail, (c) l’organisation et la dotation en personnel et d) toutes observations et suggestions faites par le Soumissionnaire pour améliorer les Énoncés de l’Acheteur. L’Entité MCA et le Soumissionnaire procèderont ensuite à la finalisation des Énoncés de l’Acheteur, du calendrier de dotation en personnel, des horaires de travail, des résultats et des rapports. Ces documents seront ensuite intégrés dans la rubrique « Énoncés de l’Acheteur » du Contrat. Une attention spéciale sera accordée à assurer que les services et installations nécessaires de la part de l’Entité MCA pour une mise en œuvre satisfaisante de la mission ont été clairement définis. L’Entité MCA prépare le procès-verbal des négociations qui sera signé par l’Entité MCA et le Soumissionnaire.   3. Il appartient au Soumissionnaire, avant le début des négociations financières, de contacter les autorités fiscales locales pour s’informer sur le montant des Taxes locales dont il devra s’acquitter au titre du Contrat. En aucun cas l’Entité MCA n’est responsable du paiement ou du remboursement de Taxes. Sauf s’il existe des raisons exceptionnelles, les négociations financières ne concerneront ni les taux de rémunération du personnel ni d’autres propositions de taux unitaires.   4. Au cours de la négociation du Contrat, l’Entité MCA n’entreprendra de remplacer aucun membre du Personnel professionnel clé, à moins que les deux parties conviennent qu’un retard injustifié dans le processus de sélection rend inévitable un tel remplacement, ou pour des raisons de décès ou d’incapacité du membre du Personnel due à des raisons médicales. Si tel n’est pas le cas et s’il est établi qu’un membre du Personnel professionnel clé a été désigné dans l’Offre, sans confirmer la disponibilité dudit membre du Personnel, le Soumissionnaire peut être disqualifié. Tout remplaçant proposé doit posséder des qualifications équivalentes ou de meilleures qualifications et plus d’expérience que le candidat initial.   5. Les négociations s’achèvent par un examen du projet de Contrat et des appendices, après quoi l’Entité MCA et le Soumissionnaire invité paraphent le Contrat convenu. En cas d’échec des négociations, l’Entité MCA invitera le Soumissionnaire dont l’Offre a reçu le deuxième score le plus élevé à négocier un Contrat. |
| **Contestation des offres** | | * 1. Les soumissionnaires pourront contester les résultats d’une procédure de passation de marchés qu’en respectant les règles fixées dans le Système de contestation des soumissionnaires élaborées par l’Acheteur et approuvées par MCC. Les règles et dispositions qui régissent le Système de contestation des soumissionnaires sont publiées sur le site Web de l’Acheteur **indiqué dans les DPAO**. |
| **Signature du Marché** | | * 1. Après l’expiration du délai de contestation des offres et la résolution des éventuelles contestations soumises ; l’Acheteur adressera la notification d’attribution du Marché au Soumissionnaire retenu.   2. La Notification d’attribution comprendra les formulaires contractuels pour examen et signature par le Soumissionnaire retenu.   3. Dans les vingt-huit (28) jours de la réception du Contrat, le soumissionnaire gagnant doit signer, dater et retourner le Contrat à l’Acheteur. |
| **Garantie d’exécution** | | * 1. Dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la notification de l’attribution du Marché par l’Acheteur, le Soumissionnaire retenu devra fournir la garantie d’exécution, conformément à la Clause 18 des CGC, en utilisant le Formulaire de garantie d’exécution figurant à la Troisième partie. Conditions du Contrat et formulaires contractuels.   48.2 Le défaut de fourniture par le Soumissionnaire retenu, de la garantie de bonne exécution susmentionnée ou le défaut de signature du Contrat en application de la Sous-clause 47.3 des IS, constituera un motif suffisant d’annulation de l’attribution du Marché et de saisie de la garantie d’offre, auquel cas l’Acheteur pourra attribuer le Marché au Soumissionnaire dont l’offre est classée la deuxième plus avantageuse et jugée conforme pour l’essentiel au présent Dossier d’Appel d’offres et qui est jugé qualifié par l’Acheteur pour exécuter le Marché de manière satisfaisante. L’Acheteur peut également lancer un nouvel Appel d’offres ou annuler la procédure de passation des marchés. |
| **Publication de l’attribution du Marché et restitution des garanties d’offre** | | * 1. Dès réception du Contrat signé et d’une garantie de bonne exécution valide, l’Acheteur restituera les garanties d’offre aux soumissionnaires non retenus et publiera les résultats sur UNDB Online, dgMarket, ainsi que sur le site Web de l’Acheteur et dans tout autre lieu spécifié par MCC, conformément aux Directives sur la passation des marchés de MCC, identifiant l’Offre et fournissant les informations suivantes:   (a) le nom du soumissionnaire retenu;  (b) le prix de l'offre retenu et le montant du contrat, s'ils  sont différents; et  (c) la durée et la portée résumée du Contrat attribué. |
| **Conditionnalités du Compact applicables** | | * 1. Il est recommandé aux Soumissionnaires d’examiner attentivement les stipulations énoncées à l’Annexe A du Contrat, étant donné qu’elles font partie des obligations du Gouvernement et de l’Acheteur en vertu des stipulations du Compact et des accords connexes qui, conformément auxdites stipulations, doivent être transférées à tout soumissionnaire, Prestataire de services ou Sous-traitant qui participe à la passation de marchés ou aux contrats ultérieurs financés par MCC.   2. Les stipulations complémentaires qui figurent à l’Annexe A du Contrat s’appliquent durant la procédure de passation des marchés et tout au long de la durée d’exécution du Contrat. |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1. Données Particulières de l’Appel d’Offres | | |
| 1. **Généralités** | | |
| IS Définitions | « Compact » désigne le Compact du Millennium Challenge conclu le **29 juillet 2016** entre les États-Unis d’Amérique, agissant par l’intermédiaire du Millennium Challenge Corporation, et le Gouvernement du Niger, tel que modifié de temps à autre.  « Gouvernement » désigne le gouvernement du **Niger**  « Acheteur » ou « Entité MCA » **désigne le Millennium Challenge Account – Niger (MCA- Niger)**. |
| IS 1.1 | Les opérateurs seront sélectionnés sur la base de la Sélection Basée sur la Qualité et le Prix  Le nom et le numéro d’identification du Contrat proposé sont : Appel d’Offres Ouvert pour la **Sélection des opérateurs de services chargés de la mise en œuvre des sous projets de restauration et de préservation de l’environnement, de restauration des aires pastorales et accompagnement agricole dans les régions de Dosso, Maradi, Tahoua et Tillabéry**  La référence du marché est : Nº **CR/2CA/CB/065/19** |
| IS 7.1 | Toute entité éligible peut soumettre une offre séparément ou dans le cadre d’une co-entreprise. Dans le cas où un Soumissionnaire est ou propose de se constituer en co-entreprise ou en une association, (a) tous les membres de la co-entreprise ou de l’association seront solidairement responsables de l’exécution du Contrat ; et b) la co-entreprise ou l’association devra désigner un mandataire habilité à représenter le groupement lors de la passation du marche et de l’execution du contrat. |
| IS 9.2 (a) | À la date de lancement du présent Appel d'offres, les pays soumis à des sanctions ou à des restrictions en vertu de la loi ou de la politique des États-Unis sont les suivants: **l’Iran, la Corée du Nord, le Soudan et la Syrie**. |
| 1. **Contenu du DAO** | | |
| IS 14.1 | Les Soumissionnaires peuvent demander des clarifications par courriel au plus tard **dix (10) jours ouvrables** avant la date limite de soumission des offres soit **le vendredi 26 juin** **2020**, de manière à ce que les réponses soient communiquées à tous les Soumissionnaires au plus tard **cinq** **(05) jours ouvrables** avant la date limite de soumission des offres, soit **le mercredi** **01 juillet 2020**.  Les demandes de clarifications doivent être adressées à :  **MCA-Niger**  **Attn : *Agent de Passation des Marchés de MCA - Niger,*** [mcanigerpa@cardno.com](mailto:mcanigerpa@cardno.com) avec copie à [procurement@mcaniger.ne](mailto:procurement@mcaniger.ne)***.*** Avenue Mali Béro en face du lycée Bosso Niamey – Niger Site web de l’Entité MCA : [www.mcaniger.ne](http://www.mcaniger.ne) |
| IS 14.2 | Une conférence préalable à la soumission des offres se tiendra à **10 H 00** (heure locale de Niamey) **le lundi 08 juin 2020** **par audio-conférence suivant le lien :** [https://us02web.zoom.us/j/81396264868](https://urldefense.proofpoint.com/v2/url?u=https-3A__us02web.zoom.us_j_81396264868&d=DwMFaQ&c=QSj8pw-Dfe-PLjj4Ds2WCg&r=0bWzAmB8pKjfR_HVTJuMzmTrd5laaYens98ju4lqNeY&m=4MMhNymNYRlQ736zcRmftCJGy1f2T0kvqUPqc7cshbA&s=3iFbjvHbecPf5VUbtDwW5fA5Vs5rEYIOZtHxas_ah-M&e=) **ID de réunion : 813 9626 4868 Mot de passe : 139140**  La participation de tous les Soumissionnaires potentiels ou de leurs représentants est fortement recommandée, mais n’est pas obligatoire.  Le compte-rendu de la conférence prealable sera affiché sur le site web de l’Acheteur [www.mcaniger.ne](http://www.mcaniger.ne)et communiqué à tous les Soumissionnaires enregistrés pour cet appel d’Offres. |
| IS 17.1 | L’offre est présentée en **Français**. |
| 1. **Préparation des offres** | | |
| IS 18.3 (e) | Le Soumissionnaire doit présenter des documents justificatifs attestant que les services à fournir sont d'origine éligible : **N/A** |
| IS 20.1 | Les offres alternatives **ne sont pas** acceptées. |
| IS 21.2 | Le Soumissionnaire indiquera la liste et les prix séparément de tous les lots et éléments des Services, dans le Bordereau des Prix. **Les éléments pour lesquels aucun prix ne sera indiqué ne seront pas payés par l’Acheteur lorsqu’ils seront exécutés et seront réputés avoir été inclus dans les autres prix figurant dans le Bordereau des Prix.** |
| IS 21.5 | Les Incoterms suivants sont applicables : **édition 2010** |
| IS 21.8 | les prix indiqués doivent correspondre à **100% des éléments indiqués pour chaque lot** et à **100% des quantités indiquées pour chaque élément d'un lot**. |
| IS 22.1 | La ou les monnaie(s) de l’offre est : **Dollars US et ou le FCFA.** |
| IS 26.1 | L’offre reste valable **120 jours** après la date de soumission**.** |
| IS 27.1 | La Garantie d’offre : **N/A** |
| IS 28.1 | La confirmation écrite de l’habilitation de signer au nom du Soumissionnaire consistera en :  **Copie des Statuts de l’ONG ou autre acte dûment certifié autorisant le signataire de l’Offre à signer au nom de l’ONG** |
| 1. **Soumission et ouverture des offres** | | |
| IS 29.1 | **Les Offres doivent être soumises par voie électronique.**  **L'Annexe 1 de la présente section II (Procédure de soumission des offres par voie électronique) définit la procédure complète de soumission par voie électronique.**  Les Soumissionnaires sont informés que l’Acheteur n'est pas responsable des retards ou des défauts dans la réception ou le téléchargement de toute soumission soumise par voie électronique.  **La soumission ne doit pas être effectuée sur un quelconque support (CD, clé USB / disque dur) ni par courriel.** |
| IS 29.5 | L’Offre doit être constituée d’une Offre technique et d’une Offre financière présentées dans des fichiers / dossiers pdf (s) / Microsoft Word et Excel **séparés**.  Les soumissionnaires doivent utiliser la nomenclature suivante pour les noms de fichiers de Offres :   * 1. **Nom du fichier de l’Offre technique : GRN *Offre Techn [nom du soumissionnaire] MCA – Niger***   2. **Nom du fichier de l’Offre financière : GRN *OffreFin [nom du soumissionnaire] MCA – Niger***   Il est a noter que **l’Offre financière** doit etre **obligatoirement** protégée par un **mot de passe**. |
| IS 30.1 | Les Offresdoivent être soumises au plus tard le **Mercredi 08 juillet 2020 à 10 Heures 00 précises (heure de Niamey, Niger), par voie électronique, exclusivement suivant le lien ci-après :**  URL: <https://filetransfer.mcaniger.ne/url/qk968gw333u7pwhh>  Le mot de passe pour accéder à l’interface de dépôt des offres est **: CRCg4ukpp**  **Aucun autre mode de soumission ne sera accepté.** |
| IS 33.1 | L’adresse de l’Acheteur est la suivante :  **MCA-Niger**  **Attn : *Agent de Passation des Marchés de MCA - Niger,*Avenue Mali Béro Niamey Immeuble MCA – Niger en face du lycée Bosso, 2eme etage, République du Niger** |
| IS 33.4 | L’ouverture des offres se déroulera au MCA Niger le **Mercredi 8 juillet 2020 à 11 Heures précises (Heure de Niamey).**  La cérémonie d’ouverture se fera entièrement en ligne. Les soumissionnaires qui le désirent peuvent y assister en ligne via zoom, en utilisant le lien d’accès ci-après :  [**https://us02web.zoom.us/j/86890123626**](https://us02web.zoom.us/j/86890123626) **ID de réunion : 868 9012 3626 Mot de passe : 476158**  **Les Offres financières doivent être protégées par un mot de passe**, c’est- à-dire que le ou les fichiers PDF ne peuvent pas être ouverts sans le mot de passe.  **Les Offres financières soumises NON protégées par un mot de passe en lecture et modification seront rejetées.**  Les procès- verbaux de l’ouverture des offres seront diligemment envoyés à tous les soumissionnaires qui ont fait des soumissions dans les délais impartis dans le Dossier d’Appel d’Offres. |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. **Évaluation et comparaison des Offres** | |
| IS 34.3 | La correspondance doit être adressée à l'Acheteur à :  **MCA-Niger**  **Attn : *Agent de Passation des Marchés de MCA - Niger,*** [**mcanigerpa@cardno.com**](mailto:mcanigerpa@cardno.com) **avec copie à** [**procurement@mcaniger.ne**](mailto:procurement@mcaniger.ne)***.* Avenue Mali Béro Niamey Immeuble MCA – Niger en face du lycée Bosso – 2ème étage.**  **Republique du Niger.** |
| IS 37.2 | La monnaie utilisée pour l’évaluation et la comparaison des Offres est : **le Dollar US.**  La base de conversion est la suivante : taux du Dollar US à la date d’ouverture des offres |
| IS 38.1 | **L’Offre financière la moins disante (Fm) reçoit le score financier maximal (Sf) de 100 points.**  **Les scores financiers (Sf) de toutes les autres Offres seront calculés comme ceci :**  Sf = 100 x Fm / F, où Sf est le score financier, Fm est l’Offre financière la moins disante du lot et F le Prix de l’offre examinée.  **Les poids à attribuer aux Offres Technique (T) et Financière (P) sont** :  **T** = [80], et  **P** = [20]  Les Offres sont classées en fonction des scores techniques (St) et financiers (Sf) combinés, selon la formule indiquée à la clause 38.1 des IS :  S = St x T% + Sf x P% |
| 1. **Attribution du Contrat** | |
| IS 43.1 | L'Acheteur se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer les quantités de chaque élément jusqu'à concurrence de **vingt pourcent (20%) basées sur les ICRIPs finaux approuvés.** |
| IS 45.1 | Les négociations auront lieu par audio-conférence. |
| IS 46.1 | Le Système de règlement des contestations des soumissionnaires mis en place par l’Acheteur est disponible sur son site web de MCA – Niger Toute reclamation devra être adressée au Secrétariat du Bid Challenge, Millennium Challenge Account- Niger  Boulevard Mali Béro en Face du Lycée Bosso – Niamey  Email : [bid.challenge@mcaniger.ne](mailto:bid.challenge@mcaniger.ne) avec copie à :  [procurement@mcaniger.ne](mailto:procurement@mcaniger.ne) ; [mcanigerpa@cardno.com](mailto:mcanigerpa@cardno.com) |

## Annexe 1 de la Section II – Données particulières de l’appel d’offres Procédure de soumission des offres par voie électronique

1. Le Consultant reçoit un lien de demande de fichier (par courrier électronique) et utilise ledit lien pour soumettre son Offre complète.

Pour éviter tout doute, Offre Complète = Offre Technique + Offre Financière.

1. Le lien de demande de fichier expire à la date limite de soumission des Offres, prévue au point IS 30.1 des données particuliéres
2. Tous les documents soumis (que ce soit des fichiers autonomes ou des fichiers dans des dossiers) doivent être en format PDF.
3. Les Offres financières doivent être protégées par un mot de passe, c’est à dire que le ou les fichiers PDF ne peuvent pas être ouverts sans le mot de passe.
4. Des instructions sur la façon de protéger les fichiers PDF par mot de passe dans Adobe Acrobat sont disponibles sur le site suivant : <https://helpx.adobe.com/acrobat/using/securing-pdfs-passwords.html>. Si vous ne disposez que d’Adobe Reader, il est conseillé de télécharger et d’installer un programme gratuit tel que PDFMate. Des instructions sur la manière de protéger les fichiers PDF par mot de passe dans PDFMate sont accessibles sur le site suivant : <http://www.pdfmate.com/feature-encrypt.html>.
5. L’Offre technique et l’Offre financière doivent être soumises dans des fichiers PDF/ dossiers / dossiers compressés distinctsL’Offre technique et l’Offre financière ne doivent pas dépasser 10 Go chacune.
6. Les prestataires sont informés que la capacité de leur bande passante Internet déterminera la vitesse à laquelle leurs Offres seront téléchargées via le lien de demande de fichier. Les prestataires sont donc invités à lancer le processus de téléchargement de leurs Offres via le lien de demande de fichier en temps utile avant l’expiration de la date limite de soumission des Offres.
7. **Le prestataire qui obtient le score technique le plus élevé sera invité à fournir le mot de passe pour son Offre financière à une date ultérieure. Les prestataires qui enverront les mots de passe pour leur Offre financière avant d’être officiellement invités à le faire verront leurs Offres rejetées.**
8. L’Offre technique et l’Offre financière doivent être soumises via le lien de demande de fichier uniquement Toute Offre soumise en dehors de cette procédure ne sera pas acceptée. outre, seules les Offres complètes devront être soumises avant la date limite de soumission des Offres.
9. Les prestataires doivent utiliser le nom de fichier pour les Offres comme suit :
10. Nom du fichier de l’Offre technique **: *GRN Offre/Techn [nom du soumissionnaire] MCA – Niger***
11. Nom du fichier de l’Offre financière : ***GRN OffreFin [nom du soumissionnaire] MCA – Niger***

11. informations complémentaires sur les eventuels difficultés rencontrées

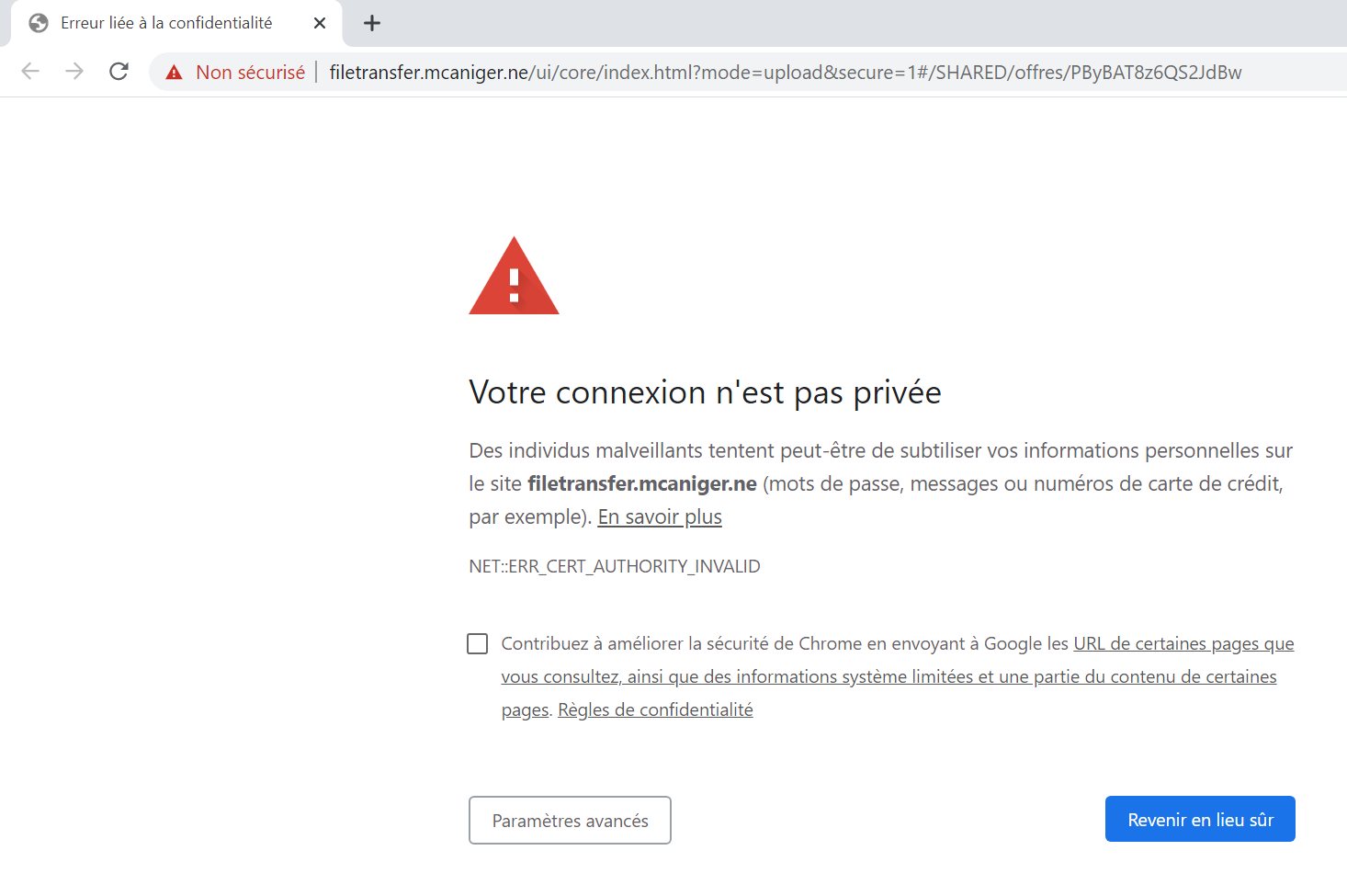
Le soumissionnaire doit utiliser le lien ci-dessous pour soumettre son offre complète :



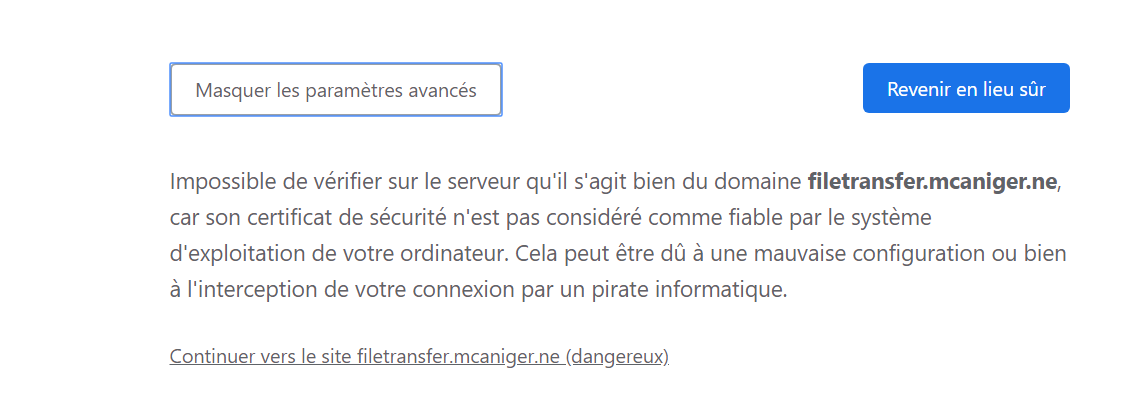
URL: <https://filetransfer.mcaniger.ne/url/qk968gw333u7pwhh>

Le mot de passe pour accéder à l’interface de dépôt des offres est : CRCg4ukpp

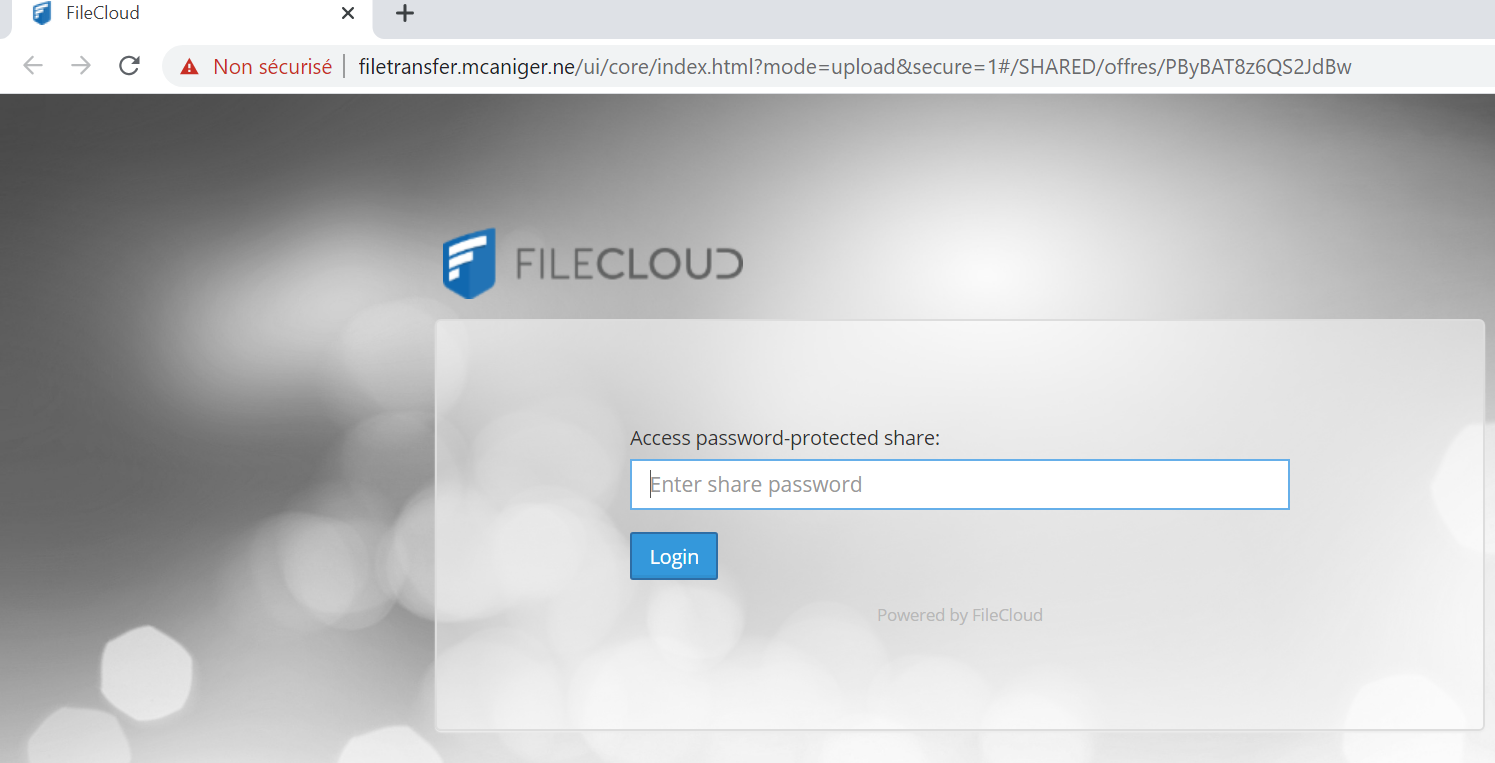
Remarque : Il est préférable d’utiliser le navigateur chrome pour cette transaction :



Cliquer sur paramètres avancés

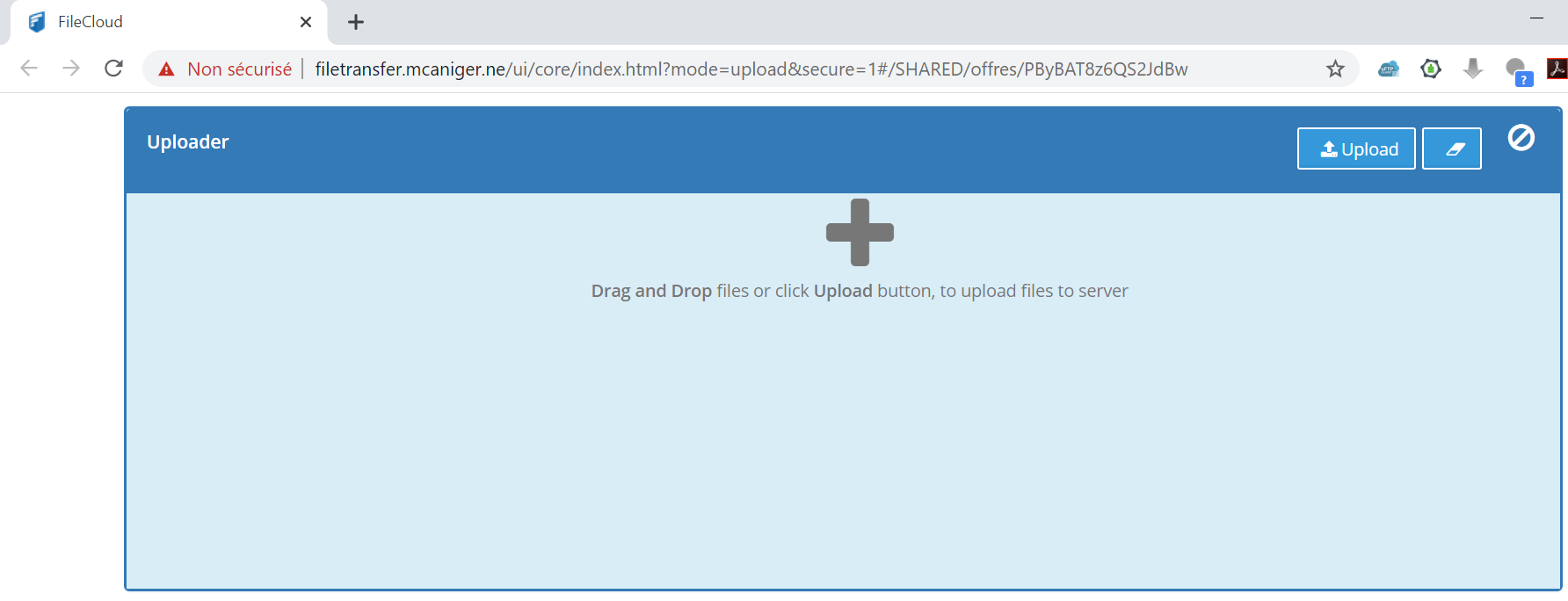


Cliquer sur « continuer vers le site filetransfer.mcaniger.ne »

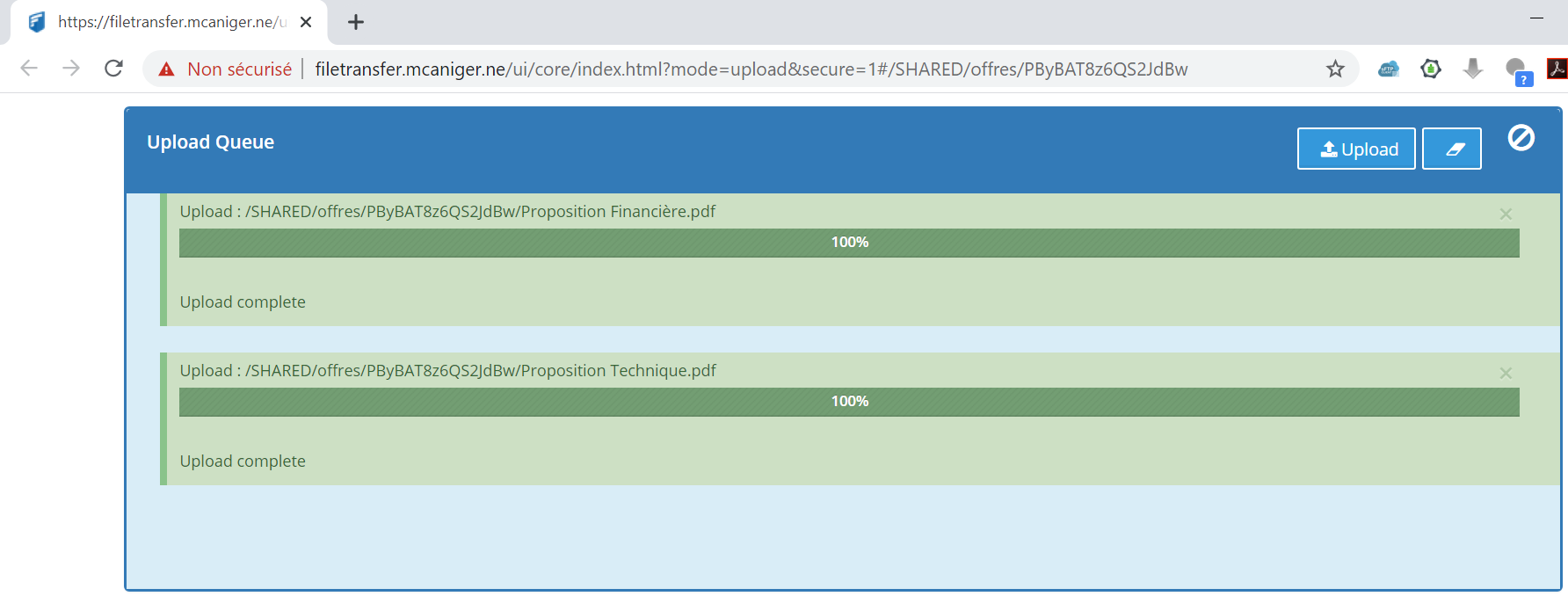


Vous saisissez le mot de passe suivant : **CRCg4ukpp**

La fenêtre suivante s’affiche.



Vous cliquez sur le bouton Upload pour envoyer vos documents ou bien vous pouvez glisser et déposer vos documents.



Une fois les fichiers télécharger vous aurez le message « upload complete ».

|  |
| --- |
| 1. Critères de qualification et d’évaluation |

Cette Section précise tous les critères que l’Acheteur utilisera afin de passer les Offres techniques et financières en revue, et sélectionner celui qui remportera le marché. En vertu des clauses 36 et 37 des Instructions aux Soumissionnaires (IS), aucun autre facteur, méthode ou critère ne sera utilisé. Le Soumissionnaire doit fournir toutes les informations demandées dans les formulaires qui figurent à la Section IV, Formulaires de soumission de l’Offre technique et financière. Ce passage en revue se fera sur la base des informations fournies par le Soumissionnaire dans les formulaires, plus les antécédents, d'autres références et toute autre source, à la discrétion du Maître de l’Ouvrage, pour confirmer et vérifier les qualifications et les déclarations du Soumissionnaire.

**Offre technique**

**Examen administratif des Offres**

Cet examen vise à déterminer si l’Offre technique est complète, si tous les documents requis sont fournis et si tous les formulaires sont inclus et dûment remplis. A la demande du Maître de l’Ouvrage, le Soumissionnaire pourrait fournir des informations ou des documents supplémentaires dans un délai raisonnable et/ou apporter des corrections mineures pour que l’Offre technique soit conforme aux exigences relatives aux documents. Au cours de cet examen, on s'assurera que :

* La détermination de la conformité aux Clauses 28 et 29 des IS exigeant que l’Offre soit scellée et signée ;
* La détermination de l’éligibilité du Soumissionnaire ;
* La détermination de l’inclusion et du remplissage de tous les formulaires.

**Statut juridique**

Chaque entité dont est constitué le Soumissionnaire doit joindre au Formulaire TECH-1 (Formulaire de soumission de l’offre technique) une copie de ses actes constitutifs ou de tout autre document tenant lieu, indiquant son statut juridique. Dans le cas où le Soumissionnaire est une association d’entités, il doit joindre tout autre document montrant son intention de s’associer ou qu’il est associé à une ou d’autres entités qui déposent solidairement une Soumission. Chaque membre de l'association qui compose le Soumissionnaire doit fournir les informations demandées dans le tableau 3.1 Eligibilité.

**Critères financiers**

Non requis pour ce processus.

**Critères de règlement des litiges**

Le Soumissionnaire doit donner des informations exactes au sujet de tout litige actuel ou passé ou arbitrage lié à des contrats achevés, résiliés ou en cours d’exécution par le Soumissionnaire au cours des cinq (5) dernières années, comme l'indique le Formulaire TECH-2B Des antécédents nombreux en matière de sentences arbitrales rendues contre le Soumissionnaire, ou l’existence d’un litige dont la valeur très élevée pourrait compromettre la capacité financière du Soumissionnaire, peut conduire au rejet de la Soumission. Chaque membre de l'association qui compose le Soumissionnaire doit fournir les informations demandées dans le Formulaire TECH-2B.

**Examen de qualification**

Un examen de qualification sera mené pour déterminer si le Soumissionnaire satisfait aux conditions de qualification. La détermination sera basée sur un examen des preuves documentaires des qualifications et des résultats antérieurs du Soumissionnaire soumises par celui-ci, tel que demandé dans la Section IV, Formulaires de soumission de l’Offre technique et financière, ainsi que sur un examen de ses références et de toute autre source, à la discrétion de MCA-Niger. Toutes les exigences de qualification seront jugées comme étant soit satisfaites, soit non satisfaites. Une détermination positive de la qualification est requise pour qu’un marché puisse être adjugé à un Soumissionnaire.

**Examen des références et des performances passées**

Conformément à la Clause 40 des IS, il sera tenu compte des résultats obtenus par le Soumissionnaire pour des contrats antérieurs pour déterminer si le Soumissionnaire est qualifié pour l’adjudication du marché. L’Acheteur se réserve le droit de vérifier les références sur les contrats passés soumises par le Soumissionnaire ou d’utiliser toute autre source à la discrétion de MCA-Niger . Si le Soumissionnaire (y compris tout associé ou membre de sa coentreprise/de son groupement) est ou a été une partie à un contrat financé par MCC (soit directement par MCC, soit par le biais d’une Entité du Millennium Challenge Account, où que ce soit dans le monde), que ce soit en qualité de contractant principal, affilié, associé ou subsidiaire, de Sous-traitant ou à tout autre titre, le Soumissionnaire devra identifier le contrat dans sa liste de références soumises avec son Offre sur le Formulaire TECH-5B : Références des Contrats financés par MCC. Le fait de ne pas inclure de tels contrats pourra être utilisé par l’Acheteur pour formuler une détermination négative des capacités du Soumissionnaire à exécuter les contrats précédents. Cependant, le fait de ne pas indiquer de tels contrats parce que le Soumissionnaire (y compris tout associé ou membre de sa coentreprise/de son groupement) n’a pas été partie à de tels contrats ne sera pas un motif valable de détermination négative par l’Acheteur des capacités du Soumissionnaire à exécuter le Contrat qui sera adjugé. En d’autres termes, des antécédents en liaison avec un contrat financé par MCC ne sont pas absolument nécessaires. L’Acheteur vérifiera les références, y compris les rapports sur les résultats antérieurs du Soumissionnaire saisis dans le Système d’évaluation des performances passées de l’entreprise de MCC.

**Critères d’évaluation des Offres techniques**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Critères, sous-critères et système de points pour l’évaluation  des Offres techniques. | | |
| **Clause 36.1 des IS** | **Critères et sous-critères** | **Nombre**  **Maximum de Points** |
| **1.** | **Capacité organisationnelle et expérience du Prestataire**  Un score sera attribué à la capacité organisationnelle démontrée et à l'expérience pertinente avérée et acquise lors de la réalisation de projets similaires, d'après les informations fournies dans les formulaires suivants : | **Total points 44** |
| 1.1 | **Capacité organisationnelle de l’opérateur  (Tech 3):**   * Résumé du profil et de l’organisation de la structure et de chacun de vos associés dans le cadre de cette mission. (4pts) * Organigramme de la structure (3pts). * Capacité de backstoping (3 pts)   20 | 10 points |
| 1.2 | **Nombre de lots opérateur soumis:**   * Au moins 3 (2 pts) * Au moins 4 (3 pts) * Au moins 5 (5 pts) | 5 points |
| 1.2 | Description et documentation de systèmes financiers adéquats en place (procédures comptables et d'audit):  Audits annuels (3 pts),  Systèmes comptables protégés par mot de passe (2 pts),  Séparation des tâches (comptabilité, reporting, audit) (3pts)  Pouvoir d'approbation (gestion de projet/gestion financier) (3 pts)  Rapprochement périodique des systèmes comptables (3pts). | 14 points |
| 1.3 | **Expérience spécifiques prouvées dans un des domaines ciblés dans la gestion de ressources naturelles**  Exécution satisfaisante de projets similaires de valeur unitaire de 100 000$ ou plus ( appuyés par des attestions de bonne fin pour les marchés exécutés, la liste ou preuve des contrats pour les marchés en cours d’exécution) pour un maximun de 15 points :   * Deux projets similaire justifié : 5 pts * Trois projets similaires justifiés :10 pts * Quatre projets similaires justifiés : 15 pts | 15 points |
|  |  |  |
| **2.** | **Adéquation et qualité de la méthodologie proposée, Plan de travail correspondant aux TDR et Organisation de l’opérateur** | **Total des points 30** |
|  | L'approche technique de l’opérateur sera évaluée dans cette catégorie. L’opérateur expliquera en détail comment il va s’organiser pour réaliser les différentes tâches spécifiées dans les TDR, la façon dont il abordera certaines questions sensibles au regard du contexte décrit, et enfin sa méthodologie pour mettre en lien ses compétences et ses ressources afin d'atteindre les résultats spécifiés dans les termes de référence en respectant les termes du Compact et les normes et valeurs portées par le MCC. **( Tech 6 et Tech 8)** |  |
| 2.1 | Approche technique et Méthodologie proposées | 10 points |
| 2.2 | Plan de Travail proposé | 10 points |
| 2.3 | Organisation et dotation en personnel proposés pour atteindre les objectifs du mandat. | 10 points |
| **3.** | **Qualifications du personnel clé (voir exigences de qualification dans la section 8)** | **Total des points 26** |
| 3.1 | Chef de projet :   * Titulaire d'un diplôme universitaire (Bac +5) en Developpement Rural, Génie Rural, Agronome, agroéconomiste ou tout autre domaine similaire. * Huit (08) ans ou plus d'expérience dans la conception et la mise en œuvre de projets axés sur la restoration de terres, l’appui conseil agricole, l’agroforesterie (24H/M). | 10 points |
| 3.2 | Au moins deux (02) Superviseurs (es) /Lot Techniciens ou adjoints techniques, ou conseiller agricole expérimenté   * BEPC+4 ou Bac+1 dans le domaine du Génie rural, environnement, agronomie, génie civil possédant * Cinq (05) ans d'expérience ou plus dans la mise en œuvre des projets de gestion durable des terres et des eaux et de l’appui à l’intensification des productions agropastorales. (40 H/M) | 6 points |
| 3.3 | Spécialiste en genre et inclusion sociale :   * Titulaire d’un diplôme universitaire (Bac+4 ou plus) en sociologie, anthropologie, développement social, ou autres sciences sociales de préférence des études spécifiques de genre ; * 6 ans ou plus d'expérience professionnelle dans les projets de développement rural avec de solides connaissances et expérience avérée dans l'élaboration de stratégies, d’approches et d’outils pour assurer l'intégration du genre et l'inclusion sociale dans les projets de développement, avec 5 années ou plus dans des projets similaires ; * Expérience prouvée dans l’évaluation et la gestion des risques de Traite de Personnes, risques de travail des (12 H/M ou plus). | 5 points |
| 3.4 | Expert environnementaliste :   * Master ou Ingénieur en sciences de l’environnement ou dans une autre discipline connexe ayant * Six (6) ans d'expérience professionnelle ou plus dans la préparation, l’évaluation, la mise en œuvre, et la supervision des activités de la GDTE et /ou en intensification agricole, y compris la réalisation d'études d’impacts environnementales et le renforcement des capacités des équipes en évaluation environnement. (12 H/M ou plus). | 5 points |
|  | *Le nombre de points attribués à chaque poste ci-dessus sera déterminé en prenant en considération les trois sous–critères suivants et des pourcentages de pondérations correspondantes :* |  |
|  | *Éducation et formation* | *40%* |
|  | *Expérience avérée et performances passées dans l’exécution de sous projets similaires.* | *55%* |
|  | *Expérience dans les pays du sahel* | *5 %* |
|  | *Score total* | *100%* |
| **Total des points pour les trois (3) critères (1+ 2 + 3)** | | **100 points** |
| **Le score technique minimum requis (St) pour la qualification est de :** | | **80 points** |

**L’Offre financière la moins disante (Fm) reçoit le score financier maximal (Sf) de 100 points.**

**Les scores financiers (Sf) de toutes les autres Offres seront calculés comme ceci :**

Sf = 100 x Fm / F, où Sf est le score financier, Fm est l’Offre financière la moins disante du lot et F le Prix de l’offre examinée.

**Les poids à attribuer aux Offres Technique (T) et Financière (P) sont** :

**T** = [80], et

**P** = [20]

Les Offres sont classées en fonction des scores techniques (St) et financiers (Sf) combinés, selon la formule indiquée à la clause 32.5 des IS :

S = St x T% + Sf x P%

**Offre financière**

**Examen administratif de l’Offre financière**

Cet examen vise à déterminer si l’Offre financière est complète, si tous les documents requis sont fournis et si tous les formulaires sont inclus et remplis. Le Soumissionnaire pourrait devoir fournir des informations ou des documents supplémentaires dans un délai raisonnable et/ou apporter des corrections mineures pour que l’Offre financière soit conforme aux exigences relatives aux documents. Au cours de cet examen, on s'assurera pour chacun des lots que :

* La Lettre de l’Offre financière est incluse et signée, conformément aux exigences des clauses 28 et 29 des IS ; et
* Tous les autres formulaires requis sont inclus et remplis.

**Examen des Prix indiqués dans les Offres financières**

Cet examen est effectué pour déterminer le Prix de chaque Offre évaluée pour chaque lot. Le « Prix de l’Offre évaluée » pour le Prix de l’Offre ajustée par des corrections des erreurs arithmétiques, des omissions, des éclaircissements, etc., conformément à la clause 37.2 des IS.

Après la réalisation des ajustements ci-dessus et des corrections appropriées, l’Acheteur convertira le Prix de l’Offre évaluée en une devise unique, conformément à la clause 37.2 des IS.

**Travaux, services, facilités, etc. à fournir par l’Acheteur**

Lorsque les offres comprennent la réalisation de travaux ou la fourniture de services ou d'installations par l'Acheteur en plus des dispositions prévues dans le Dossier d’Appel d’Offres, l'Acheteur évaluera les coûts de ces travaux, services et/ou installations supplémentaires pendant la durée du Contrat. Ces coûts seront ajoutés au prix de l'offre financière pour évaluation.

**Analyse du caractère raisonnable des Prix**

L’examen du Prix comprend également une détermination du caractère raisonnable du Prix conformément aux Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de MCC. Si l’analyse du caractère raisonnable du Prix de l’Offre suggère qu’une Offre est substantiellement déséquilibrée, ou exige une demande de paiement de coûts excessivement élevés pendant la période initiale, l’Acheteur peut demander au Soumissionnaire de produire une analyse de Prix détaillée pour tout ou partie des éléments du Bordereau. L’Acheteur se réserve le droit de rechercher un éclaircissement ; cependant, cet éclaircissement ne sera pas utilisé pour changer le Prix de l’Offre. Une détermination du caractère déraisonnable d’un Prix (soit trop élevé, soit trop bas) peut être un motif de rejet d’une Offre à la discrétion de l’Acheteur. Le Soumissionnaire ne sera pas autorisé à réviser son Offre après une telle détermination.

**Qualifications - Documents montrant les Qualifications du Soumissionnaire**

Le Soumissionnaire devra fournir les informations requises dans les fiches de renseignements correspondantes figurant à la Section IV, Formulaires d’Offre technique et financière, afin de confirmer que le Soumissionnaire répond aux critères requis tels qu’établis ci-dessous.

| Éligibilité | | | | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Sous-critere** | Exigences | Soumissionnaire | | | | Documentation requise |
| **Entité unique** | Coentreprise ou Association | | |
| **Tous les membres** | Chaque Membre | **Au moins un membre** |
| 3.1.1 Nationalité | Nationalité, conformément à la clause 9 des IS. | Doit répondre aux exigences | La coentreprise existante ou projetée, ou autre association doit répondre aux exigences | Doit répondre aux exigences | S.O. | Formulaire TECH-1 |
| 3.1.2 Conflit d’intérêts | Aucun conflit d’intérêt, tel que décrit dans la clause 8 des IS. | Doit répondre aux exigences | La coentreprise existante ou projetée, ou autre association doit répondre aux exigences | Doit répondre aux exigences | S.O. | Lettre d’Offre technique |
| 3.1.3 Inéligibilité | Ne pa N’avoir pas été jugé inéligible sur la base de n’importe quel critère présenté dans la clause 9 des IS. | Doit répondre aux exigences | La coentreprise existante ou projetée, ou autre association doit répondre aux exigences | Doit répondre aux exigences | S.O. | Lettre d’Offre technique |

| Antécédents d'inexécution de contrats | | | | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Sous-facteur** | Exigences | Soumissionnaire | | | | **Documentation requise** |
| **Entité unique** | Coentreprise ou Association | | |
| **Tous les membres combinés** | **Chaque Membre** | **Au moins un membre** |
| 3.2.1 Antécédents d’inexécution de contrats | Aucune inexécution de Contrat (y compris pour cause de résiliation motivée) ne s’est produite au cours des cinq (5) dernières années précédant la date limite de Soumission d’Offre, sur la base de toutes les informations fournies sur les procédures, litiges, arbitrages, actions, plaintes, enquêtes ou différends totalement réglés. Une procédure, un litige, un arbitrage, une action, une plainte, une enquête ou un différend totalement réglés signifient qu'ils ont été résolus conformément au mécanisme de résolution des différends du Contrat concerné, étant entendu que, dans de tels cas, le Soumissionnaire se sera prévalu de tous les recours à sa disposition. | Doit répondre aux exigences lui-même, y compris en tant que membre d’une coentreprise ou association antérieure ou existante (facultatif pour les anciens membres d’une coentreprise ou autre association dont le rôle représente moins de 20 % du montant du contrat). | S.O. | Doit répondre aux exigences lui-même ou en tant que membre d’une coentreprise ou association antérieure ou existante (facultatif pour les anciens membres d’une coentreprise ou autre association dont le rôle représente moins de 20 % du montant du contrat). | S.O. | Formulaire TECH-2B |
| 3.2.2 Défaut de signature d’un Contrat | L’omission de signature d’un Contrat après la réception d’une Notification d’adjudication du Contrat ne s’est pas produite au cours des cinq dernières années. Tout écart devra être expliqué dans le formulaire d’inexécution de Contrat ci-joint. | Doit répondre aux exigences | Doit répondre aux exigences | Doit répondre aux exigences | S.O. | Formulaire TECH-2B |
| 3.2.3 Contentieux en cours | L’ensemble des procédures, litiges, arbitrages, actions, plaintes, enquêtes ou différends ne doit pas représenter plus de 10 % de la valeur nette de l’offre du Soumissionnaire. | Doit répondre aux exigences lui-même, y compris en tant que membre d’une coentreprise ou association antérieure ou existante (facultatif pour les anciens membres d’une coentreprise ou autre association dont le rôle représente moins de 20 % du montant du contrat). | S.O. | Doit répondre aux exigences lui-même ou en tant que membre d’une coentreprise ou association antérieure ou existante (facultatif pour les anciens membres d’une coentreprise ou autre association dont le rôle représente moins de 20 % du montant du contrat). | S.O. | Formulaire TECH-2B |

| 3.3 Situation financière[[1]](#footnote-2) | | | | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Sous-facteur** | Exigences | Soumissionnaire | | | | **Documentation requise** |
|  | **Entité unique** | Coentreprise ou Association | | |
| **Tous les membres combinés** | **Chaque Membre** | **Au moins un membre** |
| 3.3.1 Antécédents financiers | Soumission des états financiers vérifiés, y compris bilans, états financiers et états des flux de trésorerie, ou, si cela n’est pas exigé par la législation du pays du Soumissionnaire, d’autres états financiers qui soient jugés acceptables par le Maître d’ouvrage, pour les cinq (3) dernières années, afin de démontrer la solidité actuelle de la situation financière du Soumissionnaire et sa rentabilité à long terme, et pour prouver ce qui suit :   1. Ratio d'endettement à court terme moyen (Actif à court terme/Passif à court terme) ≥ **1.1** 2. Ratio d’endettement moyen (Endettement total/Actif total) ≤ **75%.** | N/A | N/A | N/A | N/A |  |
| 3.3.2 Chiffre d’affaires moyen annuel |  | N/A | N/A | N/A | N/A |  |
| 3.3.3 Ressources financières | Le Soumissionnaire doit prouver son accès à des ressources financières ou leur disponibilité, comme des avoirs en liquide, ou des lignes de crédit de:Lot1 : 49 981 150 FCFALot2 : 49 981 150 FCALot3 : 70 450 000 FCFALot4 : 70 450 000 FCFA Lot5 : 236 233 836.21 FCFA  Lot6 : 155 786 637.93 FCFA  Lot7 : 204 948 814.66 FCFA  Lot8 : 104 709 051.72 FCFA  Lot9 : 121 309 267.24 FCFA  Lot10: 75 339 439.66 FCFA  Lot11: 86 193 426.72 FCFA  Lot12: 77 893 318.97 FCFA | Doit répondre aux exigences | Doit répondre aux exigences | Doit répondre à  vingt-cinq pour cent (25 %) des exigences | Doit répondre à  cinquante-cinq pour cent (55 %) des exigences | Relévé ou attestation bancaire |

|  |
| --- |
| Section IV. Formulaires de soumission |

**Table des matières**

1. **Formulaires d’Offre technique**

TECH-1 : Lettre de l’Ooffre technique

TECH-2B : Procès, litiges, arbitrages, actions en justice, plaintes, enquêtes et différends actuels et antérieurs impliquant le Prestataire

TECH-3 : Organisation du Prestataire

TECH-4 : Expérience du Prestataire

TECH-5A : Références du Prestataire

TECH-5B : Références concernant les Contrats financés par le MCC.

TECH-6 : Description de l’approche, de la méthodologie et du Plan de travail de l’offre pour l’exécution de la mission

TECH-7 : Composition de l’équipe et attribution de tâches

TECH-8 : Curriculum vitae (CV) du Personnel professionnel clé proposé

TECH-9 : Calendrier des travaux et des livrables

ELI -1 : Fiche de renseignements sur le Prestataire

ELI – 2 : Fiche d’information sur la coentreprise/l’association/le Sous-traitant

ELI – 3 : Formulaire de certification d’entreprise publique

**Note :** Les commentaires entre parenthèses qui apparaissent sur les pages suivantes sont destinées à aider à préparer l’offre technique et ne doivent donc pas figurer sur l’offre technique à soumettre

1. **Formulaires d’Offre financière**

BSF1 : Lettre de l’Offre financière

BSF2 : Bordereau des Prix

Formulaire TECH- 1 : Lettre de l’Offre Technique

[Le Soumissionnaire doit compléter ce formulaire conformément aux instructions indiquées. Aucune modification de son format ne sera autorisée et aucune substitution acceptée.]

**Lettre d’Offre Technique**

**DAO : N° CR/2CA/CB/0065/19**

**[Lieu, Date]**

À l’attention de : Monsieur, Madame Directeur de la passation des marchés de MCA Niger

Adresse :

Courriel :

**Objet :** Mise en œuvre des sous projets de restauration et de préservation de l’Environnement, de restauration des aires pastorales et accompagnement agricole dans le cadre du Projet des Communautés Résilientes au Climat (CRC) (Activités CRA et activités PRAPS) dans les régions de Dosso, Maradi, Tahoua et Tillabéry

Madame/Monsieur,

Nous, soussignés, proposons de soumettre l’Offre technique de l’appel d’offre ci-dessus conformément à votre Dossier d'Appel d'Offres **[insérer le titre] daté du [insérer la date].**

Nous soumettons par la présente notre Offre technique dans une enveloppe intérieure / un colis intérieur séparé(e) et clairement identifié(e). Notre Offre financière est soumise dans une enveloppe intérieure / un colis intérieur séparé(e) et clairement identifié(e). L’Offre technique et l’Offre financière sont soumises en même temps dans une enveloppe extérieure ou un colis extérieur.

Nous confirmons que nous souhaitons soumettre pour les lots suivants:

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Lots** | **Activités** | **Soumission**  **Oui/ Non** |
| Lot 1 : Gestion Durable des terres dans la région de Dosso | PRAPS |  |
| Lot 2 : Gestion Durable des terres dans la région Maradi | PRAPS |  |
| Lot 3 : Gestion Durable des terres dans la région Tahoua | PRAPS |  |
| Lot 4 : Gestion Durable des terres dans la région de Tillabéry | PRAPS |  |
| Lot 5 : Gestion Durable des terres dans la région de Dosso | CRA |  |
| Lot 6 : Gestion Durable des terres dans la région de Maradi | CRA |  |
| Lot 7 : Gestion Durable des terres dans la région de région Tahoua | CRA |  |
| Lot 8 : Gestion Durable des terres dans la région de région de Tillabéry | CRA |  |
| Lot 9 : Appui à l’intensification agricole dans la région de Dosso | CRA |  |
| Lot 10 : Appui à l’intensification agricole dans la région de Maradi | CRA |  |
| Lot 11 : Appui à l’intensification agricole dans la région de Tahoua | CRA |  |
| Lot 12 : Appui à l’intensification agricole dans la région de Tillabéry | CRA |  |

Nous attestons par la présente que toutes les informations et déclarations contenues dans la présente Offre technique sont exactes et nous acceptons que toute interprétation erronée qu’elles contiendraient puisse entraîner notre disqualification.

En cas d’attribution du Contrat au cours de la période initiale de validité de l’Offre technique, nous nous engageons à exécuter le Contrat sur la base du Personnel clé désigné.

Nous respectons les stipulations des clauses 6-11 des IS du Dossier d'Appel d'Offres, le cas échéant.

Tous les sous-traitants et fournisseurs éventuels respectent ou respecteront les stipulations des clauses 6-11 des IS du Dossier d'Appel d'Offres, le cas échéant.

Nous ne participons pas en tant que Soumissionnaire ou Sous-traitant à plus d’une Offre dans le cadre de ce processus d’appel d’offres.

Notre Offre technique nous engage.

Il est entendu que vous n’êtes pas tenus d’accepter l’Offre technique que vous recevez.

En vous priant d’agréer l’expression de mes salutations distinguée

|  |  |
| --- | --- |
| **[Signataire habilité]** |  |
| **[Nom et titre du Signataire]** |  |
| **[Nom du Soumissionnaire]** |  |
| **[Adresse du Soumissionnaire]** |  |

Annexes :

1. Procuration confirmant que le signataire est dûment autorisé à signer l’Offre technique au nom du Soumissionnaire ;
2. Acte(s) constitutif(s) (ou autres documents justifiant le statut juridique) ; et
3. Accords de Coentreprise ou Association (le cas échéant, mais sans présenter d’information de l’Offre financière).

**Formulaire TECH – 2A** : Capacite Financière du Consultant

Non requis pour ce processus

Formulaire TECH – 2B : Procès, litiges, arbitrages, actions en justice, plaintes, enquêtes et différends actuels et antérieurs impliquant le Prestataire

[Fournir des informations sur les procès, litiges, arbitrages, actions en justice, plaintes, enquêtes ou différends actuels ou antérieurs couvrant les cinq (5) dernières années comme indiqué dans le formulaire ci-dessous.]

Le Prestataire , ou une société, une entité ou une filiale apparentée, a-t-il été, au cours des **cinq (5) dernières années**, impliqué dans un procès, un litige, un arbitrage, une action en justice, une plainte, une enquête ou un différend dont la procédure ou l’issue pourrait raisonnablement être interprétée par le MCA-Niger comme pouvant avoir un impact sur la situation financière ou les conditions de fonctionnement du Consultant d’une manière pouvant affecter négativement sa capacité à satisfaire à l’une quelconque de ses obligations en vertu du Contrat ?

Non : \_\_\_ Oui : \_\_\_ (voir ci-dessous) :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Litiges, arbitrages, actions en justice, plaintes, enquêtes, différends au cours des cinq (5) dernières années.** | | |
| Année | Objet du litige | Montant à acquitter par le Consultant en équivalents Dollars US |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

Formulaire TECH-3 : Organisation du Prestataire

[Fournir un résumé du profil et de l'organisation de votre ONG ou GIE / et de chacun de vos Associés dans le cadre de cette mission. Inclure l’organigramme de votre ONG ou GIE. L’offre doit démontrer que le Prestataire possède la capacité organisationnelle et l’expérience voulues pour assurer la gestion de projet au siège social et fournir l’appui administratif et technique nécessaire à l’équipe de projet du Prestataire dans le pays. L’offre doit en outre démontrer que le Prestataire a la capacité d’engager et de mettre à disposition un Personnel de remplacement expérimenté à brève échéance.]

**(Maximum 10 pages)**

Formulaire TECH-4 : Expérience du Prestataire

[En utilisant le modèle ci-dessous, fournissez des informations sur chaque mission pertinente pour laquelle les services de votre ONG ou GIE , et de chaque Associé participant à ladite prestation , ont été légalement retenus, individuellement à titre de personne morale ou comme l’un des cabinets chefs de file au sein d’une association, pour exécuter des services de Non Consultants semblables à ceux demandés dans le Cahier des Charges. **Cette disposition s’applique à toutes les prestations du même types financées par le MCC.** L’omission d’informations sur l’expérience dans tout projet au titre duquel des fonds du MCC ont été utilisés peut entraîner le rejet de l’offre . L’offre doit démontrer que le Prestataire a à son actif des exemples de succès dans l’exécution de projets similaires en termes de substance, de complexité, de valeur, de durée et de volume de services recherchés dans le présent marché.]

**(Maximum 20 pages)**

|  |  |
| --- | --- |
| Nom de la mission : | Valeur approximative du contrat (en Dollars US courants) : |
| Pays : Lieu dans le pays : | Durée de la mission (mois) : |
| Nom du client :  Courriel et numéro de téléphone des contacts donnés à titre de référence | Nombre total de personnes-mois de la mission : |
| Adresse : | Valeur approximative des services offerts par votre cabinet au titre du Contrat (en Dollars US courants) : |
| Date de début (mois/année) : Date d'achèvement (mois/année) : | Nombre de personnes-mois fournis par les consultants associés : |
| Nom des Prestataires associés, le cas échéant : | Nom et fonctions des cadres supérieurs de votre cabinet proposés pour la mission (indiquer les profils les plus significatifs tels que ceux de directeur / coordonnateur de projet, chef d’équipe) : |
| Descriptif du projet : | |
| Description des prestations effectivement fournies par votre personnel dans le cadre de la prestation : | |

Nom de l’ONG/GIE  : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Formulaire TECH-5A : Références du Prestataire

[Fournir les coordonnées d’au moins trois (3) personnes à contacter qui peuvent fournir de bonnes références sur :

1. le type de travail effectué
2. Confirmer la qualité de l'expérience professionnelle inscrite dans le formulaire TECH-4.

Le MCA-Niger se réserve le droit, à sa seule discrétion, de communiquer avec d’autres sources et de vérifier les références et les performances passées, y compris, sans s’y limiter, toute source répertoriée dans le formulaire TECH-4. Pour chaque référence, citer une personne à contacter, son titre, son adresse, son numéro de télécopie, son numéro de téléphone et son adresse électronique.]

**(Maximum 3 pages)**

Formulaire TECH-5B : Références concernant les Contrats financés par le MCC

[Chaque Prestataire ou membre d’une co-entreprise / Association agissant en tant que Prestataire doit remplir ce formulaire et y inclure des informations sur tous les contrats financés par le MCC (exécutés soit directement avec le MCC, soit avec une Entité du Millennium Challenge Account (Entité MCA), partout dans le monde) auxquels le Prestataire ou un membre d’une co-entreprise / Association agissant en tant que Prestataire participe ou a participé en tant que Prestataire chef de file, affilié, associé, filiale, Sous-prestataire ou dans tout autre rôle.]

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Contrats avec le MCC** | | | |
| **Nom et numéro du Contrat** | **Rôle dans le Contrat** | **Montant total du Contrat** | **Nom et adresse du Maître d’Ouvrage** |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
| **Contrats avec une Entité MCA** | | | |
| **Nom et numéro du Contrat** | **Rôle dans le contrat** | **Montant total du Contrat** | **Nom et adresse du Maître d’Ouvrage** |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

Formulaire TECH-6 : Description de l'approche, de la méthodologie et du Plan de travail de l’offre pour l’exécution de la mission

[Dans cette section, le Consultant doit fournir une description détaillée de la manière dont il fournira les Services requis conformément à l’Exemple d'Ordre de Services inclus dans le présent DAO . Les informations fournies doivent être suffisantes pour convaincre le Panel d’évaluation technique (PET) que le Prestataire comprend les difficultés d’exécution des Services requis et qu’il dispose d’une approche, d’une méthodologie et d’un plan de travail pour surmonter ces difficultés.

Votre Offre technique doit être répartie en trois (3) chapitres, ainsi qu’il suit :

1. Approche technique et méthodologie,
2. Plan de travail de l’offre et
3. Organisation et dotation en personnel
4. Approche et méthodologie technique Dans ce chapitre, vous devez expliquer votre compréhension des objectifs de la mission, l’approche par rapport aux services, la méthodologie pour réaliser les activités et obtenir les résultats escomptés et le degré de détail de ces résultats. Vous devez mettre en évidence les problèmes abordés et leur importance, et expliquer l'approche technique que vous adopteriez pour y remédier. Vous devez également expliquer les méthodologies que vous proposez d’adopter et mettre en évidence la compatibilité de ces méthodologies avec l’approche proposée. Décrivez par ailleurs ici tout équipement spécialisé et / ou logiciel dont vous pourriez avoir besoin pour vous acquitter de l’ensemble des prestations visées dans le Cahier des charges.
5. Plan de travail de l’Offre

Dans ce chapitre, le soumissionaire doit proposer les tâches principales de la mission relative à la mise en œuvre de la Sous-activité Gestion de Ressources Naturelles dans le project Communites Resilientes au Climat (CRC) y compris les étapes et les dates de soumission des rapports. Le plan de travail proposé doit s’adosser sur l’approche technique et la méthodologie, et mettre en évidence la compréhension par le prestataire du Cahier des Charges et sa capacité à les traduire en un plan de travail viable, notamment en ce qui concerne l’intégration des questions environnementales, sociales et genre aux questions techniques. Vous inclurez dans ce chapitre la liste des livrables et rapports périodiques et spécifiques comme mentionnés dans les TDRs et qui constitueront le résultat final.

1. Organisation et dotation en personnel. Dans ce chapitre, vous devez proposer la structure et la composition de votre équipe. Vous devez énumérer les principales disciplines de la mission, l'expert principal responsable et le personnel technique et de soutien proposé **Votre offre doit egalement comprendre une description du recrutement et de l’organisation des travailleurs sur le terrain.**

Note : Lorsque le Cahier des charges comprend des tâches relatives au genre et à l'inclusion sociale, l’offre doit explicitement indiquer comment le Prestataire exécutera ces tâches dans l'approche technique, la méthodologie, le plan de travail de l’offre, l'organisation et la dotation en effectif. Nous reconnaissons que ce type d’expertise et d’expérience peut être en dehors du travail normal de certains prestataires offrant des offres et fait donc appel à une attention particulière à accorder à l’importance d’une offre et d’un plan de dotation en effectif suffisamment interdisciplinaires.]

**(Maximum 30 pages, y compris des tableaux et des diagrammes)**

Formulaire TECH-7 : Composition de l'équipe et attribution de tâches

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Personnel professionnel clé | | | | |
| Nom du membre | Organisation | Domaine de compétence | Poste occupé | Tâche assignée |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |

Formulaire TECH-8 : Curriculum vitae (CV) du Personnel Professionnel Clé proposé

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 1. Poste proposé | [un seul candidat désigné pour chaque poste] | | | | | | | |
| 1. Nom du cabinet | [Insérer le nom du cabinet proposant le personnel] | | | | | | | |
| 1. Nom du membre du personnel | [Insérer le nom et le(s) prénom(s)] | | | | | | | |
| 1. Date de naissance | [Insérer la date de naissance] | | | |
| 1. Nationalité | [Insérer la nationalité] | | | |  | |  | |
| 1. Sexe |  | | | |  | |  | |
| 1. Formation | [Indiquer les études post-secondaires/universitaires et autres formations spécialisées des membres du personnel, en indiquant le nom des établissements, les diplômes obtenus et les dates d'obtention] | | | | | | | |
| 1. Affiliation à des associations professionnelles |  | | | | | | | |
| 1. Autres formations | [Indiquer la formation post-doctorale et autres types de formation le cas échéant] | | | | | | | |
| 1. Expérience internationale | [Citer les pays où le personnel a travaillé au cours des dix dernières années] | | | | | | | |
| 1. Langues | [Pour chaque langue, indiquer le niveau de compétence : bon, moyen ou faible à l'oral, à la lecture et à l'écrit] | | | | | | | |
|  | Langue | Parlé | | | | Lu | | Écrit |
|  |  |  | | | |  | |  |
| 1. Parcours professionnel | [En commençant par le poste occupé actuellement, énumérez dans l'ordre inverse tous les emplois occupés par le membre du personnel depuis l'obtention du diplôme, en indiquant pour chaque emploi (voir le format ci-dessous) : les dates d'embauche, nom de l'organisme employeur, postes occupés]. | | | | | | | |
|  | De [année] : | | À [année] : | | | | | |
|  | Employeur : | | | | | | | |
|  | Poste(s) occupé(s) : | | | | | | | |
| 1. Liste détaillée des tâches assignées | [Énumérer toutes les tâches à effectuer dans le cadre de cette mission] | | | | | | | |
| 1. Travaux accomplis qui illustrent le mieux son aptitude à effectuer les tâches assignées : | [Parmi les tâches auxquelles le personnel a participé, indiquer les informations suivantes concernant les tâches qui illustrent le mieux la capacité du personnel à accomplir les tâches énumérées au point 11.] | | | | | | | |
|  | Nom de la tâche ou projet : | | |  | | | | |
|  | Année : | | |  | | | | |
|  | Lieu d’affectation : | | |  | | | | |
|  | Client : | | |  | | | | |
|  | Principales caractéristiques du projet : | | |  | | | | |
|  | Poste occupé : | | |  | | | | |
|  | Activités exécutées : | | |  | | | | |

1. Références :

[Citer au moins trois références à même de fournir de bonnes informations sur les performances de la personne. Préciser le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse électronique de chaque référence]. [Le MCA-Niger se réserve le droit de contacter d'autres sources et de vérifier les références, en particulier pour s’informer sur les performances réalisées dans tous les projets pertinents financés par le MCC.]

1. Attestation :

Je, soussigné(e), certifie qu'à ma connaissance, ce CV décrit correctement ma personnalité, mes qualifications et mon expérience. Je comprends que toute assertion inexacte proférée de manière volontaire tel que décrite aux présentes peut entraîner ma disqualification ou ma révocation, si je suis engagé.

Je soussigné(e) déclare par la présente que j'accepte de participer avec le [Consultant] à la demande de propositions susmentionnée. Je déclare en outre que je suis capable et disposé à travailler :

1. pendant la ou les périodes indiquées dans les Termes de Référence spécifiques joints à la Demande de Propositions susmentionnée pour le poste pour lequel mon CV a été inclus dans l'offre du Consultant, et
2. au cours de la période d’exécution du Contrat concerné.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Signature du Personnel professionnel clé |  | | | |
| Si ce formulaire n'a PAS été signé par le Personnel professionnel clé, alors en signant ci-dessous, le représentant autorisé du Consultant fait la déclaration qui suit.  « Compte dûment tenu de ma signature ci-dessous, si le Personnel professionnel clé n'a PAS signé ce CV, je déclare que les faits qui y sont indiqués sont, à ma connaissance, une déclaration sincère et juste ET QUE je confirme avoir approché ledit Personnel professionnel clé et obtenu de sa part l’assurance qu'il maintiendra sa disponibilité pour cette mission si le Contrat fait l’objet d’accord dans la période de validité de l’offre prévue dans la Demande de Propositions. | | | | |
| Signature du représentant autorisé du Consultant | |  | | | |
| Jour / Mois / Année |  | |  |  |

Formulaire TECH-9 : Calendrier des travaux et des livrables

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Tâche | Mois | | | | | | | | | | | |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 |
| 1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 3 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 4 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 5 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 6 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| N | Etc. |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | Livrable |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 2 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 3 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| N | Etc. |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

[Indiquer toutes les principales activités de la mission, y compris les livrables et les autres étapes, telles que les approbations du MCA-Niger. Pour les missions échelonnées, indiquer séparément les activités, les livrables et les étapes pour chaque phase. Indiquer la durée des activités sous forme de diagramme en bâtons. Consulter le cahier des charges pour la liste complète des livrables. L’exemple type fourni ci-dessus (à remplir par le Prestataire suivant le cahier des charges servira pour le Prestataire d’indicateur pour la charge de travail proposée. La soumission sera évaluée dans le cadre de l’Approche technique et de la méthodologie.

**Formulaire ELI -1 -** Fiche de renseignements sur le Soumissionnaire

Chaque Soumissionnaire doit remplir ce formulaire.

|  |  |
| --- | --- |
| **Dénomination légale du Soumissionnaire** |  |
| **S’il s'agit d’une coentreprise ou d'une autre association, indiquer la dénomination légale de chaque partenaire** |  |
| **Pays de constitution du Soumissionnaire** |  |
| **Année de constitution du Soumissionnaire** |  |
| **Adresse légale du Soumissionnaire dans le pays de constitution** |  |
| **Représentant autorisé du Soumissionnaire**  (nom, adresse, numéros de téléphone, numéros de fax, adresse électronique) |  |
| **Vous trouverez ci-joint des copies des documents originaux suivants.**   * 1. S’il s’agit d’une entité unique, l’acte constitutif ou les statuts de l'entité juridique mentionnée ci-dessus, conformément à la clause 5 des IS. * 2. Pouvoir d’engager l'entreprise ou la coentreprise mentionnée ci-dessus, conformément aux clauses 21.2 et 21.3 des IS. * 3. S’il s'agit d’une coentreprise ou d'une autre association, fournir la lettre faisant état de l'intention de constituer une coentreprise ou autre association ou l’accord de coentreprise ou d'association, conformément à la clause 5.2 des IS. * 4. Formulaire [ELI-3] de certification d'entreprise publique | |

**Formulaire ELI-2 -** Fiche d’information sur la coentreprise/l’association/le Sous-traitant

[Chaque membre d’une Coentreprise/d’une association constituant un Soumissionnaire et chaque sous-traitant connu doit remplir ce formulaire.]

|  |  |
| --- | --- |
| **Informations sur la coentreprise/l’association/le sous-traitant** | |
| **Dénomination sociale du Soumissionnaire** |  |
| **Dénomination sociale de l’associé ou du sous-traitant de la Coentreprise** |  |
| **Pays de constitution de l’associé ou du sous-traitant de la Coentreprise** |  |
| **Année de constitution de l’associé ou du sous-traitant de la Coentreprise** |  |
| **Adresse officielle de l’associé ou du sous-traitant de la Coentreprise dans le pays de constitution** |  |
| **Informations sur le représentant autorisé de l’associé ou du sous-traitant de la Coentreprise**  **(nom, adresse, numéros de téléphone, numéros de fax et adresse électronique)** |  |
| **Copies des originaux suivants jointes.**   * 1. Statuts de l’entité juridique susmentionnée, conformément à la clause 5 des IS. * 2. Autorisation de représenter la société susmentionnée, conformément aux clauses 21.2 et 21.3 des IS. * 3. Formulaire de Certification d’Entreprise Publique [ELI-3] | |

**ELI-3 -** Formulaire de certification d’entreprise publique

Les entreprises publiques (en anglais « GOE ») ne sont pas admises à concourir en vue de l’obtention des marchés de biens ou travaux financés par la MCC. Par conséquent, les entreprises publiques (i) ne peuvent pas être parties à un quelconque contrat financé par la MCC pour la fourniture de biens, de travaux ou de services par le biais d’un processus d’appel d’offres ouvert, d’un appel d’offres restreint, d’un contrat de gré à gré ou d’un contrat à fournisseur unique ; et (ii) ne peuvent pas être pré-qualifiées ou présélectionnées pour un quelconque contrat de fourniture de biens ou de travaux financé par la MCC et devant être octroyé par l’une de ces méthodes.

Cette interdiction ne s’applique pas aux Travaux en régie effectués par des entités appartenant au gouvernement du pays du Maître d’ouvrage ou aux établissements d’enseignement et centres de recherches du secteur public ainsi qu’aux entités statistiques ou cartographiques, ou aux autres entités techniques, du secteur public qui n’ont pas été formées principalement dans un but commercial, ou pour lesquels une exception est accordée par la MCC conformément à la Partie 7 des Directives de passation des marchés du Programme MCC. Vous pouvez consulter l’intégralité de cette politique sur la page des Directives de passation de marchés du Compact sur le site web de la MCC (www.mcc.gov). Dans le cadre de la vérification de l’éligibilité pour ce marché, veuillez remplir le formulaire ci-dessous afin d’indiquer le statut de votre entité.

Aux fins de ce formulaire, le terme « Gouvernement » désigne un ou plusieurs gouvernements, y compris toute agence, administration, subdivision ou autre service de l’État à un niveau quelconque dans un pays ou une région.

**CERTIFICATION**

Dénomination sociale du Soumissionnaire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Dénomination sociale du Soumissionnaire dans la langue et l’écriture du Pays de constitution (si elle est différente de ce qui est indiqué ci-dessus) :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Adresse du siège social ou de l’établissement principal ou du Directeur général du Soumissionnaire :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom complet de trois (3) dirigeants du Soumissionnaire (pour tout Soumissionnaire qui est une entité) :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Dénomination sociale de l’entité-mère ou des entités-mères du Soumissionnaire (le cas échéant ; indiquez si le Soumissionnaire n’a pas d’entité-mère) :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Dénomination sociale de l’entité-mère ou des entités-mères dans la langue et l’écriture du Pays de constitution (si elle est différente de ce qui est indiqué ci-dessus) :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Adresse(s) du siège social, de l’établissement principal ou du Directeur général de l’entité-mère ou des entités-mères du Soumissionnaire (le cas échéant) :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1) Un État détient-il une majorité ou une participation majoritaire (que ce soit sur la base de la valeur ou des droits de vote) dans votre capital ou une autre participation lui procurant des droits de propriété (que ce soit directement ou indirectement, et que ce soit par le biais de fiduciaires, d’agents ou d’autres moyens) ?

Oui  Non 

2) Si votre réponse à la question 1 était oui, quel type d’entité contrôlée par le gouvernement êtes-vous :

1. Établissement d’enseignement Oui  Non 
2. Centre de recherche Oui Non 
3. Entité statistique Oui  Non 
4. Entité cartographique Oui  Non 
5. Autre entité technique n’étant pas constituée essentiellement à des fins commerciales Oui  Non 

3) Quelle que soit votre réponse à la question 1, veuillez répondre à la question suivante :

1. Recevez-vous des subventions ou paiements (y compris toute forme de crédit à titre de subvention) ou toute autre forme d’assistance (financière ou autre) d’un gouvernement ?

Oui  Non 

Si oui, décrivez : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Un gouvernement vous a-t-il accordé des droits ou privilèges juridiques ou économiques spéciaux ou exclusifs pouvant affecter la compétitivité de vos biens, travaux ou services, ou influencer par ailleurs vos décisions commerciales ? Oui  Non 

Si oui, décrivez : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Un gouvernement peut-il imposer ou ordonner l’une des actions suivantes à votre égard :
2. toute réorganisation, fusion ou dissolution de votre entité, ou la formation ou l’acquisition de toute filiale ou autre affilié par votre entité ? Oui  Non 
3. la vente, la location, l’hypothèque, le nantissement ou la cession par ailleurs de vos principaux actifs, corporels ou incorporels, que ce soit ou non dans le cours normal des activités ? Oui  Non 
4. l’interruption, la réinstallation ou l’altération substantielle de la production, de l’exploitation ou d’autres activités importantes de votre entreprise ? Oui  Non 
5. la signature, la résiliation ou la non signature par vous de contrats importants ?

Oui  Non 

1. la nomination ou la révocation de vos cadres de direction, administrateurs, cadres supérieurs ou autres dirigeants, ou la participation par ailleurs à la direction ou au contrôle de vos affaires ? Oui  Non 

4) Avez-vous jamais appartenu à l’État ou été contrôlé par l’État ? Oui  Non 

5) Si votre réponse à la question 4 était oui, veuillez répondre aux questions suivantes :

1. Pendant combien de temps avez-vous appartenu à l’État ? \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
2. Quand votre entité a-t-elle été privatisée ? \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
3. Recevez-vous des subventions ou paiements (y compris toute forme de crédit à titre de subvention) ou toute autre forme d’assistance (financière ou autre) d’un gouvernement ?

Oui Non 

Si oui, décrivez : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Même s’il ne détient pas la majorité du capital de votre entité ou ne la contrôle pas, un gouvernement continue-t-il à détenir une participation ou un pouvoir de prise de décisions dans votre entité ou dans vos affaires ?

Oui  Non 

Si oui, décrivez : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Payez-vous de l’argent à un État en dehors d’impôts ou de taxes dans le cadre ordinaire de vos affaires à des niveaux et pourcentages équivalents à d’autres entreprises n’appartenant pas à l’État dans votre pays qui sont engagées dans le même secteur d’activité ? Oui  Non 

Si oui, décrivez : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Les participants doivent noter les points suivants :

1. Avant d’annoncer le nom du consultant ou du soumissionnaire gagnant, ou toute liste de Soumissionnaires pré-qualifiés ou présélectionnés pour ce marché, l’entité MCA vérifiera auprès de la MCC si ce(s) consultant(s) ou de ce(s) Soumissionnaire(s) remplissent les conditions d’admissibilité. La MCC tiendra une base de données (à l’interne, par le biais de services d’abonnement ou des deux façons) des entreprises publiques connues, et chaque soumissionnaire retenu ou pré-qualifié ou consultant retenu ou présélectionné concerné par la présente disposition sera comparé à la base de données et fera l’objet de recherches complémentaires selon ce que la MCC pourra juger nécessaire au vu des circonstances.
2. Toute déclaration inexacte faite par une entité soumettant une Offre pour ce marché pourra être considérée comme une « pratique frauduleuse » aux fins des Directives de passation des marchés du Programme MCC et de toutes autres politiques ou directives applicables de la MCC, y compris la Politique de la MCC sur la prévention, la détection et la répression de la fraude et de la corruption dans le cadre des opérations de la MCC.
3. Toute entité qui aura été jugée par la MCC comme s’étant constituée toute seule, comme ayant sous-traité une partie quelconque de son contrat financé par la MCC ou comme s’étant associée par ailleurs avec une autre entité dans le but, ou en ayant l’effet potentiel ou réel, d’éviter ou de contourner par ailleurs les dispositions des Directives de passation des marchés du Programme MCC pourra être considérée par ailleurs comme une entreprise publique à toutes fins utiles en relation avec ces Directives.
4. Toute accusation digne de foi selon laquelle une entité soumettant une Offre en réponse à cet appel d’offres serait une entreprise publique n’étant pas autorisée à soumettre une offre conformément aux Directives de passation des marchés du Programme MCC fera l’objet d’un examen dans le cadre d’une Contestation de l’attribution du marché conformément à ces Directives et portée à l’attention de l’instance de recours pour la Contestation de l’attribution du marché de l’Entité MCA.

Je certifie par les présentes que les informations fournies ci-dessus sont exactes et correctes à tous égards importants, et je comprends que toute fausse déclaration, déclaration erronée substantielle ou non-communication d’informations demandées dans le présent certificat pourra être considérée comme une « pratique frauduleuse » aux fins des Directives de passation des marchés du Programme MCC et d’autres politiques ou directives applicables de la MCC, y compris la Politique de la MCC sur la prévention, la détection et la répression de la fraude et de la corruption dans le cadre des opérations de la MCC.

Signature autorisée : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom du signataire (en caractères d’imprimerie) :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

BSF1  - Lettre de l’Offre Financière

*[Le Soumissionnaire doit compléter ce formulaire conformément aux instructions indiquées. Aucune modification de son format ne sera autorisée et aucune substitution acceptée.]*

**Lettre de l’Offre Financière**

**DAO N° CR/2CB/0065/19**

**[Lieu, Date]**

À l’attention de : Monsieur, Madame Directeur de la passation des marchés de MCA Niger

Adresse :

Courriel :

**Objet :** Mise en œuvre des sous projets de restauration et de préservation de l’Environnement, de restauration des aires pastorales et accompagnement agricole dans le cadre du Projet des Communautés Résilientes au Climat (CRC) (Activités CRA et activités PRAPS) dans les régions de Dosso, Maradi, Tahoua et Tillabéry

Mesdames et Messieurs :

Nous, soussignés, déclarons et certifions que :

1. Nous avons examiné le Dossier d’Appel d’Offres, y compris ses addenda émis conformément aux Instructions aux Soumissionnaires.
2. Conformément aux Conditions du Contrat, aux Spécification des Services de l’Acheteur, au Bordereau des Prix pour l’exécution des prestations susmentionnées, nous proposons de livrer les prestations et de remédier aux défauts en conformité avec les Conditions du Contrat, les Spécifications des Services de l’Acheteur et le Bordereau des prix pour la somme de [**Insérer le montant en chiffre et en lettres**].
3. Nous attestons que l'Appendice à l'Offre financière fait partie de notre Offre financière.

1. Nous reconnaissons avoir pris connaissance de la Politique de MCC sur la prévention, la détection et la répression de la fraude et de la corruption dans le cadre des opérations de MCC (« Politique AFC de MCC »). Nous avons pris des mesures pour nous assurer qu’aucune personne agissant pour notre compte ou en notre nom ne s’est livrée à des pratiques de corruption ou de fraude telles que décrites dans la clause 3 des IS. Dans cette optique, nous certifions que :
   1. les prix figurant dans la présente offre ont été définis de manière indépendante, sans aucune consultation, communication ou accord avec d’autres soumissionnaires ou concurrents visant à restreindre la compétition, concernant :
2. lesdits prix ;
3. l’intention de soumettre une proposition ; ou
4. les méthodes ou facteurs de calcul des prix proposés.
   1. Les prix contenus dans la présente offre n’ont pas été dévoilés et ne seront pas divulgués par nous, directement ou indirectement, à d’autres auteur d’offre ou concurrent, avant le dépouillement des offres (s’agissant d’une demande d’offres sous pli fermé) ou l’attribution du Contrat (s’agissant d’une offre négociée), à moins que la loi n’en dispose autrement ; et
   2. aucune tentative n’a été faite ni ne sera faite par nos soins pour inciter une autre entreprise à soumettre, ou à ne pas soumettre, une offre dans le but de restreindre la concurrence
5. Nous nous engageons, si notre Offre est acceptée, à obtenir une Garantie d’exécution conformément au Dossier d’Appel d’Offres, et à fournir les services contenu dans le Contrat dans le délais indiqué dans les Appendices de l’Offre financière.
6. Notre Offre est valide pour une période de **[insérer le nombre]** jours à compter de la date limite fixée pour la soumission des Offres, conformément au Dossier d’Appel d’Offres, et elle reste contraignante pour nous et peut être acceptée à tout moment avant l’expiration de ce délai.
7. Tant qu’un Contrat formel n’aura pas été préparé et signé, la présente Offre, associée à votre acceptation écrite de celle-ci sous la forme d’une Lettre d’acceptation signée nous ayant été remise par vos soins, constitue un accord contractuel ayant force obligatoire entre nous.
8. Il est entendu que vous n’êtes pas tenus d’accepter l’Offre la mieux disante ou toute Offre que vous pourriez recevoir.
9. Nous respectons les stipulations des Clauses 6-11 des IS du Dossier d’Appel d’Offres, le cas échéant.
10. Les sous-traitants et fournisseurs respectent et respecteront les stipulations de la Clause 9 des IS du Dossier d’Appel d’Offres, le cas échéant.
11. Nous ne participons pas en tant que Soumissionnaire ou Sous-traitant à plus d’une Offre dans le cadre de cet appel d’offres.
12. Nous avons pris des mesures pour nous assurer qu’aucune personne agissant pour notre compte ou en notre nom ne s’est livrée à des pratiques de corruption ou de fraude telles que décrites dans la clause 3 des IS.
13. Les commissions et les gratifications versées ou devant être versées par nous aux agents dans le cadre de la présente Offre et de l'exécution du Contrat, si le contrat nous est attribué, sont énumérées ci-dessous :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Nom et adresse de l’agent |  | Montant et monnaie |  | Objet de la commission ou gratification |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
| (s’il n’y en a aucune, écrivez « aucune ») | | | | |

1. Nous avons pris des mesures pour nous assurer qu’aucune personne agissant pour notre compte ou en notre nom ne se livrera pas à des pratiques de corruption.
2. Nous ne participons pas à des activités interdites, ni ne facilitons ou ne permettons de telles activités, ainsi décrites dans la Partie 15 des Directives de MCC en matière de passation des marchés (Politique de Lutte Contre le Trafic des Êtres Humains) et nous ne participerons pas auxdites activités, ni ne les faciliterons ou ne les permettrons pendant toute la durée du Contrat. Par ailleurs, nous garantissons que les activités interdites décrites Partie 15 des Directives de MCC en matière de passation des marchés (Politique de Lutte Contre le Trafic des Êtres Humains) ne seront pas tolérées de la part de nos employés, ni de tout Sous-traitant ou fournisseur ni de leurs employés respectifs. Enfin, nous reconnaissons que la participation à de telles activités serait une cause valide de suspension ou de cessation d’emploi ou de résiliation du Contrat.
3. Nous comprenons et acceptons sans condition que, conformément à la clause 46 des IS, toute contestation ou remise en cause de la procédure ou des résultats du présent marché peut être portée uniquement par le biais du Système de Contestation des Soumissionnaires (SCS) de l’Acheteur.

En date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ 20

Signature En qualité de

Dûment autorisé(e) à signer des Offres pour le compte et au nom de

**[en lettres majuscules ou en caractères d’imprimerie]**

Adresse :

Témoin :

Adresse :

Profession :

BSF2 - Bordereau des Prix

Veuillez soumettre votre offre financiére à l’aide du fichier au format Excel et d’une version au format PDF.

En cas de différence avec la version électronique, la version papier incluse dans le dossier original de l'Offre fera foi et servira de Bordereau officiel de l’Offre Financière.

Veuillez vous référer à l'annexe 3 pour les emplacements spécifiques de chaque site (noms de village et coordonnées GPS)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Lot 1 : Gestion Durable des terres PRAPS dans la région de Dosso**  **Communes :** Dioundiou, Zabori ,Fakara , Fabidji, Garandakeye,Gorou Bankassam, Mokko\*, Fareye, Sambéra, Tessa\* Sakorbé, Falmeye, Tanda | | | | |
| **N°** | **désignation** | **Unités** | **Quantité** | **Prix unitaire** | **Montant Total** |
| **1** | Mobilisation et installation ( cf annexe 1) | **ff** | **1** |  |  |
| 2 | Lutte contre les plantes envahissantes terrestres | ha | 550 |  |  |
| **3** | Récupération des terres dégradées | ha | 550 |  |  |
| **4** | Démobilisation et replis | ff | 1 |  |  |
|  | **Total /Lot 1** |  |  |  |  |
|  | **Lot 2: Gestion Durable des terres PRAPS dans la région de Maradi**  **Communes:** Adjékoria ,Korafane ,Dan Goulbi\*, Bermo ,Chadakori\* | | | | |
| **N°** | **désignation** | **Unités** | **Quantité** | **Prix unitaire** | **Montant Total** |
| **1** | Mobilisation et installation ( cf annexe 1) | **ff** | **1** |  |  |
| 2 | Lutte contre les plantes envahissantes terrestres | ha | 550 |  |  |
| **3** | Récupération des terres dégradées | ha | 550 |  |  |
| **4** | Démobilisation et replis | ff | 1 |  |  |
|  | **Total /Lot 2** |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  | **Lot 3 : Gestion Durable des terres PRAPS dans la région de Tahoua**  **Communes :** Taoua, Tillia, Affala, Bambeye, Bamban Katami, Badaguichiri, Tajae, Malbaza\*, Konni\*Tesrnaoua**\*** | | | | |
| **N°** | **désignation** | **Unités** | **Quantité** | **Prix unitaire** | **Montant Total** |
| **1** | Mobilisation et installation ( cf annexe 1) | **ff** | **1** |  |  |
| 2 | Lutte contre les plantes envahissantes terrestres | ha | 800 |  |  |
| **3** | Récupération des terres dégradées | ha | 800 |  |  |
| **4** | Démobilisation et replis | ff | 1 |  |  |
|  | **Total /Lot 3** |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  | **Lot 4 : Gestion Durable des terres PRAPS dans la région de Tillabéry**  **Communes :** Dantchandou, Hamdallaye, Kirtachi, Kouré\*, Dingaji Banda, Simiri, Tondikandia | | | | |
| **N°** | **Désignation** | **Unités** | **Quantité** | **Prix unitaire** | **Montant Total** |
| **1** | Mobilisation et installation ( cf annexe 1) | **ff** | 1 |  |  |
| 2 | Lutte contre les plantes envahissantes terrestres | ha | 800 |  |  |
| **3** | Récupération des terres dégradées | ha | 800 |  |  |
| **4** | Démobilisation et replis | ff | 1 |  |  |
|  | **Total /Lot 4** |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  | **Lot 5 : Gestion Durable des terres CRA dans la région de Dosso**  **Communes :** Karguibangou,Tessa, Mokko,Tombokoirey I, Tombokoirey II, | | | | |
| **N°** | **Désignation** | **Unités** | **Quantité** | **Prix unitaire** | **Montant Total** |
| **1** | Mobilisation et installation ( cf annexe 1) | **ff** | **1** |  |  |
| 2 | Lutte contre les plantes envahissantes | ha | 1000 |  |  |
| 4 | Régénération naturelle assistée | ha | 15000 |  |  |
| **5** | Récupération des terres dégradées | ha | 5000 |  |  |
| **6** | Démobilisation et replis (cf annexe) | ff | 1 |  |  |
|  | **Total /Lot 5** |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  | **Lot 6: Gestion Durable des terres CRA dans la région de Maradi**  **Communes :** Guidan Roumdji, Chadakori, Sabon Machi,Dan Goulbi | | | | |
| **N°** | **Désignation** | **Unités** | **Quantité** | **Prix unitaire** | **Montant Total** |
| **1** | Mobilisation et installation ( cf annexe) | **ff** | **1** |  |  |
| 2 | Lutte contre les plantes envahissantes | ha | 1220 |  |  |
| 4 | Régénération naturelle assistée | ha | 15000 |  |  |
| **5** | Récupération des terres dégradées | ha | 4100 |  |  |
| 6 | Démobilisation et replis | ff | 1 |  |  |
|  | **Total /Lot 6** |  |  |  |  |
|  | **Lot 7: Gestion Durable des terres CRA dans la région de région Tahoua**  **Communes**: Tsernaoua, Konni, Malbaza, Doguéraoua | | | | |
| **N°** | **Désignation** | **Unités** | **Quantité** | **Prix unitaire** | **Montant Total** |
| **1** | Mobilisation et installation ( cf annexe 1) | **ff** | 1 |  |  |
| 2 | Lutte contre les plantes envahissantes | ha | 500 |  |  |
| 4 | Régénération naturelle assistée | ha | 10000 |  |  |
| **5** | Récupération des terres dégradées | ha | 2500 |  |  |
| 6 | Démobilisation et replis | ff | 1 |  |  |
|  | **Total /Lot 7** |  |  |  |  |
|  | **Lot 8: Gestion Durable des terres CRA dans la région de région Tillabéry**  **Communes:** N’Dounga, Kouré ,Liboré | | | | |
| **N°** | **Désignation** | **Unités** | **Quantité** | **Prix unitaire** | **Montant Total** |
| **1** | Mobilisation et installation ( cf annexe 1) | **ff** | **1** |  |  |
| 2 | Régénération naturelle assistée | ha | 10000 |  |  |
| **3** | Récupération des terres dégradées | ha | 2000 |  |  |
| 4 | Démobilisation et replis | ff | 1 |  |  |
|  | **Total /Lot 8** |  |  |  |  |

**NB :** le prix unitaire de l’entreprise intègre tous les intrants qui concourent à la réalisation du service demandé.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Lot 9 : Appui à l'intensification agricole CRA dans la région de Dosso**  **Communes :** Karguibangou,Tessa, Mokko,Tombokoirey I, Tombokoirey II, | | | | |
| **N°** | **Désignation** | **Unités** | **Quantité** | **Prix unitaire** | **Montant Total** |
| **1** | Mobilisation et installation ( cf annexe 1) | **ff** | **1** |  |  |
| 2 | Appui conseil agricole | ha | 3500 |  |  |
| 3 | Accompagnement pour les périmètres irrigués | ha | 120 |  |  |
| 4 | Champs écoles ( unité) | Unités | 100 |  |  |
| 5 | Appui Kit petits ruminants ( unité) | Unités | 3500 |  |  |
| 6 | Démobilisation et replis | ff | 1 |  |  |
|  | **Total /Lot 9** |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  | **Lot 10 : Appui à l'intensification agricole CRA dans la région de MARADI**  **Communes :** Guidan Roumdji, Chadakori, Sabon Machi,Dan Goulbi | | | | |
| **N°** | **Désignation** | **Unités** | **Quantité** | **Prix unitaire** | **Montant Total** |
| **1** | Mobilisation et installation ( cf. annexe1) | **ff** | 1 |  |  |
| 2 | Appui conseil agricole | ha | 1500 |  |  |
| 3 | Accompagnement pour les périmètres irrigués | ha | 100 |  |  |
| 4 | Champs écoles ( unité) | Unités | 80 |  |  |
| 5 | Appui Kit petits ruminants ( unité) | Unités | 2000 |  |  |
| 6 | Démobilisation et replis | ff | 1 |  |  |
|  | **Total /Lot 10** |  |  |  |  |
|  | **Lot 11 : Appui à l'intensification agricole CRA dans la région de TAHOUA**  **Commune:** Tsernaoua, Konni, Malbaza, Doguéraoua | | | | |
| **N°** | **Désignation** | **Unités** | **Quantité** | **Prix unitaire** | **Montant Total** |
| **1** | Mobilisation et installation ( cf annexe1) | **ff** | 1 |  |  |
| 2 | Appui conseil agricole | ha | 2000 |  |  |
| **3** | Accompagnement pour les périmètres irrigués | ha | 100 |  |  |
| 4 | Champs écoles ( unité) | Unités | 60 |  |  |
| **5** | Appui Kit petits ruminants ( unité) | Unités | 2000 |  |  |
| 6 | Démobilisation et replis | ff | 1 |  |  |
|  | **Total /Lot 11** |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  | **Lot 12 : Appui à l'intensification agricole CRA dans la région de Tillabéry**  **Communes:** N’Dounga, Kouré ,Liboré | | | | |
| **N°** | **Désignation** | **Unités** | **Quantité** | **Prix unitaire** | **Montant Total** |
| **1** | Mobilisation et installation ( cf annexe1) | **ff** | 1 |  |  |
| 2 | Appui conseil agricole | ha | 1000 |  |  |
| 3 | Accompagnement pour les périmètres irrigués | ha | 100 |  |  |
| 4 | Champs écoles ( unité) | Unités | 40 |  |  |
| 5 | Appui Kit petits ruminants ( unité) | Unités | 2000 |  |  |
| 6 | Démobilisation et replis | ff | 1 |  |  |
|  | **Total /Lot 12** |  |  |  |  |

**NB :** le prix unitaire de l’entreprise intègre tous les intrants qui concourent à la réalisation du service demandé. Sans etre exhaustif, ces intrants peuvent etre :

* Les salaires
* Le perdiem des consultants
* Les perdiems des autorités pour supervision
* Le coût de la main d’œuvre au niveau local
* Le coût des matériels et matériaux à utilisé
* L’acquisition des kits
* Le coût de gestion des sites aménagés
* L’enregistrement des sites au dossier rural
* La logistique et le fonctionnement
* Les frais administratifs

# 

# PARTIE 2 : CAHIER DES CHARGES DE L’ACHETEUR

SECTION V. CAHIER DES CHARGES

**Mise en œuvre des sous projets de restauration et de préservation de l’environnement, de restauration des aires pastorales et accompagnement agricole dans le cadre du Projet des Communautés Résilientes au Climat (CRC) (Activités CRA et activités PRAPS) dans les régions de Dosso, Maradi, Tahoua et Tillabéry**

Projet des communautés résilientes au climat (CRC)

Millennium Challenge Account (MCA) – Niger

Mai 2020

**ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS**

|  |  |
| --- | --- |
| ADF | African Development Foundation |
| APD | Avant-Projet Détaillé |
| APS | Avant-Projet Sommaire |
| BNEE | Bureau National des Evaluations Environnemtales |
| CES/DRS | Conservation des Eaux et des Sols / Défense et Restauration des Sols |
| CNSEE | Centre National de suivi Ecologique et environemental |
| COFOCOM | Commission Fonciere Communale |
| CRA | Agriculture résiliente au climat |
| CRC | Communautés résilientes au climat |
| C-TIP | Politique de lutte contre la traite des personnes (Counter-Trafficking in Persons) |
| EIES | Étude d’impact environnemental et social |
| FAO | Food and Agriculture Organization |
| GDTE | Gestion Durable des Terres et des Eaux |
| GIE | Groupement d’Interet Economique |
| GoN | Gouvernement du Niger |
| GPS | Global Positioning System |
| GRN | Gestion des Ressources Naturelles |
| HMT | Hauteur manométrique totale |
| ICRIP | Integrated Climate Resilient Investments Plans (Plans pluriannuels d’Investissements) Communaux Résilients au Climat |
| MCA | Millennium Challenge Account |
| MCC | Millennium Challenge Corporation |
| NP | Normes de Performance en matière de durabilité Environnementale et Sociale |
| ONG | Organisation Non Gouvernementale |
| ONU | Organisation des Nations Unies |
| OPEL | Organisation des Producteurs d’Élevage |
| PA | Procurement Agent : Agent contractant |
| PAES | Plan d’Action Environnementale et Sociale |
| PAPast | Plan d’Aménagements Pastoraux |
| PEPP | Plan d’Engagement des Parties Prenantes |
| PDC | Plans de Développement Communaux |
| PASEC | Projet d’Appui à l’Agriculture Sensible aux risques Climatiques |
| PGES | Plan de gestion de l’impact environnemental et social |
| PIGIS | Plan d’intégration Genre et Inclusion Sociale |
| PRAPS | Projet régional d’appui au pastoralisme au Sahel |
| RNA | Régénération Naturelle Assistée |
| S&E | Suivi &Evaluation |
| SFI | Société Financière Internationale |
| SGES | Systèmes de Gestion Environnementale |
| SNDI/CER | Stratégie Nationale de Développement de l’Irrigation et de Collecte des Eaux de Ruissellement |
| Sous-ICRIP | Sous projets des Plans pluriannuels d’Investissements Communaux Résilients au Climat |
| SPIN | Stratégie Nationale de la petite Irrigation |
| SVPP | Services Vétérinaires Privés de Proximité |
| TRE | Taux de rentabilité économique |
| VAN | Valeurs actuelles Nettes |
| WOCAT | World Overview of Conservation Approaches and Technologies |

# APERÇU GÉNÉRAL DU PROGRAMME

Le Millennium Challenge Corporation (MCC) est une agence gouvernementale américaine qui travaille avec les pays en voie de développement pour promouvoir une croissance économique durable afin de réduire la pauvreté. Les pays éligibles au développement des programmes financés par MCC signent une convention de subvention de cinq ans (un Compact) et le mettent en œuvre.

Le 29 juillet 2016, le gouvernement du Niger (GoN) et le gouvernement des États-Unis d’Amérique, par l’intermédiaire de MCC, ont signé un pacte de 437,024 millions de dollars sur cinq ans. L’objectif de ce Compact est de réduire la pauvreté grâce à la croissance économique dans le but d’accroître les revenus ruraux en améliorant l’utilisation productive et durable des ressources naturelles pour la production agricole et en améliorant le marketing et l’accès au marché des produits agricoles. Le Compact est entré en vigueur (début de la mise en œuvre) le 26 Janvier 2018.

L’entité appelée Millennium Challenge Account - Niger (ci-après MCA-Niger ou MCA) mettra en œuvre le Programme et exercera les droits et obligations du Gouvernement nigérien pour superviser, gérer et mettre en œuvre les projets et les activités du Programme.

Le Compact comprend deux projets :

## Projet d’irrigation et d’accès aux marchés

Ce projet améliorera l’irrigation dans les régions de Dosso et Tahoua du Niger, y compris la réhabilitation d’un système d’irrigation à grande échelle et le développement d’un nouveau système à grande échelle, afin d’augmenter les rendements des produits agricoles et leur commercialisation. Il fournira un soutien technique aux agriculteurs et à leurs organisations en améliorant l’accès aux intrants, au marketing et aux services post-récolte et à valeur ajoutée.

En outre, le projet permettra de 1) réhabiliter les réseaux routiers pour améliorer considérablement l’accès au marché 2) soutenir les politiques et les réformes institutionnelles, y compris une réforme du secteur des engrais, l’élaboration d’un plan national de gestion de l’eau, l’élaboration d’un plan de gestion des ressources naturelles, le renforcement de la propriété et des droits fonciers et le renforcement de la capacité statistique de l’Institut National des statistiques et des ministères clés.

## Projet des communautés résilientes au climat (CRC)

Ce projet vise à augmenter les revenus des familles tributaires de l’agriculture et de l’élevage à petite échelle dans les communes rurales éligibles du Niger en améliorant la productivité des cultures et du bétail, en gérant durablement les ressources naturelles essentielles à la productivité, en augmentant les revenus des entreprises agricoles et les ventes sur les marchés cibles. Le projet CRC sera mis en œuvre en parallèle avec la Banque Mondiale en coordination avec les unités de coordination des programmes PASEC et PRAPS situées au Ministère de l’Agriculture et de l’Élevage. MCA-Niger aura du personnel et des l’opérateurs dans les unités régionales pour la supervision quotidienne de la mise en œuvre des activités du CRC.

Le graphique ci-dessous présente la logique du programme du projet.



Le projet CRC du MCA-Niger comprend deux sous activités :

## Agriculture résiliente au climat (CRA)

C’est une activité de soutien agricole qui sera mis en œuvre en parallèle avec le projet PASEC (*Projet d’Appui à l’Agriculture Sensible aux risques Climatiques*) financé par la Banque mondiale[[2]](#footnote-3). L’Activité CRA financée par MCA-Niger, mettra en œuvre les activités suivantes :

1. **Financement des Plans d’Investissement Résilient au Climat à l’échelle de la Commune (ICRIP).** Le Compact financera le développement et la mise en œuvre des ICRIP et des sous-ICRIP. Les ICRIP seront élaborés sur la base des Plans de Développement Communaux (PDC) existants qui ont été préparés pour chaque commune en identifiant les activités de développement de ces PDC qui se rapportent à la promotion de la résilience climatique dans les communes. Chaque ICRIP contiendra un nombre de sous-ICRIP qui seront des investissements publics qui a) génèrent des biens publics et des opportunités commerciales b) bénéficient aux populations vulnérables et c) sont mis en œuvre au niveau de la commune.
2. **Une facilité de subvention de CRA** pour appuyer les besoins d’investissement et de services de développement des activités agricoles commerciales intégrées. La facilité de subvention ciblée des coopératives / groupes de producteurs, groupes de femmes et groupes de jeunes, et micro, petites et moyennes entreprises dans les communes éligibles de CRC et dans les communes sélectionnées pour le projet « Irrigation et Accès au marché ». Une partie de cette sous activité sera gérée par l’African Development Foundation (ADF) et son partenaire local ‘‘ONG ADLI’’.



## Projet Régional d’Appui au Pastoralisme au Sahel de MCA-Niger (PRAPS)

Il met l’accent sur le développement et le renforcement du secteur de l’élevage à travers l’amélioration de l’accès à des moyens et services de production essentiels et aux marchés pour les pasteurs et agro-pasteurs dans des zones transfrontalières et le long des axes de transhumance. MCA Niger finance trois composantes du projet PRAPS :

**a. Composante 1 : Amélioration de la Santé Animale**

* **Sous-Composante 1.1: Renforcement des infrastructures et des capacités des Services vétérinaires :** Renforcement de capacités de services vétérinaires publiques centraux et de terrain et développement de nouveaux Services Vétérinaires Privés de Proximité (SVPP) ou renforcement de SVPPs existants. Y compris la réhabilitation ou construction de cliniques vétérinaires rurales, la dotation d’équipements et matériels et la formation des vétérinaires et d’auxiliaires d’élevage.
* **Sous-Composante 1.2: Appui à la surveillance et au contrôle des maladies prioritaires et des médicaments vétérinaires :** Y compris des activités de surveillance épidémiologique et de vaccination.

1. **Composante 2: Amélioration de gestion des ressources naturelles**

* **Sous-Composant 2.1 :** Sécurisation de l’accès aux ressources naturelles et gestion durable des pâturages : a. Organisation des usagers des parcours de transhumance pour une meilleure gestion des ressources naturelles, b. sécurisation, démarcation, aménagement et gestion des couloirs de transhumance et des aires pastorales, c. harmonisation et vulgarisation des textes législatifs et règlementaires sur l’accès aux ressources naturelles au niveau régional.
* **Sous-Composante 2.2 :** Aménagement et Gestion durable des infrastructures d’accès à l’eau : Nouvelle réalisation/réhabilitation des ouvrages hydrauliques pour améliorer l’accès de l’eau dans les couloirs de transhumance internationale et assurer la gestion durable des points d’eau (puits pastoraux, mares, forages).

1. **Composante 3 : Facilitation de l’accès aux marchés**

* **Sous-Composante 3.1: Développement des infrastructures et système d’information sur les marchés à bétail :** Construction et/ou réhabilitation de marchés à bétail et appui aux structures de gestion.
* **Sous-Composante 3.2: Renforcement des organisations pastorales et interprofessionnelles :** Renforcement des capacités organisationnelles, institutionnelles et managériales des Organisation des Producteurs d’Élevage (OPEL) pour leur permettre de remplir efficacement leur mission, de se professionnaliser.



Les activités du PRAPS et de CRA seront focalisées dans (4) régions à Dosso, Maradi, Tahoua et Tillabéry. Au total, ce sont 44 communes qui seront concernées par les activités du PRAPS et du CRA parmi lesquelles:

* Huit (8) bénéficieront à la fois des activités PRAPS et CRA;
* Huit (8) recevront les activités CRA et,
* Vingt-huit (28) recevront uniquement des activités PRAPS.

Tableau 1:Liste des communes d'intervention du CRA

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Régions** | **Départements** | **Communes** |
| Tillabéry | Kollo | N’Dounga, |
| Kouré |
| Liboré |
| Maradi | Guidan Roumdji, | Guidan Roumdji, |
| Chadakori, |
| Dakoro | Sabon Machi |
| Dan Goulbi |
| Tahoua | Konni, | Tsernaoua, |
| Konni, |
| Malbaza, | Malbaza, |
| Doguéraoua |
| Dosso | Dosso | Karguibangou |
| Tessa, |
| Mokko, |
| Tombokoirey I, |
| Tombokoirey II (Sakadamna), |

Tableau 2: Liste des communes d'intervention du PRAPS

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Régions** | **Départements** | **Communes** |
| Maradi | Dakoro | Adjékoria |
| Korafane |
| Dan Goulbi\*[[3]](#footnote-4) |
| Bermo | Bermo |
| Guidan Roumgi | Chadakori\* |
| Tahoua | Tahoua | Tahoua |
| Tilia |
| Affala |
| Bambeye |
| Bouza | Bamban Katami |
| Illéla | Badaguichiri |
| Illéla |
| Tajaé |
| Malbaza | Malbaza\* |
| Konni | Konni\* |
| Tsernaoua\* |
| Tillabéry | Kollo | Dantchandou |
| Hamdallaye |
| Kirtachi |
| Kouré\* |
| Ouallam | Dingaji Banda |
| Simiri |
| Tillaberi | Tondikandia |
| Dosso | Dioundou | Dioundiou |
| Zabori |
| Boboye | Fakara |
| Fabidji |
| Dosso | Garandakeye |
| Gorou Bankassam |
| Mokko\* |
| Fareye |
| Sambéra |
| Tessa\* |
| Loga | Sakorbé |
| Falmeye | Falmeye |
| Gaya | Tanda |

Ces cahiers de charges concernent le recrutement des opérateurs de services qui seront chargés de la mise en œuvre **des sous projets de** Gestion Durable des Terres et des ressources en Eau ainsi que de l’amélioration du potentiel productif dans les zones d’intervention du projet CRC (Activités CRA et PRAPS) dans le cadre des :

* sous-ICRIP et ICRIP (Plans intégrés d’investissement pour la résilience climatique à l’échelle des communes) dans les 16 communes de l’Activité CRA.
* Plans d’Aménagement Pastoraux dans les 4 corridors de transhumances ciblés pour l’Activité PRAPS (au niveau de 36 communes).

# CONTEXTE DE LA PRESTATION

Dans le cadre de la mise en œuvre des plans intégrés d’investissements communaux résilients au climat – (ICRIP) dans les communes d’intervention du CRA et des Plans d’Aménagements Pastoraux dans les zones d’intervention du PRAPS au niveau des corridors de transhumance dans les 04 régions d’intervention, les activités suivantes ont été priorisées:

* l’amélioration de la fertilité des sols;
* la gestion de l'eau pour les cultures pluviales et dans les parcours pastoraux;
* la promotion de la gestion durable de l’eau dans les systèmes d’irrigation à petite et moyenne échelle;
* la restauration des aires de pâturage et couloirs dégradées;
* l’appui à l'intégration des systèmes de productions animale et végétale ;
* l’amélioration de l'agroforesterie et de la gestion des ressources naturelles;
* la sécurisation de l’accès aux ressources naturelles et la gestion durable des pâturages ;
* l’aménagement et la gestion durable des infrastructures d’accès à l’eau et des ressources en eau;
* la lutte contre les plantes envahissantes.

A travers cette prestation, le MCA-Niger vise à restaurer et à préserver le potentiel productif dans les communes d’intervention du Projet CRC (Activité CRA et Activité PRAPS). L’objectif de ces sous projets est de contribuer au processus de gestion rationnelle et durable des ressources naturelles capable de créer les conditions d’un développement social et économique garantissant la sécurité alimentaire de la population humaine et animale et ceci en améliorant leurs stratégies d’adaptation et en créant les conditions de renforcement de leur résilience face aux changements climatiques.

Dans le cadre de la GRN, le MCA-Niger financera pour l’activité CRA, le développement et la mise en œuvre des Plans Intégrés d’Investissements Résilients au Climat (ICRIP) et pour l’activité PRAPS, la mise en œuvre des Plans d’Aménagement Pastoraux pour un total de 44 communes dans les régions de Dosso, Maradi, Tahoua et Tillabéry.

La figure 1 ci-dessous illustre les communes de la zone d’intervention de l’activité CRA dans les régions de Dosso, Tillabéry, Tahoua et Maradi.

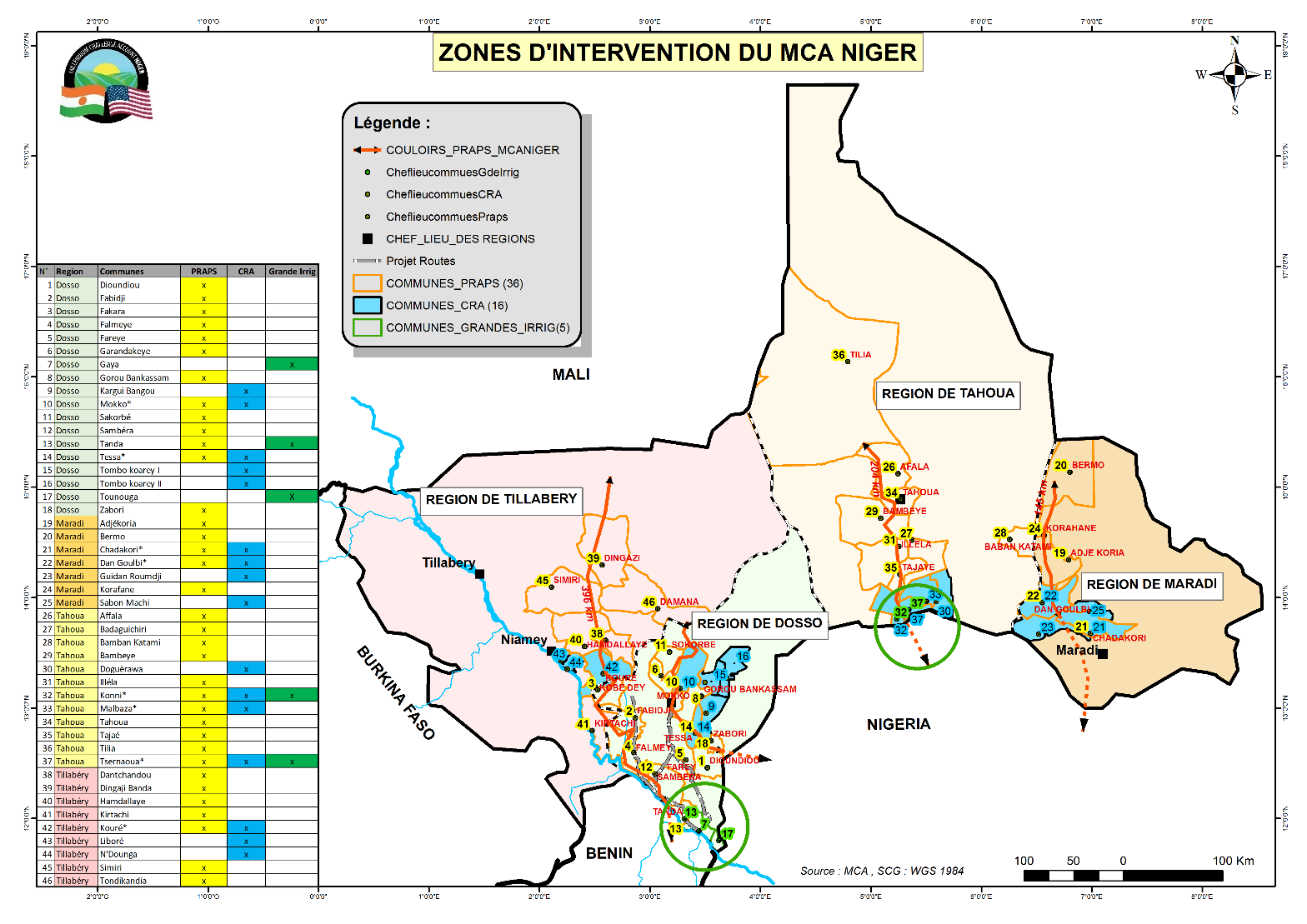


Figure 1: Carte des communes de CRA

La figure 2 ci-dessous illustre les communes de la zone d’intervention de l’activité PRAPS dans les régions de Dosso, Tillabéry, Tahoua et Maradi.

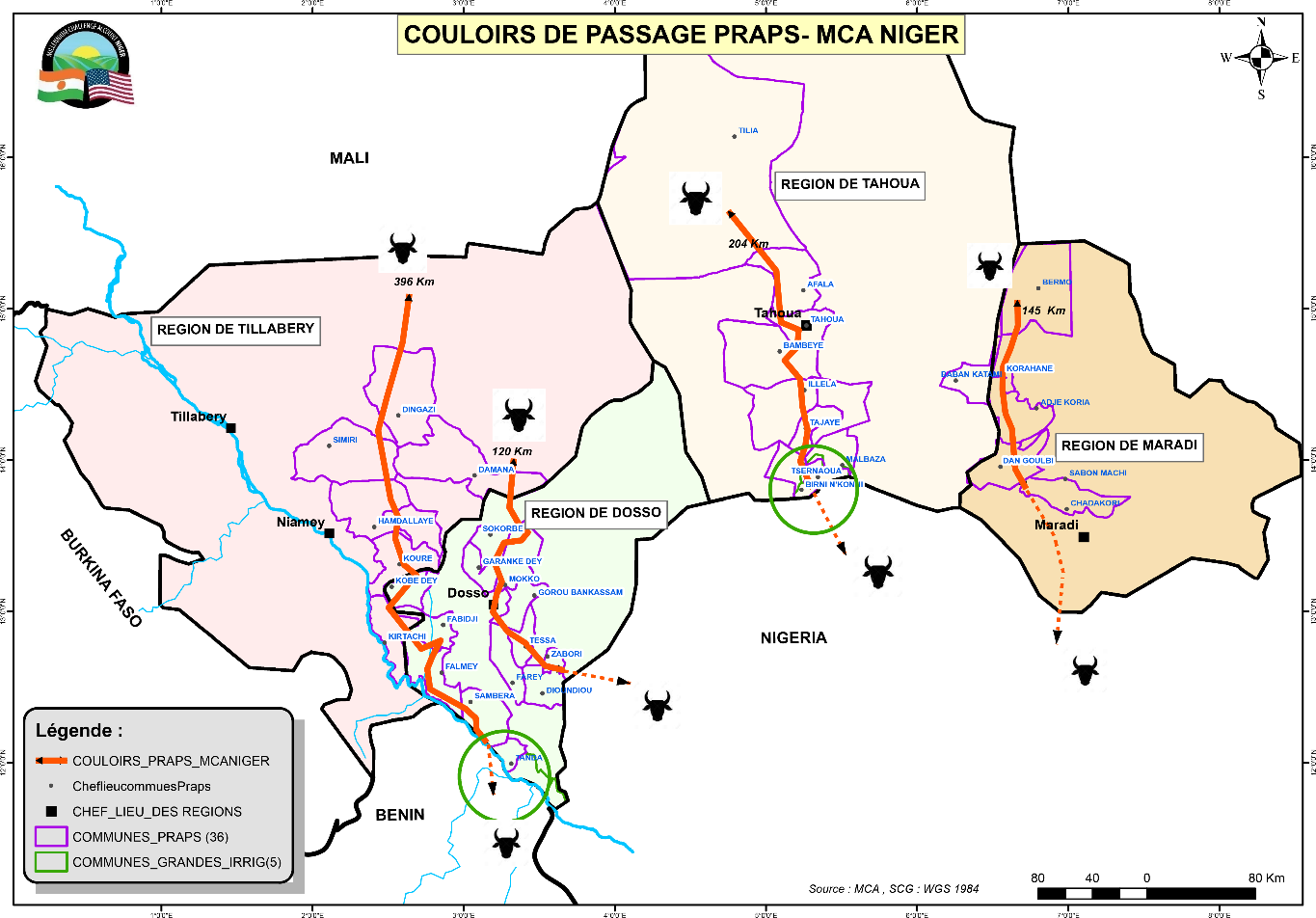


Figure 2: corridors d'intervention du PRAPS-MCA-NIGER

# OBJECTIFS DE LA PRESTATION

## Objectif général

L'objectif de la prestation est de mettre en œuvre des composantes GRN des sous ICRIP et des Plans d’Aménagement Pastoraux après confirmation du diagnostic des études préliminaires. L’intervention doit à terme donner lieu à l'augmentation de la productivité et le renforcement de la résilience (dans le respect des normes et exigences du MCC et MCA-Niger).

## Objectifs spécifiques

* + 1. **Préparer un document de mise en œuvre permettant de :**
* Compléter et confirmer les informations recueillies dans les Sous-ICRIP et des Plans d’aménagement pastoraux à travers un processus participatif de l’ensemble des parties prenantes y compris les femmes et les jeunes.
* Vérifier et évaluer de façon participative l’utilisation actuelle des sols, les pratiques agricoles et de gestion des ressources naturelles dans les sites ciblés pour l’activité.
* Collecter des données supplémentaires comme l’information socio-économique des groupes impliqués dans le sous-projet qui seront utilisées dans l’analyse économique et financière du projet.
* Evaluer les arrangements institutionnels et les capacités locales pouvant affecter ou contribuer à leur mise en œuvre, ainsi que les coûts et les avantages de leur application.
* Compléter le document de mise en œuvre opérationnel de l’aménagement assorti d’un chronogramme de mise en œuvre.
  + 1. **Mettre en œuvre des activités de gestion durable des terres et des eaux en appliquant les leçons apprises de l’implémentation d’activités similaires . Il s’agit spécifiquement de :**
  + Développer avec l’ensemble des parties prenantes, une convention locale sur la gestion durable de sites aménagés qui définissent les responsabilités durant les premières années, ainsi que les bénéficiaires et le mode d’exploitation des ressources,
  + Identifier les conflits potentiels ou latents avant la mise en œuvre des activités et coordonner avec MCA Niger pour les adresser dans le cadre de la convention locale,
  + Réaliser les travaux planifiés à l’aide des techniques appropriées ; les techniques suivantes d’aménagement seront utilisées selon les besoins du site :

Demi-lunes (agricoles, pastorales ou forestières)

Banquettes agricoles et sylvopastorales

Pare-feu

Tranchées manuelles

Digues et diguettes filtrantes

Fixation des dunes

Cordons pierreux

Zaï – Tassa

Apport de matière organique (fumier, compost)

Paillage (mulching)

Régénération naturelle assistée

Traitement de fourrages grossiers

Lutte contre les plantes envahissantes terrestres ou aquatiques.

* + 1. **Mettre en œuvre des activités d’intensification agricole en appliquant les leçons apprises de l’implémentation d’activités similaires. Il s’agit spécifiquement de :**
* Les champs écoles paysans
* L’appui conseil agricole
* La mise en place des Kits de petits ruminants
* L’encadrement technique des périmètres irrigués

L’opérateur doit se conformer aux normes élaborées par les ministères techniques (Environnement, Agriculture, Élevage, etc.) telles qu’elles sont énoncées dans les fiches techniques en gestion de ressources naturelles. Le MCA-Niger donnera dans cette prestation les fiches techniques disponibles avec les standards et les éléments opérationnels. Pour avoir plus d’informations sur les standards, la présentation des fiches techniques, la main d’œuvre recommandée et les éléments opérationnels, voir le document de bonnes pratiques CES DRS et pour l’intensification agricole au site web de RECA : <https://reca-niger.org/IMG/pdf/Bonnes__pratiques-CES-DRS-GIZ.pdf>

* + Mobiliser les compétences, ressources humaines, matérielles et la logistique nécessaire pour l’exécution des investissements planifiés et effectuer les travaux rentrant dans le cadre de la réalisation physique de l’aménagement des sites retenus;
  + Prioriser l’implication des femmes et des jeunes dans les travaux de restauration des ressources naturelles et l’intensification agricole.
  + Renforcer les capacités des groupes cibles impliqués dans la mise en œuvre des activités et apporter l’appui-conseil nécessaire aux populations bénéficiaires pour une gestion durable des investissements.
    1. **Coordonner et partager les informations**
  + Travailler avec les autorités communales et régionales dans la planification et la réalisation du projet et partager régulièrement avec les services techniques concernés, le rapport d’avancement des activités ;
  + Rendre compte aux communes et au MCA-Niger de l’avancement de l’exécution des sous – projets à travers les rapports d’activité périodique.
  + Coordonner avec le MCA-Niger, les services techniques et la commune, les missions de supervision, de contrôle et de suivi des activités ;
  + Alimenter la Direction de S&E en informations nécessaires au reporting qu’elle réalise trimestriellement conformément au Plan S&E ;
  + Collaborer activement avec l’évaluateur indépendant recruté par MCC ou MCA en participant à des entretiens, et en facilitant l’accès aux données des projets et en fournissant toute la documentation demandée requise par l’évaluateur et ce dans le cadre des évaluations indépendantes du Projet CRC tel que prévu par le Plan S&E.[[4]](#footnote-5)

**3.2.5 Intégration du genre et de l'inclusion sociale**

L’opérateur doit se conformer aux exigencies élaborées par la politique genre du MCC et opérationnalisé dans le Plan d’intégration Genre et Inclusion Sociale[[5]](#footnote-6),[[6]](#footnote-7) (PIGIS) de MCA – Niger. Le consultant doit veiller à ce que les préoccupations et contraintes liées aux femmes, aux jeunes et autres personnes vulnerables fassent partie intégrante des objectifs.

Il convient de noter que les objectifs de programmation le Compact exigent que 40% du total des bénéficiaires directs soient des femmes et / ou des groupes vulnérables.

## Type de contrat

Le MCA-Niger cherche à conclure des contrats à prix unitaires, avec des opérateurs spécialisés (ONG, GIE,) dans la mise en œuvre des sous projets dans les domaines ciblés.

Les opérateurs intéressés par cette invitation à soumissionner peuvent s’associer avec d’autres opérateurs pour fournir une gamme de services décrite dans le présent document.

Les prestations objet de la présente consultation sont reparties en 12 lots comme indiqués dans le tableau ci-dessous. Un opérateur peut soumissionner pour un ou plusieurs lot(s) selon sa capacité technique et financière. MCA Niger préfère fortement attribuer plus de 2 lots par soumissionnaire et encourage donc les ONG à former un consortium ou à entrer en partenariat avec d'autres ONG. MCA fournira pendant la signature de contrat des emplacements spécifiques au sein des communes où les interventions seront mises en œuvre (coordonnées GPS) et partagera l'ICRIP finales. Le MCA via les bureaux régionaux coordonnera étroitement avec le contractant lors de la mobilisation des sites spécifiques dans les communes.

***Les lots sont répartis comme suit :***

Tableau 3: répartition des lots pour le sous projet PRAPS.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Région** | **Type d'activité** | **Superficie prévisionnelle (ha)** | **Communes** |
| Lot 1 : Gestion Durable des terres dans la région de Dosso | Mobilisation et installation | Ff |  |
| Lutte contre les plantes envahissantes terrestres | 550 | Dioundiou, Zabori ,Fakara , Fabidji, Garandakeye,Gorou Bankassam, Mokko\*, Fareye, Sambéra, Tessa\* Sakorbé, Falmeye, Tanda |
| Récupération des terres dégradées | 550 |
| Démobilisation et repli | Ff |
| Lot 2: Gestion Durable des terres dans la région de Maradi | Mobilisation et installation | ff |  |
| Lutte contre les plantes envahissantes terrestres | 550 | Adjékoria ,Korafane ,Dan Goulbi\* ,Bermo ,Chadakori\* |
| Récupération des terres dégradées | 550 |
| Démobilisation et repli | ff |
| Lot 3 : Gestion Durable des terres dans la région de Tahoua | Mobilisation et installation | ff |  |
| Lutte contre les plantes envahissantes terrestres | 800 | Tahoua, Tillia, Affala, Bambeye, Bamban Katami, Badaguichiri, Illéla ,Tajaé , Malbaza\* , Konni\* , Tsernaoua\* |
| Récupération des terres dégradées | 800 |
| Démobilisation et repli | ff |
| Lot 4 : Gestion Durable des terres dans la région de Tillabéry | Mobilisation et installation | ff |  |
| Lutte contre les plantes envahissantes terrestres | 800 | Dantchandou ,Hamdallaye ,Kirtachi ,Kouré\* ,Dingaji Banda ,Simiri ,Tondikandia |
| Récupération des terres dégradées | 800 |
| Démobilisation et repli | ff |

***Tableau 4: répartition des lots pour le sous projet CRA.***

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Lot 5 : Gestion Durable des terres dans la région de Dosso | Mobilisation et installation | ff |  |
| Lutte contre les plantes envahissantes | 1000 | Karguibangou,Tessa, Mokko,Tombokoirey I, Tombokoirey II, |
| Régénération naturelle assistée | 15000 |
| Récupération des terres dégradées | 5000 |
| Demobilisation et repli |  |  |
| Lot 6: Gestion Durable des terres dans la région de Maradi | Mobilisation et installation | ff |  |
| Récupération des terres dégradées | 4100 | Guidan Roumdji, Chadakori, Sabon Machi,Dan Goulbi |
| Lutte contre les plantes envahissantes | 1220 |
| Régénération naturelle assistée | 15 000 |
| Démobilisation et repli | ff |  |
| Lot 7: Gestion Durable des terres dans la région de région Tahoua | Mobilisation et installation | ff |  |
| Récupération des terres dégradées | 2500 | Tsernaoua, Konni, Malbaza, Doguéraoua |
| luttes contre les plantes envahissantes | 500 |
| Régénération naturelle assistée | 10 000 |
| Démobilisation et repli | ff |  |
| Lot 8: Gestion Durable des terres dans la région de région de Tillabéry | Mobilisation et installation | ff |  |
| Récupération des terres dégradées | 2000 | N’Dounga, Kouré ,Liboré |
|  |  |
| Régénération naturelle assistée | 10000 |
| Démobilisation et replis | ff |  |
|  | Mobilisation et installation | ff |  |
| Lot 9 : Appui à l'intensification agricole dans la région de Dosso | Appui conseil agricole | 3500 | Karguibangou,Tessa, Mokko,Tombokoirey I, Tombokoirey II, |
| Accompagnement pour les périmètres irrigués | 120 |
| Champs écoles ( unité) | 100 |
| Appui Kit petits ruminants ( unité) | 3500 |
| Démobilisation et repli | ff |  |
| Lot 10 : Appui à l'intensification agricole dans la région de Maradi | Mobilisation et installation | ff |  |
| Appui conseil agricole | 1500 | Guidan Roumdji, Chadakori, Sabon Machi,Dan Goulbi |
| Accompagnement pour les périmètres irrigués | 100 |
| Champs écoles ( unité) | 80 |
| Appui Kit petits ruminants ( unité) | 2000 |
|  | Démobilisation et repli | ff |  |
| Lot 11 : Appui à l'intensification agricole dans la région de Tahoua | Mobilisation et installation | ff |  |
| Appui conseil agricole | 2000 | Tsernaoua, Konni, Malbaza, Doguéraoua |
| Accompagnement pour les périmètres irrigués | 100 |
| Champs écoles | 60 |
| Appui Kit petits ruminants ( unité) | 2000 |
| Lot 12 : Appui à l'intensification agricole dans la région de Tillabéry | Mobilisation et installation | ff |  |
| Appui conseil agricole | 1000 | N’Dounga, Kouré ,Liboré |
| Accompagnement pour les périmètres irrigués | 100 |
| Champs écoles ( unité) | 40 |
| Appui Kit petits ruminants ( unité) | 2000 |
|  | Demobilsation et repli | ff |  |

**Les opérateurs doivent mentionner clairement dans leurs dossiers de candidature, les lots sur lesquels ils souhaitent postuler pour le lot selon le tableau ci-après. MCA Niger préfère fortement attribuer plus de 2 lots par soumissionnaire et encourage donc les ONG à former un consortium ou à entrer en partenariat avec d'autres ONG.**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Lots** | **Soumission**  **Oui/ Non** | **Activités concernées** |
| Lot 1 : Gestion Durable des terres dans la région de Dosso |  | PRAPS |
| Lot 2 : Gestion Durable des terres dans la région Maradi |  | PRAPS |
| Lot 3 : Gestion Durable des terres dans la région Tahoua |  | PRAPS |
| Lot 4 : Gestion Durable des terres dans la région de Tillabéry |  | PRAPS |
| Lot 5 : Gestion Durable des terres dans la région de Dosso |  | CRA |
| Lot 6 : Gestion Durable des terres dans la région de Maradi |  | CRA |
| Lot 7 : Gestion Durable des terres dans la région de région Tahoua |  | CRA |
| Lot 8 : Gestion Durable des terres dans la région de région de Tillabéry |  | CRA |
| Lot 9 : Appui à l’intensification agricole dans la région de Dosso |  | CRA |
| Lot 10 : Appui à l’intensification agricole dans la région de Maradi |  | CRA |
| Lot 11 : Appui à l’intensification agricole dans la région de Tahoua |  | CRA |
| Lot 12 : Appui à l’intensification agricole dans la région de Tillabéry |  | CRA |

**NB : les opérateurs qui soumissionnent pour plusieurs lots doivent soumettre une équipe composée de personnel clé distinct par lot.**

# DESCRIPTION DES TYPES DE PRESTATIONS DE SERVICES

L’opérateur procédera à la mise en œuvre des activités retenues en étroite collaboration avec les communes et les populations bénéficiaires . Les sous activités à mener concernent:

1. **Régénération des aires de pâturage dégradées , Lutte contre les plantes envahissantes  :** information sensibilisation, ciblage des bénéficiaires, confirmations des superficies, élaboration des conventions de mise en œuvre avec les bénéficiaires, sélection et formation de l’encadrement local, acquisition de matériel, réalisation des travaux physiques, mise en valeur biologique, mise en place ,formation et équipement des comités de gestion, mise en défens et gardiennage, travaux d’entretien, élaboration d’un plan de gestion , inscription au dossier rural.
2. **Réalisation de bandes pare-feu :** information sensibilisation, ciblage des bénéficiaires, confirmations des superficies, élaboration des conventions de mise en œuvre avec les bénéficiaires, sélection et formation de l’encadrement local, acquisition de matériel, réalisation des travaux physiques etc.
3. **Appui conseil agricole :** mise en place de l’encadrement local, ciblage des bénéficiaires, délimitation des parcelles, acquisition des intrants, formation pratique sur l’itinéraire technique durant la campagne y compris : la promotion de technologies innovantes, durables et rentables que permettant l’augmentation des rendements et amelioration de la qualité, la vulgarisation des bonnes pratiques agricoles pour la conservation de la fertilité des sols et de l’eau, l’appui dans la planification et le choix des cultures ainsi que du calendrier cultural en fonction des opportunités de marché, la gestion intégrée de ravageurs; la formation sur la gestion poste récolte etc.
4. **La promotion de la petite irrigation :** mise en place de l’encadrement local, structuration et renforcement des capacités des bénéficiaires, formation sur l’itinéraire technique, formation participative et de vulgarisation de la gestion de l’eau, la sélection des cultures aproprieés pour la irrigaion pour assurer une rentabilité économique, la gestion durable des investissements, formation sur la commercialisation, l’acquisition et mise en place des intrants, etc.
5. **Régénération naturelle assistée :** information sensibilisation, ciblage des bénéficiaires, délimitation des superficies, élaboration des conventions de mise en œuvre avec les bénéficiaires, sélection et formation de l’encadrement local, mise en œuvre des défrichements améliorés et protection des jeunes pousses, mise en place de brigade de sécurisation , animation d’émission radio, formation sur les foyer améliorés, diversification des parcs agro forestiers, formations sur la valorisation des produits forestiers non ligneux , encouragement des meilleurs pratiquants etc.
6. **Champs écoles (maraichers et sous pluie) :** information sensibilisation, ciblage des bénéficiaires, délimitation des parcelles, mise en place de l’encadrement local, acquisition du matériel et intrant, développement de contenu pour la formation ; réalisation des cours et formation, évaluation, etc.
7. **Appui Kit petits ruminants (unité) :** ciblage et formation des bénéficiaires, acquisition, mise en quarantaine, vaccination-déparasitage, et mise en place des kits (trois (03) chèvres, un (01) bouc), mise en place des comités de gestion, suivi du cheptel placé.
8. **Intégration du genre et de l'inclusion sociale :** Toutes les activités à mener dans le cadre de ce service doivent prendre des mesures pour intégrer les femmes et les groupes vulnérables afin d'atteindre l'objectif de 40% du Compact. Voici des exemples illustrant les étapes à suivre pour atteindre cette exigence:

* Comprendre les différents contraintes, opportunités et intérêts des femmes dans l'accès à la terre, aux arbres, aux forêts, à l'eau et à d'autres ressources communes, ainsi que leur niveau de contrôle sur ces ressources ;
* Veiller à ce que les objectifs et les activités du programme ne réduisent pas l'accès des femmes à la propriété commune ;
* Reconnaissant les contraintes particulières des femmes (en droit et en normes et en pratique) à accéder à la terre et aux autres ressources naturelles et à les gérer, et à proposer des activités pour réduire ces contraintes ;
* Augmenter le nombre de femmes et de jeunes participant activement aux comités de gestion des ressources naturelles ;
* Pendant la mise en œuvre du projet, travailler avec tous les parties prenantes pour faciliter l'accès des femmes à la propriété commune et leur implication dans la gestion de ces ressources ;
* L'amélioration de l'accès des femmes à l'information et aux services de vulgarisation renforce leur capacité à faire face et à se remettre de la dégradation des zones arides ; et
* Veiller à ce que les femmes et les hommes reçoivent une formation en gestion des ressources naturelles ou en techniques agroforestières innovantes.

Pour assurer le succès de ces activités en répondant aux exigences du Compact liées au genre et à l'inclusion sociale, les candidatures doivent inclure du personnel clé hautement qualifié en GIS et encourager les candidatures féminines.

L’ensemble des activités à mener dans le cadre de cette prestation doit aussi conformer aux *exigences* du MCC et de MCA-Niger en matière de Genre et Inclusion Sociale[[7]](#footnote-8),[[8]](#footnote-9), de lutte Contre la Traite des Personnes[[9]](#footnote-10), et les Lignes Directrices de MCC y compris les Normes de Performance de la Société Financière Internationale (SFI) en particulier en ce qui concerne la main-d’œuvre et les conditions de travail. Il s’agit de :

• Traitement équitable, non-discrimination et égalité des opportunités pour les travailleurs

• Respect des lois nationales sur l'emploi et le travail

• Établissement, maintien et amélioration des relations entre les travailleurs et la direction

• Promotion de conditions de travail sûres et saines

Prohibition du harcèlement sexuel

• Surveillance et atténuation des risques de travail forcé, travail des enfants et de la traite des personnes (voir fiche d’évaluation de risque dans l’annexe II)

• Tenue de registres d’emploi et d’ un système de paiement appropriés mis en place par l’opérateur pour évaluer le travail effectué par chaque participant y compris registres dans le bureau avec les noms et adresses des employés /travailleurs,dates de naissance, heures travaillées par les salariés rémunérés à la pièce. Un document (proces verbal ou convention d’accord) devra etre produit pour demontrer que les modalites de payement et de remuneration sont bien discutees et convenues avec les travailleurs. Sur chaque chantier l’opérateur met en place un régistre de pointage pour évaluer le travail effectué par chaque participant et c’est sur cette base que la fiche de paiement est établie.

• Mise en place ou utilisation du système de réclamation existant au niveau communautaire

# NORMES DE CONCEPTION ET APPROBATIONS REQUISES

Les opérateurs prendront en compte les guides, directives et documents suivants (sans être exhaustif), dans le choix des mesures et techniques.

Les documents énumérés ci-dessous sont disponibles en version électronique au niveau de MCA Niger.

* Abaque de BENDER établis sur une expérience sur plus 350 seuils au Burkina, Tchad dont 214 seuils en zone similaire dans la région de Tahoua Stratégie Nationale de Développement de l’Irrigation et de Collecte des Eaux de Ruissellement (SNDI/CER) Ministère du développement Agricole, Juillet 2005
* La pratique de la gestion durable des terres : Directives et bonnes pratiques pour l’Afrique subsaharienne, WOCAT, Coordination FAO de l’ONU. Publié en partenariat avec TerrAfrica. http://www.fao.org/3/i1861f/i1861f00.pdf
* <https://reca-niger.org/IMG/pdf/Fiche_traitement_fourrages_uree_PAC.pdf>
* Ordonnance N° 2010-06-du 1er Avril 2010 portant Code de l’eau au Niger. Tous les règlements et règles techniques ayant trait à la construction en vigueur dans la république du Niger devront être observés notamment la loi 98-56 du 26 Décembre 1998 portant loi cadre relative à l’environnement au Niger et la 2018-28 du 14 Mai 2018 déterminant les principes fondamentaux de l’évaluation environnementale au Niger. <http://www.droit-afrique.com/upload/doc/niger/Niger-Code-2012-eau.pdf>
* Loi N° 98- 56 du 29 Décembre 1998 portant loi-cadre relative à la Gestion de l’Environnement <http://www.hubrural.org/IMG/pdf/08-loi-98-056.pdf>
* Cadre stratégique de la gestion durable des terres (CS-GDT) au Niger et son plan d’investissement 2015 – 2029
* Recueil des fiches techniques en gestion des ressources naturelles et de productions agro-sylvo-pastorales Programme d’Actions Communautaires (PAC) / Ministère du Développement Agricole (Niger) – 2006. Traitement des Fourrages Grossiers à l’Urée. <https://www.reca-niger.org/IMG/pdf/CSIN-GDT_adopte.pdf>
* Recueil des fiches techniques en gestion des ressources naturelles et de productions agro-sylvo-pastorales MINISTERE DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE.
* Fiches Techniques du Projet de Renforcement des Services d’Appui à l’Agriculture (PRSAA).
* Système de Gestion Environnementale et Sociale de MCA-Niger
* Lignes Directrices Environnementales du MCC (2012) (<https://www.mcc.gov/resources/doc/environmental-guidelines>)
* <https://www.mcc.gov/resources/doc/policy-counter-trafficking-in-persons-policy>
* Stratégie de la petite irrigation au Niger (SPIN)
* Guide National pour la mise en place de champ école paysans

**DEROULEMENT DES PRESTATIONS**

**Phase 1**: Stratégie opérationnelle pour les travaux de restauration et de préservation de l’environnement, l’intensification agricole ou de tâches relatives au renforcement des capacités des acteurs/actrices locaux. Le dossier doit présenter :

1. L’approche et la méthodologie à utiliser (et curriculum en cas de formation)
2. L’équipe à mobiliser pour la gestion et la coordination de projet y compris le chef d’équipe, le spécialiste genre et inclusion sociale, l’environnementaliste, les superviseurs, animateurs/trices des ouvriers,
3. Les ressources et matériels à utiliser
4. Le plan de travail simplifié et le calendrier de mise en œuvre.

**Phase 2**:Activités préparatoires à la mise en œuvre: campagnes d’information et de sensibilisation, mise en place des comités de gestion, développement participatif d'une convention avec la communauté pour assurer l'appropriation et la durabilité du projet. La convention doit inclure des plans spécifiques pour l'entretien et la maintenance des ressources aménagées (le cas échéant), l'exploitation et la gestion durables des ressources et des mécanismes de médiation des conflits au niveau des villages. Aussi la convention doit identifier comment les ressources financières nécessaires à l’entretien ou à la maintenance seront collectées et gérées au niveau des communes ou des villages.

**Phase 3 :** Mise en œuvre des activités. Il s’agit de l’exécution des travaux et autres taches connexes retenus après le diagnostic terrain.

# TÂCHES À ACCOMPLIR

Pour le démarrage des travaux, un ordre de service sera donné à chaque opérateur sélectionné, ayant signé le contrat. De manière générale, les taches suivantes sont attendues :

## Tâche 1 - Réunion de démarrage

L’opérateur doit tenir une réunion de démarrage avec le MCA-Niger dans les deux semaines qui suivent la notification de son contrat afin de s’accorder sur l’étendue des travaux, la méthodologie de travail, les outils à utiliser, les délais à respecter pour les produits, et les plans de travail initiaux. Le rôle de chaque personnel clé doit être précisé. La réunion de démarrage officielle aura lieu au siège de MCA-Niger ou à un emplacement choisi par le MCA-Niger. Le personnel clé de l’opérateur doit être présenté lors de cette première rencontre.il s’agit pour chaque lot de  :

* Un chef de projet ;
* Deux Superviseurs ;
* Un Spécialiste en genre et inclusion social, en charge des aspects de lutte contre la Traite des Personnes ;
* Un Expert environnemental.

L’opérateur doit présenter son plan de travail et sa méthodologie actualisés qui seront amendés et approuvés lors de cette réunion. L’opérateur doit préparer et transmettre au MCA-Niger le compte-rendu de la réunion dans les cinq jours ouvrables suivants.

Il doit mobiliser immédiatement toutes les ressources nécessaires à la conduite de la mission.

Il fournira, un rapport d’Établissement. Ce rapport présentera l’état de mobilisation du personnel affecté au projet, ses observations sur le projet et un programme révisé des prestations attendues.

Le rapport d’établissement amendé comprendra :

* Un résumé exécutif ;
* Un calendrier et plan de travail ;

Une description détaillée de la méthodologie et de l’engagement des parties prenantes ;

## Tâche 2 : Visite terrain

Avant de la mobilisation au terrain par le prestataire de services, MCA Niger confirmera « l'accès aux sites» a travers d’une notification par écrit. MCA-Niger travaillera avec les autorités locales, y compris les COFOCOM, les services techniques décentralisés et les autres autorités communales pour s'assurer que toutes les questions liées aux droits fonciers ont été correctement traitées et documentées afin d'éviter tout type de conflit pendant la mise en œuvre.

L’opérateur prendra contact avec les responsables du MCA-Niger à Niamey et dans les 4 régions, les Administrations et services techniques concernés du Niger, en vue de la collecte de données et d'informations.

Il effectuera ensuite une visite sur l'ensemble des sites concernés afin de se rendre compte de l'ampleur du projet et de procéder à un relevé de toutes les informations permettant d'apprécier l'état réel des sites, de définir les options d’aménagement. Il veillera également à évaluer tous les risques de Traite de personnes liés aux travaux d’aménagement dans les zones. Cette première étape sera sanctionnée par la production d’un rapport préliminaire dont l’objectif est de planifier toutes les activités à mener dans les étapes des études menées lors de l’élaboration des ICRIP et des plans d’aménagements pastoraux. A l’issue de la visite de terrain tous les contours de la faisabilité des aménagements projetés seront cernés.

L’opérateur sera chargé lors des premières visites de site de vérifier que la situation reste identique à celle présentée dans les documents des sous ICRIP et plans d’aménagements pastoraux, et qu’il n’y a pas de nouvelles personnes qui seront impactées par le projet. S’il identifie un changement ou une situation différente, il doit informer immédiatement MCA–Niger qui à travers ses bureaux régionaux vérifiera la situation par une visite supplémentaire et déterminera les prochaines étapes. Dans l'intervalle, l’opérateur peut continuer ses activités à moins que le MCA-Niger lui notifie d’interrompre jusqu'à ce que la situation liée au changement ait été correctement traitée.

L’opérateur sera responsable de developer un Plan d’Action Envrionmentale et Sociale pour la mise en œuvre de toutes les mesures d'atténuation décrites dans le PGES et /ou l'EIES tel que validé par le BNEE selon les cas. . Ce plan doit decrire de façon succinte les mesures qui seront entreprises par l’orperateur mais aussi le dispositif institutionnel et l’organisation interne pour s’assuser de la prise en compte des aspects environnementaix et sociaux notamment le Genre et l’Inclusion Sociale , les apects Hygiene, Santé, Securité et Environnement (HSSE) pendant la mise en œuvre de ses activités de façon generale independamment des PGES qui seront elaborés par site.

Pour la gestion de ces activités, l’opérateur mettra en place, sur chaque site, un mécanisme de gestion de plaintes qui sera en lien étroit avec celui de gestion des plaintes mis en place par le MCA – Niger conformément aux exigences de la Norme de Performance N°1 de la SFI et le Système de Gestion Environnementale et Sociale (SGES) publie sur le site de MCA Niger

Toutes les informations et les données sur les personnes impactées doivent être désagrégées par sexe et par tranche d’âge (femmes, hommes, jeunes femmes et jeunes hommes).

## Tâche 3: Information et Sensibilisation

Cette étape consistera à toucher le maximum de personnes (femmes et hommes, de toute catégorie d’âge et de vulnérabilité) de la localité concernée par l’aménagement prévu, afin de discuter sur les modalités du déroulement des travaux en vue d’atteindre l’objectif visé.

Il sera procédé à l’établissement d’un plan d’engagement des parties prenantes et de communication consistante avec ce de MCA sur la suite du processus pendant et après la mise en œuvre des sous projets.

## Tâche 4: Mise en place des comités de gestion

L’opérateur procèdera à la mise en place et la formation des comités de gestion des travaux sur le site. La composition des comités doit être démocratique et équitable afin que toutes les catégories actives des acteurs soient prises en compte. Les membres seront formés en matière de gestion des sites aménagés.

L’opérateur définira clairement au cours de cette formation, le rôle, les attributions ainsi que la composition des comités de gestion.

Il doit s'assurer de la définition précise des tâches à réaliser, communiquer avec les bénéficiaires pour l'organisation du travail, et contrôler la mise en œuvre tout en assurant la coordination des travaux.

Il doit sensibiliser les bénéficiaires sur la qualité des membres dans les comités car ces derniers doivent bénéficier de la confiance des exploitants.

Il doit également sensibiliser sur la nécessité de représentativité de toutes les catégories sociales actives dans ces comités pour une gestion transparente et équitable des acquis des aménagements.

Aussi, dans chaque comité de gestion un sous comité de gestion de plaintes sera mis en place pour prendre en compte les griefs éventuels qui interviendront dans la gestion du chantier. Ce sous comité travaillera en étroite collaboration avec le point focal communal (facilitateur) represente par le SP COFOCOM. Ce dernier aidera le comite dans le reglement de la plainte au niveau local. Au cas echeant, il fera remonter la plainte au niveau du gestionnaire des plaintes régional de MCA – Niger. Ce dernier veillera à ce que le fonctionnement de ces sous comités soit fait conformément au systeme de gestion environnemental et social du MCA – Niger.

## Tâche 5: Mobilisation sociale et gestion des opérations

L’encadrement et la mobilisation des populations bénéficiaires est capitale pour s’assurer de la participation effective des populations et de la réussite des opérations.

Durant la phase d’exécution des travaux, conformément à tous les documents contractuels, le L’opérateur, par l’intermédiaire de son équipe de mise en œuvre élaborera un cahier de charge et procédera :

* Au ciblage des bénéficiaires ;
* À l’organisation du travail sur le terrain ;
* Au contrôle de l’exécution des travaux ;
* À la réception des travaux et aux payements y afférents ;
* Au suivi et à l’encadrement des équipes terrain.

L’opérateur doit mettre en place tous les moyens et fera respecter toutes les normes techniques et administratives conformément aux textes en vigueur pour la bonne exécution des travaux.

## Livrables

## 6.1 Types de Livrables pour les travaux de gestion durable des terres (Lots : de 1 à 8)

Les livrables attendus dans le cadre de cette prestation sont:

- le rapport de lancement comprenant le PV de l’atelier de lancement, le plan de travail et

la méthodologie actualisée

- le rapport d’établissement comprenant les rapports suivants :

* un rapport de visite terrain, informations - sensibilisation, mobilisation sociale et
  + gestion des opérations et
* un Plan d’engagement des parties prenantes. Ce plan d'engagement des parties prenantes (PEPP) doit se référer au SGES du MCA Niger pour assurer la mise en œuvre et la durabilité des activités. Il devra être destiné à servir de mécanisme pour informer les parties prenantes de la planification et de la mise en œuvre des activites
* Un Plan d’Action Environnementale et Sociale et ses PGES correspondants par site , qui comprend les indicateurs de suivi MCA tels que définis dans le Plan de S&E MCA-Niger.
* le dossier de mise en œuvre de l’activité.
* les conventions avec les communautés pour la gestion durable des ressources et le rapport de mise en place des comités de gestion.

- le rapport de formation ou renforcement des capacités des acteurs/actrices locaux détaillant le nombre de personnes formées, le nombre de sessions de formation, la durée de chaque session, les sujets abordés, la méthodologie et le programme utilisé (rapports peuvent être envoyés en tranches convenues entre l’opérateur et MCA – Niger) ;

- les rapports détaillant les réalisations physiques en nombre d'unités / hectares avec les

travaux requis, les méthodologies et les matériaux utilisés et planifier un soutien continu.

- Rapport de clôture comprenant la capitalisation du processus de mise en œuvre, les

photos et cartes géo référencées des sites aménagés, la preuve d’inscription des sites aménages au dossier rural.

Les paiements seront conditionnés par la réception et l’acception des différents rapports par MCA-Niger.

## 6.2 Types de Livrables pour les travaux d’appui à l’intensification agricole (Lot : de 9 à 12)

Les livrables attendus dans le cadre de cette prestation sont:

* Rapport de lancement comprenant le PV de l’atelier de lancement, le plan de travail et la méthodologie actualisée;
* Rapport d’établissement comprenant les rapports suivants :
  + un rapport de visite terrain, informations - sensibilisation, mobilisation sociale et gestion des opérations ; et le plan d’engagement des parties prenantes
  + Plan d’Action Environmentale et Sociale par site qui comprend les indicateurs de suivi MCA tels que définis dans le Plan de S&E MCA-Niger.
  + Plan d’Engagement de Parties Prenantes. Ce plan d'engagement des parties prenantes (PEPP) doit se référer au SGES du MCA Niger pour assurer la mise en œuvre et la durabilité des activités. Il devra être destiné à servir de mécanisme pour informer les parties prenantes de la planification et de la mise en œuvre des activites
  + le dossier de mise en œuvre de l’activité.
  + Conventions avec les communautés pour la mise en œuvre des activités d’intensification agricole gestion, la mise en place des comités de gestion et les mécanismes de gestion durable des sites aménagés dans les communautés cibles.
* Rapport de formation ou renforcement des capacités des acteurs/actrices locaux détaillant le nombre de personnes formées, le nombre de sessions de formation, la durée de chaque session, les sujets abordés, la méthodologie et le programme utilisé (rapports peuvent être envoyés en tranches convenues entre l’opérateur et MCA – Niger) ;
* Rapports détaillant les réalisations physiques en nombre sites (champ école) en nombre de producteurs appuyés, en kit petits ruminants distribué, périmètres irrigués encadrés.
* Rapport de clôture comprenant la capitalisation du processus de mise en œuvre, les photos et cartes géo référencées des investissements réalisés.

Les paiements seront conditionnés par la réception et l’acception des différents rapports par MCA-Niger.

**Calendrier de soumission des livrables « Gestion durable des terres »: Lots 1 à 8**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| N° | **Rapport** | **Mois à compter de la date de signature de l'ordre de service de démarrage** | **% paiement** |
| **1** | Rapport de lancement comprenant le PV de l’atelier de lancement, strategie de mise en ouvre, le plan de travail et la méthodologie actualisée; | **M0 + 0,5** | **5** |
| 2 | Rapport d’établissement comprenant les rapports suivants :   * Un rapport de visite terrain, informations - sensibilisation, mobilisation sociale et gestion des opérations * Le plan d’engagement des parties prenantes et le plan d’action d’environnemental et social * Et le dossier de mise en œuvre de l’activité comprenant Programme et le curricula des formations validés avec les services de vulgarisation de l’État ; Plan de Suivi et Evaluation avec les indicateurs de suivi MCA tels que définis dans le Plan de S&E MCA-Niger." | M0 + 1,5 | 5 |
| 3 | Conventions avec les communautés pour la gestion durable des ressources et la mise en place des comités de gestion et les mécanismes de gestion des ressources financières qui seront générées autour des sites aménagés dans les communautés cibles. | M0 + 2,5 | 5 |
| 4 | Rapport de formation ou renforcement des capacités des acteurs/actrices locaux détaillant le nombre de personnes formées, le nombre de sessions de formation, la durée de chaque session, les sujets abordés, la méthodologie et le programme utilisé (rapports peuvent être envoyés en tranches convenues entre prestataire et MCA – Niger) ; | M0 + 5 | 5 |
| 5 | Rapports détaillant les réalisations physiques en nombre d'unités / hectares avec les travaux requis, les méthodologies et les matériaux utilisés et planifier un soutien continu. Ces livrables seront présentés au fur et à mesure que les travaux progressent (20%). | M0 + 6,5 | 15 |
| 6 | Rapports détaillant les réalisations physiques en nombre d'unités / hectares avec les travaux requis, les méthodologies et les matériaux utilisés et planifier un soutien continu. Ces livrables seront présentés au fur et à mesure que les travaux progressent (40%). | M0 + 9 | 15 |
| 7 | Rapports détaillant les réalisations physiques en nombre d'unités / hectares avec les travaux requis, les méthodologies et les matériaux utilisés et planifier un soutien continu. Ces livrables seront présentés au fur et à mesure que les travaux progressent (60%). | M0 + 12 | 10 |
| 8 | Rapports détaillant les réalisations physiques en nombre d'unités / hectares avec les travaux requis, les méthodologies et les matériaux utilisés et planifier un soutien continu. Ces livrables seront présentés au fur et à mesure que les travaux progressent (80%). | M0 + 16 | 15 |
| 8 | Rapports détaillant les réalisations physiques en nombre d'unités / hectares avec les travaux requis, les méthodologies et les matériaux utilisés et planifier un soutien continu. Ces livrables seront présentés au fur et à mesure que les travaux progressent (100%). | M0 + 20 | 15 |
| 11 | Rapport de clôture comprenant la capitalisation du processus de mise en œuvre, les photos et cartes géo référencées des sites aménagés, la preuve d'inscription des sites aménages au dossier rural. | M0 +24 | 10 |

**Calendrier de soumission des livrables « Intensification Agricole » : Lots 9 à 12**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Rapport** | **Mois à compter de la date de signature de l'ordre de service de démarrage** | **% Paiement** |
| **1** | Rapport de lancement comprenant le PV de l’atelier de lancement, le plan de travail et la méthodologie actualisée; | **M0 + 0,5** | **5** |
| 2 | * Un rapport de visite terrain, informations - sensibilisation, mobilisation sociale et gestion des opérations * Le plan d’engagement des parties prenantes et le plan d’action d’environnemental et social * Et le dossier de mise en œuvre de l’activité comprenant Programme et le curricula des formations validés avec les services de vulgarisation de l’État ; Plan de Suivi et Evaluation avec les indicateurs de suivi MCA tels que définis dans le Plan de S&E MCA-Niger." | M0 + 1,5 | 5 |
| 3 | Conventions avec les communautés pour la gestion durable des investissements, le partage des expériences avec les autres membres de la communauté, et la mise en place des comités de gestion. | M0 + 2,5 | 10 |
| 4 | Rapport de formation ou renforcement des capacités des acteurs/actrices locaux détaillant le nombre de personnes formées, le nombre de sessions de formation, la durée de chaque session, les sujets abordés, la méthodologie et le programme utilisé (rapports peuvent être envoyés en tranches convenues entre prestataire et MCA – Niger) ; | M0 + 5 | 10 |
| 5 | Rapports détaillant les réalisations physiques en nombre sites (champ école) en nombre de producteurs appuyés, en kit pétit ruminant distribué. Ces livrables seront présentés au fur et à mesure que les travaux progressent (20%). | M0 + 5,5 | 10 |
| 6 | Rapports détaillant les réalisations physiques en nombre sites (champ école) en nombre de producteurs appuyés, en kit pétit ruminant distribué. Ces livrables seront présentés au fur et à mesure que les travaux progressent (40%). | M0 + 9 | 10 |
| 7 | Rapports détaillant les réalisations physiques en nombre d'unités / hectares avec les travaux requis, les méthodologies et les matériaux utilisés et planifier un soutien continu. Ces livrables seront présentés au fur et à mesure que les travaux progressent (60%). | M0 + 12 | 15 |
| 8 | Rapports détaillant les réalisations physiques en nombre d'unités / hectares avec les travaux requis, les méthodologies et les matériaux utilisés et planifier un soutien continu. Ces livrables seront présentés au fur et à mesure que les travaux progressent (80%). | M0 + 16 | 10 |
| 8 | Rapports détaillant les réalisations physiques en nombre d'unités / hectares avec les travaux requis, les méthodologies et les matériaux utilisés et planifier un soutien continu. Ces livrables seront présentés au fur et à mesure que les travaux progressent (100%). | M0 + 20 | 10 |
| 11 | Rapport de clôture comprenant la capitalisation du processus de mise en œuvre, les photos et cartes géo référencées des investissements réalisés. | M0 +24 | 10 |

# PÉRIODE CONTRACTUELLE DE L’OPÉRATEUR

Chaque contrat couvrira une période maximale de 24 mois.

# EXIGENCES QUANT AU PERSONNEL

Les opérateurs doivent proposer leur personnel pour toute la période des services dans leur offre. En outre, ils doivent s’engager à mobiliser et à assurer la permanence de leur personnel sur le terrain. Des CV sont demandés pour le personnel clé et non-clé. Les CV sont limités à 6 pages maximum.

Le MCA-Niger passera en revue les effectifs proposés dans le plan de travail de l’opérateur. Les exigences quant au personnel approuvé, telles que mentionnées dans le plan de travail, seront respectées en tout temps lors de l’exécution du contrat. Toute modification dans la composition de l’équipe du personnel clé doit faire l’objet d’approbation préalable par le MCA-Niger. Dans ce cas, l’opérateur est tenu de proposer au MCA-Niger, trois CV d’experts à compétences au moins équivalente à celle de l’expert à remplacer.

## Personnel clé

Les opérateurs, doivent proposer pour chaque lot le personnel clé ci-dessous:

**Chef de Projet**

* Minimum sept (07) ans d'expérience avérée de gestion réussie de projets de développement en agriculture, environnement de taille et de complexité similaires dans des pays en développement ;
* Au moins huit (08) ans d'expérience dans la conception et la mise en œuvre de projets de développement rural axés sur la restoration de terres agricoles et pastorales degrades, le conseil agricole, la agroforesterie, la conservation environmental, le développement des organisations rurales.
* Fortes compétences en planification, gestion des ressources humaines, communication, constitution d'équipes et compétences interpersonnelles ;
* Titulaire d'un diplôme universitaire (d'études supérieures) Developpement Rural, Génie Rural, Études environnementales, agronome, agroéconomiste ou tout autre domaine similaire.
* Superviseurs (02) : Techniciens ou adjoint technique, ou conseiller agricole ( au moins BEPC+4 ou Bac+1) dans le domaine du génie rural, environnement , agronomie, génie civil possédant au moins cinq (05) ans d'expérience dans la mise en œuvre des projets de gestion durable des terres et des eaux et de l’appui à l’intensification des productions agropastorales. IL doit avoir de l’expérience dans la supervision des travaux de restauration des terres et ou d’appui à l’intensification agricole.

NB : pour

* les lots 1 à 8 : les techniciens proposés doivent etre du domaine du Génie rural, environnement, du génie civil
* les lots 9 à 12 : les techniciens proposés doivent etre du domaine de l’environnement et ou de l’agriculture.
* Un spécialiste genre et inclusion sociale, en charge de la lutte contre la traite des personnes : justifiant d’un diplôme universitaire (au moins Bac+4) en études sociologie, anthropologie, développement social, développement international, sciences politiques publique, économie, droit de la personne ou autres sciences sociales spécifiques au genre. Il doit justifié au moins six (06) ans d'expérience professionnelle dans les projets de développement rural avec de solides connaissances et expérience avérée dans l'élaboration de stratégies, d’approches et d’outils pour assurer l'intégration du genre et l'inclusion sociale dans les projets de développement. L’expérience dans l’évaluation et de la gestion des risques de Traite des Personnes et du travail des enfants serait un atout.
* Un expert environnementaliste : Master ou Ingénieur en sciences de l’environnement ou dans une autre discipline connexe ayant au minimun six (6) ans d'expérience professionnelle dans la préparation, l’évaluation, la mise en œuvre, et la supervision des activités de la GDTE et /ou en intensification, y compris la réalisation d'études d’impacts environnementales. Il doit également avoir de l’expérience dans la préparation et de la conduite des formations environnementales et sociales pour les communautés rurales pertinentes pour la gestion des sols et des ressources en eau ainsi que pour l'atténuation des risques environnementaux et sociaux existants.

## Personnel d’appui (par lot)

Ce personnel est composé au minimum de :

* Trois animateurs (encadreurs), cadres moyens dans les domaines de l’agriculture, du génie rural, de l’environnement, de l’élevage, de la sociologie ou tout autre domaine similaire.
* Les auto-encadreurs locaux qui sont du personnel d’appui, recruté parmi la population locale et qui seront formés ou recyclés par l’opérateur pour remplir des tâches sur le site à aménager.

Le nombre et la qualité du personnel d’appui à mobiliser sera fonction de la nature et du volume de la prestation demandée. Aussi, l’opérateur peut dépasser ces exigences minimales ou les modifier au besoin en intégrant d’autres expertises techniques en fonction de la nature et du volume des prestations.

# CADRE DE DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Lot 1 : Gestion Durable des terres dans la région de Dosso (Communes de Djoundiou, Zabori, Fakara, Fabidji, Garankédey, Gorou Bankassa, Mokko, Farey, Sambéra, Tessa Sokorbé, Falmey, Tanda) PRAPS** | | | | |
| **N°** | **désignation** | **Unités** | **Quantité** | **Prix unitaire** | **Montant Total** |
| **1** | Mobilisation et installation ( cf annexe 1) | **ff** | **1** |  |  |
| 2 | lutte contre les plantes envahissantes terrestres | ha | 550 |  |  |
| **3** | récupération des terres dégradées | ha | 550 |  |  |
| **4** | Démobilisation et replis | ff | 1 |  |  |
|  | **Total /Lot 1** |  |  |  |  |
|  | **Lot 2: Gestion Durable des terres dans la région de Maradi PRAPS** | | | | |
| **N°** | **désignation** | **Unités** | **Quantité** | **Prix unitaire** | **Montant Total** |
| **1** | Mobilisation et installation ( cf annexe 1) | **ff** | **1** |  |  |
| 2 | lutte contre les plantes envahissantes terrestres | ha | 550 |  |  |
| **3** | récupération des terres dégradées | ha | 550 |  |  |
| **4** | Démobilisation et replis | ff | 1 |  |  |
|  | **Total /Lot 2** |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  | **Lot 3 : Gestion Durable des terres dans la région de Tahoua PRAPS** | | | | |
| **N°** | **désignation** | **Unités** | **Quantité** | **Prix unitaire** | **Montant Total** |
| **1** | Mobilisation et installation ( cf annexe 1) | **ff** | **1** |  |  |
| 2 | lutte contre les plantes envahissantes terrestres | ha | 800 |  |  |
| **3** | récupération des terres dégradées | ha | 800 |  |  |
| **4** | Démobilisation et replis | ff | 1 |  |  |
|  | **Total /Lot 3** |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  | **Lot 4 : Gestion Durable des terres dans la région de Tillabéry PRAPS** | | | | |
|  | **Lot 5 : Gestion Durable des terres dans la région de Dosso CRA** | | | | |
| **N°** | **Désignation** | **Unités** | **Quantité** | **Prix unitaire** | **Montant Total** |
| **1** | Mobilisation et installation ( cf annexe 1) | **ff** | **1** |  |  |
| 2 | lutte contre les plantes envahissantes | ha | 1000 |  |  |
| 3 | Régénération naturelle assistée | ha | 15000 |  |  |
| **4** | récupération des terres dégradées | ha | 5000 |  |  |
| **5** | Démobilisation et replis (cf annexe) | ff | 1 |  |  |
|  | **Total /Lot 5** |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  | **Lot 6: Gestion Durable des terres dans la région de Maradi CRA** | | | | |
| **N°** | **Désignation** | **Unités** | **Quantité** | **Prix unitaire** | **Montant Total** |
| **1** | Mobilisation et installation ( cf annexe) | **ff** | **1** |  |  |
| 2 | Lutte contre les plantes envahissantes | ha | 1220 |  |  |
| 3 | Régénération naturelle assistée | ha | 15000 |  |  |
| **4** | Récupération des terres dégradées | ha | 4000 |  |  |
| 5 | Démobilisation et replis | ff | 1 |  |  |
|  | **Total /Lot 6** |  |  |  |  |
|  | **Lot 7: Gestion Durable des terres dans la région de région Tahoua CRA** | | | | |
| **N°** | **Désignation** | **Unités** | **Quantité** | **Prix unitaire** | **Montant Total** |
| **1** | Mobilisation et installation ( cf annexe 1) | **ff** | **1** |  |  |
| 2 | Lutte contre les plantes envahissantes | ha | 500 |  |  |
| 3 | Régénération naturelle assistée | ha | 10000 |  |  |
| **4** | Récupération des terres dégradées | ha | 2500 |  |  |
| 5 | Démobilisation et replis | ff | 1 |  |  |
|  | **Total /Lot 7** |  |  |  |  |
|  | **Lot 8: Gestion Durable des terres dans la région de région Tillabéry CRA** | | | | |
| **N°** | **Désignation** | **Unités** | **Quantité** | **Prix unitaire** | **Montant Total** |
| **1** | Mobilisation et installation ( cf annexe 1) | **ff** | **1** |  |  |
| 2 | Régénération naturelle assistée | ha | 10000 |  |  |
| **3** | Récupération des terres dégradées | ha | 2000 |  |  |
| 4 | Démobilisation et replis | ff | 1 |  |  |
|  | **Total /Lot 8** |  |  |  |  |

**NB :** le prix unitaire de l’entreprise intègre tous les intrants qui concourent à la réalisation du service demandé.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Lot 9 : Appui à l'intensification agricole dans la région de Dosso CRA** | | | | |
| **N°** | **Désignation** | **Unités** | **Quantité** | **Prix unitaire** | **Montant Total** |
| **1** | Mobilisation et installation ( cf annexe 1) | **ff** | **1** |  |  |
| 2 | Appui conseil agricole | ha | 3500 |  |  |
| 3 | Accompagnement pour les périmètres irrigués | ha | 120 |  |  |
| 4 | Champs écoles ( unité) | Unités | 100 |  |  |
| 5 | Appui Kit petits ruminants ( unité) | Unités | 3500 |  |  |
| 6 | Démobilisation et replis | ff | 1 |  |  |
|  | **Total /Lot 9** |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  | **Lot 10 : Appui à l'intensification agricole dans la région de MARADI CRA** | | | | |
| **N°** | **Désignation** | **Unités** | **Quantité** | **Prix unitaire** | **Montant Total** |
| **1** | Mobilisation et installation ( cf. annexe1) | **ff** | **1** |  |  |
| 2 | Appui conseil agricole | ha | 1500 |  |  |
| 3 | Accompagnement pour les périmètres irrigués | ha | 100 |  |  |
| 4 | Champs écoles ( unité) | Unités | 80 |  |  |
| 5 | Appui Kit petits ruminants ( unité) | Unités | 2000 |  |  |
| 6 | Démobilisation et replis | ff | 1 |  |  |
|  | **Total /Lot 10** |  |  |  |  |
|  | **Lot 11 : Appui à l'intensification agricole dans la région de TAHOUA CRA** | | | | |
| **N°** | **Désignation** | **Unités** | **Quantité** | **Prix unitaire** | **Montant Total** |
| **1** | Mobilisation et installation ( cf annexe1) | **ff** | **1** |  |  |
| 2 | Appui conseil agricole | ha | 2000 |  |  |
| **3** | Accompagnement pour les périmètres irrigués | ha | 100 |  |  |
| 4 | Champs écoles ( unité) | Unités | 60 |  |  |
| **5** | Appui Kit petits ruminants ( unité) | Unités | 2000 |  |  |
| 6 | Démobilisation et replis | ff | 1 |  |  |
|  | **Total /Lot 11** |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  | **Lot 12 : Appui à l'intensification agricole dans la région de Tillabéry CRA** | | | | |
| **N°** | **Désignation** | **Unités** | **Quantité** | **Prix unitaire** | **Montant Total** |
| **1** | Mobilisation et installation ( cf annexe1) | **ff** | **1** |  |  |
| 2 | Appui conseil agricole | ha | 1000 |  |  |
| 3 | Accompagnement pour les périmètres irrigués | ha | 100 |  |  |
| 4 | Champs écoles ( unité) | Unités | 40 |  |  |
| 5 | Appui Kit petits ruminants ( unité) | Unités | 2000 |  |  |
| 6 | Démobilisation et replis | ff | 1 |  |  |
|  | **Total /Lot 12** |  |  |  |  |

**NB :** le prix unitaire de l’entreprise intègre tous les intrants qui concourent à la réalisation du service demandé

**Annexe 1: Chronogramme indicatif de la prestation « Gestion durable des terres »: Lots 1 à 8**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| N° | **Rapport** |  |
| 1 | **Mobilisation et Installation** | Le prix forfaitaire de la mobilisation installation sera payé à l’operateur à la remise des rapports aux points 1.1 à 1.4 |
| **1.1** | Rapport de lancement comprenant le PV de l’atelier de lancement, le plan de travail, strategie de mise en ouvre et la méthodologie actualisée; |
| 1.2 | Rapport d’établissement comprenant les rapports suivants : |
| -un rapport de visite terrain, informations - sensibilisation, mobilisation sociale et gestion des opérations  - Plan d’engagement des parties prenantes et plan d’action environnemental et social |
| - et le dossier de mise en œuvre de l’activité y compris le programme et le curricula des formations validés avec les services de vulgarisation de l’État ; le Plan de Suivi et Evaluation avec les indicateurs de suivi MCA tels que définis dans le Plan de S&E MCA-Niger. |
| 1.3 | Conventions avec les communautés pour la gestion durable des ressources et la mise en place des comités de gestion et les mécanismes de gestion des ressources financières qui seront générées autour des sites aménagés dans les communautés cibles. |
| 1.4 | Rapport de formation ou renforcement des capacités des acteurs/actrices locaux détaillant le nombre de personnes formées, le nombre de sessions de formation, la durée de chaque session, les sujets abordés, la méthodologie et le programme utilisé (rapports peuvent être envoyés en tranches convenues entre l’opérateur et MCA – Niger) ; |
| 2 | Procès-Verbal de réception des travaux effectivement exécutés. | Le prix facturé de la fraction des travaux effectivement exécutés et vérifié par MCA – Niger sera payé à la remise du procés verbal |
| 3 | Démobilisation et replis : Rapport de clôture comprenant la capitalisation du processus de mise en œuvre, les photos et cartes géo référencées des sites aménagés, la preuve d'inscription des sites aménagés au dossier rural ainsi qu’une analyse genre et inclusion sociale de l’intervention.. | Le prix forfaitaire de la demobilisation et replis sera payé à l’operateur à la remise du rapport de cloture |

**Chronogramme indicatif de la prestation « Intensification Agricole » : Lots 9 à 12**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **N°** | **Rapport** |  |
| 1 | **Mobilisation et Installation** | Le prix forfaitaire de la mobilisation installation sera payé à l’operateur à la remise des rapports aux points 1.1 à 1.4 |
| **1.1** | Rapport de lancement comprenant le PV de l’atelier de lancement, le plan de travail, strategie de mise en ouvre et la méthodologie actualisée; |
| 1.2 | Rapport d’établissement comprenant les rapports suivants : |
| -un rapport de visite terrain, informations - sensibilisation, mobilisation sociale et gestion des opérations  - Plan d’engement des parties prenantes et plan d’action environnemental et social |
| - et le dossier de mise en œuvre de l’activité y compris le programme et le curricula des formations validés avec les services de vulgarisation de l’État ; le Plan de Suivi et Evaluation avec les indicateurs de suivi MCA tels que définis dans le Plan de S&E MCA-Niger. |
| 1.3 | Conventions avec les communautés pour la gestion durable des investissements, le partage des expériences avec les autres membres de la communauté, et la mise en place des comités de gestion. |
| 1.4 | Rapport de formation ou renforcement des capacités des acteurs/actrices locaux détaillant le nombre de personnes formées, le nombre de sessions de formation, la durée de chaque session, les sujets abordés, la méthodologie et le programme utilisé (rapports peuvent être envoyés en tranches convenues entre l’opérateur et MCA – Niger) ; |
| 2 | Procès-Verbal de réception des travaux effectivement exécutés. | Le prix facturé de la fraction des travaux effectivement exécutés et vérifié par MCA – Niger sera payé à la remise du procés verbal |
| 3 | Demobilisation Rapport de clôture comprenant la capitalisation du processus de mise en œuvre, les photos et cartes géo référencées des investissements réalisés ainsi qu’une analyse genre et inclusion sociale de l’intervention. | Le prix forfaitaire de la demobilisation et replis sera payé à l’operateur à la remise du rapport de cloture |

**Annexe 2 : Outil pour l’évaluation des risques de Traite des Personnes (TIP)**

Cet outil permet d’identifier et d’évaluer les risques de Traite des Personnes (TIP)[[10]](#footnote-11) dans les activités du Compact. Seuls les projets dont la main-d'œuvre est supervisée par un entrepreneur privé (à l'exclusion des ONG et des groupes de la société civile) et les projets d’infrastructure nécessitant une main-d'œuvre importante sont tenus de compléter l'évaluation suivante. Ils devront se référer à la Politique de Lutte Contre la Traite des Personnes (C-TIP) du MCC (<https://www.mcc.gov/resources/doc/policy-counter-trafficking-in-persons-policy>) et le Plan d’Intégration Genre et Inclusion Sociale (PIGIS) de MCA - Niger.

L’évaluateur conduira des entretiens avec diverses personnes appartenant ou non à la communauté immédiate du projet, des experts dans le domaine de la traite des personnes, des projets en cours dans la région, etc. Pour chaque catégorie de questions, fournir une évaluation globale du risque en catégorisant comme élevé, moyen ou faible.

Les évaluations finales des risques TIP doivent être soumises à l'équipe Genre et Inclusion Sociale de MCA-Niger pour obtenir l'autorisation de commencer les travaux. Tous les risques identifiés devront être suivis mais ceux qui sont élevés nécessitent l’élaboration d’un plan d'atténuation dont la décision incombe au MCA.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Questions** | **Oui** | **Non** | **Commentaires** |
| **Categorie 1: Risque lié à la localisation du projet** | | | | | |
| 1 | La zone du projet, est-elle une zone d’accueil de migration?  Si oui, préciser le type de migration (origine, transit, destination) et les populations concernées (femmes, hommes, enfants) |  |  |  |
| 2 | Est-ce que la zone du projet se situe sur un corridor de Traite des Personnes?  Si oui, décrire les types de Traite des Personnes (travaux forces, exploitation sexuelle[[11]](#footnote-12), esclavage, servitude… ) |  |  |  |
| 3 | Existe t-il des types spécifiques de Traite des Personnes dans la zone du projet?  Si oui, décrire les types de Traite des Personnes (travaux forcés, exploitation sexuelle, esclavage, servitude…) |  |  |  |
| 4 | Existe-t-il dans la communauté, des facteurs qui pourraient faciliter la Traite des Personnes et d’autres formes d'exploitation (par exemple, des pratiques selon lesquelles les enfants devraient gagner de l'argent pour aider leurs parents, des pratiques traditionnelles d'exploitation?   * Si oui, decrire |  |  |  |
| Sur la base des questions précédentes, évaluer le niveau de risque de Traite des Personnes:  **Faible**: -------------  **Moyen**: -----------  **Elevé**: -------------  **Justification**: | | | | | |
|  | **Categorie 2: Risque lié à la mise en œuvre du projet** | | | | |
| 5 | Le projet est-il susceptible d’augmenter la demande de main d'œuvre provenant de l'extérieur de la zone du projet?  Si oui, décrire |  |  |  |
| 6 | La communauté hôte a-t-elle des hébergements suffisants pour accueillir les travailleurs étrangers ?  Si non, quelles solutions proposez-vous ? |  |  |  |
| 7 | Comment se fait le recrutement de la main d’œuvre ? |  |  |  |
| 8 | Si le recrutement se fait par le biais d’une agence de recrutement, les travailleurs sont-ils tenus de payer des frais? |  |  |  |
| 9 | Le projet est-il susceptible de faire apparaitre des cas d’exploitation sexuelle?  Si oui, comment se traduit cette exploitation sexuelle ? |  |  |  |
| 10 | Dans quelle mesure des enfants mineurs ou des femmes sous la contrainte pourraient être victime de cette exploitation ? |  |  |  |
| Sur la base des questions précédentes, évaluer le niveau de risque de Traite des Personnes:  **Faible**: -------------  **Moyen**: -----------  **Elevé**: -------------  **Justification**: | | | | | |
| **Catégorie 3 : Risques possibles de TIP après l'achèvement du projet** | | | | | |
| 11 | Le projet implique-t-il une amélioration des infrastructures de transport ou d’autres facteurs pouvant entraîner une nouvelle vague/augmentation de la migration ?  Si oui, décrire les facteurs qui pourraient conduire à des cas de migration? |  |  |  |
| 12 | Le projet implique-t-il une amélioration des infrastructures de transport ou d’autres facteurs pouvant entraîner un risque de la Traite des Personnes?  Si oui, décrire les facteurs qui pourraient conduire à l’apparition de cas de Traite des Personnes? Quelles sont les populations à risque? |  |  |  |
| Sur la base des questions précédentes, évaluer le niveau de risque de Traite des Personnes:  **Faible**: -------------  **Moyen**: -----------  **Elevé**: -------------  **Justification**: | | | | | |
| **Evaluation globale des Risques de Traite des Personnes sur le projet** | | | | | |
| Sur la base des résultats des évaluations des 3 catégories ci-dessus, fournir une évaluation globale des risques de Traite des Personnes sur le projet:  **Evaluation du risque pour le Project : Elevé \_\_\_\_ Moyen \_\_\_\_Faible \_\_\_** | | | | | |

**Annexe 3 : Localisation des sites par lot**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lot N°1 PRAPS : Distance de Niamey vers les communes d'interventions /Région de Dosso** | | | | |
| **Régions** | **Départements** | **Communes** | **Distance Niamey-Région-département-Commune** | **Km** |
| Dosso | Dioundou | Dioundiou | Niamey-Dosso-Dioundiou | 240 |
| Dosso | Dioundou | Zabori | Niamey-Dosso-Dioundiou-Zabori | 250 |
| Dosso | Dioundou | Karakar | Niamey-Dosso-Dioundiou-Karakara | 260 |
| Dosso | Boboye | Fakara | Niamey-boboye-Fakara | 242 |
| Dosso | Boboye | Fabidji | Niamey-boboye-Fabirdji | 230 |
| Dosso | Dosso | Garandakeye | Niamey-Dosso-Garankey dey | 170 |
| Dosso | Dosso | Gorou Bankassam | Niamey-Dosso-Gorou bankassam | 172 |
| Dosso | Dosso | Mokko\* | Niamey-Dosso-Mokko | 158 |
| Dosso | Dosso | Fareye | Niamey-Dosso-farey | 261 |
| Dosso | Dosso | Sambéra | Niamey-Dosso-sambera | 230 |
| Dosso | Dosso | Tessa\* | Niamey-Dosso-tessa | 190 |
| Dosso | Loga | Sakorbé | Niamey-Dosso-sakorbé | 202 |
| Dosso | Falmeye | Falmeye | Niamey-Dosso-falmeye | 240 |
| Dosso | Gaya | Tanda | Niamey-Dosso-Gaya-Tanda | 315 |
|  |  |  |  |  |
| **Lot N°2 PRAPS : Distance de Niamey vers les communes d'interventions /**  **Région de Maradi** | | | | |
| **Régions** | **Départements** | **Communes** | **Distance Niamey-Région-département-Commune** | **Km** |
| Maradi | Dakoro | Adjékoria | Niamey-Maradi-Adjekoria-Dakoro | 850 |
| Maradi | Dakoro | Korafane | Niamey-Maradi-Dakoro-Karofane | 890 |
| Maradi | Dakoro | Dan Goulbi\* | Niamey-Maradi-Dakoro-Dangoulbi | 810 |
| Maradi | Bermo | Bermo | Niamey-Maradi-bermo | 950 |
| Maradi | Guidan Roumdji | Chadakori\* | Niamey-Guidan roumdji-Chadakori | 695 |
| Maradi | Guidan Roumdji | Guidan Sory | Niamey-Guidan roumdji-Guidan Sory | 675 |
|  | | | | |
|  |  |  |  |  |
| **Lot N°3 PRAPS : Distance de Niamey vers les communes d'interventions /Région de Tahoua** | | | | |
| **Régions** | **Départements** | **Communes** | **Distance Niamey-Région-département-Commune** | **Km** |
| Tahoua | Tahoua | Tahoua | Niamey-Tahaoua | **560** |
| Tahoua | Tahoua | Tilia | Niamey-Tahaoua-Tillia | **760** |
| Tahoua | Tahoua | Affala | Niamey-Tahaoua-Affala | **595** |
| Tahoua | Tahoua | Bambeye | Niamey-Tahaoua-bambeye | **600** |
| Tahoua | Bouza | Bamban Katami | Niamey-Tahoua-bouza-babam katami | **745** |
| Tahoua | Illéla | Badaguichiri | Niamey-Tahoua-illela-Bada guichiri | **640** |
| Tahoua | Illéla | Illéla | Niamey-Tahoua-illela | **625** |
| Tahoua | Illéla | Tajaé | Niamey-Tahoua-illela-tajae | **660** |
| Tahoua | Malbaza | Malbaza\* | Niamey-Tahoua-Malbaza | **685** |
| Tahoua | Konni | Konni\* | Niamey-konni | **428** |
| Tahoua | Konni | Tsernaoua\* | Niamey-konni-tsernaoua | **443** |
|  |  | | |  |
| **Lot N°4 PRAPS : Distance de Niamey vers les communes d'interventions /Région de Tillabery** | | | | |
| **Régions** | **Départements** | **Communes** | **Distance Niamey-Région-département-Commune** | **Km** |
|  |  |  | Niamey-Tillabery | 113 |
| Tillabéry | Kollo | Dantchandou | Niamey-Dantchiandou | 95 |
| Tillabéry | Kollo | Hamdallaye | Niamey-Hamdallaye | 35 |
| Tillabéry | Kollo | Kirtachi | Niamey-kollo-Kirtachi | 105 |
| Tillabéry | Kollo | Kouré\* | Niamey-Kouré | 55 |
| Tillabéry | Ouallam | Dingaji Banda | Niamey-ouallam-Dingaji banda | 173 |
| Tillabéry | Ouallam | Simiri | Niamey-Simiri | 83 |
| Tillabéry | Tillaberi | Tondikandia | Niamey-tillaberi-Tondikandia | **118** |
|  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Localisation des sites lot 5** | | | | | | | |
| **N°** | **Désignation** | **Département** | **Communes** | **Villages / Sites** | **Superficies (ha)** | **Coordonnées** | |
| **Longitude** | **Latitude** |
| 1 | Récupération des terres pastorales | Dosso | Tombokoirey II | Maoureydey moussa | 200 | E 003,72523 | N 13,22941 |
| 2 | Récupération des terres pastorales | Dosso | Tombokoirey II | Mondoleize Koira | 100 | E00371891 | N 13,17077 |
| 3 | Récupération des terres pastorales | Dosso | Tombokoirey II | Damana | 100 | E 00366039 | N 1313305 |
| 4 | Récupération des terres pastorales | Dosso | Tombokoirey II | Gourinsi | 100 | E 00336419 | N 1307854 |
| 5 | Récupération des terres pastorales | Dosso | Tombokoirey II | Tondigam-Issa | 100 | E 00338901 | N 1308046 |
| 6 | Récupération des terres pastorales | Dosso | Tessa | Farguedi | 100 | E 00372890 | N12934898 |
| 7 | Récupération des terres pastorales | Dosso | Mokko | Batako | 200 | E:00327238 | N :13 30867 |
| 8 | Récupération des terres pastorales | Dosso | Mokko | Ranch de dareki | 200 | 3°15‘56"E | 13°25‘37"N |
| 9 | Récupération des terres pastorales | Dosso | Mokko | Yaouna et Kartizé | 200 | 3°19‘0"E | 13°22‘59"N |
| 14 | Récupération des terres pastorales | Dosso | Mokko | Sangou 2 | 100 |  |  |
| 15 | Récupération des terres pastorales | Dosso | Mokko | Tombo djambé | 200 | 3°16‘0"E | 13°26‘59"N |
| 16 | Récupération des terres pastorales | Dosso | Mokko | Doungou gonga | 100 | 3°19‘0"E | 13°31‘59"N |
| 18 | Récupération des terres pastorales | Dosso | Tombokoirey I | Halidou Koira | 100 |  |  |
| 19 | Récupération des terres pastorales | Dosso | Tombokoirey I | Fandoubon Tombo | 100 | 3°36‘0"E | 13°25‘59"N |
| 20 | Récupération des terres pastorales | Dosso | Tombokoirey I | Bongou fada Sido | 100 | 3°32‘59"E | 13°16‘59"N |
|  | Récupération des terres pastorales | Dosso | Tombokoirey I | Banbou Fada Rouzou | 100 | 3°32‘59"E | 13°16‘59"N |
| 21 | Récupération des terres pastorales | Dosso | Tombokoirey I | Tibo kaina | 100 | 3°32‘59"E | 13°19‘0"N |
|  | Récupération des terres pastorales | Dosso | Karki Bangou | Tounga | 200 | 3°39’15’’ | 13°03’08’’ |
|  | Récupération des terres pastorales | Dosso | Karki Bangou | TamoKoira | 100 | 3°35’47’’ | 13°02’19’’ |
|  | **Sous Total terres pastorales** |  |  |  | **2500** |  |  |
| 1 | Récupération des terres agricoles | Dosso | Tombokoirey II | Maoureydey moussa | 200 | E 003,72523 | N 13,22941 |
| 2 | Récupération des terres agricoles | Dosso | Tombokoirey II | Mondoleize Koira | 100 | E00371891 | N 13,17077 |
| 3 | Récupération des terres agricoles | Dosso | Tombokoirey II | Damana | 100 | E 00366039 | N 1313305 |
| 4 | Récupération de terres agricoles | Dosso | Tombokoirey II | Gourinsi | 100 | E 00336419 | N 1307854 |
| 5 | Récupération de terres agricoles | Dosso | Tombokoirey II | Tondigam-Issa | 100 | E 00338901 | N 1308046 |
| 6 | Récupération des terres agricoles | Dosso | Tessa | Farguedi | 100 | E 00372890 | N12934898 |
| 7 | Récupération des terres agricoles | Dosso | Mokko | Batako | 250 | E:00327238 | N :13 30867 |
| 8 | Récupération des terres agricoles | Dosso | Mokko | Yaouna et Kartizé | 200 | 3°19‘0"E | 13°22‘59"N |
| 9 | Récupération des terres agricoles | Dosso | Mokko | Sangou 2 | 100 |  |  |
| 10 | Récupération des terres agricoles | Dosso | Mokko | Tombo djambé | 200 | 3°16‘0"E | 13°26‘59"N |
| 11 | Récupération des terres agricoles | Dosso | Mokko | Doungou gonga | 100 | 3°19‘0"E | 13°31‘59"N |
| 12 | Récupération des terres agricoles | Dosso | Tombokoirey I | Halidou Koira | 100 |  |  |
|  | Récupération des terres agricoles | Dosso | Tombokoirey I | Fandoubon Tombo | 100 | 3°36‘0"E | 13°25‘59"N |
|  | Récupération des terres agricoles | Dosso | Tombokoirey I | Bongou fada Sido | 100 | 3°32‘59"E | 13°16‘59"N |
|  | Récupération des terres agricoles | Dosso | Tombokoirey I | Banbou Fada Rouzou | 100 | 3°32‘59"E | 13°16‘59"N |
|  | Récupération des terres agricoles | Dosso | Tombokoirey I | Tibo kaina | 100 | 3°32‘59"E | 13°19‘0"N |
|  | Récupération des terres agricoles | Dosso | Karki Bangou | Tounga | 350 | 3°39’15’’ | 13°03’08’’ |
|  | Récupération des terres agricoles | Dosso | Karki Bangou | TamoKoira | 100 | 3°35’47’’ | 13°02’19’’ |
|  | **Sous Total terres pastorales** |  |  |  | **2500** |  |  |
| 1 | Lutte contre *Sida cordifolia* | Dosso | Mokko | Batako | 100 | E:00327238 | N :13 30867 |
| 2 | Lutte contre *Sida cordifolia* | Dosso | Mokko | Ranch de dareki | 300 | 3°15‘56"E | 13°25‘37"N |
| 3 | Lutte contre *Sida cordifolia* | Dosso | Tombo Koirey I | Tombo Koirey | 300 |  |  |
| 4 | Lutte contre *Sida cordifolia* | Dosso | Karki Bangou | Tounga | 200 | 3°39’15’’ | 13°03’08’’ |
| 5 | Lutte contre *Sida cordifolia* | Dosso | Tombo Koirey II | Maoureydey moussa | 100 | E 003,72523 | N 13,22941 |
|  | **Sous Total Lutte contre *Sida cordifolia*** |  |  |  | **1000** |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Localisation des sites lot 6** | | | | | | | |
| **N°** | **Désignation** | **Département** | **Communes** | **Villages / Sites** | **Superficies (ha)** | **Coordonnées** | |
| **Longitude** | **Latitude** |
| 1 | Récupération des terres pastorales | Guidan Roumdji | Guidan Roumji | GUIDAN GOBRO | 100 | 06°34’50’’ | 13°48’09’’ |
| 2 | Récupération des terres pastorales | Guidan Roumdji | Guidan Roumji | DAN MADATCHI | 150 | 06°45’08’’ | 13°39’47’’ |
| 3 | Récupération des terres pastorales | Guidan Roumdji | Guidan Roumji | KARANGUYA | 50 | 06°38’24’’ | 13°40’12’’ |
| 4 | Récupération des terres pastorales | Guidan Roumdji | Guidan Roumji | GAOUDE (GARIN WARI) | 100 | 06°31’07’’ | 13°43’25’’ |
| 5 | Récupération des terres pastorales | Guidan Roumdji | Guidan Roumji | DAN DAJI MAKAOU | 100 | 06°28’48’’ | 13°44’24’’ |
| 6 | Récupération des terres pastorales | Guidan Roumdji | Guidan Roumji | DOGON FAROU (3 sites) | 200 | 06°,39’00’’ | 13°42’36’’ |
| 7 | Récupération des terres pastorales | Guidan Roumdji | Chadakori | Guidan Ara Mijin Yawa | 50 | 07°23’31’’ | 13°41’05’’ |
| 8 | Récupération des terres pastorales | Guidan Roumdji | Chadakori | Guidan Kaché | 100 | 07°10’56’’ | 13°45’26’’ |
| 9 | Récupération des terres pastorales | Guidan Roumdji | Chadakori | Malaba | 50 | 07°05’53’’ | 13°45’08’’ |
| 10 | Récupération des terres pastorales | Guidan Roumdji | Chadakori | Guidan Massari | 100 | 07°13’01’’ | 13°42’09’’ |
| 11 | Récupération des terres pastorales | Guidan Roumdji | Chadakori | Batafadoua 2 | 100 | 07°00'09” | 13°43'23'' |
| 12 | Récupération des terres pastorales | Guidan Roumdji | Chadakori | N'Walla Tamroro | 100 | 07°01'28” | 13°42'02'' |
| 13 | Récupération des terres pastorales | Guidan Roumdji | Chadakori | Rouga Gamdji | 100 | 06°58'41” | 13°38'22'' |
| 14 | Récupération des terres pastorales | Dakoro | Sabon Machi | Achalou | 100 | 07°09’29’’ | 13°52'30’’ |
| 15 | Récupération des terres pastorales | Dakoro | Sabon Machi | Malan kaka | 100 | 06°57’40’’ | 13°57’37’’ |
| 16 | Récupération des terres pastorales | Dakoro | Sabon Machi | Dangarki | 100 | 06°51’35’’ | 13°58’54’’ |
| 17 | Récupération des terres pastorales | Dakoro | Dan Goulbi | Danfarao Toudou et Danfarao Koré | 100 | 06°27’51’’ | 13°55’49’’ |
| 18 | Récupération des terres pastorales | Dakoro | Dan Goulbi | Zangon Achawal Kaché | 100 | 06°37’36’’ | 13°56’40’’ |
| 19 | Récupération des terres pastorales | Dakoro | Dan Goulbi | Saé Rankama | 100 | 06°35‘03’’ | 14°06’05’’ |
| 20 | Récupération des terres pastorales | Dakoro | Dan Goulbi | Gobran Marké (Zangon Ali) | 100 | 06°38’14’’ | 14°07’38’’ |
| 21 | Récupération des terres pastorales | Dakoro | Dan Goulbi | Zakin Guichiri | 100 | 06°36’12’’ | 14°02’32’’ |
|  | **Sous Total terres pastorales** |  |  |  | **2100** |  |  |
| 1 | Récupération des terres agricoles | Guidan Roumdji | Guidan Roumji | DAN DAJI MAKAOU | 150 | 06°28’48’’ | 13°44’24’’ |
| 2 | Récupération des terres agricoles | Guidan Roumdji | Guidan Roumji | KARANGUYA | 100 | 06°38’24’’ | 13°40’12’’ |
| 3 | Récupération des terres agricoles | Guidan Roumdji | Guidan Roumji | GAOUDE (GARIN WARI) | 100 | 06°31’12’’ | 13°43’12’’ |
| 4 | Récupération de terres agricoles | Guidan Roumdji | Chadakori | N'Walla Tamroro | 100 | 07°01'66’’ | 13°41'69’’ |
| 5 | Récupération de terres agricoles | Guidan Roumdji | Chadakori | Batafadoua 2 et Kontagui | 200 | 06°56’43’’ | 13°46’30’’ |
| 6 | Récupération des terres agricoles | Dakoro | Sabon Machi | Abdou Nakandé (Sabon machi) | 150 | 06°58’06’’ | 13°52’24’’ |
| 7 | Récupération des terres agricoles | Dakoro | Sabon Machi | Kankaré kaché | 150 | 07°04’46’’ | 13°46’05’’ |
| 8 | Récupération des terres agricoles | Dakoro | Dan Goulbi | Danfarou Toudou | 100 | 06°27’32’’ | 13°19’28’’ |
| 9 | Récupération des terres agricoles | Dakoro | Dan Goulbi | Dan Falké | 150 | 06°36’03’’ | 13°59’00’’ |
| 10 | Récupération des terres agricoles | Dakoro | Dan Goulbi | Bazala, Dan Dadi | 150 | 06°26’14’’ | 13°48’27’’ |
| 11 | Récupération des terres agricoles | Dakoro | Dan Goulbi | Goda Mainassara, Dan Doutchi, Dakoro Tsohoua | 200 | 06°26’14’’ | 13 48’27’’ |
| 12 | Récupération des terres agricoles | Dakoro | Dan Goulbi | Tabirkaou, Garin walki, Elguedoum, Jampali, Garin kan,Tadeta moussa et Gobron marké | 250 | 06°32’32’’ | 14°07’52’’ |
| 13 | Récupération des terres agricoles | Dakoro | Dan Goulbi | Garin maikaka, Zaki guichiri, Saé rankama, Tagamaoua balarabé | 200 | 06°36’43’’ | 14°04’23’’ |
|  | **Sous Total terres pastorales** |  |  |  | **2000** |  |  |
| 1 | Lutte contre *Sida cordifolia* | Guidan Roumdji | Guidan Roumji | Koumtchi | 200 | 06°43’32’’ | 13°39’40’’ |
| 2 | Lutte contre *Sida cordifolia* | Guidan Roumdji | Chadakori | Nakoki | 100 | 07°09’05’’ | 13°43’56’’ |
| 3 | Lutte contre *Sida cordifolia* | Guidan Roumdji | Chadakori | Chadakori | 100 | 06°13’09’’ | 13°41’05’’ |
| 4 | Lutte contre *Sida cordifolia* | Guidan Roumdji | Chadakori | Guidan Jibbi | 50 | 06°52'31” | 13°52'10'' |
| 5 | Lutte contre *Sida cordifolia* | Guidan Roumdji | Chadakori | Guidan Tanko | 50 | 06°53'27” | 13°52'40'' |
| 6 | Lutte contre *Sida cordifolia* | Guidan Roumdji | Chadakori | Tamroro | 100 | 07°02’55’’ | 13°43’04’’ |
| 7 | Lutte contre *Sida cordifolia* | Guidan Roumdji | Chadakori | Maikarfi | 150 | 06°53'45” | 13°46'48'' |
| 8 | Lutte contre *Sida cordifolia* | Guidan Roumdji | Chadakori | Batafadoua 1 | 100 | 06°44’39’’ | 13°43’04’’ |
| 9 | Lutte contre *Sida cordifolia* | Dakoro | Sabon Machi | Magagin koré | 100 | 07°05’20’’ | 13°47’25’’ |
| 10 | Lutte contre *Sida cordifolia* | Dakoro | Sabon Machi | Dan Moa | 100 | 07°04’03’’ | 13°53’07’’ |
| 11 | Lutte contre *Sida cordifolia* | Dakoro | Sabon Machi | Tchéton rai | 100 | 07°01’07’’ | 13°51’49’’ |
| 12 | Lutte contre *Sida cordifolia* | Dakoro | Sabon Machi | Dan dasseye | 70 | 06°53’21’’ | 13°54’42’’ |
|  | **Sous Total Lutte contre *Sida cordifolia*** |  |  |  | **1220** |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Localisation des sites lot 7** | | | | | | | |
| **N°** | **Désignation de l’activité** | **Département** | **Communes** | **Villages / Sites** | **Superficies (ha)** | **Coordonnées** | |
|  |  |
| 1 | Restauration des aires de pâturage | Konni | Birni N’Konni | Dabaguin Zata | 100 | 13°55’18,8’’ | 05°05’02,2’’ |
| 2 | Restauration des aires de pâturage | Konni | Birni N’Konni | fakon Béla (Kalmalo) | 100 | 13°46’01.7’’ | 05°14’26.7’’ |
| 3 | Restauration des aires de pâturage | Konni | Birni N’Konni | Dabaguin Tchérassa | 150 | 13°51’55,8’’ | 05°18’28,7’’ |
| 4 | Restauration des aires de pâturage | Konni | Tsernaoua | Tounga Gabass-Kakou | 100 | 02°43’43,6’’ | 13°18’22,4’’ |
| 5 | Restauration des aires de pâturage | Konni | Tsernaoua | Allela Guidan Saadou | 100 | 02°72 '576” | 13°35 ' 814'' |
| 6 | Restauration des aires de pâturage | Konni | Tsernaoua | Dabagaoua | 100 | 02°75' 955” | 13°30' 565'' |
| 7 | Restauration des aires de pâturage | Konni | Tsernaoua | Mozagué | 150 | 02°70 ' 19.7” | 13°32'60.9'' |
| 8 | Restauration des aires de pâturage | Malbaza | Doguéraoua | Bagarounai de Allokoto | 100 | 14°13’17.4’’ | 05°35’07.9’ |
| 9 | Restauration des aires de pâturage | Malbaza | Doguéraoua | Tounkourawa | 100 | 14°02’26.92’’ | 05°35’47.55’’ |
| 10 | Restauration des aires de pâturage | Malbaza | Doguéraoua | Kara-Kara | 100 | 13°59’09.51’’ | 05°35’22.56’’ |
| 11 | Restauration des aires de pâturage | Malbaza | Doguéraoua | Tsaidawa | 100 | 13°53’44.1’’ | 05°40’02,6’’ |
| 12 | Restauration des aires de pâturage | Malbaza | Doguéraoua | Guidan Miko | 100 | 14°00’08.2’’ | 05°40’38,8’’ |
| 13 | Restauration des aires de pâturage | Malbaza | Doguéraoua | Dabaguin Soutoura | 100 | 14°06’32,76’’ | 05°40’16,5’’ |
| 14 | Restauration des aires de pâturage | Malbaza | Doguéraoua | Dabaguin Ango | 100 | 13°56’30,9’’ | 05°40’30,1’’ |
|  | **Sous total terres partorales** |  |  |  | **1500** |  |  |
| 1 | Récupération des terres agricoles | Konni | Birni N’Konni | Site de Guidan Zaroumai | 100 | 13°52’41,8’’ | 05°13’50,3’’ |
| 2 | Récupération des terres agricoles | Konni | Birni N’Konni | Wanké Sarékou Folakam | 100 | 13°59’39.6’’ | 05°04’33.2’’ |
| 3 | Récupération des terres agricoles | Malbaza | Malbaza | Ifrikawane | 150 | 14°09’7’’ | 05°35’58,6’’ |
| 4 | Récupération des terres agricoles | Malbaza | Malbaza | Site de Kahé Damé | 100 | 14°07’55,8’’ | 005°26’32,9’ |
| 5 | Récupération des terres agricoles | Malbaza | Malbaza | Tchouroutt | 150 | 14°11’31,2’’ | 05°26’34,3’’ |
| 6 | Récupération des terres agricoles | Malbaza | Doguéraoua | Guidan Kara | 100 | 14°10’48.30’’ | 05°35’01.4’’ |
| 7 | Récupération des terres agricoles | Malbaza | Doguéraoua | Guidan Ahinguini | 100 | 14°05’49.2’’ | 05°42’25.7’’ |
| 8 | Récupération des terres agricoles | Malbaza | Doguéraoua | Allokoto | 100 | 14°13’19.9’’ ’ | 05°36’21.9’ |
| 9 | Récupération des terres agricoles | Malbaza | Doguéraoua | Plateau de Doutchin Mata | 100 | 13°56’17,2’’ | 05°32’45’’ |
|  | **Sous total terres agricoles** |  |  |  | **1000** |  |  |
|  | **Lutte contre les plantes envahissantes** |  |  |  |  |  |  |
| 1 | Faucardage de la mare | Konni | Birni N’Konni | Mare de Dossey | 50 | 13°53’24.0’’ | 05°11’22.1’’ |
| 2 | Faucardage de la mare | Konni | Birni N’Konni | Mare de Folakam | 50 | 14°00’29.4’’ | 05°06’59.8’’ |
| 3 | Faucardage de la mare | Konni | Birni N’Konni | Koren Boussaou de Zata | 50 | 13°55’46,2’’ | 05°03’43,6’’ |
| 4 | Restauration des aires de pâturage | Konni | Tsernaoua | Tounga Gabass-Kakou | 100 | 13,929539 | 5,356171 |
| 5 | Restauration des aires de pâturage | Konni | Tsernaoua | Allela Guidan Saadou | 50 | 13,984067 | 5,348644 |
| 6 | Restauration des aires de pâturage | Konni | Tsernaoua | Dabagaoua | 100 |  |  |
| 7 | Restauration des aires de pâturage | Konni | Tsernaoua | Mozagué | 100 | 13,8653 | 5,460423 |
|  | **Sous total aires de pâturage** |  |  |  | **500** |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Localisation des sites lot 8** | | | | | | | |
| **N°** | **Désignation** | **Département** | **Communes** | **Villages / Sites** | **Superficies (ha)** | **Coordonnées** | |
| **Longitude** | **Latitude** |
| 1 | Récupération des terres pastorales | Kollo | Kouré | Doudo | 100 | E 002°37’15,4’’ | N 13°12’58,2’’ |
| 2 | Récupération des terres pastorales | Kollo | Kouré | Sina Koira | 100 | E : 002 39 745 | N : 13 15 715 |
| 3 | Récupération des terres pastorales | Kollo | Kouré | Boulakoira tégui | 100 | E :02°47’24,3’’ | N : 13°19’39,7’ |
| 4 | Récupération des terres pastorales | Kollo | Kouré | N'Gamdey | 100 | E : 02°43’43,6’’ | N :13°18’22,4’’ |
| 5 | Récupération des terres pastorales | Kollo | Kouré | Kokorbé | 100 | E : 02°72 '576” | N :13°35 ' 814'' |
| 6 | Récupération des terres pastorales | Kollo | Kouré | Ahamandey | 100 | E :02°75' 955” | N :13°30' 565'' |
| 7 | Récupération des terres pastorales | Kollo | Kouré | Tollo | 100 | E :02°70 ' 197” | N :13°32'609'' |
| 8 | Récupération des terres pastorales | Kollo | Kouré | Sourgougou | 100 | E: 02°40’ 531’’ | N : 13°19’ 372’’ |
| 9 | Récupération des terres pastorales | Kollo | Kouré | Baboussaye | 50 |  |  |
| 10 | Récupération des terres pastorales | Kollo | Kouré | Dallohi | 50 | E :02°60'903’’ | N : 13°43'962’’ |
| 11 | Récupération des terres pastorales | Kollo | Kouré | Dey Tagui Gorou | 100 |  |  |
|  | **Sous Total terres pastorales** |  |  |  | **1000** |  |  |
| 13 | Récupération des terres agricoles | Kollo | Kouré | Baritouri | 100 |  |  |
| 14 | Récupération des terres agricoles | Kollo | Kouré | Gassangourgne | 100 | E : 02°51' 175” | N :13°50' 910'' |
| 15 | Récupération des terres agricoles | Kollo | Kouré | Diribangou | 100 | E 002°33’00’ | N 13°24’55’’ |
| 16 | Récupération des terres agricoles | Kollo | Kouré | Kouré Zarma | 150 | E : 002 39 079 | N : 13 18 006 |
| 17 | Récupération des terres agricoles | Kollo | Kouré | Karabédji Zarma | 50 | E : 02° 31' 06'' | E : 02° 31' 06'' |
| 18 | Récupération des terres agricoles | Kollo | Kouré | Kokoirey Peul | 50 | E :02 °26' 26'' | N :13° 23' 44” |
| 19 | Récupération des terres agricoles | Kollo | Kouré | Kokoirey Zarma | 50 | E :02 °27' 22'' | N :13° 24' 32” |
| 20 | Récupération des terres agricoles | Kollo | Kouré | Diabati Peul | 50 | E :02 °29' 45'' | N :13° 24' 12” |
| 21 | Récupération des terres agricoles | Kollo | Kouré | Diabati Zarma | 50 | E :02 °29' 45'' | N :13° 24' 12” |
| 22 | Récupération des terres agricoles | Kollo | Kouré | Yelouma | 50 | E 02 ° 30 ' 39'' | N 13° 22 ' 29” |
| 23 | Récupération des terres agricoles | Kollo | N'Dounga |  | 250 |  |  |
|  | **Sous Total terres pastorales** |  |  |  | **1000** |  |  |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Régénération Naturelle Assistée** | | | | | |
| **RNA Lot 5 Dosso** | | | | | |
| 1 | RNA | Dosso | Karki Bangou | 5000 | 5000 |
| 2 | RNA | Dosso | Mokko | 2000 | 2000 |
| 3 | RNA | Dosso | Tombo Koirey I | 3000 | 3000 |
| 4 | RNA | Dosso | Tombo Koirey II | 3000 | 3000 |
| 5 | RNA | Dosso | Tessa | 2000 | 2000 |
|  | S**ous total sites RNA** |  |  | **15000** | **15000** |
| **RNA Lot 6 Maradi** | | | | | |
| 1 | RNA | Guidan Roumdji | Guidan Roumdji | 4500 | 4500 |
| 2 | RNA | Guidan Roumdji | Chadakori | 3500 | 3500 |
| 3 | RNA | Dakoro | Sabon Machi | 3500 | 3500 |
| 4 | RNA | Dakoro | Dan Goulbi | 3500 | 3500 |
|  | S**ous total sites RNA** |  |  | **15000** | **15000** |
| **RNA Lot 7 Tahoua** | | | | | |
| 1 | RNA | Konni | Konni | 2500 | 2500 |
| 2 | RNA | Konni | Tsernaoua | 2500 | 2500 |
| 3 | RNA | Malbaza | Malbaza | 2500 | 2500 |
| 4 | RNA | Malbaza | Dogaraoua | 2500 | 2500 |
|  | S**ous total sites RNA** |  |  | **10000** | **10000** |
| **RNA Lot 8 Tillabéry** | | | | | |
| 1 | RNA | Kollo | N'Dounga | 2000 | 2000 |
| 2 | RNA | Kollo | Liboré | 2000 | 2000 |
| 3 | RNA | Kollo | Kouré | 6000 | 6000 |
|  | **Sous total RNA** |  |  | **10000** | **10000** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lot 9 Appui à l'intensification agricole dans la région de Dosso** | | | | | |
| **N°** | **Désignation de l’activité** | **Département** | **Communes** | **Quantités** | **Superficies (ha)** |
|
| 1 | Appui conseil agricole (Kit) | Dosso | Karki Bangou | 700 | 350 |
| 2 | Appui conseil agricole (Kit) | Dosso | Mokko | 650 | 325 |
| 3 | Appui conseil agricole (Kit) | Dosso | Tombo Koirey I | 700 | 350 |
| 4 | Appui conseil agricole (Kit) | Dosso | Tombo Koirey II | 700 | 350 |
| 5 | Appui conseil agricole (Kit) | Dosso | Tessa | 750 | 375 |
|  | **Sous total appui conseil** |  |  | **3500** | **1750** |
| 1 | Kit petits ruminants | Dosso | Karki Bangou | 700 | NA |
| 2 | Kit petits ruminants | Dosso | Mokko | 650 |  |
| 3 | Kit petits ruminants | Dosso | Tombo Koirey I | 700 |  |
| 4 | Kit petits ruminants | Dosso | Tombo Koirey II | 700 |  |
| 5 | Kit petits ruminants | Dosso | Tessa | 750 |  |
|  | **Sous total Kits petits ruminants** |  |  | **3500** | **0** |
| 1 | Champs écoles | Dosso | Karki Bangou | 20 | 20 |
| 2 | Champs écoles | Dosso | Mokko | 10 | 10 |
| 3 | Champs écoles | Dosso | Tombo Koirey I | 16 | 16 |
| 4 | Champs écoles | Dosso | Tombo Koirey II | 16 | 16 |
| 5 | Champs écoles | Dosso | Tessa | 18 | 18 |
|  | **Sous total champs écoles** |  |  | **80** | **80** |
| 1 | Sites maraichers | Dosso | Karki Bangou | 15 | 35 |
| 2 | Sites maraichers | Dosso | Mokko | 1 | 5 |
| 3 | Sites maraichers | Dosso | Tombo Koirey I | 4 | 30 |
| 4 | Sites maraichers | Dosso | Tombo Koirey II | 4 | 30 |
| 5 | Sites maraichers | Dosso | Tessa | 12 | 20 |
|  | S**ous total sites maraichers** |  |  | **36** | **120** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lot 10 Appui à l'intensification agricole dans la région de Maradi** | | | | | |
| **N°** | **Désignation de l’activité** | **Département** | **Communes** | **Quantités** | **Superficies (ha)** |
|
| 1 | Appui conseil agricole (Kit) | Dosso | Guidan Roumdji | 300 | 350 |
| 2 | Appui conseil agricole (Kit) |  | Chadakori | 300 | 325 |
| 3 | Appui conseil agricole (Kit) |  | Sabon Machi | 400 | 350 |
| 4 | Appui conseil agricole (Kit) |  | Dans Goulbi | 500 | 350 |
|  | **Sous total appui conseil** |  |  | **1500** | **1375** |
| 1 | Kit petits ruminants |  | Guidan Roumdji | 400 | NA |
| 2 | Kit petits ruminants |  | Chadakori | 400 |  |
| 3 | Kit petits ruminants |  | Sabon Machi | 500 |  |
| 4 | Kit petits ruminants |  | Dans Goulbi | 700 |  |
|  | **Sous total Kits petits ruminants** |  |  | **2000** |  |
| 1 | Champs écoles |  | Guidan Roumdji | 25 | 25 |
| 2 | Champs écoles |  | Chadakori | 15 | 15 |
| 3 | Champs écoles |  | Sabon Machi | 20 | 20 |
| 4 | Champs écoles |  | Dans Goulbi | 20 | 20 |
|  | **Sous total champs écoles** |  |  | **80** | **80** |
| 1 | Sites maraichers |  | Guidan Roumdji | 9 | 30 |
| 2 | Sites maraichers |  | Chadakori | 3 | 25 |
| 3 | Sites maraichers |  | Sabon Machi | 6 | 20 |
| 4 | Sites maraichers |  | Dans Goulbi | 5 | 25 |
|  | S**ous total sites maraichers** |  |  | **23** | **100** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lot 11 Appui à l'intensification agricole dans la région de Tahoua** | | | | | |
| **N°** | **Désignation de l’activité** | **Département** | **Communes** | **Quantités** | **Superficies (ha)** |
|
| 1 | Appui conseil agricole (Kit) | Konni | Konni | 500 | 250 |
| 2 | Appui conseil agricole (Kit) | Konni | Tsernaoua | 500 | 250 |
| 3 | Appui conseil agricole (Kit) | Malbaza | Malbaza | 500 | 250 |
| 4 | Appui conseil agricole (Kit) | Malbaza | Dogaraoua | 500 | 250 |
|  | **Sous total appui conseil** |  |  | **2000** | **1000** |
| 1 | Kit petits ruminants | Konni | Konni | 500 | NA |
| 2 | Kit petits ruminants | Konni | Tsernaoua | 500 |  |
| 3 | Kit petits ruminants | Malbaza | Malbaza | 500 |  |
| 5 | Kit petits ruminants | Malbaza | Dogaraoua | 500 |  |
|  | **Sous total Kits petits ruminants** |  |  | **2000** | **0** |
| 1 | Champs écoles | Konni | Konni | 15 | 15 |
| 2 | Champs écoles | Konni | Tsernaoua | 10 | 10 |
| 3 | Champs écoles | Malbaza | Malbaza | 15 | 15 |
| 4 | Champs écoles | Malbaza | Dogaraoua | 20 | 20 |
|  | **Sous total champs écoles** |  |  | **60** | **60** |
| 1 | Sites maraichers | Konni | Konni | 4 | 30 |
| 2 | Sites maraichers | Konni | Tsernaoua | 2 | 11 |
| 3 | Sites maraichers | Malbaza | Malbaza | 2 | 30 |
| 4 | Sites maraichers | Malbaza | Dogaraoua | 6 | 29 |
|  | S**ous total sites maraichers** |  |  | **14** | **100** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lot 12 Appui à l'intensification agricole dans la région de Tillabery** | | | | | |
| **N°** | **Désignation de l’activité** | **Département** | **Communes** | **Quantités** | **Superficies (ha)** |
|
| 1 | Appui conseil agricole (Kit) | Kollo | N'Dounga | 250 | 125 |
| 2 | Appui conseil agricole (Kit) | Kollo | Liboré | 250 | 125 |
| 3 | Appui conseil agricole (Kit) | Kollo | Kouré | 500 | 250 |
|  | **Sous total appui conseil** |  |  | **1000** | **500** |
| 1 | Kit petits ruminants | Kollo | N'Dounga | 600 | NA |
| 2 | Kit petits ruminants | Kollo | Liboré | 600 |  |
| 3 | Kit petits ruminants | Kollo | Kouré | 800 |  |
|  | **Sous total Kits petits ruminants** |  |  | **2000** | **0** |
| 1 | Champs écoles | Kollo | N'Dounga | 12 | 12 |
| 2 | Champs écoles | Kollo | Liboré | 12 | 12 |
| 3 | Champs écoles | Kollo | Kouré | 16 | 16 |
|  | **Sous total champs écoles** |  |  | **40** | **40** |
| 1 | Sites maraichers | Kollo | N'Dounga | 7 | 35 |
| 2 | Sites maraichers | Kollo | Liboré | 7 | 40 |
| 3 | Sites maraichers | Kollo | Kouré | 6 | 25 |
|  | S**ous total sites maraichers** |  |  | **20** | **100** |

**PARTIE 3:**

# CONDITIONS DU CONTRAT ET FORMULAIRES CONTRACTUELS

|  |
| --- |
| 1. Conditions Générales du Contrat |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. **Définitions** | 1.1 Les termes en majuscules utilisés dans le présent Contrat et qui n’ont pas été autrement définis, ont le sens qui leur est attribué dans le Compact ou autre document connexe. A moins que le contexte ne l’exige autrement, chaque fois qu’ils sont utilisés dans le présent Contrat, les termes suivants ont le sens qui leur est attribué ci-dessous :   1. « Droit applicable » a la signification qui lui est attribuée **dans les CPC.** 2. « Offre » désigne l'offre pour la fourniture de Services autres que Services de Conseil, soumise par le Prestataire de Services et acceptée par l'Acheteur et qui fait partie intégrante du présent Contrat. 3. « Dossier d’Appel d’offres » a la signification donnée à ce terme **dans les CPC**. 4. « Compact » a la signification donnée à ce terme dans le préambule de l’Accord contractuel. 5. « Achèvement » désigne l’exécution des Services par le Prestataire de Services conformément aux conditions énoncées dans le présent Contrat. 6. « Date d’achèvement » désigne la date d'achèvement des Services par le Prestataire de Services telle qu’approuvée par l'Acheteur. 7. « Contrat » désigne le contrat passé entre l’Acheteur et le Prestataire de services, pour fournir des Services, et comprend les documents énumérés à la Sous-clause 2.6 des CGC, tels qu’ils pourraient être amendés, modifiés, ou complétés à l’occasion conformément aux clauses du présent Contrat. 8. « Prix contractuel » désigne le prix à payer pour la fourniture des Services, conformément à la Sous-clause 15.1 des CGC. 9. « Jour » désigne un jour calendaire. 10. « Défaut » désigne toute partie des services n’ayant pas été fournie conformément à l'Annexe B: Description des services et stipulations du présent Contrat. 11. « Période de garantie contre les défauts » désigne la période calculée à partir de la date d'achèvement pendant laquelle le Prestataire de services est responsable de corriger les défauts. 12. « Pays éligibles » a la signification donnée à ce terme dans la sous-clause 7.1 ». 13. « Normes de Performance de l’IFC » désigne les normes de performance de la Société Financière Internationale (International Finance Corporation) en matière de durabilité sociale et environnementale. 14. « Lieu » désigne le (s) lieu (x) où les Services doivent être fournis, comme indiqué à l’annexe B: Description des services. 15. « CGC » désigne les Conditions Générales du Contrat ». 16. « Gouvernement » a la signification qui lui est attribuée dans le préambule du présent Contrat. 17. « Pays MCA » a la signification qui lui est attribuée **dans les CPC**. 18. « MCC » a la signification donnée à ce terme dans le préambule du présent Contrat. 19. « Financement MCC » a la signification donnée à ce terme dans le préambule du présent Contrat ». 20. « Directives de passation des marchés du programme de MCC » désigne les Directives de passation des marchés du programme de MCC publiées sur le site Web de MCC, telles qu’amendées à l’occasion. 21. « Notification de l’attribution du Contrat » désigne l'avis envoyé par l'Acheteur au Prestataire de services, l’avisant que son Offre a été retenue et acceptée, et faisant partie intégrante du présent Contrat. 22. « Partie » désigne l’Acheteur ou le Prestataire de services, selon le cas, et « Parties » signifie l’Acheteur ou le Prestataire de services. 23. « Personnel » désigne les personnes engagées par le Prestataire de services ou par un Sous-traitant en tant qu'employés et affectées à l'exécution des Services ou d’une partie des Services. 24. « Acheteur » ou « Entité MCA » a la signification qui est donné à ce terme **dans les CPC**. 25. « CPC » désigne les Conditions Particulières du Contrat qui permettent de modifier ou de compléter les CGC. 26. « Services » ou « Services autres que Services de Conseil » désigne les activités que le Prestataire de services doit exécuter conformément au présent Contrat, comme décrit à l’Annexe B : Description des services. 27. « Prestataire de services » désigne l’entité qui fournit les Services à l’Acheteur conformément aux stipulations du Contrat. 28. « Sous-traitant » désigne toute personne physique ou morale à laquelle le Prestataire de services sous-traite une partie des Biens à fournir ou l’exécution d’une partie des Services conformément aux termes et conditions du présent Contrat. 29. « Maître de l’Ouvrage Délégué » désigne l'entité désignée par l'Acheteur pour agir en tant que superviseur aux fins du Contrat pour fournir des instructions au Prestataire de services, pour examiner et approuver les documents et les aspects du travail du Prestataire de services, et pour surveiller la performance des Services, tous comme décrit plus en détail dans l’Annexe B : Descriptions des Services. 30. « Bordereau des Prix et détail quantitatif et estimatif » désigne le Bordereau des Prix et détail quantitatif et estimatif tarifé et complété faisant partie de l’Offre. 31. « Impôt » et « Impôts » a le sens conféré à ce terme dans le Compact ou tout autre accord connexe. 32. « Traite des personnes » a le sens qui lui est attribué à la Clause 32 des CGC. |
| 1. **Interpréta-tion**   **Contrat formant un tout**  **Amendement**  **Renonciation, abstention, etc.**  **Indivisibilité**    **Documents faisant partie intégrante du présent Contrat** | * 1. Pour interpréter ce Contrat, sauf indication contraire :  1. « confirmation » désigne confirmation par écrit; 2. « par écrit » signifie qui a été communiqué sous forme écrite (par exemple, par la poste, par courriel ou par télécopie) et livré avec accusé de réception ; 3. à moins que le contexte ne l’exige autrement, les termes mentionnés au singulier comprennent également le pluriel et vice versa ; 4. le féminin comprend le masculin et vice versa ; et 5. les titres ne sont donnés qu’à titre de référence et ne limitent, n’altèrent en rien ou n’affectent nullement la signification des stipulations du présent Contrat.    1. Le présent Contrat constitue l'intégralité de l'Accord conclu entre l'Acheteur et le Prestataire de services et remplace toutes communications, négociations et tout accord (écrits ou verbaux) qui auraient eu lieu entre les Parties avant la date du présent Contrat. Aucun agent ou représentant des Parties ne peut faire de déclaration, promesse ou accord qui n’est pas prévu dans le présent Contrat, et aucune des Parties n’est liée ou responsable par une déclaration, promesse ou par un quelconque accord non prévu dans le présent Contrat.    2. Les stipulations suivantes s’appliquent à tout amendement ou toute modification du présent Contrat ;       1. Toute modification ou variation des termes et conditions du présent Contrat se fait par écrit, doit être datée, faire expressément référence au présent Contrat et doit être signée par un représentant dûment autorisé de chaque Partie au présent Contrat.       2. L’approbation écrite préalable de MCC est nécessaire dans le cas de toute modification ou variation introduite au présent Contrat qui: (i) augmente la valeur initiale du Contrat de plus de dix pour cent (10%) ou de trois pour cent (3%) par la suite, ou (ii) prolonge la durée initiale du Contrat de vingt-cinq pour cent (25%) ou plus.    3. Les stipulations suivantes s'appliquent à toute renonciation, abstention ou tout acte similaire entrepris en vertu du présent Contrat.       1. La renonciation aux droits, pouvoirs ou recours de l’une des Parties ou de MCC en vertu du présent Contrat doit être faite par écrit, doit être datée et signée par un représentant autorisé de la Partie (ou de MCC) qui accorde cette renonciation, et doit préciser les conditions dans lesquelles la renonciation est accordée.       2. Aucune relaxe, abstention, retard ou indulgence de l’une des Parties ou de MCC, selon le cas, dans l’application des termes et conditions du présent Contrat ou l’octroi d’un délai supplémentaire par l’une des Parties ou par MCC, n’affecte ou ne limite les droits de cette Partie ou de MCC en vertu du présent Contrat. De même, la renonciation par l'une des Parties ou par MCC à exercer un recours contre une violation du présent Contrat ne peut être interprétée comme une renonciation à exercer un recours contre une violation ultérieure ou continue du présent Contrat.    4. L’invalidité ou le caractère inexécutoire d’une stipulation ou condition du présent Contrat n’affecte pas la validité ou le caractère exécutoire des autres stipulations et conditions du présent Contrat.    5. Les documents suivants font partie intégrante du présent Contrat et doivent être interprétés dans l'ordre de priorité suivant :       1. le Contrat comprenant le préambule et les autres clauses énoncées immédiatement avant les CGC, y compris les signatures de l'Acheteur et du Prestataire de services ;       2. les CPC et l’Annexe A du présent Contrat ;       3. les CGC ;       4. la Notification d’attribution du Contrat ;       5. l’Offre du Prestataire de services ;       6. l’Annexe B : Description des services ;       7. l’Annexe C : le Personnel clé du Prestataire de services ;       8. l’Annexe D : le Bordereau des Prix ; et       9. tout autre document **énuméré dans les CPC** comme faisant partie intégrante du présent Contrat. |
| 1. **Fraude et corruption**   **Mesures à prendre** | * + 1. MCC exige de tous les bénéficiaires du Financement MCC, y compris de l’Entité MCA, des soumissionnaires, prestataires de services, fournisseurs, entrepreneurs, sous-traitants, consultants et sous-consultants au titre de tout contrat financé par MCC, le respect des normes d’éthique les plus strictes lors de la passation des marchés et de l’exécution desdits contrats.   La politique de MCC en matière de prévention et de détection de la fraude et de la corruption, et de lutte contre ces pratiques dans les opérations de MCC (« Politique Anti-Fraude et Anti-corruption de MCC ») s’applique à tous les contrats et procédures de passation de marché impliquant un Financement par MCC. Ladite Politique est disponible sur le site web de MCC. La Politique AFC de MCC exige des sociétés et entités bénéficiant de fonds de MCC de reconnaître avoir pris connaissance de la Politique AFC de MCC et de certifier à l’Entité MCA avoir des engagements et procédures acceptables en place pour faire face aux risques de fraude et de corruption.  Toute entité qui se voit attribuer (y compris, à titre indicatif et non limitatif, des contrats et des subventions) un Financement MCC d’une valeur de plus de 500 000 Dollars US, doit certifier qu’elle adoptera et mettra en place un code d’éthique et de conduite des affaires dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant l’attribution du Contrat. Ladite entité doit également inclure la teneur de cette clause dans les accords de sous-traitance d’une valeur de plus de 500 000 Dollars US. Les informations relatives à la mise en place d’un code d’éthique et de conduite des affaires peuvent être obtenues auprès de nombreuses sources, y compris, à titre indicatif et non limitatif, sur les sites web suivants:  <http://www.oecd.org/corruption>;  <http://cctrends.cipe.org>  Aux fins du présent Contrat, les expressions ci-dessous sont définies de la manière suivante, et sont parfois désignés collectivement dans le présent Contrat comme « Fraude et Corruption » :  «***coercition*** » signifie porter atteinte ou nuire, ou menacer de porter atteinte ou de nuire, directement ou indirectement, à une partie ou à la propriété d’une partie, ou influencer indûment les actions d’une partie dans le cadre de la mise en œuvre de tout contrat financé, en totalité ou en partie, par un Financement MCC, y compris les mesures prises dans le cadre d’une procédure de passation de marchés ou de l’exécution d’un contrat ;  « *c****ollusion*** » désigne un accord tacite ou explicite entre au moins deux parties visant à se livrer à une pratique coercitive, entachée de corruption, à se livrer à une pratique de coercition, corruption, fraude, obstruction d’enquêtes sur des allégations de fraude ou de corruption ou à une pratique interdite, y compris tout accord visant à fixer, stabiliser, augmenter, baisser ou manipuler des prix, ou à priver par ailleurs l’Entité MCA des avantages d’une concurrence libre et ouverte ;  « ***corruption*** » désigne l’offre, le don, la réception ou la sollicitation, directement ou indirectement, de toute chose de valeur pour influencer indûment les actions d’un agent public, du personnel de l’Entité MCA, du personnel de MCC, des consultants ou des employés d’autres entités participant à des activités financées, en totalité ou en partie par MCC, y compris lorsque lesdites activités ont trait à la prise de décision ou à l’examen de décisions, à d’autres mesures de gestion du processus de sélection, à l’exécution d’un marché public ou au versement de tout paiement à un tiers dans le cadre d’un contrat ou en vue de l’exécution d’un contrat ;  «***fraude*** » désigne tout acte ou toute omission, y compris toute déclaration qui, volontairement ou par négligence, induit ou tente d’induire en erreur une partie afin d’obtenir un avantage financier ou autre dans le cadre de la mise en œuvre d’un contrat financé en totalité ou en partie par MCC, y compris tout acte ou toute omission visant à influencer (ou tenter d’influencer) un processus de sélection ou l’exécution d’un contrat, ou à se soustraire (ou tenter de se soustraire) à une obligation ;  ***« obstruction d’enquête sur des allégations de fraude ou de corruption*** » désigne tout acte entrepris dans le cadre de la mise en œuvre d’un contrat financé en totalité ou en partie par MCC : (a) qui cause la destruction, la falsification, l’altération ou la dissimulation délibérées de preuves ou qui consiste en de fausses déclarations à des enquêteurs ou autres agents publics dans le but d’entraver une enquête sur des allégations de coercition, de corruption, de fraude, ou de pratiques interdites ; (b) qui menace, harcèle ou intimide une partie pour l’empêcher soit de divulguer sa connaissance d’informations pertinentes en rapport avec une enquête ou soit de poursuivre l’enquête ; et/ou (c) qui vise à empêcher la réalisation d’une inspection et/ou l’exercice des droits de vérification de MCC et/ou du Bureau de l’inspecteur général responsable pour le compte de MCC, tels que prévus au Compact, en vertu d’un programme seuil ou d’accords connexes ; et  ***«*** ***pratiques interdites*** » désigne tout acte en violation de la section E (respect de la loi sur la lutte contre la corruption) de la section F (respect de la loi sur la lutte contre le blanchiment de fonds) et de la section G (respect de la loi sur la lutte contre le financement du terrorisme et autres restrictions) de l’Annexe A (Stipulations complémentaires).   * + 1. MCC peut annuler toute partie du financement MCC alloué au Contrat si elle établit qu’un agent d’un bénéficiaire du Financement MCC s’est livré à des activités de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, d’obstruction d’enquêtes sur des allégations de fraude ou de corruption, ou à des pratiques interdites au cours du processus de sélection ou d’exécution d’un contrat financé par MCC, sans que l’Entité MCA ait pris à temps et à la satisfaction de MCC les mesures appropriées pour remédier à la situation.     2. MCC ou l’Acheteur peuvent prendre des sanctions à l’encontre du Prestataire de services, y compris exclure le Prestataire de services indéfiniment ou pour une période déterminée, de toute attribution de contrats financés par MCC si MCC ou l’Entité MCA établit, à un moment quelconque, que le Prestataire de services s’est livré, directement ou par l’intermédiaire d’un agent, à des activités de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, d’obstruction d’enquêtes sur des allégations de fraude ou de corruption, ou à des pratiques interdites en vue de l’obtention ou au cours de l’exécution du Contrat ou de tout autre contrat financé par MCC.     3. Si MCC ou l’Acheteur établit que le Prestataire de services, le sous-traitant, un de leurs employés, agents ou affiliés, s’est livré à des activités de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, d’obstruction d’enquêtes sur des allégations de fraude ou de corruption, ou à des pratiques interdites en vue de l’obtention ou au cours de l’exécution du Contrat, MCC ou l’Acheteur pourra en vertu d’un préavis immédiatement résilier le Contrat du Prestataire de services conformément aux stipulations du présent Contrat et conformément aux stipulations de la clause 30 des CGC. |
| 1. **Commissions et primes** 2. **Droit applicable et langue du Contrat** | 4.1 Le Prestataire de services communique les renseignements sur les commissions et primes payées ou devant être payées à des agents, représentants, ou commissionnaires en rapport avec le processus de sélection ou l’exécution du présent Contrat. Les renseignements communiqués doivent comprendre au moins le nom et l’adresse de l’agent, représentant ou commissionnaire, le montant, la monnaie, et l’objet de la commission ou des primes.µ  5.1 Le présent Contrat, sa signification, son interprétation et les relations entre les parties seront soumis au Droit applicable.  5.2 Le présent Contrat a été signé dans la ou les langues **visé(es) aux CPC.** Si le Contrat est signé à la fois en anglais et dans une autre langue, la version anglaise fera foi et sera la langue de prédilection pour toutes les questions relatives à la signification et à l’interprétation du présent Contrat. |
| 1. **Association** | * 1. Si le Prestataire de services est une co-entreprise ou autre association composée de plusieurs personnes ou entités, tous les membres de cette co-entreprise ou association sont conjointement et solidairement responsables envers l'Acheteur de l’observation des stipulations du présent Contrat, et désignent le membre **indiqué dans les** **CPC** pour agir en leur nom et exercer tous les droits et obligations du Prestataire de services envers l'Acheteur au titre du présent Contrat, y compris, à titre descriptif et non pas restrictif, à recevoir les instructions et percevoir les paiements effectués par l’Acheteur. La composition ou la constitution de la co-entreprise ou autre association ne peut être modifiée sans l’approbation écrite préalable de l'Acheteur. |
| 1. **Eligibilité** 2. **Communi-cations** 3. **Règlement des différends** 4. **Etendue des services** 5. **Norme de performance** 6. **Conflit d’intérêts** 7. **Fourniture de Services** | 7.1 Le Prestataire de services et ses sous-traitants devront avoir en permanence, tout au long de la durée du présent Contrat, la nationalité d'un pays ou d'un territoire éligible, conformément aux stipulations du Compact, aux Directives sur la Passation des marchés du Programme de MCC et à l'Annexe A du présent Contrat («pays éligibles»). Le Prestataire de services ou un Sous-traitant est réputé avoir la nationalité d'un pays s'il est citoyen ou s’il est constitué ou enregistré et exerce ses activités conformément aux lois en vigueur de ce pays.  7.2 Les services à fournir au titre du présent Contrat et financés par le Compact doivent provenir d’un pays éligible.  7.3 Aux fins de la présente Clause 7 des CGC, « origine » désigne le lieu à partir duquel les services sont fournis.  8.1 Toute notification, demande ou approbation devant ou pouvant être adressée en vertu du présent Contrat devra l’être sous forme écrite. Sous réserve du respect du droit applicable, toute notification, demande ou approbation est réputée sera considérée comme ayant été adressée ou donnée lorsqu’elle aura été transmise en personne à un représentant autorisé de la Partie à laquelle cette communication aura été envoyée à l’adresse **indiquée dans les** **CPC**, ou envoyée par télécopie confirmée ou courriel confirmé à cette Partie, si, dans l’un ou dans l’autre cas, l’envoi a lieu pendant les heures normales de bureau de la Partie destinataire.  8.2 Une Partie peut modifier son nom ou l’adresse où lui seront effectuées les notifications conformément au présent Contrat par notification de l’autre Partie dudit changement par avis envoyé à l’adresse **indiquée dans les CPC**.  9.1 Les Parties feront de leur mieux pour régler à l’amiable les différends qui pourraient surgir de l’exécution ou de l’interprétation du présent Contrat.  9.2 Tout différend ou litige conformément à la Sous-clause 9.1 des CGC qui ne pourrait pas être réglé à l’amiable dans les trente (30) jours suivant la réception par l’une des Parties de la demande par l’autre Partie d’un règlement à l’amiable, peut être soumis à un règlement par l’une ou l’autre des Parties conformément aux stipulations **prévues dans les CPC.**  10.1 Les Services à fournir sont spécifiés à l’Annexe B : Description des Services.  10.2 Sauf stipulation contraire prévue dans le présent Contrat, les Services doivent inclure toute activité non spécifiquement mentionnée dans le présent Contrat, mais qui peut raisonnablement être déduite du présent Contrat comme étant nécessaire à la réalisation des Services comme si ces activités étaient expressément mentionnées dans le présent Contrat.  11.1 Le Prestataire de services exécute ses Services conformément à l'Annexe B: Description des Services, et ses obligations contractuelles en faisant preuve de diligence, d’efficacité et de manière économique, conformément aux normes et pratiques généralement acceptées par la profession, observe de bonnes pratiques en matière de gestion, et utilise des technologies avancées appropriées et des méthodes sûrs et efficaces.  11.2 Le Prestataire de services doit veiller à ce que ses activités, y compris les activités réalisées par ses Sous-traitants, en vertu du Contrat soient conformes aux Directives de MCC en matière d’environnement (tel que ce terme est défini dans le Compact ou accord connexe, disponible à l’adresse http://www.mcc.gov), et qu’elles ne soient pas « de nature à causer un risque important pour l'environnement, la santé ou la sécurité » tel que défini dans ces Directives. Le Prestataire de services est également tenu de se conformer aux normes de performance de l'IFC aux fins du présent Contrat. Des informations supplémentaires sur les normes de performance de l’IFC sont disponibles ici:  <http://www.ifc.org>  12.1 Pendant la durée du présent Contrat et après son expiration, le Prestataire de services, ses affiliés, ses sous-traitants ou leurs affiliés ne sont pas autorisés à fournir des biens, travaux, ou services (autres que les Services et toute prolongation desdits Services) pour tout projet découlant ou étroitement lié aux Services.  12.2 Le Prestataire de services, ses sous-traitants et leur personnel respectif ne peuvent exercer directement ou indirectement l’une quelconque des activités suivantes :   * + 1. Une activité commerciale ou professionnelle dans le pays de l’Acheteur, qui pourrait être en conflit avec les activités qui leur sont confiés au titre de ce Contrat ;     2. Après l’expiration du présent Contrat, toute autre activité **spécifiée dans les CPC**.   1. Avant de commencer la fourniture des Services, le Prestataire de services doit soumettre à l’approbation du Maître de l’Ouvrage Délégué et l’Acheteur un programme indiquant les méthodes générales, les dispositifs, l’ordre et le calendrier d’exécution de toutes les activités. Les Services doivent être exécutés conformément au programme approuvé et actualisé.   2. Le Prestataire de services doit commencer à exécuter les Services dans les jours suivant la date de signature du Contrat, **comme indiqué dans les CPC**.   3. La livraison et la réalisation des Services doivent être conformes au Calendrier de livraison et de réalisation spécifié à l'Annexe B: Description des services. |
| 1. **Personnel du Prestataire de services** 2. **Prix du Contrat** 3. **Modalités de paiement** | 14.1 Le titre du poste, la description des tâches convenues, les qualifications minimales et la durée estimative d’engagement consacrée à l’exécution des Services pour chacun des membres du Personnel professionnel clé du Prestataire de services sont décrits à l’Annexe C. La liste par titre de poste et par nom du membre du Personnel clé et des Sous-traitants qui figure à l’Annexe C est approuvée par la présente par l’Acheteur.  14.2 A moins que l’Acheteur n’en convienne autrement, le Personnel professionnel ne peut être changé. Si, pour des raisons indépendantes de la volonté du Prestataire de services, il s’avère nécessaire de remplacer un des membres du Personnel professionnel, le Prestataire de services fournira en remplacement une personne de qualification égale ou supérieure.  14.3 Le Prestataire de services doit communiquer à l’ensemble du Personnel des informations détaillées, claires et compréhensibles sur ses droits en vertu de la loi nationale du travail et de l'emploi et sur toute convention collective applicable, y compris sur ses droits relatifs aux horaires, salaires, heures supplémentaires, indemnités et avantages sociaux, dès le début de la relation de travail et lorsque des changements importants se produisent.  14.4 Si l’Acheteur (a) découvre qu’un des membres du Personnel a commis une faute lourde ou grave ou est accusé d’avoir commis un crime, ou (b) a des raisons suffisantes de ne pas être satisfaite de la prestation d’un membre du Personnel, le Prestataire de services devra, sur demande écrite motivée de l’Acheteur, fournir un remplaçant dont les qualifications et l’expérience seront acceptables par l’Acheteur.  14.5 Le Prestataire de services ne peut réclamer des coûts additionnels découlant directement ou accessoirement de tout retrait et/ou remplacement de Personnel.  14.6 Le Prestataire de services doit mettre en place un mécanisme de réclamation destiné aux membres du Personnel pour leur permettre de faire part de leurs préoccupations liées au lieu de travail. Le Prestataire de services doit informer le Personnel de l’existence du mécanisme de réclamation au moment de leur recrutement et le rendre facilement accessible. Le mécanisme doit garantir un niveau de gestion approprié et doit répondre rapidement aux préoccupations, grâce à un processus compréhensible et transparent qui fournit des informations en temps opportun aux personnes concernées, sans aucune rétribution. Le mécanisme devrait également permettre que des plaintes anonymes soient soulevées et traitées. Le mécanisme ne devrait pas empêcher l'accès à d'autres voies de recours judiciaires ou administratifs qui pourraient être prévus par la loi ou par les procédures d'arbitrage existantes, ou se substituer aux mécanismes de réclamation prévus dans les conventions collectives.  14.7 Le Prestataire de services doit adopter et mettre en œuvre des politiques et procédures en matière de ressources humaines adaptées à sa taille et à ses effectifs, qui définissent son approche en matière de gestion du personnel. Le Prestataire de services devrait au moins fournir à l’ensemble du personnel des informations détaillées, claires et compréhensibles sur ses droits en vertu de toutes les lois applicables en matière de travail et de toute convention collective applicable, y compris sur ses droits en matière d'emploi, de santé, de sécurité, d'immigration et d’émigration au début de la relation de travail et lorsque des changements importants surviennent.  14.8 Le Prestataire de services doit veiller à ce que les conditions d'emploi des travailleurs migrants ne soient pas affectées par leur statut de migrant.  14.9 Lorsque des services de logement ou des installations sont fournis au Personnel, le Prestataire de services doit développer et mettre en œuvre des politiques sur la qualité et la gestion de ces logements et de la fourniture de ces installations (y compris un espace minimum, l’approvisionnement en eau, des systèmes d’évacuation des eaux usées et d’enlèvement des ordures, une protection appropriée contre la chaleur, le froid, l'humidité, le bruit, et les animaux porteurs de maladies, des installations sanitaires et de lavage adéquates, un système de ventilation, des installations de cuisson et d’entreposage, un éclairage naturel et artificiel et toutes précautions raisonnables pour préserver la santé et la sécurité du Personnel). Les services de logement et les installations doivent être fournis de manière conforme aux principes de non-discrimination et d'égalité des chances. Les stipulations relatives au logement ne doivent pas restreindre la liberté de mouvement ou d'association, sauf que des logements séparés devraient être prévus pour les hommes et les femmes. Des informations supplémentaires se trouvent sur le site suivant :<https://www.mcc.gov/resources/doc/guidance-accommodation-welfare-staff-and-labor>.  14.10 Les services et installations proposés doivent être conformes aux exigences de la norme PS-2 et être approuvés par le Maître de l’Ouvrage Délégué. Pour de plus amples informations sur les normes applicables au logement des travailleurs, voir: « Logement des travailleurs: processus et normes, note d'orientation de l’IFC et de la BERD », notamment sa partie II: sous-section I. Normes relatives au logement des travailleurs, disponibles sur le site : [https://www.ifc.org](https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/9839db00488557d1bdfcff6a6515bb18/workers_accomodation.pdf?MOD=AJPERES&CACHEID=9839db00488557d1bdfcff6a6515bb18)  15.1 Le prix du Contrat doit être tel que **spécifié dans les** **CPC**, sous réserve de toute addition, révision ou déduction y afférente, qui pourrait être effectuée au titre du présent Contrat.  15.2 Les prix facturés par le Prestataire de services pour les services fournis au titre du présent Contrat ne doivent pas être différents de ceux indiqués dans la soumission du Prestataire de services, à l'exception des ajustements de prix **autorisés dans les CPC**.   * 1. Le Prix du Contrat et toute avance, le cas échéant, sont payés conformément aux **stipulations des** **CPC**.   2. Le Prestataire de services doit présenter sa demande de paiement au Maître de l’Ouvrage Délégué et l’Acheteur par écrit, décrivant, le cas échéant, les Services fournis et après exécution de toutes les autres obligations pertinentes stipulées dans le présent Contrat.   3. Les paiements sont effectués dans les plus brefs délais par et pour le compte de l’Acheteur, dans les trente (30) jours suivant la réception par l’Acheteur d’une facture ou demande de paiement envoyée par le Prestataire de services qui satisfait l’Acheteur quant à la forme et la substance.   4. La monnaie dans laquelle les paiements seront effectués au Prestataire de services au titre du présent contrat sera celle dans laquelle le prix de l’Offre est libellé.   5. Si l’Acheteur n’effectue pas le paiement au Prestataire de services à la date d'échéance prévue ou dans le délai **indiqué dans les CPC**, il devra payer au Prestataire de services un intérêt moratoire pour chaque jour de retard au taux **indiqué dans les CPC** jusqu'au paiement intégral, que ce soit avant ou après le prononcé d’un jugement ou d’une sentence arbitrale**.** |
| 1. **Taxes et impôts** | * 1. La section 2.8 du Compact prévoit une série complète d'exonérations fiscales couvrant l'utilisation de tous les financements prévus par le Compact pour se protéger contre le paiement de taxes, droits, prélèvements ou frais similaires au Niger par tout personne, à l'exception des personnes physiques qui sont des citoyens ou des résidents permanents du Niger ou des personnes morales (sauf si la résidence a été créée ou formée en raison du Compact). Les modalités et une description détaillée des exemptions sont fournies dans les tableaux d'impôt («***Tax Schedules***») de l'annexe II de l'Accord de mise en œuvre du programme. Le Prestataire de services (y compris ses associés, le cas échéant), les sous-traitants et leur Personnel respectif paient tous les Impôts perçus en vertu des Lois en vigueur. En aucun cas l’Entité MCA n’est responsable du paiement ou du remboursement d’Impôts. L'Entité MCA n'aura aucune obligation de payer ou de rémunérer le Prestataire de services, ses associés, Sous-traitants ou leur Personnel.   2. Le Prestataire de services, les Sous-traitants et leur Personnel respectif, ainsi que les personnes à charge éligibles, respecteront les procédures habituelles en matière de dédouanement dans le Pays MCA lorsqu’il s’agit d’importer des biens dans le Pays MCA.   3. Si le Prestataire de services, les Sous-traitants ou leur Personnel respectif, ou les personnes à charge éligibles, ne retirent pas, mais disposent de propriété dans le Pays MCA exemptés de droits de douanes ou d’autres Impôts, le Prestataire de services, les Sous-traitants ou leur Personnel, selon le cas, (i) paieront ces droits de douanes et autres Impôts conformément aux Législations en Vigueur, ou (ii) rembourseront ces droits de douanes et Impôts à l’Entité MCA si ces droits de douanes et Impôts ont été payés par l’Entité MCA au moment où la propriété en question a été importée dans le Pays MCA.   4. Sans préjudice des droits du Prestataire de services en vertu de la présente disposition, le Prestataire de services, les Sous-traitants et leur Personnel respectif prendront les mesures raisonnables demandées par l’Entité MCA ou le Gouvernement par rapport à la détermination du statut fiscal décrit à la clause 17 des CGC.   5. Si le Prestataire de services doit payer des Impôts exemptés en vertu du Compact ou un accord en relation, le Prestataire de services notifie rapidement à l’Entité MCA (ou un agent ou représentant désigné par l’Entité MCA) tout Impôt payé, et le Prestataire de services coopèrera, et engagera les actions qui peuvent être demandées par l’Entité MCA, MCC, ou un de leurs agents ou représentants, pour obtenir un remboursement rapide et correct de ces Impôts.   6. L’Entité MCA produira les efforts raisonnables pour s’assurer que le Gouvernement fournit au Prestataire de services, aux Sous-traitants et à leur Personnel respectif les exemptions d’impôts applicables à ces personnes ou entités, conformément aux termes du Compact ou d’autres accords liés. Si l’Entité MCA ne remplit pas ses obligations en vertu de ce paragraphe, le Prestataire de services a le droit de mettre un terme à ce Contrat conformément à la Sous-clause 31.1 (d) des CGC. |
| 1. **Garantie d’exécution** 2. **Livrables** | 18.1 Si **requis par les** **CPC**, le Prestataire de services doit, dans les vingt huit (28) jours à compter de la Notification de l'attribution du Contrat, présenter une garantie d’exécution d’un montant **spécifié dans les** **CPC**.  18.2 Le produit de la garantie d'exécution est payable à l'Acheteur à titre de dommage-intérêt pour toute perte découlant de l'incapacité du Prestataire de services à remplir ses obligations conformément aux termes et conditions du présent Contrat.  18.3 La garantie d'exécution dot être libellée dans la monnaie du Contrat, se présenter sous la forme d'une garantie bancaire émise par une banque ayant bonne réputation située dans le pays de l'Acheteur ou dans un pays éligible, doit satisfaire l’Acheteur quant à la forme et la substance et doit être substantiellement conforme au modèle de garantie d’exécution qui figure à la Section VIII. Formulaires contractuels.  18.4 La garantie d’exécution doit être valide pour une durée de vingt-huit (28) jours après la date **indiquée dans les CPC**.   * 1. Le Prestataire de services soumettra au Maître de l’Ouvrage Délégué et l’Acheteur les rapports, livrables, résultats et documents comme indiqué à l’Annexe B: Description des Services.   2. Tous les produits livrables, résultats, plans, dessins, spécifications, études, rapports et autres documents et logiciels soumis par le Prestataire de services au titre du présent Contrat deviennent et demeurent la propriété de l'Acheteur, et le Prestataire de services remettra, au plus tard lors de la résiliation ou de l'expiration du présent Contrat, tous ces documents et logiciels à l'Acheteur avec l’inventaire correspondant. Le Prestataire de services peut conserver un exemplaire de ces documents et logiciels. Toute restriction concernant l'utilisation future de ces documents sera, le cas échéant, **indiquée dans les CPC**. |
| 1. **Informations confidentiel-les** 2. **Sous-traitance** 3. **Spécifications et normes** 4. **Indemnisa-tion pour violation de brevets** 5. **Assurance** 6. **Contrôle de qualité**      1. **Pénalités et dommages-intérêts** 2. **Limitation de la responsabilité** 3. **Changement des Lois et Règlemen-tations** 4. **Force majeure** | 20.1 L’Acheteur et le Prestataire de services s’engagent à ne pas divulguer à un tiers des documents, données ou autres informations fournis directement ou indirectement par l’autre Partie dans le cadre du Contrat, sauf autorisation écrite préalable de l’autre Partie, que ces informations aient été communiquées avant, durant ou après l’exécution ou la résiliation du présent Contrat. Nonobstant les stipulations précédentes, le Prestataire de services peut fournir à son Sous-traitant les documents, données et autres informations obtenus de l'Acheteur dans la mesure nécessaire pour l’exécution par le Sous-traitant de sa mission dans le cadre du présent Contrat. Le Prestataire de services doit alors obtenir du Sous-traitant un engagement de confidentialité similaire à celui imposé au Prestataire de services en vertu de la présente Clause 20 des CGC.  20.2 L’Acheteur s’engage à ne pas utiliser de documents, de données ou d’informations obtenus du Prestataire de services à des fins autres que l’exécution du présent Contrat. De même, le Prestataire de services s’engage à ne pas utiliser de documents, de données ou autres informations obtenus de l’Acheteur à des fins autres que l’élaboration d’études et la fourniture de travaux ou services nécessaires à l’exécution du présent Contrat.  20.3 L’obligation qui incombe aux Parties en vertu des Sous-clauses 20.1 et 20.2 des CGC ne s’applique toutefois pas aux informations:  (a) que l'Acheteur ou le Prestataire de services doit partager avec MCC ou avec d'autres entités participant au financement du Contrat, ou en vertu des stipulations du Compact ou des documents connexes ;  (b) qui tombent dans le domaine public dès à présent ou par la suite indépendamment de la volonté de cette Partie ;  (c) s’il est établi que cette Partie était en possession de ces informations au moment de la divulgation et que ces informations n'avaient pas été alors obtenues, directement ou indirectement, de l'autre Partie ;  (d) qui sont divulguées à cette Partie par un tiers qui n'est pas lié par une obligation de confidentialité ; ou  (e) qui doivent être divulguées en vertu du Droit applicable.  20.4 Les stipulations de la Clause 20 des CGC restent en vigueur après l’exécution ou la résiliation pour quelque motif que ce soit, du présent Contrat.  21.1 Le Prestataire de services doit obtenir l'approbation écrite préalable de l'Acheteur avant de conclure un contrat de sous-traitance pour l'exécution de l'une quelconque de ses obligations au titre du présent Contrat. Le Prestataire de services notifiera par écrit à l'Acheteur tous les contrats de sous-traitance attribués au titre du présent Contrat, s'ils n’ont pas déjà été indiqués dans l'Offre. La sous-traitance ne libère en aucun cas le Prestataire de services de ses obligations, devoirs, responsabilités ou engagements au titre du présent Contrat.  21.2 Les contrats de sous-traitance doivent être conformes aux stipulations des Clauses 3 et 7 des CGC.  22.1 Les services fournis dans le cadre du présent Contrat doivent être conformes aux spécifications techniques et aux normes, y compris aux exigences en matière d’environnement, de santé et de sécurité («ESS»), spécifiées à l’Annexe B: Description des services. Si aucune norme applicable n’est mentionnée, la norme doit être de qualité égale ou supérieure aux normes officielles correspondantes en vigueur dans le/les pays d'origine des Services.  22.2 Le Prestataire de services peut décliner toute responsabilité concernant des études, données, dessins, spécifications ou tout autre document, ou toute modification de ceux-ci, fournis ou conçus par ou pour le compte de l'Acheteur, en notifiant cet avis de non-responsabilité à l'Acheteur.  22.3 Chaque fois qu'il est fait référence, dans le Contrat, à des normes et codes particuliers auxquels doivent se conformer les services devant être réalisés, l’édition ou la révision des normes et codes applicables est celle indiquée à l'Annexe B - Description des services. Lors de l'exécution du Contrat, la modification de ces codes et normes ne s’applique qu'après approbation de l'Acheteur et sera traitée conformément à la Clause 28 des CGC.  23.1 Sous réserve du respect de la Sous-clause 23.2 des CGC, le Prestataire de services indemnise et dégage de toute responsabilité l'Acheteur et ses employés, dirigeants et administrateurs de toute action en justice, poursuite ou procédure administrative, réclamation, demande, perte, dommage, coûts et frais de toute nature, y compris des honoraires d'avocat, que l'Acheteur peut subir en raison d'une violation réelle ou présumée d'un brevet, modèle d'utilité, dessin ou modèle enregistré, marque déposée, droit d'auteur ou autre droit de propriété intellectuelle enregistré, découlant ou lié à l’exécution des Services par le Prestataire de services.  23.2 Si l’Acheteur fait l’objet d’une action en justice ou d’une réclamation découlant des questions visées à la sous-clause 23.1 des CGC, l’Acheteur en avisera sans délai le Prestataire de services qui pourra, à ses propres frais et au nom de l'Acheteur conduire la procédure ou réclamation et mener toute négociation pour leur règlement.  23.3 Si le Prestataire de services omet de notifier à l'Acheteur dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la notification susmentionnée, son intention de conduire la procédure ou réclamation, l'Acheteur sera alors libre de conduire la procédure ou réclamation pour son propre compte.  23.4 À la demande du Prestataire de services, l’Acheteur fournit à ce dernier toute l’aide qu’il peut raisonnablement lui apporter pour la conduite de cette procédure ou de cette réclamation, et le Prestataire de services lui rembourse toutes les dépenses raisonnables engagées à cet effet.  23.5 L’Acheteur indemnise et dégage de toute responsabilité le Prestataire de services et ses employés, dirigeants et administrateurs de toute action en justice, poursuite ou procédure administrative, réclamation, demande, perte, dommage, coûts et frais de toute nature, y compris des honoraires d'avocat, que le Prestataire de services peut subir en raison d'une violation réelle ou présumée d'un brevet, modèle d'utilité, dessin ou modèle enregistré, marque déposée, droit d'auteur ou autre droit de propriété intellectuelle enregistré ou existant à la date de signature du présent Contrat, découlant ou lié à une étude, des données, un dessin, des spécifications ou autre document ou matériel fourni ou conçu par ou pour le compte de l’Acheteur.  24.1 Le Prestataire de services (a) prendra et maintiendra, et fera en sorte que les Sous-traitants prennent et maintiennent, à ses frais (ou aux frais des sous-traitants, le cas échéant) mais conformément aux termes et conditions approuvées par l’Acheteur, une assurance couvrant les risques, et pour les montants **indiqués dans les CPC** et (b) à la demande de l’Acheteur, lui fournira la preuve que cette assurance a bien été prise et est maintenue et que les primes ont bien été payées.  25.1 L’Acheteur examinera la qualité des Services et examinera le travail du Prestataire de services à la lumière de la/des sections correspondantes de l’Annexe B : Description des services. L’Acheteur notifiera sans délai le Prestataire de services de tout défaut qu’il découvrirait, avant la Date d’Achèvement des Services, lui demandant de corriger le Défaut dans un délai raisonnable.  25.2 Si le Prestataire de services ne rectifie pas un Défaut dans les délais spécifiés dans la notification de l’Acheteur, celui-ci évaluera le coût de la correction à apporter et le déduira du Prix du Contrat. Il fera également payer au Prestataire de services une pénalité pour défaut de performance qui sera calculée comme indiqué à la Sous-clause 26.2.  25.3 La période de garantie est **définie dans les CPC**.  26.1 Sous réserve de la Clause 29 des CGC, si le Prestataire de services n’exécute pas les Services dans les délais indiqués à l’Annexe B: Description des services, l’Acheteur pourra, sans préjudice de tout ou partie de ses autres voies de recours en vertu du présent Contrat ou du Droit applicable, déduire du Prix du Contrat, à titre de dommages-intérêts, une somme équivalente au pourcentage du Prix du Contrat, **indiqué dans les** **CPC** pour chaque semaine ou partie de semaine de retard jusqu'à la livraison ou l'exécution effective, et ce, jusqu’à la déduction maximale du pourcentage, **indiquée dans les** **CPC**. Une fois la déduction maximale atteinte, l’Acheteur pourra résilier le présent Contrat en vertu de la Clause 30 des CGC.  26.2 Si le Prestataire de services ne rectifie pas un Défaut dans les délais spécifiés dans la notification de l’Acheteur, celui-ci pourra sans préjudice de ses autres voies de recours en vertu du présent Contrat et du Droit applicable, déduire du Prix du Contrat, à titre de pénalités pour défaut de performance, une somme équivalente au pourcentage **indiqué dans les** **CPC**.  27.1 Sauf en cas de faute grave ou intentionnelle,  (a) le Prestataire de services n’est pas responsable à l’égard de l'Acheteur, que ce soit de manière contractuelle, délictuelle ou autre, pour toute perte ou dommage indirect ou induit, perte d'utilisation, perte de production, perte de bénéfices ou coût d'intérêts, à condition toutefois que cette exclusion ne s'applique pas à une quelconque obligation du Prestataire de services de payer des dommages-intérêts à l'Acheteur ; et  (b) la responsabilité globale du Prestataire de services à l’égard de l'Acheteur, que ce soit de manière contractuelle, délictuelle ou autre, ne doit pas dépasser le Prix total du Contrat.  28.1 Sauf indication contraire prévue dans le présent Contrat, si, après la date du Dossier d'Appel d'offres, la promulgation, l’abrogation, la modification de toute loi, règlementation, ordonnance, de tout décret ou règlementation locale dans le pays du pays de l'Acheteur (qui qui sera réputée inclure toute modification d'interprétation ou d'application par les autorités compétentes) affecte la Date de livraison et / ou le Prix du Contrat, la Date de livraison sera modifiée en conséquence et / ou le Prix du Contrat sera augmenté ou réduit en conséquence, dans la mesure où cela a porté atteinte à l’exécution par le Prestataire de services de l'une quelconque de ses obligations en vertu du présent Contrat.  29.1 Aux fins du présent Contrat, « Force majeure » signifie tout événement ou condition (a) qui n’est pas raisonnablement prévisible, qui échappe à la volonté d’une Partie, et qui ne résulte pas d’actes, d’omissions ou de retards de la Partie qui l’invoque (ou de ceux d’un tiers sur lequel cette Partie exerce un contrôle, y compris un Sous-traitant) ; (b) qui n’est pas un acte, un événement ou une condition dont la Partie a expressément accepté d’assumer les risques ou les conséquences en vertu du présent Contrat ; (c) et qui n’aurait pu être évité, réparé ou corrigé par la Partie agissant avec une diligence raisonnable ; et (d) qui rend impossible l’exécution par une Partie de ses obligations contractuelles ou qui rend cette exécution si difficile qu’elle peut être tenue pour impossible dans de telles circonstances.  29.2 Le manquement par une Partie de l’une quelconque de ses obligations contractuelles ne constitue pas une rupture du Contrat, ou un manquement à ses obligations contractuelles, si un tel manquement résulte d’un cas de Force majeure, dans la mesure où la Partie qui se trouve dans une un telle situation (a) a pris toutes les précautions et mesures raisonnables pour pouvoir exécuter les termes et conditions du présent Contrat, et (b) a averti l’autre Partie dès que possible (et en aucun cas plus de cinq (5) jours après la survenance dudit évènement) de la survenance d’un évènement donnant lieu à l’invocation d’un cas de Force majeure.  29.3 Une Partie affectée par un cas de Force majeure continuera à respecter ses obligations contractuelles dans la mesure du possible et prendra toutes les mesures raisonnables pour minimiser et remédier aux conséquences de tout cas de Force majeure.  29.4 Une Partie affectée par un cas de Force majeure doit apporter la preuve de la nature et de la cause du cas de force majeure, et notifier par écrit dès que possible l’autre Partie du retour à la normale.  29.5 Tout délai accordé à une Partie en vertu du présent Contrat, pour l’exécution d’un acte ou d’une tâche, sera prorogé d’une durée égale à la période pendant laquelle cette Partie a été dans l’incapacité d’exécuter cette tâche par suite d’un cas de Force majeure.   * 1. Le Prestataire de services ne s’expose pas à la saisie de sa garantie d'exécution, au paiement de dommages-intérêts ou de pénalités ou à la résiliation du présent Contrat pour défaut d’exécution (autrement que conformément à la sous-Clause 30.1 (d) des CGC) si et dans la mesure où son retard d'exécution ou tout autre manquement à ses obligations en vertu du présent Contrat résulte d’un cas de Force majeure.   2. En cas de différend entre les Parties sur l’existence ou l’ampleur d’un cas de Force majeure, le différend doit être réglé conformément aux stipulations de la Clause 9 des CGC. |
| 1. **Résiliation par l’Acheteur** | 30.1 Résiliation pour manquement :  Sans préjudice aux autres voies de recours disponibles pour violation du Contrat, l’Acheteur peut résilier totalement ou partiellement le présent Contrat par notification écrite adressée au Prestataire de services, suite à l’un des évènements indiqués aux paragraphes (a) à (e) ci-après :   1. Si de l’avis de l’Acheteur ou de MCC, le Prestataire de services ne respecte pas ses obligations relatives à l’utilisation des fonds prévue à l’Annexe A. La résiliation conformément à cette stipulation (i) devient effective immédiatement dès l’envoi de la notification de résiliation et (ii) exige que le Prestataire de services rembourse tous les fonds ainsi détournés dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la résiliation. 2. Si le Prestataire de services ne remédie pas à un manquement à ses obligations contractuelles dans les trente (30) jours suivant la réception de ladite notification ou dans un autre délai accepté par écrit par l’Acheteur. 3. Si, suite à un cas de Force Majeure, le Prestataire de services se trouve dans l’incapacité d’exécuter une parte substantielle de ses obligations pendant une période d’au moins soixante (60) jours. La résiliation en vertu de cette stipulation devient effective trente (30) jours après l’envoi de la notification de résiliation ou à une date ultérieure pouvant être spécifiée par l’Acheteur. 4. Si le Prestataire de services ne se conforme pas à une décision finale obtenue à la suite d’une procédure d’arbitrage engagée conformément à la Clause 9 des CGC. La résiliation en vertu de cette stipulation devient effective trente (30) jours après l’envoi de la notification résiliation ou à une date ultérieure pouvant être spécifiée par l’Acheteur. 5. Si de l’avis de l’Acheteur, le Prestataire de services (ou tout Sous-traitant ou leur personnel respectif) s’est livré à de la coercition, à un acte de collusion, à de la corruption, ou à de la fraude, à des actes d’obstruction d’enquêtes sur des allégations de fraude ou de corruption ou à des pratiques interdites en vue de l’obtention ou au cours de l’exécution du présent Contrat. La résiliation en vertu de cette stipulation devient effective immédiatement dès l’envoi de la notification de la résiliation.   30.2 Résiliation pour insolvabilité :  L’Acheteur peut résilier le présent Contrat par notification écrite adressée au Prestataire de services si le Prestataire de services devient insolvable ou fait faillite, et/ou n’existe plus ou a été dissout. La résiliation en vertu de cette stipulation devient effective immédiatement après l’envoi de la notification de résiliation ou à toute autre date pouvant être spécifiée par l’Acheteur dans ladite notification. Dans un tel cas, la résiliation ne donnera pas lieu au paiement d’indemnités au Prestataire de services, à condition toutefois que cette résiliation ne porte pas atteinte aux droits d’intenter une action ou aux voies de recours dont dispose ou disposera l’Acheteur par la suite.  30.3 Résiliation pour des raisons de commodité :  L’Acheteur peut à tout moment et à sa seule discrétion pour des raisons de commodité, décider de résilier totalement ou partiellement le présent Contrat, par notification écrite adressée au Prestataire de services. La notification de résiliation devra préciser que le Contrat est résilié par l’Acheteur pour des raisons de commodité, la mesure dans laquelle l’exécution des Services par le Prestataire de services en vertu du Contrat est résiliée et la date à laquelle cette résiliation prend effet.  30.4 Suspension ou Résiliation liée au Compact ou au Droit applicable :   * + 1. L’Acheteur peut suspendre ou résilier totalement ou partiellement le présent Contrat, par notification écrite adressée au Prestataire de services si le Compact expire, est suspendu ou résilié totalement ou partiellement conformément aux stipulations du Compact. La suspension ou la résiliation en vertu de cette stipulation devient effective immédiatement après l’envoi de la notification de suspension ou de résiliation, selon le cas, conformément aux stipulations de la notification. Si le Contrat est suspendu conformément à la sous-clause 30.4(a) des CGC, le Prestataire de services est tenu de réduire toutes les dépenses, tous les dommages et toutes les pertes causés à l’Acheteur pendant la période de suspension.     2. L’Acheteur peut suspendre ou résilier totalement ou partiellement le présent Contrat si la suspension ou la résiliation est autorisée en vertu du Droit Applicable. La suspension ou la résiliation en vertu de cette stipulation devient effective immédiatement après l’envoi de la notification de suspension ou de résiliation, selon le cas, conformément aux stipulations de ladite notification. Si le présent Contrat est suspendu conformément à la sous-clause 30.4(b) des CGC, le Prestataire de services est tenu de réduire toutes les dépenses, tous les dommages et toutes les pertes causés à l’Acheteur pendant la période de suspension. |
| 1. **Résiliation par le Prestataire de services** | 31.1 Le Prestataire de services peut résilier le présent Contrat, par notification écrite adressée à l’Acheteur dans un délai minimum de trente jours (30), suite à l’un des cas prévus aux paragraphes (a) à (e) ci-après :   1. Si l’Acheteur ne règle pas, dans les quarante-cinq (45) jours suivant réception de la notification écrite du Prestataire de services faisant état d’un retard de paiement, les sommes qui sont dues au Prestataire de services conformément aux stipulations du présent Contrat, et non sujettes à contestation conformément à la Clause 9 des CGC. La résiliation en vertu de cette stipulation devient effective trente (30) jours après l’envoi de la notification à moins que le paiement objet de ladite notification n’ait été effectué par l’Acheteur au Prestataire de services endéans les trente (30) jours. 2. Si, à la suite d’un cas de Force Majeure, le Prestataire de services se trouve dans l’incapacité d’exécuter une partie substantielle du présent Contrat pendant une période d’au moins soixante (60) jours. La résiliation en vertu de cette stipulation devient effective trente (30) jours après l’envoi de la notification de résiliation. 3. Si l’Acheteur ne se conforme pas à une décision finale obtenue à la suite d’une procédure d’arbitrage engagée conformément à la Clause 9 des CGC. La résiliation en vertu de cette stipulation devient effective trente (30) jours après l’envoi de la notification de résiliation. 4. Si le Prestataire de services ne reçoit pas le remboursement de tout Impôt dont il est exonéré en vertu du Compact dans les cent vingt (120) jours suivant notification par le Prestataire de services à l’Acheteur que ce remboursement est exigible et lui est dû. La résiliation en vertu de cette stipulation devient effective trente (30) jours après l’envoi de la notification de résiliation à moins que le remboursement objet de ladite notification n’ait été versé au Prestataire de services endéans ces trente (30) jours. 5. Si le présent Contrat est suspendu conformément aux sous-clauses 30.4(a) ou 30.4 (b) des CGC pour une période de plus de trois (3) mois consécutifs ; à condition que le Prestataire de services ait respecté son obligation de réduire les dépenses, dommages et pertes conformément aux sous-clauses 30.4(a) ou 30.4 (b) pendant la période de suspension. La résiliation en vertu de cette stipulation devient effective trente (30) jours après l’envoi de la notification de résiliation. |
| 1. **Lutte contre la Traite des personnes** | 32.1 MCC comme d’autres entités du Gouvernement américain ont une politique de tolérance zéro en ce qui concerne la Traite des personnes. La Traite des personnes (« TIP ») telle qu’énoncée dans sa Politique de lutte contre la Traite des personnes.[[12]](#footnote-13)Conformément à cette politique : |
|  | 1. **Définition des expressions.** Aux fins de l’application et de l’interprétation de la présente sous-clause : 2. Les expressions « coercition », « acte sexuel à des fins commerciales », « servitude pour dettes », « employé », « travail forcé », « fraude », « servitude involontaire » et « exploitation sexuelle » ont la signification qui leur est attribuée dans la Politique de MCC en matière de lutte contre la Traite des personnes et ces définitions figurent à titre de référence dans cette sous-clause ; et 3. La « Traite des personnes » désigne (a) l’exploitation sexuelle par laquelle un acte sexuel à des fins commerciales est induit par la force, la fraude ou la coercition, ou par laquelle la personne induite à réaliser ledit acte est âgée de moins de 18 ans ; ou (b) le recrutement, l’hébergement, le transport, l’alimentation d’une personne en vue d’obtenir un travail ou des services, par la force, la fraude ou la coercition à des fins de servitude involontaire, de péonage, de servitude pour dettes ou d’esclavage. |
|  | **Interdiction.** Le Prestataire de services, les sous-traitants, leurs agents ou affiliés respectifs ne peuvent se livrer à une quelconque forme de Traite des personnes au cours de l’exécution d’un contrat financé, en totalité ou en partie par  MCC, et doivent également respecter les interdictions prévues par les lois en vigueur aux Etats-Unis et exécuter les ordres relatifs à la TDP, y compris le recours à des pratiques de recrutement trompeuses ; la facturation aux employés des frais de recrutement ; ou la destruction, la dissimulation, ou la confiscation des papiers d’identité d’un employé ou lui en refuser l’accès. |
|  | 1. **Obligations du Prestataire de services** 2. Le Prestataire de services, les Sous-traitants et leurs agents ou affiliés respectifs doivent :    * + - 1. notifier à leurs employés la politique de MCC en matière de lutte contre la Traite des personnes et les mesures qui seront prises à l’encontre du Personnel en cas de violation de ladite politique. De telles mesures peuvent comprendre, à titre indicatif et non limitatif, l’exclusion du contrat, la réduction des avantages sociaux, ou la résiliation du contrat de travail; et          2. prendre les mesures appropriées, y compris la résiliation du contrat à l’encontre du Personnel, des sous-traitants ou des Sous-traitants qui enfreindraient les interdictions énoncées dans cette politique. 3. Le Prestataire de services doit: 4. certifier qu’il ne se livrera pas à des activités facilitant ou permettant la Traite des personnes, ou à des activités connexes également interdites en vertu de cette politique, pendant toute la durée du Contrat ; 5. donner l’assurance que des activités de Traite des personnes, ou des activités connexes également interdites en vertu de cette politique, ne seront pas tolérées par son personnel, ou ses sous-traitants (selon le cas), ou par leurs employés respectifs ; et 6. de reconnaître que se livrer à telles activités constituerait un motif valide de suspension ou de résiliation du contrat de travail ou du présent Contrat. 7. Le soumissionnaire, fournisseur, entrepreneur, sous-traitant, Prestataire de services, agent ou affilié doit immédiatement communiquer à l’Entité MCA:    1. toute information obtenue auprès d’une quelconque source (y compris en vertu de l’application de la loi) faisant état que l’un des membres de son Personnel, un sous-traitant, ou l’un des employés d’un sous-traitant, s’est livré à une pratique qui enfreint les stipulations de cette politique ;    2. ainsi que toutes mesures prises à l’encontre des membres du personnel, d’un sous-traitant, ou à l’encontre d’un employé d’un sous-traitant, conformément à ces exigences. |
|  | 1. **Recours**. Dans le cas où l’incident est confirmé, et en fonction de la gravité de chaque cas, l’Entité MCA prendra des mesures correctives, y compris les mesures suivantes : 2. l’Acheteur peut exiger du Prestataire de services de retirer les membres de son Personnel, les Sous-traitants ainsi que les membres de leur personnel concernés, ou tous agents ou affiliés concernés ; 3. l’Acheteur peut exiger la résiliation d’un contrat de sous-traitance ou de sous-attribution ; 4. l’Acheteur peut suspendre les paiements prévus au Contrat jusqu’à ce qu’il soit remédié à la violation à la satisfaction de l’Acheteur et de MCC ; 5. l’Acheteur peut décider de suspendre le versement des primes conformément au système des primes prévu au Contrat, le cas échéant, pour la période d’exécution au cours de laquelle l’Acheteur ou MCC a constaté qu’il n’a toujours pas été remédié à la violation ; 6. l’Acheteur ou MCC peut prendre des sanctions à l’encontre du Prestataire de services, y compris l’exclure indéfiniment ou pour une période déterminée de toute attribution de contrats financés par MCC ; et 7. l’Acheteur peut résilier le Contrat pour manquement ou motif visé à la clause de résiliation prévue au présent Contrat. |
| 1. **Interdiction du travail forcé des enfants** 2. **Montants remboursables** 3. **Comptabilité, inspection et audit** 4. **Utilisation des fonds ; conformité aux Directives en matière d’environ-nement** 5. **Conditionnalités de MCC** | 33.1 Le Prestataire de services ne peut employer d’enfant pour réaliser des tâches qui exploitent l’enfant, ou qui sont susceptibles d’être dangereuses, ou qui portent atteinte à son éducation, nuisent à sa santé, ou portent atteinte à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social. Le Prestataire de services devra signaler la présence de toute personne âgée de moins de dix-huit (15) ans. Lorsque les lois en vigueur ne prévoient pas d’âge minimum, le Prestataire de services veillera à ce que des enfants de moins de quinze (15) ans ne soient pas employés pour exécuter des tâches prévues au Contrat. Lorsque les lois en vigueur prévoient un âge différent de l’âge limite susmentionné, c’est l’âge minimum qui s’applique. Nonobstant toute autorisation prévue par le Droit applicable, les enfants de moins de 18 ans ne pourront pas être employés pour accomplir un travail dangereux. Toutes les tâches accomplies par des personnes âgées de moins de dix-huit (18) ans sont soumises à une évaluation appropriée des risques ainsi qu’à une surveillance régulière de la santé, des conditions de travail, et des heures de travail. Le Prestataire de services signalera la présence de personnes âgées de moins de dix-huit (18) ans.  34.1 Si le présent Contrat autorise le remboursement des frais, le montant de ces remboursements sera limité et effectué uniquement conformément aux principes des coûts réels applicables de MCC, qui sont publiées sur le site Web suivant : [www.mcc.gov](http://www.mcc.gov).  35.1 Le Prestataire de services tient à jour et de façon systématique la comptabilité et la documentation relatives aux Services autres que Services de Conseil à fournir en vertu du présent Contrat, conformément aux stipulations de l’Annexe A et selon des principes de comptabilité internationalement reconnus.  36.1 Le Prestataire de services s’assure que ses activités ne violent pas les dispositions relatives à l’utilisation des fonds et l’interdiction des activités de nature à causer un risque important pour l'environnement, la santé ou la sécurité, comme prévu à l’Annexe A.  37.1 Pour éviter tout doute, les Parties acceptent et comprennent que les stipulations de l’Annexe A reflètent certaines obligations du Gouvernement et de l’Acheteur en vertu de clauses du Compact et des documents connexes qui doivent être transférées à tout Prestataire de services, Sous-traitant ou Associé qui participe aux procédures de passation de marchés ou aux contrats financés par MCC, et que, tout comme dans d’autres clauses du présent Contrat, les stipulations de l’Annexe A sont des clauses qui lient les Parties au présent Contrat. |
| 1. **Clauses de transfert** 2. **Cession** | 38.1 Le Prestataire de services doit veiller à inclure toutes les stipulations qui figurent à l’Annexe A dans tout accord de sous-traitance ou de sous-attribution signé comme autorisé par les stipulations du présent Contrat.  39.1 Aucune des Parties ne peut céder totalement ou partiellement le présent Contrat, ni aucun avantage ou intérêt dans ou en vertu du présent Contrat, sans obtenir l’approbation préalable de l'autre Partie; à condition toutefois que, l'Acheteur puisse céder totalement ou partiellement le présent Contrat, ou tout avantage ou intérêt découlant du présent Contrat, à une autre personne ou entité du Gouvernement (ou une autre entité désignée par le Gouvernement) sans obtenir l’approbation du Prestataire de services. L'Acheteur doit déployer tous les efforts commercialement raisonnables pour notifier le Prestataire de services dans les meilleurs délais raisonnables d'une telle cession. Toute tentative de cession qui ne respecte pas les termes de la présente Sous-clause sera réputée nulle et non avenue.  39.2 En cas de cession du présent Contrat par l’Acheteur conformément à la clause susmentionnée :  (a) le Prestataire de services doit obtenir une garantie d’exécution de remplacement conformément aux stipulations de la Clause 18 des CGC d'un montant égal à celui de la garantie d’exécution actuellement émise, désignant le cessionnaire de l'Acheteur comme bénéficiaire, et doit remettre cette garantie d’exécution de remplacement à l'Acheteur au plus tard à la date de prise d'effet de la cession. L’Acheteur devra alors simultanément restituer la garantie d'exécution initiale au Prestataire de services.  (b) si une garantie de restitution d’acompte continue d’être en vigueur au moment de la cession, le Prestataire de services doit obtenir une garantie de restitution d’acompte de remplacement d'un montant égal à celui de la garantie de restitution d’acompte alors en vigueur, désignant le cessionnaire de l'Acheteur comme bénéficiaire, et doit remettre cette garantie de restitution d’acompte de remplacement à l'Acheteur au plus tard à la date à laquelle la cession prend effet. L’Acheteur devra alors simultanément restituer la garantie restitution d’acompte initiale au Prestataire de services. |
| 1. **Risques à la charge de l’Acheteur et du Prestataire de services** | 40.1 L’Acheteur supporte les risques énoncés dans le Contrat comme étant à la charge de l’Acheteur, et le Prestataire de services supporte les risques énoncés dans le Contrat comme étant à la charge du Prestataire de services. |
| 1. **Risques à la charge de l’Acheteur** | 41.1 À partir de la date de commencement des Services et jusqu’à la Date d’achèvement et de fin du délai de responsabilité pour malfaçon, les risques ci-dessous sont à la charge de l’Acheteur :   1. le risque de blessures personnelles, décès, pertes ou dommages occasionnés aux biens, qui sont dus à :   (i) l’utilisation ou l’occupation des Lieux par la fourniture des Services ou en vue des Services, qui est le résultat inévitable des Services ; ou  (ii) la négligence, un manquement à une obligation légale ou la violation d’un droit par l’Acheteur ou par l’un de ses employés ou sous-traitants, à l’exception du Prestataire des services.   1. le risque des dommages aux travaux, matériel et équipements dans la mesure où ces dommages sont imputables à l’Acheteur, ou dus à une guerre ou une contamination radioactive affectant directement le pays où les Services doivent être fournis.   41.2 À partir de la Date d’achèvement jusqu’à la fin de la Période de garantie contre les défauts, le risque de pertes ou de dommages occasionnés aux travaux, matériel et équipements est à la charge de l’Acheteur, sauf en cas de perte ou de dommages causés par :   1. un défaut existant à la Date d’achèvement des Services, 2. un événement survenant avant la Date d’achèvement, qui n’était pas en soi un risque à la charge de l’Acheteur, ou 3. les activités du Prestataire de services sur les Lieux après la Date d’achèvement. |
| 1. **Risques à la charge du Prestataire de services** | 42.1 A partir de la date de commencement des Services jusqu’à la Date d’achèvement y compris la fin de la période de garantie contre les défauts, les risques de blessures personnelles, décès et pertes ou dommages occasionnés aux biens (y compris, à titre indicatif et non limitatif, aux travaux, matériel et équipements) qui ne sont pas des risques à la charge de l’Acheteur sont des risques à la charge du Prestataire des services. |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Conditions Particulières du Contrat | |
| Les Conditions Particulières du Contrat (**CPC**) ci-après complètent et/ou modifient les Conditions Générales du Contrat (CGC). En cas de divergence, les Conditions particulières prévaudront sur les conditions des CGC. | |
| CGC 1.1 | L’expression « Droit applicable » désigne la législation et tous les autres instruments ayant force de loi en **République du Niger**, comme promulguée et en vigueur à tout moment.  L’expression « Dossier d’Appel d’offres » désigne les documents d’appel d’offres pour la passation de marchés de Services autres que Services de Conseil ; Réf. de l’Appel d’offres : **…………………** ; émis le **23 mai 2020**  L’expression « Pays MCA » désigne le **Niger**.  L’expression « Acheteur » désigne « l’Entité MCA » ainsi que l’entité succédant à « l’Entité MCA » désignée par le Gouvernement. |
| CGC 2.6 (i) | Les autres documents faisant partie intégrante du présent Contrat sont les suivants : Non applicable. |
| CGC 5.2 | Le présent Contrat est rédigé en **Français.** |
| CGC 6.1 | Le membre en charge est [**insérer le nom du membre en charge**]  ***[Note : Si le Prestataire de services est une co-entreprise ou autre* association *constituée de plusieurs entités juridiques, insérer le nom de l’entité. Si le Prestataire de services n’est constitué que d’une seule entité, supprimer la présente sous-clause des CPC.]*** |
| CGC 8.1 | Les adresses pour envoyer des **notifications** à l’Acheteur sont les suivantes:  Millennium Challenge Account Niger    **Attn : *Agent de Passation des Marchés de MCA - Niger,*** [**mcanigerpa@cardno.com**](mailto:mcanigerpa@cardno.com) **avec copie à** [**procurement@mcaniger.ne**](mailto:procurement@mcaniger.ne)***.* Avenue Mali Béro Niamey Immeuble MCA – Niger en face du lycée Bosso**  L’adresse pour envoyer des **notifications** au Prestataire de services est la suivante:  **[insérer l’adresse]** |
| CGC 8.2 | Les adresses pour envoyer des **changements d’adresse** à l’Acheteur sont les suivantes:  Millennium Challenge Account Niger   **Attn : *Agent de Passation des Marchés de MCA - Niger,*** [**mcanigerpa@cardno.com**](mailto:mcanigerpa@cardno.com) **avec copie à** [**procurement@mcaniger.ne**](mailto:procurement@mcaniger.ne)***.* Avenue Mali Béro Niamey Immeuble MCA – Niger en face du lycée Bosso**  L’adresse pour envoyer des **changements d’adresse** au Prestataire de services est la suivante:  **[insérer l’adresse]** |
| CGC 9.2 | Tout différend ou litige survenant du fait de l’existence du présent Contrat qui n’aurait pas été réglé par les Parties conformément à la Sous-clause 9.1 des CGC, sera soumis à l’arbitrage conformément aux stipulations suivantes :  **[**Tous les litiges doivent être réglés par arbitrage en accord avec les dispositions suivantes :  1. Sélection des arbitres. Chaque litige soumis à arbitrage par une Partie est entendu par un arbitre unique ou par un panel d’arbitres composé de trois arbitres, conformément aux dispositions suivantes :   1. Lorsque les Parties reconnaissent que le litige concerne une question technique, elles peuvent accepter de nommer un arbitre unique ou, à défaut d’accord sur l’identité de cet arbitre unique dans les trente (30) jours après réception par l’autre Partie de la proposition de nom pour cette nomination par la Partie qui a initié la procédure, chaque Partie peut faire appel à **la Chambre de Commerce Internationale de Paris,** afin d’obtenir une liste de pas moins de cinq (5) nominés, et, à la réception de cette liste, les Parties proposent tour à tour des noms qui en sont tirés, et le dernier de la liste devient l’arbitre unique pour la question en litige. Si le dernier nominé n’est pas déterminé de cette manière dans les soixante (60) jours à dater de la liste, **la Chambre de Commerce Internationale, Paris** nomme, à la demande d’une Partie, et à partir de la liste ou autrement, un arbitre unique pour la question en litige. 2. Lorsque les Parties ne conviennent pas que le litige concerne une question technique, l’Entité MCA et le Prestataire de services nomment chacun un arbitre, et ces deux arbitres nomment ensemble un troisième arbitre, qui préside le panel d’arbitrage. Si les arbitres nommés par les Parties ne parviennent pas à nommer un troisième arbitre dans les trente (30) jours après la nomination du dernier des deux arbitres nommés par les Parties, le troisième arbitre, à la demande d’une des Parties, est nommé par **la Chambre de Commerce Internationale de Paris.** 3. Si, dans un litige soumis à la sous-clause 9.2 (b) des CSC, une Partie ne nomme pas d’arbitre dans les trente (30) jours après la nomination d’un arbitre par l’autre Partie, la partie qui a nommé un arbitre peut faire appel à **la Chambre de Commerce Internationale de Paris** pour nommer un arbitre unique pour la question en litige, et l’arbitre nommé suite à cette demande est l’arbitre unique pour ce litige.   2. Règles de procédure. Exception faite de ce qui est précisé aux présentes, les procédures arbitrales sont menées conformément aux règles de procédure d’arbitrage de la **Chambre de Commerce Internationale de Paris** en vigueur à la date du présent Contrat.  3. Arbitres remplaçants. Si pour une quelconque raison un arbitre n’est pas en mesure de remplir sa fonction, un remplaçant est nommé de la même manière que l’arbitre initial.  4. Nationalité et qualifications des arbitres. L’arbitre unique ou le troisième arbitre nommé selon les paragraphes (a) à (c) de la sous-clause 13.2.1 est un expert légal ou technique internationalement reconnu avec une vaste expérience en lien avec la question en litige et il ne peut être un ressortissant du pays d’origine du Prestataire de services ***[Note : Si le Prestataire de services consiste en plus d’une entité, ajouter : ou du pays d’origine de chacun des membres ou Parties]*** ou du pays du Gouvernement. Aux fins de l’application de la présente clause, « pays d’origine » signifie entre autres :   1. le pays d’origine du Prestataire de services **[Note : Si le Prestataire de services consiste en plus d’une entité, ajouter : ou du pays d’origine de chacun des membres ou Parties] ;** ou 2. le pays dans lequel se trouve le principal établissement du Prestataire de services **[ou de l’un des membres ou parties] ;** ou 3. le pays de la nationalité de la majorité des actionnaires du Prestataire de services **[ou de l’un des membres ou parties] ;** ou 4. le pays de la nationalité des Sous-traitants concernés, lorsque le litige concerne un contrat de sous-traitance.   5. Coûts. En cas de survenance d’un litige, les Parties conviennent de l’allocation des coûts associés aux efforts de règlement avant arbitrage ou en lien avec l’arbitrage. Lorsque les Parties ne parviennent pas à un accord concernant l’allocation, celle-ci est déterminée par l’arbitre.  6. Divers. Dans toute procédure d’arbitrage en vertu du présent Contrat :   1. les procédures se tiennent, sauf accord des Parties, en **[choisir un pays qui n’est ni celui de l’Entité MCA ni celui du Consultant] ;** 2. le français est la langue officielle à tous égards ; et 3. la décision de l’arbitre unique ou de la majorité des arbitres est définitive et contraignante et est applicable dans n’importe quelle cour de juridiction compétente, et les Parties renoncent par la présente à toute objection ou demande d’immunité pour cette application.   Droit d’observer de MCC : MCC peut, à sa seule discrétion, être un observateur dans toute procédure d’arbitrage relative au présent Contrat, sans toutefois être tenue de participer à la procédure d’arbitrage. Que MCC soit ou non un observateur dans une procédure d’arbitrage associée au présent Contrat, les Parties doivent remettre à MCC la transcription écrite en Anglais de toute procédure ou audience d’arbitrage ainsi qu’une copie écrite de la sentence arbitrale dans les dix (10) jours suivant (a) chacune de ces procédures ou audiences ou, (b) la date du prononcé de la sentence arbitrale. L’acception par MCC du droit d’être un observateur dans une procédure d’arbitrage ne constitue nullement une acceptation de la compétence des tribunaux ou de tout autre organisme d’une quelconque juridiction ou de la compétence des arbitres. |
| CGC 12.2 (b) | Insérer les activités que le Prestataire de services, ses sous-traitants et leur personnel respectif, ne peuvent exercer, le cas échéant : **Pas applicable.** |
| CGC 13.2 | **21 jours.** |
| CGC 15.1 | Le montant du Prix du Contrat est de **[insérer le montant]** en Dollars US ou en F/CFA  Le Bordereau des Prix et détail quantitatif et estimatif comprend des éléments correspondant au Services à exécuter par le Prestataire de services.  Le Bordereau des Prix et détail quantitatif et estimatif est utilisé pour le calcul du Prix du Contrat. Le Prestataire de services est payé pour la quantité des Services au tarif fixé dans le Bordereau des Prix et détail quantitatif et estimatif pour chaque élément.  Si la quantité finale des Services exécutés diffère de plus de 25 pour cent de la quantité qui figure dans le Bordereau des Prix et détail quantitatif et estimatif pour un élément déterminé, le MCA-Niger révisera le tarif pour permettre le changement à condition toutefois que la différence dépasse un pour cent du Prix contractuel.  Les numéros de compte sont :  Pour les paiements en Dollars US : **[insérer le numéro de compte]**  Pour les paiements en monnaie nationale : **[insérer le numéro de compte]** |
| CGC 15.2 | Les prix ne sont pas ajustables. |
| CGC 16.1 | Les modalités et les conditions applicables au paiement à effectuer au Prestataire de services au titre du présent Contrat sont les suivantes :  Le Prestataire de services fournit à MCA-Niger des décomptes de la valeur estimée des Services exécutés déduction faite des montants cumulés précédemment certifiés.  Le MCA-Niger vérifie les décomptes du Prestataire de services et approuve le montant à payer au Prestataire de services qui sera établi dans un Certificat de Paiement  La valeur des Services exécutés sera déterminée par le MCA-Niger .  La valeur des Services exécutés comprend la valeur des quantités d’éléments achevés figurant dans le Bordereau des Prix et détail quantitatif et estimatif.  Les paiements à l’avancement des Services se feront conformément aux indications du Bordereau des Prix. |
| CGC 16.5 | Si l’Acheteur n’effectue pas le paiement au Prestataire de services dans un délai 30 jours, il devra payer au Prestataire de services un intérêt moratoire.  L’intérêt moratoire sera calculé au taux des fonds fédéraux américains publiés sur le site Web suivant :  <http://www.federalreserve.gov/releases/h15/current/default.htm> |
| CGC 18.1 | Le montant de la garantie d’exécution en pourcentage du Prix du Contrat, est de **dix (10) pour cent du Prix du Contrat et doit être délivré dans une monnaie acceptable par l’Acheteur.**  **La garantie de bonne exécution doit être fournie dans les vingt huit (28) jours calendaires suivant la signature du contrat par les parties.** |
| CGC 18.4 | La Garantie d’Exécution doit être valide vingt-huit (28) jours après la date de fin du Contrat. |
| CGC 19.2 | **Non applicable.** |
| CGC 24.1 | Les risques et montants couverts par les assurances sont les suivants :   1. Assurance responsabilité civile automobile envers les tiers pour les véhicules à moteur utilisés au **Niger** par le Prestataire de services ou son Personnel ou tout Sous-traitant ou son Personnel, avec une couverture minimale de 100 000 USD ou l’équivalent en FCFA 2. Assurance responsabilité civile, avec une couverture minimale de (**1.5 fois le montant du contrat) ;** 3. Assurance responsabilité professionnelle, avec une couverture minimale de **1.5 fois le montant du contrat ;** 4. Assurance responsabilité de l’employeur et assurance indemnités du travailleur pour le Personnel du Prestataire de services et de tout Sous-traitant, conformément aux dispositions pertinentes de la Loi en vigueur, ainsi que, pour ce qui est de ce Personnel, toutes les assurances vie, santé, accident, voyage ou autres si cela s’avère approprié ; et 5. Assurance contre la perte de ou les dommages à (i) l’équipement acheté entièrement ou en partie avec des fonds amenés en vertu du présent Contrat, (ii) la propriété du Prestataire de services utilisée en vue de prester les Services, et (iii) tous les documents préparés par le Prestataire de services dans le cadre de la prestation de ses Services. |
| CGC 25.3 | Non applicable. |
| CGC 26.1 | Les dommages-intérêts sont de **0,5** pour cent du Prix du Contrat pour chaque semaine de retard.  Le montant maximum des dommages-intérêts est de **10%** pour cent du Prix du Contrat. |
| CGC 26.2 | Les pénalités pour défaut de performance sont de : **Non applicable.** |

|  |
| --- |
| Annexe A : Stipulations complémentaires |

**Dispositions générales**

Les termes en majuscules employés, mais non définis dans la présente Annexe auront le sens qui leur est attribué dans les Conditions Générales du Contrat, le Compact ou les documents connexes.

L’Acheteur est chargé de la supervision et de la gestion de la mise en œuvre du Compact au nom du Gouvernement, et il a l’intention d’utiliser une portion du financement provenant du Compact pour effectuer des paiements admissibles dans le cadre du présent Contrat, étant entendu que (a) les paiements en question ne seront effectués qu’à la demande et qu’au nom de l’Acheteur et que sur autorisation de l’Agent Fiscal ; (b) MCC n’a aucune obligation vis-à-vis de Le Prestataire de services dans le cadre du Compact ou du présent Contrat ; (c) lesdits paiements seront soumis, à tous les niveaux, aux modalités du Compact ; et (d) aucune partie autre que le Gouvernement et l’Acheteur n’est autorisée à jouir d’un droit quelconque en vertu de l’Accord ou à avoir des prétentions quelles qu’elles soient au Financement de MCC.

**A. Statut de MCC ; Droits Réservés ; Tiers Bénéficiaire**

* 1. Statut de MCC. MCC est une entreprise américaine agissant pour le compte du Gouvernement des États-Unis en ce qui concerne la mise en œuvre du Compact. En tant que tel, MCC n’a aucune responsabilité en vertu du présent Contrat et est protégée contre tout procès ou toute procédure résultant de ou relative au présent Contrat. Pour tout problème découlant du ou relatif au présent Contrat, MCC n’est pas soumise à la juridiction de tribunaux ou de toute autre entité juridique ou organe de compétence juridique quelconque.
  2. Droits réservés de MCC.
     1. Certains droits sont expressément réservés à MCC dans le cadre du présent Contrat, du Compact et des documents connexes du Compact, y compris le droit d’approuver les modalités du présent Contrat ainsi que tout amendement ou toute modification de la présente et le droit de suspendre ou de résilier le présent Contrat.
     2. En se réservant ces droits dans le cadre du présent Contrat, du Compact ou de tout autre document connexe du Compact, MCC a seulement agi en qualité de bailleur de fonds dans le but d’assurer un usage adéquat des fonds du Gouvernement des États-Unis, et toute décision de MCC d’exercer ou de s’abstenir d’exercer ces droits doit être prise en qualité de bailleur de fonds et dans le cadre du financement de l’activité et ne doit en aucun cas être interprétée comme faisant de MCC une partie au présent Contrat.
     3. MCC peut exercer ses droits, le cas échéant, ou discuter de questions relatives au présent Contrat avec les Parties ou avec le Gouvernement, conjointement ou séparément, sans que cela n’entraîne une obligation ou responsabilité quelconque pour aucune des parties.
     4. L’approbation (ou l’absence d’approbation) ou l’exercice (ou le non-exercice) par MCC de ses droits n’empêchera pas le Gouvernement, le Maître de l’Ouvrage, MCC ou toute autre personne ou entité de faire valoir ses droits à l’encontre de Le Prestataire de services, ou de décharger Le Prestataire de services d’une obligation qu’il aurait autrement vis-à-vis du Gouvernement, du Maître de l’Ouvrage, de MCC, ou de tout autre personne ou entité. Aux fins de la présente Clause (d), MCC doit être interprété comme incluant tout cadre, directeur, employé, affilié, entreprise, agent ou mandataire de MCC.
  3. Tiers Bénéficiaire. En vertu du présent Contrat, MCC doit être considérée comme un tiers bénéficiaire.

**B. Restrictions relatives à l’utilisation ou au Traitement des fonds de MCC**

L’utilisation et le traitement des fonds de MCC en rapport avec le présent Contrat ne violent pas et ne pourront violer aucune des restrictions ou exigences spécifiées dans le Compact ni aucun autre accord approprié ou Lettre de mise en œuvre, ou loi applicable ou politique du gouvernement des États-Unis. Aucun Financement de MCC ne pourra être utilisé à des fins militaires, pour une quelconque activité susceptible d’entraîner une perte significative d’emplois aux États-Unis ou une délocalisation substantielle d’activités industrielles à l’extérieur des États-Unis, pour soutenir une quelconque activité susceptible d’entraîner une situation de danger au niveau de l’environnement, de la santé ou de la sécurité, ou pour financer des avortements ou stérilisation forcée comme méthode de planification familiale. Le Financement de MCC ne sera pas assujetti au paiement ou à l’imposition de Taxes/d’Impôts, tel que prévu dans le Compact.

**C. Passation de marchés**

Le Prestataire de services doit veiller à ce que toutes les passations de marchés pour fournitures, services ou travaux dans le cadre de, en rapport avec ou en application du présent Contrat soient conformes aux principes généraux en vigueur le cas échéant, définis dans le Compact et dans les Directives de passation des marchés du Programme MCC, et publiés sur le site Internet de MCC, www.mcc.gov. Le Prestataire de services devra se conformer aux exigences d’éligibilité visant les sources non autorisées ou les Clauses de limitation de certaines parties conformément aux lois, réglementations et politiques des États-Unis, applicables aux politiques ou Directives de la Banque Mondiale, et conformément aux exigences d’éligibilité qui peuvent être spécifiées par MCC ou le Maître de l’Ouvrage.

**D. Rapports et Informations ; Accès, Audits et Examens**

Rapports et informations. Le Prestataire de services devra conserver tous les enregistrements et livres comptables et fournir de tels rapports, documents, données ou autres informations à l’Acheteur le cas échéant de la manière et dans les limites prescrites par le Compact ou par tout autre document connexe, et conformément aux demandes que pourrait raisonnablement faire le Maître de l’Ouvrage, de temps à autre, afin de se conformer aux exigences de production de rapports prescrits par le Compact ou les documents connexes. MCC pourra utiliser comme elle l’entend toutes les informations obtenues dans un rapport ou un document qui lui aura été fourni. Les Clauses du Compact et des documents s’y rapportantqui sont applicables au Gouvernement en ce qui concerne l’accès et les audits s’appliquent, *mutatis mutandis*, à Le Prestataire de services comme si Le Prestataire de services était le Gouvernement dans le cadre du Compact.

Accès, Audits et Examens. À la demande de MCC, Le Prestataire de services devra permettre aux représentants autorisés de MCC, à un Inspecteur général autorisé de MCC, au United States Government Accountability Office, à tout commissaire aux comptes chargé d’un audit envisagé par le Compact ou conduit en vertu du Compact et à tous agents ou représentants engagés par MCC ou le Gouvernement pour conduire des évaluations ou examens du Programme, d’auditer, de passer en revue, d’évaluer ou d’inspecter les activités financées par MCC. Les Clauses du Compact et des documents s’y rapportantqui sont applicables au Gouvernement en ce qui concerne l’accès et les audits s’appliquent, *mutatis mutandis*, à Le Prestataire de services comme si Le Prestataire de services était le Gouvernement dans le cadre du Compact.

Application aux Sous-Traitants. Le Prestataire de services devra veiller à inclure les exigences d’audit, d’accès et de production de rapports dans ses Contrats et accords avec d’autres Sous-Traitants intervenant dans le cadre du Contrat.

**E. Conformité avec les lois contre la corruption et contre le blanchiment de fonds et le financement des activités terroristes et autres restrictions.**

1. Le Prestataire de services veillera à ce qu’aucun paiement n’ait été ou ne soit effectué par l’Entreprise à tout agent du Gouvernement, du Maître de l’Ouvrage, ni à aucun tiers (y compris tout autre fonctionnaire) dans le cadre du présent Contrat en violation de la Loi de 1977 en vigueur aux États-Unis contre les pratiques de corruption à l’étranger (Foreign Corrupt Practices Act), telle qu’amendée (15 U.S.C. 78a et suiv.) (la « *FCPA* ») ou qui constituerait par ailleurs une infraction à la FCPA si la partie qui a effectué ce type de paiement était censée être un ressortissant ou une entité des États-Unis soumis à la FCPA, ou à toute loi similaire applicable au présent Contrat y compris toutes lois locales. Le Prestataire de services affirme qu’aucun paiement du genre n’a été ou ne sera perçu par tout fonctionnaire, employé, agent ou mandataire dans le cadre du présent Contrat et en violation de la FCPA, ou qui constituerait par ailleurs une violation de la FCPA si la partie qui a effectué ce genre de paiement était un ressortissant ou une entité des États-Unis soumis à la FCPA, ou à toute loi similaire applicable au présent Contrat y compris toutes lois locales.

2. Le Prestataire de services ne fournit ni assistance, ni ressources substantielles, directement ou indirectement, pas plus qu’il ne permet consciemment que des fonds de MCC soient transmis à toute personne, entreprise ou autre entité connues par Le Prestataire de services, ou qu'il est censé connaître comme auteur d’actes ou de tentatives ou d’encouragement d’actes terroristes, en tant que facilitateur, participant ou personne préconisant des actes terroristes, y compris, mais sans y être limité, les personnes ou les entités figurant (i) sur la liste de référence des Ressortissants Spécialement Désignés et des Personnes sous embargo tenue à jour par le Bureau du Département du Trésor Américain chargé du Contrôle des Actifs à l’étranger Cette liste est disponible sur le site [www.treas.gov/offices/enforcement/ofac](file:///C:\Documents%20and%20Settings\maxwellre\Local%20Settings\Documents%20and%20Settings\maxwellre\Local%20Settings\Temporary%20Internet%20Files\Content.Outlook\IJGCXV56\www.treas.gov\offices\enforcement\ofac) ; (ii) sur la liste consolidée des personnes et des entités gérées par le « Comité 1267 » du Conseil de Sécurité des Nations Unies ; (iii) sur la liste tenue à jour sur [www.sam.gov](http://www.sam.gov) ; ou (iv) sur toute autre liste que l’Acheteur peut solliciter à tout moment. Pour les objectifs de la présente Clause, « appui important et ressources » comprend les devises, les instruments monétaires ou les autres garanties financières, services financiers, logement, formation, conseil ou assistance d’expert, refuge, faux documents ou fausse identité, équipements de communication, installations, armes, substances létales, explosifs, personnel, transport et autres biens tangibles, à l’exception de médicaments et de matériels religieux.

3. Le Prestataire de services veillera à que ses activités dans le cadre du présent Contrat se conforment à toutes les lois, réglementations et décrets des États-Unis relatifs au blanchiment d’argent, au financement des activités terroristes, aux lois pénales des États-Unis, aux pratiques commerciales restrictives, aux boycotts, et à toutes autres sanctions économiques promulguées le cas échéant par voie législative, par décret, par réglementation, ou tels qu’ils sont appliqués par le Bureau du Département du Trésor des États-Unis chargé du Contrôle des Actifs à l’étranger ou toute autorité gouvernementale qui lui succède, y compris le 18 U.S.C. Section 1956, 18 U.S.C. Section 1957, 18 U.S.C. Section 2339A, 18 U.S.C. Section 2339B, 18 U.S.C. Section 2339C, 18 U.S.C. Section 981, 18 U.S.C. Section 982, Décret 13224, 15 C.F.R. Part 760, et tous les programmes de sanctions économiques énumérés au 31 C.F.R., Parties 500 à 598, et il veillera à ce que toutes ses activités dans le cadre du présent Contrat soient en conformité avec toutes les politiques et procédures de contrôle et de surveillance des opérations visant à vérifier la conformité, ainsi que pourra le déterminer ponctuellement MCC, le Maître de l’Ouvrage, l’Agent Fiscal ou la Banque Mondiale, selon les cas. Le Prestataire de services doit vérifier ou faire vérifier, convenablement toute personne, entreprise ou toute autre entité ayant accès à ou bénéficiant de fonds, laquelle vérification sera effectuée conformément aux procédures énoncées à la dixième partie des Directives de Passation des marchés du Programme de MCC intitulé « Procédures de vérification des parties exclues des procédures lors de passation de marchés du programme d’acquisition » disponible sur le site Internet de MCC, www.mcc.gov. Le Prestataire de services (A) effectuera la vérification mentionnée ici au moins tous les trimestres, ou selon toute autre périodicité raisonnable comme pourrait le demander l’Acheteur ou MCC, le cas échéant, et (B) remettra un rapport de ce contrôle périodique à l’Acheteur avec copie à MCC.

4. Les autres restrictions imposées au Prestataire de services s’appliqueront telles que définies dans le Compact ou les documents connexes relativement aux activités qui constitueraient une violation de toute autre Clause légale, réglementaire, exécutive ou politique des États-Unis, et toute mauvaise conduite nuisible à MCC ou au Maître de l’Ouvrage, toute activité contraire à la sécurité nationale des États-Unis ou toute autre activité qui affecterait fortement ou négativement la capacité du Gouvernement ou de toute autre partie à assurer la mise en œuvre efficace du Programme, ou à en garantir la mise en œuvre, ou de tout autre Projet, ou à remplir ses responsabilités ou obligations dans le cadre du Compact ou de tout autre document connexe, ou qui affecterait négativement et fortement les actifs du Programme ou les Comptes Autorisés.

**F. Publicité, information et Marquage**

1. Le Prestataire de services collaborera avec l’Acheteur et le Gouvernement pour assurer une publicité adéquate pour les biens, travaux et services fournis dans le cadre du présent Contrat, y compris par l’identification des sites d'activité du Programme et le marquage des actifs du Programme en tant que biens, services et travaux financés par les États-Unis, agissant par le biais de MCC, conformément aux normes de MCC relatives à la publicité et à la diffusion des marques commerciales, disponibles sur le site Internet de MCC : <http://www.mcc.gov> ; étant entendu toutefois que tout communiqué de presse ou déclaration concernant MCC ou le fait que MCC finance le Programme ou tous autres matériels de publicité faisant référence à MCC, soient soumis à l’approbation préalable écrite de MCC et soient conformes à toutes les directives fournies, le cas échéant, par MCC dans des Lettres de mise en œuvre appropriée.

2. Au moment de la fin ou de l'expiration du Compact, Le Prestataire de services, à la demande de MCC, fera enlever tous marquages et toutes références à MCC de tout matériel de publicité.

**G. Assurances**

Le Prestataire de services contractera des assurances, des garanties de bonne exécution, des garanties ou autres protections appropriées pour se couvrir contre les risques ou responsabilités inhérents à l'exécution du Contrat. Le Prestataire de services doit être désigné comme bénéficiaire de ces assurances et bénéficiaire de ces garanties, y compris des garanties de bonne exécution. L’Acheteur et MCC, à la demande de MCC, seront désignés comme assurés supplémentaires pour ces assurances ou autres garanties, dans la mesure où les lois applicables le permettent.Le Prestataire de services veillera à ce que toutes indemnités de sinistres versées par lesdites assurances ou toutes autres formes de garantie soient utilisées pour remplacer ou réparer toute perte subie ou pour assurer l'acquisition des biens, services et travaux couverts, sous réserve que ces paiements soient, à la discrétion de MCC, déposés dans un compte tel que désigné par l’Acheteur et acceptable par MCC, ou conformément à d’autres instructions de MCC.

**H. Conflit d'Intérêts**

Le Prestataire de services doit veiller à ce qu’aucun de ses dirigeants, administrateurs, employés, filiales, clients, sous-traitants, agents, conseillers ou représentants ne participent à la procédure de sélection, d’adjudication, d’administration ou de supervision d’un Contrat, d’une subvention ou autre avantage ou transaction financée en totalité ou en partie (directement ou indirectement) par des fonds octroyés en vertu du Financement de MCC en rapport avec ce Contrat, dans lequel (i) l'entité, la personne, les membres immédiats de la famille de la personne ou de son ménage, son ou ses associés, ou les organisations contrôlées par ou impliquant substantiellement une telle personne ou entité, n’ait ou n’aient un intérêt financier ou autre (ii) la personne ou l’entité ne négocie ou ne prenne de dispositions quelconques concernant un emploi futur, à moins que cette personne ou entité n’ait d’abord révélé par écrit aux parties contractantes et à MCC ce conflit d’intérêts et, à la suite de cette révélation, les parties entrepreneures ne consentent par écrit à continuer malgré le conflit. Le Prestataire de services veillera à ce qu’aucun de ses dirigeants, administrateurs, employés, filiales, clients, sous-traitants, agents, conseillers ou représentants ne prenne part à la procédure de sélection, d’adjudication, d’administration, de supervision ou de mise en œuvre d'un Contrat, d'une subvention ou autre avantage ou transaction financée en totalité ou en partie (directement ou indirectement) par les fonds octroyés en vertu du Financement de MCC en rapport avec le présent Contrat, ne sollicite , n'accepte de ou n'offre à un tiers, ne recherche ou ne reçoive de promesse (directement ou indirectement) pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, de cadeau, gratification, faveur ou avantage quelconque, autre que des articles *de valeur minime*, et conforme, sinon, aux directives que MCC peut fournir, le cas échéant. Le Prestataire de services veillera à ce qu’aucun de ses dirigeants, administrateurs, employés, filiales, clients, sous-traitants, agents, conseillers ou représentants ne prenne part à des activités qui sont, ou donnent l’impression d’être, en conflit avec leurs intérêts dans le cadre du présent Contrat. Sans pour autant limiter la portée de ce qui précède, Le Prestataire de services se conformera, et assurera la conformité, à l’ensemble des politiques en matière de conflits d’intérêts et de déontologie de l’Acheteur comme ce dernier l’aura communiqué au Prestataire de services.

**I. Contradictions**

En cas de contradiction entre le présent Contrat et le Compact et/ou l’Accord de décaissement ou l’Accord de passation de marché/Accord de mise en œuvre du programme, le ou les termes du Compact et/ou de l’Accord de décaissement ou de l’Accord de passation des marchés/Accord de mise en œuvre du programme prévaudra.

**J. Autres Dispositions**

Le Prestataire de services se conformera aux modalités que pourraient spécifier l’Acheteur ou MCC en rapport avec le Contrat.

**K. Clauses de transfert**

Dans tout sous-Contrat ou Contrat de sous-traitance conclu par Le Prestataire de services, conformément aux conditions du Contrat, Le Prestataire de services devra veiller à inclure toutes les dispositions contenues dans les paragraphes (A) à (J) ci-dessus.

|  |
| --- |
| Annexe B : Description des Services |

***[****Description détaillée des Services à fournir, dates d’achèvement des différentes tâches, lieu d’exécution des différentes tâches, tâches spécifiques devant être approuvées par l’Acheteur, etc.* ]

|  |
| --- |
| Annexe C : Personnel clé du Prestataire de services |

*[Joindre la liste du personnel clé et des sous-traitants participant à la livraison des Services, en indiquant leur titre, la description des tâches, et les qualifications minimales conformément à la Spécification des Services qui figure dans le Dossier d’Appel d’offres]*

|  |
| --- |
| 1. Formulaires contractuels |

La présente Section contient des formulaires qui, une fois complétés, feront partie du Contrat. Les formulaires de Garantie d’exécution et de Garantie de restitution d’acompte, lorsque requis, devront être complétés par le Soumissionnaire retenu après l'attribution du Contrat.

|  |
| --- |
| Formulaire de Notification d’intention d’attribution |

[***La Notification d’intention d’attribution devra être complétée et envoyée au Soumissionnaire retenu conformément aux stipulations de la Clause 42 des IS.***]

[**date**]

**CECI N’EST PAS UNE NOTIFICATION D’ATTRIBUTION DU CONTRAT OU UNE LETTRE D’ACCEPTATION**.

**L’ACHETEUR N’ENTEND FORMER AUCUN CONTRAT**

**EN VERTU DE CETTE NOTIFICATION**

À l’attention de: [**insérer le nom et l’adresse du Prestataire de services**]

**Re: XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX**

**Réf. de l’Appel d’offres: XXXXXXXXXXXXXXXXX**

Comme prévu dans le Dossier d’appel d’offres (Clause 42 des IS) en relation avec [**insérer le nom du Contrat et le numéro d’identification, tel qu’indiqué dans le Dossier d’appel d’offres**], la présente notification a pour but de vous informer que nous avons retenu votre offre associée à l’appel d’offres susmentionné et, que nous prévoyons de vous envoyer une Notification d'attribution du Contrat et un Accord contractuel à l’expiration du délai de dépôt des contestations et après la résolution des contestations soumises, conformément aux règles prévues dans le Système de Contestation des Soumissionnaires, comme expliqué plus en détail dans le Dossier d’appel d’offres.

La présente notification d’intention d’attribution NE constitue pas la formation d'un contrat entre nous, et ne vous confère aucun droit légal ou équitable. Vous n’acquérez aucun droit légal ou équitable ni aucune obligation tant que vous ne recevez pas de notre part une Lettre d'acceptation / Notification d’attribution du Contrat, accompagnée d’un projet d’Accord contractuel, et que les exigences énoncées dans cette Lettre d'acceptation / Notification d'attribution du Contrat aient été respectées d'une manière que nous jugeons acceptable. Nous nous réservons le droit d'annuler cette Notification d'intention d’attribution à tout moment avant l'attribution du Contrat, sans encourir une quelconque responsabilité de ce fait.

Nous vous remercions pour votre participation à la procédure d’appel d’offres. Pour toute information au sujet de cette notification, vous êtes priés de contacter la personne dont le nom figure ci-dessous.

Signataire autorisé :

Nom et fonction du Signataire :

**[insérer le nom en caractère d’imprimerie]**

|  |
| --- |
| **Formulaire de Notification d’attribution du Contrat** |

**[*La Notification d’attribution du Contrat constituera la base du Contrat, tel que décrit dans la Clause 47 des IS. Le présent formulaire de Notification d’attribution du Contrat devra être complété et envoyé au Soumissionnaire retenu uniquement après l’évaluation des Offres, sous réserve de tout examen par MCC, si nécessaire*.]**

**[insérer la date]**

A l’attention de**:** [**insérer le nom et l’adresse du Prestataire de services**]

**Re: XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX**

**Réf. de l’Appel d’offres: XXXXXXXXXXXXXXXXX**

La présente notification a pour but de vous informer que l’Offre que vous avez soumise en date du [**insérer la date**] pour l’exécution du [**insérer le nom du Contrat et son numéro d’identification**] pour le Prix du Contrat accepté de [**insérer le montant en chiffres et en lettres**] [**insérer la monnaie**], tel que corrigé et modifié conformément aux Instructions aux Soumissionnaires, a été acceptée par l’Acheteur.

Nous vous demandons par les présentes (a) de procéder à la fourniture des Services autres que Services de Conseil conformément au Contrat, (b) de signer et de nous retourner le Contrat ci-joint, (c) de compléter et nous retourner le Formulaire de certification de conformité aux sanctions, et (d) de nous faire parvenir la Garantie d’exécution conformément à la Clause 18 des CGC dans les 28 jours suivant la réception de la présente Notification d’attribution du Contrat.

Signataire autorisé :

Nom et fonction du Signataire :

**[insérer le nom en caractère d’imprimerie]**

## Pièce jointe : Accord contractuel

## Formulaire d’Accord contractuel

LE PRÉSENT ACCORD CONTRACTUEL (ci-après dénommé « le Contrat ») est conclu, [**insérer le jour**], [**le mois**] [**l’année**] entre [**insérer la dénomination sociale complète de l’Entité MCA**] (ci-après dénommée « l’Acheteur ») d’une part et [**insérer la dénomination sociale complète du Prestataire de services]** (ci-après dénommé « le Prestataire de services ») d’autre part.

***[Note: Si le Prestataire de services est composé de plusieurs entités, le paragraphe suivant doit être utilisé]***

Le présent ACCORD CONTRACTUEL (ci-après désigné par le « Contrat ») est conclu le [**insérer le jour**], [**le mois**] [**l’année**] entre [**insérer la dénomination sociale complète de l’Entité MCA**] (ci-après appelé l’« Acheteur ») d’une part et [**insérer la dénomination sociale complète du Prestataire de services**] (ci-après appelé le « Prestataire de services»), constitué sous forme [d’une co-entreprise/ d’un consortium/ d’une association] avec **[insérer le nom de chacun des membres de la co-entreprise**], d’autre part, chacun des membres de la co-entreprise étant conjointement et solidairement responsable à l’égard de l’Acheteur des obligations du Prestataire de services au titre du présent Contrat, et toute référence au « Prestataire de services » est réputée viser chacun des membres de la co-entreprise.

**CONSIDÉRANTS**

ETANT DONNE QUE,

* + 1. Le Millennium Challenge Corporation (ci-après dénommée « MCC ») et le Gouvernement de/du/des [**insérer pays**] ont conclu un Compact en vue d’une assistance au titre du Millennium Challenge Account d’un montant d’environ [**insérer montant**] USD (« Financement MCC ») afin de contribuer à la réduction de la pauvreté par la croissance économique au/en/aux [**insérer pays**]. Etant donné que le Gouvernement, agissant par l’intermédiaire de l’Acheteur, entend utiliser une partie du Financement MCC pour effectuer des paiements autorisés en vertu du Contrat. Etant donné que tous les paiements versés par l’Acheteur seront soumis a, à tous égards, aux termes et conditions du Compact et des documents connexes, y compris les restrictions sur l’utilisation et le décaissement du Financement MCC. Aucune partie autre que le Gouvernement et l’Acheteur ne peut se prévaloir du Compact ni prétendre au produit du Financement MCC ; et
    2. L’Acheteur a lancé un Appel d’offres pour la fourniture des Services autres que Services de Conseil identifiés dans le présent Accord contractuel, et a accepté l’Offre du Prestataire de services pour la fourniture de ces services conformément aux termes et conditions du présent Contrat.

PAR CONSÉQUENT, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE SUI SUIT:

* 1. En contrepartie des paiements devant être versés par l’Acheteur au Prestataire de services tel que prévu au Contrat, le Prestataire de services s’engage par les présentes envers l’Acheteur à fournir les Services, et à remédier aux défauts en rapport avec lesdits Services conformément aux stipulations du Contrat.
  2. L’Acheteur s’engage par les présentes à payer au Prestataire de services en contrepartie de la fourniture des Services, ainsi que pour la rectification d’éventuels défauts en rapport avec lesdits Services, le Prix du Contrat (tel que déterminé ci-après) ou toute autre somme payable en vertu des stipulations du Contrat aux dates et de la manière prévues au Contrat.

EN FOI DE QUOI, les parties aux présentes ont fait signer le présent Contrat conformément aux lois en vigueur [**insérer le nom du pays**] le jour, le mois et l’année susmentionnés.

Au nom de [**dénomination de l’Acheteur]** Au nom de [**dénomination du Prestataire de services]**

Signature Signature

Nom Nom

[***Note : Si le Prestataire de services est une co-entreprise, les différents membres de la co-entreprise doivent signer comme indiqué ci-dessous :***]

Au nom et pour le compte de chaque Membre du Prestataire de services

**[Nom du membre]**

**[Représentant habilité à signer]**

**[Nom du membre]**

**[Représentant habilité à signer]**

Formulaire de certification de conformité aux sanctions

Conformément à la clause G des Stipulations complémentaires qui figurent à l’Annexe A du Contrat, le présent formulaire doit être complété par Le Prestataire de services dans un délai de 28 jours à compter de la date de réception de la Lettre d’Acceptation et de l’Accord contractuel. Le Prestataire de services soumettra le formulaire dûment complété, accompagné du Contrat signé, puis le soumettra par la suite le dernier jour ouvrable avant le dernier jour de chaque trimestre (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) après la signature du Contrat financé par MCC[[13]](#footnote-14), tout au long de la durée du Contrat[[14]](#footnote-15). Le formulaire doit être soumis à l'Agent de passation de marchés de l’Entité MCA [fournir le courrier électronique] et un exemplaire envoyé à MCC à l'adresse suivante: sanctionscompliance@mcc.gov. Les instructions pour compléter ce formulaire figurent ci-dessous:

**Dénomination sociale complète du Prestataire de Services: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Nom complet et numéro du Contrat: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**L’Entité MCA avec laquelle le Contrat a été signé: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

* Toutes les vérifications d’éligibilité ont été effectuées conformément aux «**Stipulations Complémentaires**» visées à l’Annexe A du Contrat, notamment à la **clause G «Respect des lois relatives à la lutte contre le financement du terrorisme et des autres restrictions**». Aucun financement de MCC[[15]](#footnote-16) n’a été accordé à un individu, une société ou autre entité figurant sur les listes énumérées, y compris au Prestataire de Services lui-même. Aucun financement de MCC n’a été accordé à un pays, ou à une entreprise basée ou exerçant une partie importante de ses activités dans un pays, soumis à des sanctions ou à des restrictions en vertu de la loi ou de la politique des États-Unis, y compris aux pays désignés par les États-Unis comme parrainant le terrorisme.

**OU**

* Toutes les vérifications d’éligibilité ont été effectuées conformément aux «**Stipulations Complémentaires**» visées à l’Annexe A du Contrat, notamment à la **clause G «Respect des lois relatives à la lutte contre le financement du terrorisme et des autres restrictions**» **,** et les résultats suivants ont été obtenus (informations à fournir pour chaque résultat):
* Nom de l’individu, de la société ou de l’entité:
* Source(s) auprès de laquelle l’éligibilité a été vérifiée, si l’individu, la société ou l’entité a été déclaré inéligible:
* Poste (s’il s’agit d’un individu), ou biens ou services fournis (s’il s’agit d’une société ou autre entité):
* Estimation de la valeur des tâches exécutées à la date de la certification:

Je certifie par les présentes que les informations fournies ci-dessus sont exactes et sincères à tous points importants et que toute inexactitude des renseignements fournis, fausse déclaration ou omission de fournir les informations demandées dans cette certification peut être considérée comme une «fraude» aux fins du Contrat passé entre le Prestataire de services et l’Entité MCA, des Directives sur la passation des marchés du Programme de MCC et d’autres politiques ou directives applicables de MCC, y compris de la politique de MCC en matière de prévention, de détection et de correction de la fraude et de la corruption dans les opérations de MCC.

**Signataire Autorisé:\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Nom du Signataire en caractères d’imprimerie:\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**INSTRUCTIONS POUR COMPLETER LE FORMULAIRE DE CERTIFICATION DE CONFORMITE AUX SANCTIONS:**

Le Prestataire de services doit suivre les procédures suivantes pour vérifier l’éligibilité des entreprises, du personnel clé, des sous-traitants, des vendeurs, des fournisseurs et des bénéficiaires du financement, conformément à l’Annexe A du Contrat, intitulée «**Stipulations complémentaires**», notamment à la **Clause G « Respect des lois relatives à la lutte contre le financement du terrorisme et des autres restrictions** ».

Le Prestataire de services doit vérifier que l’individu, la société ou l’entité ayant accès au financement de MCC ou en bénéficiant, y compris le personnel du Prestataire de Services, les consultants, les sous-traitants, les vendeurs, les fournisseurs, et les bénéficiaires ne figurent sur aucune des listes suivantes:

* + 1. Système de gestion des marchés (System for Award Management (SAM)): [https://www.sam.gov/portal/SAM/##11](https://www.sam.gov/portal/public/SAM/?portal:componentId=1f834b82-3fed-4eb3-a1f8-ea1f226a7955&portal:type=action&interactionstate=JBPNS_rO0ABXc0ABBfanNmQnJpZGdlVmlld0lkAAAAAQATL2pzZi9uYXZpZ2F0aW9uLmpzcAAHX19FT0ZfXw**)
    2. Liste des exclusions de la Banque mondiale : <http://worldbank.org/debarr>
    3. Liste récapitulative de présélection du Gouvernement américain : <https://www.export.gov/csl-search>
    4. State Sponsors of Terrorism: [https://www.state.gov/j/ct/list/c14151.htm](https://www.export.gov/csl-search)

La documentation du processus prend deux formes. Le Prestataire de services doit préparer un tableau répertoriant chaque membre du personnel, consultant, sous-traitant, vendeur, fournisseur et bénéficiaire intervenant dans le Contrat, conformément au tableau qui figure ci-dessous.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Nom | Date à laquelle la vérification a été effectuée | | | Eligible (O/N) |
| Liste du système SAM | Liste des entreprises radiées par la Banque Mondiale | Liste de contrôle consolidée du gouvernement américain (US Government Consolidated Screening List) |
| Le Prestataire de services (l’entreprise elle-même) |  |  |  |  |
| Membre du personnel #1 |  |  |  |  |
| Membre du personnel #2 |  |  |  |  |
| Prestataire #1 |  |  |  |  |
| Prestataire #2 |  |  |  |  |
| Sous-traitant #1 |  |  |  |  |
| Sous-traitant #2 |  |  |  |  |
| Vendeur #1 |  |  |  |  |
| Fournisseur #1 |  |  |  |  |
| Bénéficiaire #1 |  |  |  |  |

Le Prestataire de services doit indiquer la date à laquelle la recherche a été effectuée auprès de chaque source de vérification de l’éligibilité, et déterminer si le membre du personnel, le consultant, le sous-traitant, le vendeur, le fournisseur ou le bénéficiaire est éligible – c’est-à-dire qu’il n’est inscrit sur la liste d’aucune des sources de vérification de l’éligibilité.

En outre, les trois listes étant des bases de données consultables, affichant les résultats de recherche sur une page, après avoir saisi le nom à rechercher, le Prestataire de services doit imprimer et conserver pour chaque membre du personnel, consultant, sous-traitant, vendeur, fournisseur ou bénéficiaire la page de résultats de la recherche générée par chaque source de vérification de l’éligibilité, qui se présente comme suit: «*Exclusion active*? *Non* » (dans le cas du système SAM),« *Aucun dossier n’a été trouvé*! »(dans le cas de la liste des entreprises radiées par la Banque Mondiale) ou« *Aucun résultat* »(dans le cas de la liste de contrôle consolidée du gouvernement américain).

Si un dossier négatif a été trouvé pour un ou plusieurs individus ou une ou plusieurs entités, y compris pour le Prestataire de services lui-même, ce dernier doit effectuer une recherche supplémentaire pour établir si le résultat de la recherche est « un faux positif ». S’il s’agit d’un faux positif, le Prestataire de services marquera le membre du personnel, le consultant, le sous-traitant, le vendeur, le fournisseur ou le bénéficiaire comme éligible, et conservera le résultat de la recherche qui confirme son éligibilité.

Si, par contre, le résultat de la recherche montre que le personnel du Prestataire de services, les consultants, les sous-traitants, les vendeurs, les fournisseurs ou les bénéficiaires sont inéligibles à ce stade, l’Entité MCA déterminera s’il est possible dans les circonstances d'autoriser le Prestataire de services à procéder à un remplacement. Cette décision sera prise au cas par cas, et nécessitera l'approbation de MCC, quelle que soit la valeur estimée du contrat proposé.

En outre, conformément à l’alinéa P1.A.1.7 des Directives sur la passation des marchés du Programme de MCC, le Prestataire de services doit s’assurer que le financement MCC n’est pas utilisé pour des biens ou des services provenant d’un pays ou d’une entreprise qui est constituée, basée ou qui exerce une partie importante de ses activités dans un pays soumis à des sanctions ou à des restrictions en vertu de la loi ou de la politique des États-Unis, y compris dans les pays désignés par les États-Unis comme parrainant le terrorisme (<https://www.state.gov/j/ct/list/c14151.htm>).

Le Prestataire de services conserve tous ces documents qui font partie de l’ensemble du dossier du Contrat passé avec l’Entité MCA, tout au long de la durée du Contrat, et après l’achèvement du Contrat pour une période ultérieure telle que visée aux stipulations du Contrat (généralement cinq ans après la date d’achèvement du Programme Compact ou du Programme Threshold). L’Entité MCA, MCC ou leurs représentants doivent avoir accès à ces documents conformément aux stipulations du Contrat régissant l’accès aux documents.

**Annexe A “Stipulations complémentaires,” Paragraphe G “Respect des lois relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, et des autres restrictions ”**

**1.** Le Prestataire de services s’engage à ne fournir directement ou indirectement d’aide ou de ressources substantielles, ni à permettre sciemment que des fonds de MCC soient versés à une personne, entreprise ou autre entité connue par le Prestataire de services, ou qu’il est supposé connaître comme étant l’auteur d’actes, de tentatives ou d’encouragement d’actes terroristes, en tant que facilitateur, participant ou personne préconisant des actes terroristes, y compris, à titre indicatif et non limitatif, à des personnes ou entités figurant (i) sur la liste de référence des Ressortissants spécialement désignés et des personnes sous embargo, tenue à jour par le Bureau du département du Trésor américain chargé du contrôle des actifs à l’étranger, cette liste étant disponible à l’adresse [www.treas.gov/offices/enforcement/ofac](file:///C:\Users\knutsongm\AppData\Local\Microsoft\Windows\Temporary%20Internet%20Files\Content.Outlook\AXUJJHAT\www.treas.gov\offices\enforcement\ofac) ; (ii) sur la liste consolidée des personnes et des entités gérées par le « Comité 1267 » du Conseil de Sécurité des Nations Unies ; (iii) sur la liste tenue à jour sur le site [www.sam.gov](file:///C:\Users\knutsongm\AppData\Local\Microsoft\Windows\Temporary%20Internet%20Files\Content.Outlook\AXUJJHAT\www.sam.gov) ; ou (iv) sur toute autre liste que l’Acheteur pourra, en toute circonstance, demander. Aux fins des présentes, l’expression « aide et ressources substantielles» comprend les devises, les instruments monétaires ou financiers, services financiers, logement, formation, conseil ou assistance d’expert, hébergement, faux documents ou fausse identité, matériel de télécommunication, installations, armes, substances mortelles, explosifs, personnel, moyens de transport et autres biens corporels, à l’exception des médicaments et des articles religieux.

1. Le Prestataire de services s’assure que ses activités au titre du présent Contrat sont conformes à toutes les lois, réglementations et décrets des États-Unis relatifs à la lutte contre le blanchiment d’argent, le financement des activités terroristes, et la Traite des personnes, aux lois pénales des États-Unis, aux pratiques commerciales restrictives, aux boycotts, et à toutes autres sanctions économiques, promulgués le cas échéant par voie législative, par décret, par arrêté ou par réglementation, ou tels qu’ils sont appliqués par le Bureau du Département du Trésor des États-Unis chargé du Contrôle des Actifs à l’étranger ou toute autorité gouvernementale qui lui succède, y compris aux articles suivants de la loi : 18 U.S.C. § 1956, 18 U.S.C. § 1957, 18 U.S.C. § 2339A, 18 U.S.C. § 2339B, 18 U.S.C. § 2339C, 18 U.S.C. § 981, 18 U.S.C. § 982, au Décret 13224, au règlement 15 C.F.R. Partie 760, et à tous les programmes de sanctions économiques énumérés dans le règlement 31 C.F.R., Parties 500 à 598, et s’assure que toutes ses activités au titre du présent Contrat sont conformes aux politiques et procédures de contrôle et de surveillance des opérations visant à vérifier la conformité comme déterminé le cas échéant par  MCC, l’Entité MCA, l’Agent financier ou la Banque autorisée par l’Entité MCA, selon les cas. Le Prestataire de services vérifie, ou fait vérifier l’éligibilité de toute personne, entreprise ou toute autre entité ayant accès aux fonds ou en bénéficiant, cette vérification étant effectuée conformément aux procédures énoncées à la Partie 10 des Directives sur la Passation des marchés du Programme de MCC (Procédures de vérification de l’Éligibilité) disponibles sur le site web de MCC à l’adresse[www.mcc.gov/ppg](http://www.mcc.gov/ppg). Le Prestataire de services (A) effectue la vérification mentionnée dans ce paragraphe au moins tous les trimestres, ou selon toute autre périodicité raisonnable demandée par l’Entité MCA ou MCC, le cas échéant, et (B) remet un rapport sur cette vérification périodique à l’Entité MCA et un exemplaire dudit rapport à MCC.

3. Le Prestataire de services est soumis à d’autres restrictions énoncées à la Clause 5.4(b) du Compact et relatives au trafic de stupéfiants, au terrorisme, au trafic sexuel, à la prostitution, à la fraude, au crime, à toute mauvaise conduite nuisible à MCC ou à l’Entité MCA, à toute activité contraire à la sécurité nationale des États-Unis ou à toute autre activité pouvant affecter fortement ou négativement la capacité du Gouvernement ou de toute autre partie à assurer la mise en œuvre efficace du Programme, ou de tout autre Projet ou à en garantir la mise en œuvre, ou la mise en œuvre de tout autre Projet, ou à s’acquitter de ses responsabilités ou obligations dans le cadre du Compact ou de tout autre document connexe, ou affectant négativement et fortement les actifs du Programme ou les Comptes autorisés.

Formulaire d’auto-certification pour les Consultants/Prestataires de services/Entrepreneurs/Fournisseurs

Le formulaire d'auto-certification ci-dessous doit être signé par le Prestataire de services dans le cadre du Contrat. En vertu de cette auto-certification, le Prestataire de services déclare n’acheter les biens et les matériaux nécessaires à l’exécution du Contrat qu’auprès de fournisseurs qui n’ont pas recours au travail forcé et au travail des enfants, et qui offrent à leur personnel un lieu de travail sûr et hygiénique.

---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Comme prévu au Contrat, le Prestataire de services doit veiller à ce que les normes de travail et les protections offertes aux travailleurs soient conformes aux *normes de performance de l’IFC en matière de durabilité sociale et environnementale*. Le Prestataire de services doit à son tour s’assurer que ses principaux fournisseurs, à savoir toute personne physique ou morale qui fournit des biens ou des matériaux nécessaires à l’exécution du Contrat, n’ont pas recours au travail forcé et au travail des enfants dans le processus de production de ces biens et matériaux, et offrent à son personnel un lieu de travail sûr et hygiénique.

En reconnaissance de ma compréhension, j’atteste par les présentes que:

* + Je comprends les exigences du contrat passé avec le -[Nom du pays].
  + [Nom du Prestataire de services] veillera à ce que toutes les activités exécutées soient conformes aux normes de performance de l’IFC, comme décrites dans le Contrat.
  + [Nom du Prestataire de services] n’a pas et n’aura pas recours au travail forcé ou au travail des enfants, et offre à son personnel un lieu de travail sûr et hygiénique.
  + [Nom du Prestataire de services] n’achète pas et n’achètera pas de matériaux ou biens auprès de fournisseurs qui ont recours au travail forcé ou au travail des enfants.
  + [Nom du Prestataire de services] n’achètera de matériaux ou de biens qu’auprès de fournisseurs qui offrent à leurs employés un lieu de travail sûr et hygiénique.
  + [Nom du Prestataire de services] a un système en place qui lui permet de surveiller ses fournisseurs, d’identifier tout nouveau risque ou risque émergeant. Ce système permet également au [Nom du Prestataire de services] de remédier efficacement à tout nouveau risque.
  + Lorsqu’il n’est pas possible de remédier à un nouveau risque ou à des incidents, [Nom du Prestataire de services] s’engage à rompre les liens avec lesdits fournisseurs.

Noter ci-dessous toute exception aux stipulations susmentionnées :

|  |
| --- |
|  |

*Je certifie par les présentes que les informations fournies ci-dessus sont exactes et sincères à tous points importants et que toute inexactitude des renseignements fournis, fausse déclaration ou omission de fournir les informations demandées dans ceTTE certificatION peut être considérée comme une «fraudE» aux fins du Contrat. Je CONFIRMe REPRESENTER DUMENT* ***[NOM DU PRESTATAIRE DE SERVICES]*** *ET ETRE DUMENT AUTORISE A SIGNER.*

Signataire autorisé: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom du signataire en caractères d’imprimerie:

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

|  |
| --- |
| Modèle de Garantie d’exécution (garantie bancaire) |

**[*La banque, à la demande du Prestataire de services, devra compléter le formulaire conformément aux instructions données]***

Branche ou bureau de la banque : **[insérer la dénomination sociale complète et l’adresse du Garant]**

Bénéficiaire**:** **[insérer la dénomination sociale complète et l’adresse de l’Acheteur]**

Date**:** [**insérer la date d’émission**]

**GARANTIE D’EXÉCUTION N° :** [**insérer le no. de la Garantie d’exécution**]

Nous avons été informés que **[insérer la dénomination sociale complète du Prestataire de services]**(ci-après dénommé « le Prestataire de services ») a conclu avec [**nom de l’Entité MCA]**(ci-après dénommé « le Bénéficiaire »), le Contrat N° [**insérer le numéro de référence du contrat**] en date du **[insérer le jour et le mois], [insérer l’année]** pour la prestation de **[description des Services autres que Services de Conseil fournis]** (ci-après dénommé « le Contrat »)*.*

De plus, nous comprenons qu’une Garantie d’exécution est exigée en vertu du Contrat.

À la demande du Prestataire de services, nous en notre qualité de Garant,nous engageons par la présente, irrévocablement, à payer au Bénéficiaire, à première demande écrite, toute somme d’argent dans la limite de **[insérer la somme en chiffres et en lettres]**. La demande du Bénéficiaire doit être accompagnée d’une déclaration attestant que le Prestataire de services ne s’est pas acquitté de ses obligations en vertu du Contrat, sans que le Bénéficiaire n’ait à prouver ou à donner les raisons de sa demande de paiement ou du montant indiqué dans sa demande.

La présente Garantie expire au plus tard [**insérer le jour**] [**insérer le mois**] [**insérer l’année**] [***la date d’expiration doit être calculée conformément aux stipulations de la Sous-Clause 18.4 des CGC***], et toute demande de paiement en vertu de la présente Garantie doit parvenir à nos bureaux au plus tard à cette date.

[***La banque émettrice devra supprimer la mention inutile***]. Nous confirmons que [nous sommes une institution financière autorisée légalement à fournir cette garantie dans le pays du Bénéficiaire] **[OU]** [nous sommes une institution financière située hors du pays du Bénéficiaire, mais nous avons une institution financière correspondante située dans le pays du Bénéficiaire qui assurera l’exécution de cette garantie. Le nom de notre banque correspondante et ses coordonnées sont les suivants : **[indiquer le nom, l’adresse, le numéro de téléphone et l’adresse électronique]**.

La présente Garantie est regie par les Régles Uniformes de la Chambre de Commerce Internationale de Paris relatives aux garanties sur demande, publication CC n°.758. Révision de 2010, mais l’exigence de déclaration justificative prévue à l’Article 15 (a) est expressément exclue par les présentes, sauf stipulations contraires susmentionnées.

Pour le surplus, la Garantie est soumise au droit nigérien. Tous différends résultant de la présente Garantie ou en relation avec celle-ci seront soumis aux tribunaux nigériens compétents.

Au nom de la Banque Au nom du Prestataire de services

Signature Signature

En qualité de : En qualité de :

Date : Date :

1. Les informations financières communiquées par les Soumissionnaires devront être examinées dans leur intégralité de sorte qu’un jugement bien-fondé puisse être rendu sur la capacité des Soumissionnaires concernés à s’engager dans le Contrat, et elles ne se limiteront pas à la justification des ratios financiers indiqués ici. [↑](#footnote-ref-2)
2. Le projet PASEC de la Banque mondiale finance 4 composantes : Composante 1: investissements au niveau communal qui améliorent la résilience aux risques liés au climat, à l’insécurité alimentaire et / ou à la réduction des émissions de carbone. Composante 2: vise à améliorer la prestation des services de transfert de technologie, accès à l’information et renforcement des capacités. Composante 3: Développement de mécanismes pour les interventions rapides d’urgence. Composante 4: gestion de projet et appui institutionnel. [↑](#footnote-ref-3)
3. \*Communes ayant des activités CRA et PRAPS. [↑](#footnote-ref-4)
4. La version actuelle du Plan de S&E du Compact peut être consultée sur le site Web du MCC : <https://assets.mcc.gov/content/uploads/ME-Plan-NER-V2-Jul19.pdf>. Le Plan S&E prévoit un reporting trimestriel des performances d’exécution des projets ainsi que des évaluations indépendantes. [↑](#footnote-ref-5)
5. http://www.mcaniger.ne/wp-content/uploads/2018/07/MCA-Niger-PIGIS-Version3clean151118-compressed.pdf [↑](#footnote-ref-6)
6. Ce plan devrait être consulté dès maintenant, mais la mise à jour annuelle sera disponible dans quelques mois. Une fois sélectionné, l'entrepreneur doit s'assurer qu'il fonctionne à partir de la version mise à jour. [↑](#footnote-ref-7)
7. <https://assets.mcc.gov/content/uploads/2017/05/mcc-policy-gender.pdf> [↑](#footnote-ref-8)
8. http://www.mcaniger.ne/wp-content/uploads/2018/07/MCA-Niger-PIGIS-Version3clean151118-compressed.pdf [↑](#footnote-ref-9)
9. https://www.mcc.gov/resources/doc-pdf/policy-counter-trafficking-in-persons-policy [↑](#footnote-ref-10)
10. Selon la la Politique de Lutte Contre la Traite des Personnes (C-TIP) du MCC, la Traite des personnes (TIP) ’expression "Traite des Personnes" désigne (a) l’exploitation sexuelle par laquelle un acte sexuel à des fins commerciales est induit par la force, la fraude ou la coercition, ou par laquelle la personne induite à réaliser ledit acte est âgée de moins de 18 ans ; ou (b) le recrutement, l’hébergement, le transport, l’alimentation d’une personne en vue d’obtenir un travail ou des services, par la force, la fraude ou la coercition à des fins de servitude involontaire, de péonage, de servitude pour dettes ou d’esclavage. [↑](#footnote-ref-11)
11. L’exploitation sexuelle qu’est induit par la force, la fraude ou la coercition, ou par laquelle la personne induite à réaliser ledit acte est âgée de moins de 18 ans  [↑](#footnote-ref-12)
12. <https://www.mcc.gov/resources/doc/policy-counter-trafficking-in-persons-policy> [↑](#footnote-ref-13)
13. “Contrat financé par MCC” désigne un contrat signé par une Entité ou Equipe de base MCA contrairement à un contrat signé par MCC, conformément aux spécifications des Directives sur les passations de marché du Programme de MCC, utilisant des fonds fournis par MCC par l’intermédiaire d’un Programme Compact, d’un Programme seuil ou d’un financement en vertu d’un Accord au titre de la Clause 609(g). [↑](#footnote-ref-14)
14. [↑](#footnote-ref-15)
15. 6 “Financement MCC” désigne un financement accordé par MCC, par l’intermédiaire d’un Programme Compact, d’un Programme seuil ou d’un financement en vertu d’un Accord au titre de la Clause 609(g). [↑](#footnote-ref-16)